

Calafou, une coopérative d'habitants en devenir

Une solution viable face à la crise du logement à Barcelone ?



Mémoire de première année de master réalisé par Diego MIRALLES BUIL

Sous la direction de Mme Lydia Coudroy de Lille, Professeure à l'Université Lumière Lyon 2

Juillet 2014

Remerciements

Mes premiers remerciements vont à ma directrice de mémoire Mme Lydia Coudroy de Lille, pour sa grande disponibilité, son suivi et son souci de la rigueur. Merci également de m'avoir soufflé le nom de *Calafou*, sans quoi je n'aurais pas pu réaliser ce travail. Je remercie également Richard Pointelin, pour la grande aide qu'il m'a apporté lors de ce travail. Enfin, merci à M. Philippe Pelletier pour avoir accepté de faire partie de mon jury de mémoire.

Un très grand merci à Alex, ma *hada madrina* de Calafou, pour son aide et son soutien de tous les instants sans qui je n'aurais pas pu comprendre toutes les subtilités de la colonie ; à tou-te-s les habitant-e-s de Calafou pour leur forte implication dans ce travail et pour leur accueil chaleureux. Pour leur énergie et leur joie aussi. ¡*Muchas gracias a todxs!*

J'aimerais aussi remercier Alfredo, pour nos grandes discussions politico-philosophiques autour de la pensée foucaldienne ; Louarn, ma colocataire française de la *Casa Roja*, pour ses *Nouvelles du monde immatériel* qui m'ont permis de m'évader un peu de mes entretiens quand cela était nécessaire.

Un grand merci aux nombreuses personnes qui ont accepté de me rencontrer et de répondre à mes questions – et cela avec beaucoup de bonne humeur et de disponibilité. Merci donc à Dídac S. Costa, Maria José Meseguer et Raül Robert de *SostreCívic*, aux membres de la *Commission logement* et de la *Commission juridique* de la *Coopérative Intégrale Catalane*, à ceux de la *Plateforme des Affectés par L'Hypothèque* (PAH) de l'Anoia... et à tou-te-s celles et ceux que je ne peux nommer ici.

Je remercie aussi mes cousins et ma cousine de Barcelone pour m'avoir hébergé pendant plus d'un mois alors que ceci n'était pas prévu.

Enfin, je remercie mes parents, ma sœur Celia et Audrey pour leur relecture attentive et leurs conseils pertinents.

Sommaire

Remerciements	3
Sommaire	5
Index des sigles	7
Glossaire des termes étrangers	9
Introduction	13
PARTIE 1 Les enjeux de la recherche : les coopératives d'habitants comme solution face à la crise du logement	19
I. Les coopératives d'habitants comme modèle d'accès au logement abordable..	20
II. Méthodologie de la recherche. Les coopératives d'habitants en Catalogne espagnole : le cas de Calafou et la « <i>question centrale de la marge</i> »	25
PARTIE 2 La crise du logement en Catalogne espagnole et la solution coopératiste ..	37
I. Coopératisme et coopératives d'habitants en Catalogne	38
II. La crise du logement à Barcelone : le boom immobilier	55
PARTIE 3 La coopérative d'habitants de Calafou, de la théorie à la mise en pratique .	75
I. La Coopérative Intégrale Catalane (CIC)	76
II. L'aspect théorique du projet de Calafou	84
III. La mise en pratique du projet : la reterritorialisation de Calafou.....	95
PARTIE 4 Vivre à Calafou : une « autre forme de faire l'habitat »	115
I. L'organisation des habitants de Calafou	116
II. Calafou, une « autre forme de faire l'habitat »	126
III. De l'écart entre théorie et pratique à la reproductibilité du projet	154
Conclusion	169
Bibliographie et sources.....	173
Bibliographie.....	173
Sitographie	179
Articles de presse.....	183
Sources statistiques	185
Autres sources.....	185
Annexes	186
Table des Annexes	186
Table des cartes	201
Table des photographies	202
Table des figures	203
Table des tableaux	204
Table des matières.....	205

Index des sigles

15-M : Mouvement des Indignés espagnols.

AIT : Association Internationale des Travailleurs.

CIC : *Cooperativa Integral Catalana* (Coopérative Intégrale Catalane).

CiU : *Convergència i Unió* (Convergence et Union, parti politique catalan de centre-droite).

CNT : *Confederación Nacional del Trabajo* (Confédération Nationale du Travail espagnole, organisation anarcho-syndicaliste fondée en 1910 à Barcelone).

FCTC : *Federació de Cooperatives de Treball de Catalunya* (Fédération des Coopératives de Travaux de Catalogne).

INE : Instituto Nacional de Estadística (Institut National de Statistique espagnol)

NAL : *Núcleos de Autogestión Local* (Noyau d'Autogestion Locale).

PAH : *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (Plateforme des Affectés par L'Hypothèque)

PAIC : *Proyectos autónomos de iniciativa colectivizada* (Projet Autonome d'Initiative Collectivisée de la CIC).

PIB : Produit intérieur brut.

VPO : *Viviendas de Protección Oficial* (Logements de Protection Officielle : logements sociaux).

Glossaire des termes étrangers

Adormidera : Plante à partir de laquelle peut être produit l'opium.

Ateneu Popular la Flor de Maig : Athénée Populaire la Fleur de Mai

Barri Cooperatiu : Quartier Coopératif

Casa okupada : Maison squattée

Cooperatisme : Coopératisme

Cristalleries de Mataró : Verrerie de Mataró

Ecoxarxes : Écoréseaux

El Llobregat de Gironella : Le Llobregat de Gironella (coopérative de production catalane de la fin du XIX^{ème} siècle).

La Ciudad Jardín : La Cité-Jardin

La Obrera Mataronense : L'Ouvrière de Mataró (coopérative de production catalane de la fin du XIX^{ème} siècle).

La Sociedad Cooperativa de la Habitación Barata : La Société Coopérative du Logement Bon Marché

Ley de Casas Baratas : Loi des Habitations Bon Marché

Masía : ferme, proche des mas du sud de la France.

Okupa : Squatter

Plataforma de Afectados por la Hipoteca (PAH) : Plateforme des Affectés par L'Hypothèque

*A quelques heures de Barcelone se sont groupés des menuisiers
Et sans patron tout refonctionne on sourit dans les ateliers
Sur la place de la mairie qu'on a changée en maternelle
Des femmes ont pris la blanchisserie et sortent le linge au soleil*

*Donne-moi ta main camarade
Prête-moi ton cœur compagnon
Nous referons les barricades
Et la vie, nous la gagnerons*

*Là-bas, c'est la mort qui s'avance tandis qu'ici: Ah madame c'est l'Anarchie
La liberté dans l'espérance ils ont osé la vivre aussi*

*Dame tu mano compañero
Y préstame tu corazón
Barricadas levantaremos
Como ayer la Confederación.*

Juillet 1936, Serge Utgé-Royo.

Introduction

Le chant strident des casseroles résonne encore aujourd'hui dans les rues de Barcelone. La crise du logement de 2008 a frappé un grand coup. Les médias français ont abondamment relayé ces actualités¹, d'autant plus après l'apparition du mouvement des *Indignés* espagnols².

Le modèle économique espagnol a énormément souffert de la crise bancaire et financière de 2008. Cela tient en partie au fait qu'il était essentiellement basé sur le secteur immobilier et sur l'obtention de crédits auprès des banques afin d'obtenir le financement de « mégaprojets » urbanistiques (Naredo, 2013, p. 184). Durant la bulle immobilière espagnole des années 2000, les prix des logements ont très fortement augmenté, poussant les ménages à emprunter toujours plus aux banques afin d'obtenir un logement en propriété, la location étant en effet largement minoritaire en Espagne car très désavantagée face à la propriété occupante (Vorms, 2009). Ainsi, la crise bancaire et financière de 2008 poussa les banques à ne plus octroyer de crédits hypothécaires. De plus, de nombreuses entreprises espagnoles licencièrent abondamment, le chômage augmenta, et les ménages, ne pouvant plus rembourser chaque mois leurs prêts hypothécaires, perdirent en masse leur logement.

Cette crise du logement a très fortement touché la Catalogne espagnole ainsi que sa capitale Barcelone, comme en témoigne la création de la *Plateforme des Affectés par L'Hypothèque*³ (PAH) en février 2009 à Barcelone. En effet, face à cette *estampida*⁴, les « affectés par l'hypothèque » se sont regroupés afin de faire pression sur les banques et, au niveau local, sur la Municipalité.

Face à cette fissuration du « Modèle Barcelone » (Capel Sáez, 2009) et plus largement du secteur du logement espagnol, de nombreuses expériences d'habitats alternatifs⁵ sont en cours dans toute l'Espagne.

Avec le fort développement des coopératives d'habitants de cession d'usage, notamment à Barcelone, la Catalogne est pionnière en la matière. L'association catalane

¹ En témoignent les très nombreuses publications sur le sujet de la crise du logement espagnole, par exemple dans *Le Monde* (15 février 2010, 7 décembre 2010, 15 novembre 2011, etc.) ou encore dans *Libération* (5 mars 2008, 9 avril 2014) pour n'en citer que quelques-uns.

² Également appelé le « mouvement du 15-M », apparu le 15 mai 2011.

³ En castillan l'expression *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* peut être également traduite par *Plateforme des Victimes de l'Hypothèque*. Néanmoins, afin de conserver la signification du sigle PAH nous utiliserons dans la suite de notre travail le terme « Affecté » et non pas « Victime ».

⁴ « Débandade » en castillan.

⁵ Ou même de sociétés alternatives.

*SostreCívic*⁶ a réalisé un grand travail de sensibilisation auprès des municipalités catalanes afin de permettre la mise en place de projets de coopératives d'habitants de cession d'usage et propose un accompagnement aux habitants désireux de mettre en place un tel projet. Néanmoins, ce n'est pas l'unique entité travaillant à la promotion d'un autre type d'habitat.

En effet, la *Coopérative Intégrale Catalane* (CIC), une structure régionale autogérée créée en mai 2010 dans le but de développer une transition sociétale cherchant à construire une alternative viable au système capitaliste⁷, développe également des projets de coopérative d'habitants. *Calafou*⁸, son premier projet d'habitat coopératif, basé sur la réhabilitation d'une ancienne colonie industrielle textile catalane en désuétude depuis plus de trente-cinq ans, témoigne bien des difficultés de mise en place d'un projet d'habitat coopératif. Située en milieu rural, sur le cours de la rivière Anoia, la colonie industrielle de Calafou se dresse à environ cinquante kilomètres de Barcelone et à une dizaine de kilomètres de la ville d'Igualada, comme en témoigne la Carte 1. Ce projet, politiquement très engagé, fut abordé de manière totalement intégrale et intégrée par un groupe d'habitants prétendant remobiliser deux patrimoines historiques catalans que sont les colonies industrielles textiles du XIXe siècle et les collectivisations ouvrières de la Guerre Civile espagnole (1936-1939) dans le but de construire un « phalanstère d'un nouveau siècle ». Ainsi, comportant un terrain d'environ 28 000 m², 27 logements et regroupant une trentaine d'habitants (Carte 2), le projet de Calafou est à la fois un projet de logement abordable ainsi qu'un espace productif permettant de construire les outils nécessaires au développement d'une société « post-capitaliste ».

À ses débuts, la rhétorique des habitants était fortement influencée par les discours issus du socialisme utopique – notamment par des penseurs tels que Robert Owen, Charles Fourier ou encore Jean-Baptiste André Godin –, de l'écologie radicale et de la décroissance, etc. Néanmoins, les habitants actuels se révèlent beaucoup plus pragmatiques dans l'organisation quotidienne de cet habitat coopératif.

Ainsi, dans le cadre de ce travail de mémoire de master, nous tenterons de répondre à la problématique suivante :

Comment dans un contexte de crise du logement à Barcelone, une « autre forme de faire l'habitat » présentée comme un projet de coopérative d'habitants, exemplaire et reproductible par ses fondateurs s'est-elle dissociée de ce projet initial ?

⁶ Littéralement « Toit Civique » en catalan.

⁷ Source : <http://cooperativa.cat/es/que-es-la-cic-3/antecedentes/>, consulté le 7 juin 2014.

⁸ Il existe plusieurs orthographes différentes du projet de Calafou : « Ca la Fou », « Ca l'Afou »... Pour ce travail, nous utiliserons « Calafou », qui semble être la forme la plus utilisée par les actuels habitants du projet.

Ainsi, nous nous demanderons si cet écart entre théorie et pratique provient d'un écart « structurel » du projet, ou bien s'il s'agit d'un « produit » de la crise du logement.

À la suite de nos lectures concernant la question des coopératives d'habitants, nous pouvons d'ores et déjà avancer quelques hypothèses de travail.

Premièrement, il nous semble que même si la crise du logement de 2008 n'avait pas eu lieu à Barcelone, le projet de Calafou aurait tout de même vu le jour. Autrement dit, la crise du logement de Barcelone ne serait pas directement responsable de la création du projet de Calafou. En effet, il semble provenir d'une maturation provenant de racines plus anciennes et plus profondes que la crise du logement de 2008.

Deuxièmement, il est probable que la difficulté d'accès aux ressources ainsi que le manque de moyens financiers des habitants-coopérateurs soient deux des facteurs primordiaux limitant le développement de la coopérative de Calafou. Il pourrait également s'agir d'une des raisons responsables de l'écart entre le projet d'origine et la mise en pratique actuelle. Ainsi, selon notre seconde hypothèse, ce sont avant tout les difficultés d'ordre économique qui ont poussé les habitants à suivre une démarche plus pragmatique qu'idéologique (notamment concernant les préoccupations écologistes, de décroissance, etc.).

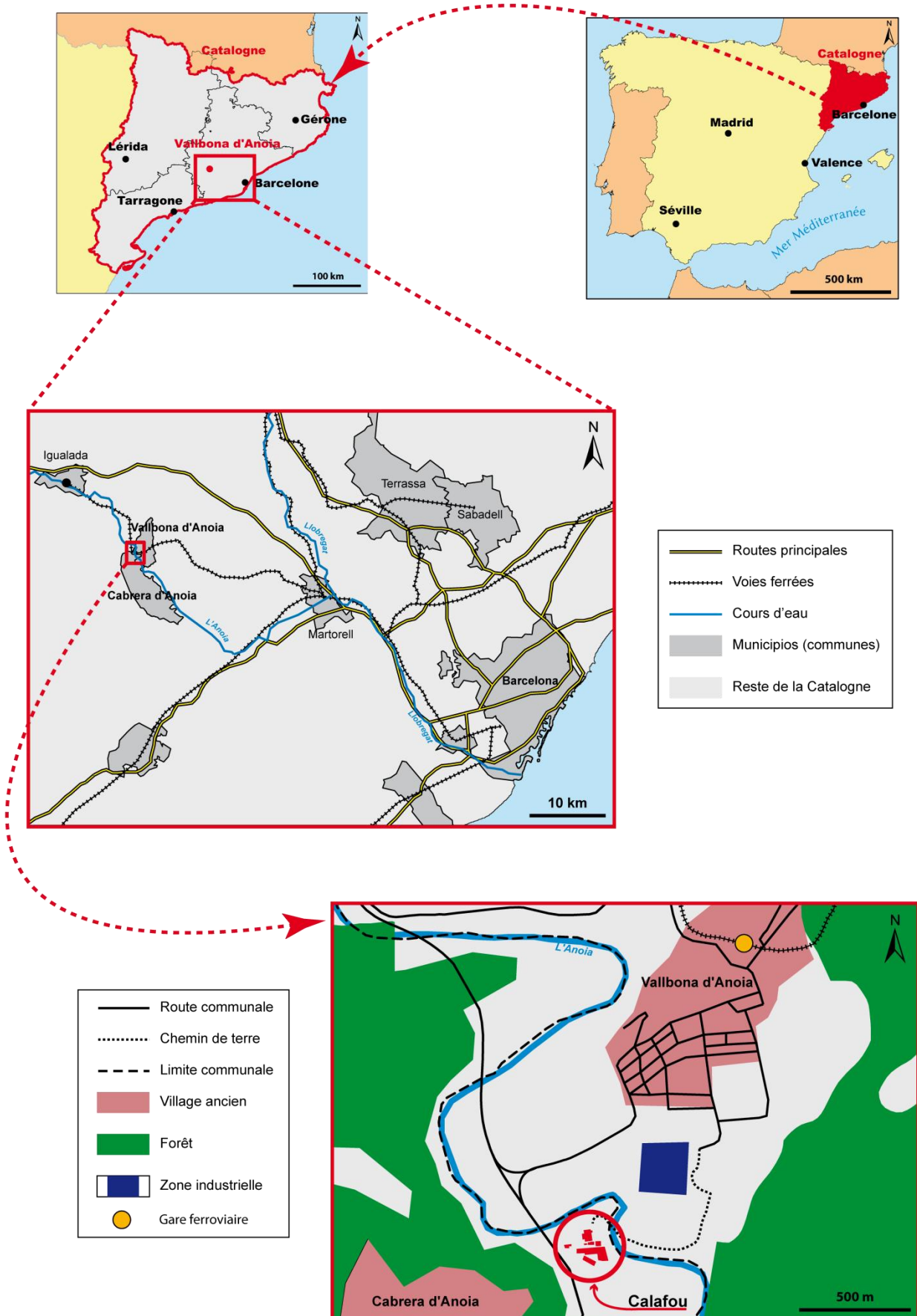
Nous présenterons tout d'abord les enjeux de la recherche, c'est-à-dire l'état de la question sur le cas des coopératives d'habitants de manière générale, ainsi que notre méthodologie de recherche.

Dans une seconde partie, nous présenterons le contexte de notre étude, en commençant par un historique du mouvement coopératif et plus particulièrement des coopératives d'habitants et de logements en Catalogne afin d'analyser les antécédents de notre terrain sur la question. Ensuite, nous rappellerons l'actualité de la question du logement en Catalogne afin de mieux comprendre d'où peuvent provenir les difficultés d'accès au logement des Catalans (et plus largement des Espagnols).

Ensuite, à partir de ce contexte actuel, et au vu des nombreuses mobilisations citoyennes en action, nous présenterons dans une troisième partie l'action de la Coopérative Intégrale Catalane ainsi que le montage du projet de Calafou.

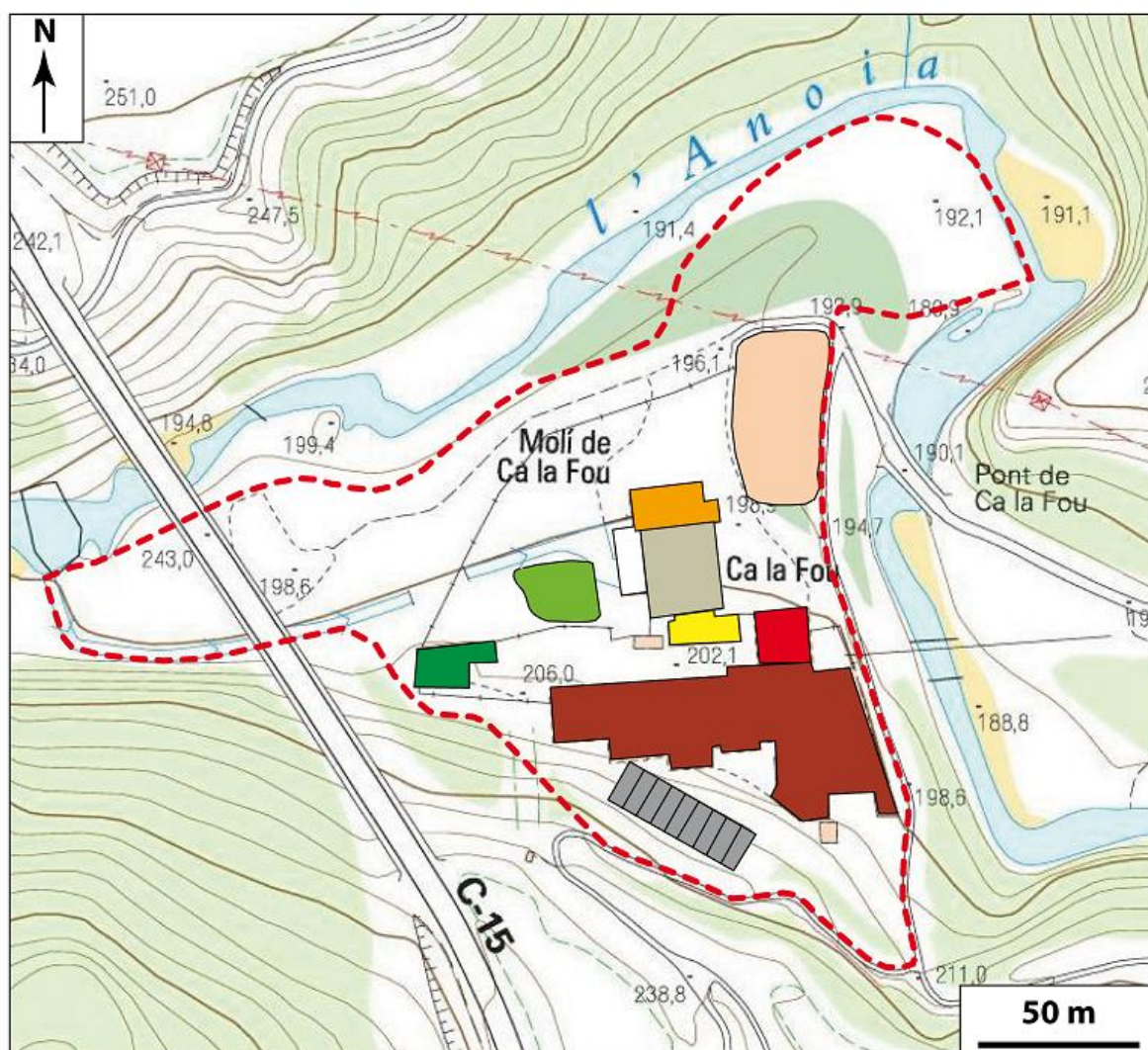
Dans une quatrième et dernière partie, nous terminerons par une analyse de l'organisation et du quotidien de cette « autre forme de faire l'habitat » mise en germe à Calafou.

Carte 1 : Localisation du projet de Calafou (Catalogne, Espagne)



Auteur : Diego Miralles Buil, 2014. Sources: IGN (.es), OpenStreetMap, Corine Land Cover 2006

Carte 2 : Carte de présentation simplifiée de Calafou



- | | |
|--|---|
| Casa Roja (Auberge) | Cuisine et salle à manger collective |
| Hangars | Atelier (menuiserie) |
| Logements ouvriers | Bureau technique (Salle de réunion) |
| Ancienne église | Maison verte (entrepôt d'outils) |
| Jardin (permaculture) | Zone de camping |

----- Limite de la propriété

Diego Miralles Buil, 2014. Source : Institut Cartogràfic de Catalunya

PARTIE 1

Les enjeux de la recherche : les coopératives d'habitants comme solution face à la crise du logement

« ...ce que les squatters font illégalement, ça doit être faisable légalement. »⁹

Membre fondateur de la CoDHA (Suisse), 2006.

La question de l'accès à un logement abordable et décent a été fortement abordée dans le milieu de la recherche sur le logement. En effet, la crise bancaire et financière de 2008 a mis en exergue les faiblesses du modèle de logement de la plupart des grands pays européens, notamment en Europe du Sud, comme c'est le cas en Espagne (Vorms, 2009).

Face à cette pénurie de logements abordables, nous assistons à la « *réémergence de la coopération sociale dans l'habitat* » (Maury, 2014). En effet, l'habitat coopératif (et plus largement l'habitat participatif) semble proposer une voie intéressante afin de pallier le manque de logements abordables pour les ménages modestes ainsi que pour ranimer la participation citoyenne dans le domaine de l'habitat en développant la possibilité d'un « habiter autrement » (D'Orazio, 2012).

Ainsi, avant de présenter la méthodologie de recherche que nous avons appliquée, nous reviendrons d'abord sur la proposition qu'apporte le mouvement coopératif face à ces difficultés d'accès au logement abordable et décent.

⁹ Source : Rabinovich et Poschet, 2006, p. 6

I. Les coopératives d'habitants comme modèle d'accession au logement abordable

Cette « *coopération sociale dans l'habitat* » dont parle Yann Maury (2014) s'insère au sein d'un mouvement social historique ayant fortement marqué le mouvement ouvrier. Avant d'en venir aux coopératives d'habitants, nous rappellerons les origines de ce mouvement coopératif ainsi que les domaines de la vie économique et sociale dans lesquels le coopératisme s'est incarné à ses débuts.

A. Le coopératisme, origines d'une notion

Avant d'aborder le lien entre coopératisme et logement, nous commencerons par présenter la notion de coopératisme ainsi que son histoire. Nous verrons qu'elle s'ancre dans le secteur de l'économie sociale ainsi que dans la pensée des socialistes utopiques du XIXe siècle mais que ce ne sont pas les seuls secteurs dans lesquels il s'est développé.

1. Étymologie d'une notion

Selon le *Petit Robert 2014* ainsi que le Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales (CNRTL) créé en 2005 par le CNRS, la première occurrence du mot « coopération » date d'avant l'année 1435 et relève du latin *cooperatio* : « *œuvre commune avec un autre* »¹⁰.

En économie, le terme est utilisé en 1828 par le réformateur et économiste Robert Owen (1771-1858) pour qualifier un « *système par lequel des personnes intéressées à un but commun s'associent et se répartissent le profit selon un pourcentage en rapport avec leur part d'activité* » (Le Petit Robert, 2013). Découlant de ce terme, la notion de coopérative apparaît en 1901 et désigne une « *entreprise associative ayant pour objet les services les meilleurs pour ses membres (coopérateurs), et gérée par ceux-ci sur la base d'une égalité des droits, des obligations et de la participation au profit* » (Le Petit Robert, 2013). Toujours en économie, d'après le *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales* de Claude-Danièle Echaudemaison, une coopérative est une « *entreprise collective dont les membres, associés à égalité de droits et d'obligations, mettent en commun travail et éventuellement capital pour satisfaire eux-mêmes leurs besoins sans dépendre du marché et sans rechercher le profit* » (Échaudemaison, 2013).

¹⁰ Composé de *cum* « avec, ensemble » et d'*operari* « agir ».

Enfin, dans son article définissant la notion de *coopérative* présent dans le dictionnaire de géographie *Les Mots de la Géographie* de 1993, Roger Brunet souligne le fait qu'une coopérative ne recherche pas le profit, mais davantage à « *maximiser les énergies en minimisant la dépense* » (Brunet *et al.*, 1993). Il souligne ici l'importance de la notion de synergie dans le fonctionnement des coopératives.

2. L'histoire d'une notion : le mouvement coopératif

Le mouvement coopératif trouve ses origines dans la pensée des socialistes utopiques du XIXe siècle et plus particulièrement en la personne de Robert Owen (1771-1858), considéré comme le « père fondateur » du mouvement coopératif. Celui-ci, ayant fait fortune dans le commerce du coton, avait à cœur l'amélioration des conditions de vie de ses ouvriers et tentera tout au long de sa vie de mettre au point des « communautés coopératives ».

En France, le mouvement coopératif s'est développé au sein du secteur de l'économie sociale mais s'imprégna également des valeurs du catholicisme social, notamment de Charles Gide (1847 – 1932) qui devint le dirigeant historique du mouvement coopératif français. La coopérative des *Équitables Pionniers de Rochdale*, créée en 1844 par des tisserands de Rochdale (Angleterre), est communément considérée comme le point d'origine de ce mouvement et s'intègre pleinement dans cette démarche d'économie sociale valorisant la coopération directe entre les ouvriers.

À la fin du XIXe siècle, Charles Gide développa un projet de « République des coopératives » radicalement opposé au socialisme centralisateur de Jules Guesde (1845-1922) et au marxisme. En effet, il défend une mobilisation « *venant du bas* » basé sur de « *libres initiatives individuelles s'exerçant par la voie d'associations contractuelles et agissant sur le marché conformément au droit commun [...] et mettant en pratique, dans leur constitution intérieure, le droit social nouveau et se multipliant par la contagion de l'exemple* » (Ferraton, 2007, p. 138). Ainsi, selon Cyrille Ferraton, le coopératisme avait pour but de « *combiner justice sociale et efficacité économique* » afin de créer « *une voie intermédiaire entre le libéralisme économique et le socialisme* » (Ferraton, 2007, p. 137).

B. Coopératisme et logement, les coopératives d'habitants

Il existe un fort lien entre coopératisme et logement. En France, dès les années 1950, le mouvement d'auto-construction coopérative « *les Castors* » s'auto-organise pour construire leurs logements. En pratiquant l'auto-construction, ils « *remplacent l'apport financier par un*

apport en travail » (Maury, 2009, p. 17-18). Nous allons maintenant voir que les coopératives d'habitants représentent un renouveau du mouvement coopératif ainsi qu'un mode d'accès au logement qui permet de lutter contre la spéculation immobilière et la propriété privée.

1. Le logement et le coopératisme : les coopératives d'habitants

Selon Yann Maury, les coopératives d'habitants permettent de penser et d'appliquer le logement populaire autrement, c'est-à-dire en supprimant l'aspect comptable de l'habitat afin de mettre en place un logement s'insérant réellement dans un processus social (Maury, 2009, p. 22). Selon lui, les coopératives d'habitants sont « *une notion à la fois ancienne* » de par l'histoire du mouvement coopératif, « *mais également nouvelle, dans ses formes de réémergence* » (Maury, 2009, p. 22)¹¹. Yann Maury rappelle que, dans la majorité des cas, les logements ne manquent pas, mais qu'ils sont inaccessibles aux ménages modestes. Ainsi, ce ne sont pas les logements en eux-mêmes qui sont rares, mais bien les logements réellement abordables.

Le marché de l'immobilier (tout particulièrement pour le cas de l'Espagne, nous le verrons par la suite) s'est *délié* – ou « *désencastré* » selon Karl Polanyi (Polanyi, 1982) – de la sphère sociale. À travers les coopératives d'habitants, il s'agit alors d'opérer un « *ré-encastrement de la question immobilière dans la sphère sociale et politique* » (Maury, 2009, p. 23). Ainsi, toujours selon Yann Maury, les coopératives d'habitants permettent de reconsidérer l'acte même d'habiter. Elles remettent la figure de l'habitant ou de l'habitante au cœur du processus d'habiter et tente « *un rééquilibrage des forces entre capital social et capital financier* ». De ce fait, le facteur humain et social étant au centre de la coopérative d'habitants, « *un projet de coopérative n'aura de chance sérieuse d'aboutir que façonné par la qualité du projet humain qui l'anime* » (Maury, 2009, p. 24).

D'après la littérature traitant des coopératives d'habitants (et plus largement de l'habitat participatif), l'un des principaux obstacles à la mise en place de tels projets reste la question financière. C'est ce dont témoigne Marie-Pierre Marchand pour le cas du *Village vertical* de Villeurbanne (Marchand, 2012). Afin de monter un tel projet, l'obtention d'un crédit éthique est généralement recherchée par les groupes-habitant, le plus souvent en entrant en partenariat avec une entité de financement éthique comme la *Banca Etica* italienne qui n'attend de

¹¹ En effet, nous verrons que pour le cas des coopératives d'habitants catalanes, et notamment pour le cas du projet de Calafou, le passé du mouvement coopératif a joué un grand rôle dans la renaissance actuelle du mouvement.

remboursement de la part du groupe-habitant qu'à partir de la fin des travaux de construction ou de réhabilitation (Maury, 2009, p. 25).

Ainsi, les coopératives d'habitants rompent avec la figure de l'*habitant-consommateur* et replacent l'habitant au centre du projet, lui permettant de réaliser lui-même la quasi-totalité des travaux ou de prendre les décisions lui-même (tout en travaillant avec les autres habitants du projet). Il acquiert donc le statut d'*habitant-acteur* lors de la construction et de la gestion de son futur logement, le tout en coopération avec les autres habitants du projet. Enfin, Yann Maury souligne l'importance du partage de connaissances entre les habitants-coopérateurs, évoquant l'émergence d'un *génie technique* provenant de cette synergie de compétences et permettant de développer un « *savoir-faire insoupçonné* ». Ainsi, de par cette synergie et ce génie technique, les habitants-coopérateurs peuvent réaliser par eux-mêmes des travaux qui, *a priori*, n'étaient faisables que par des spécialistes, et parviennent à faire baisser les coûts, le tout dans une *logique de circuit court* (Maury, 2009, p. 25-26).

2. Les coopératives d'habitants, un outil de lutte contre la spéculation immobilière

Le modèle néolibéral du marché immobilier transcende les frontières. La spéculation immobilière également. Celle-ci rend de plus en plus difficile l'accès à un logement pour les ménages modestes, mais également pour les classes moyennes¹² (Maury, 2009, p. 27). Sur ce thème, les coopératives d'habitants permettent de lutter concrètement contre la spéculation immobilière (Maury, 2009, p. 27).

En effet, les coopératives d'habitants permettent à un groupe d'habitants de devenir **collectivement propriétaires**. De ce fait, les habitants ne possèdent pas la propriété de leur logement personnel, mais partagent la propriété de tout l'édifice (ou du terrain) avec tous les autres habitants membres de la coopérative. Il s'agit « *d'un outil de lutte contre l'exclusion et la spéculation immobilière* » car c'est la coopérative (et donc les habitants eux-mêmes) qui décide du prix des logements et non pas le marché immobilier (D'Orazio, 2012). En effet, les habitants membres d'une coopérative d'habitants ne peuvent pas revendre leur logement par la suite pour réaliser un profit.

L'idée est de séparer l'*usufruit* (l'usage du logement) de la *nue-propriété* (donnant la possibilité de vendre le bien). L'*usufruit* est attribué à l'habitant, et la *nue-propriété* est

¹² Le cas de l'Espagne en témoigne. Nous y reviendrons plus particulièrement par la suite.

« transférée à une entité indépendante qui fait office de verrou anti-spéculatif »¹³. Ainsi, ce montage juridique de la coopérative d'habitants permet de sortir l'édifice (ou le terrain) du marché de l'immobilier et de la spéculation qui l'accompagne en mettant uniquement la « propriété d'usage » à la disposition de l'habitant¹⁴ (D'Orazio, 2012). De cette manière, « avec tous les pouvoirs de décision sur son lieu de vie, il [l'habitant] est plus qu'un locataire ; sans pouvoir de spéculer sur son bien, il est moins qu'un propriétaire »¹⁵. Un habitant a le droit de modifier son logement, mais ne pourra pas le vendre et réaliser un profit. Ainsi, les coopératives d'habitants, mêlant propriété collective et synergie entre les habitants, permettent le développement d'un mode de logement anti-spéculatif et réellement abordable.

3. Une tentative de clarification des termes

Les points de *non-spéculation*, de *propriété collective* et de *non-profit* sont essentiels pour discerner une coopérative d'habitants d'une coopérative de logement et d'un habitat coopératif.

Comme nous venons de l'expliquer, une **coopérative d'habitants** regroupe plusieurs membres d'une même société coopérative. Ces habitants peuvent construire ou réhabiliter leurs logements de manière coopérative, mais surtout, ils n'en possèdent que l'usage ou l'*usufruit* (la *nue-propriété* restant entre les mains de la coopérative et donc de tous les membres de celle-ci) et gèrent l'édifice de manière collective.

Pour le cas des **coopératives de logement**, seules la construction ou la réhabilitation des habitations se réalisent en coopération entre les futurs habitants. À la fin des travaux, le « lien coopératif » disparaît et les habitants accèdent généralement à la propriété privée de leur logement. La coopérative étant dissoute, les logements ne sont pas « sortis » de la spéculation immobilière et la gestion de l'édifice ne se déroule plus de manière coopérative et collective. Ce type de coopérative est parfois appelé « coopérative de construction », mais dans ce cas-là elle ne se limite pas toujours à la construction de logements.

Enfin, un **habitat coopératif** n'est pas juridiquement une coopérative. Néanmoins, la gestion des habitations (et des éventuels espaces communs) est réalisée de manière coopérative entre les habitants. Ce terme est souvent employé dans le cas d'habitats groupés où les habitants mettent en place une gestion coopérative des logements et des espaces communs.

¹³ Source : Le Monde Diplomatique, décembre 2012 : <http://www.monde-diplomatique.fr/2012/12/DENOUN/48477#nb1>, consulté le 20 juin 2014.

¹⁴ C'est, entre autres, ce qui sépare les coopératives d'habitants des « démarches d'autopromotion » (D'Orazio, 2012). En effet, un projet d'habitat en autopromotion pourra tout à fait être revendu et permettre à l'habitant d'obtenir une plus-value importante.

¹⁵ *Ibid.*

Ces trois concepts peuvent se cumuler. Ainsi, un édifice peut être construit par les membres d'une coopérative de logements ou de construction, les membres peuvent décider de ne pas dissoudre la coopérative et de gérer le bâtiment et les logements en coopération. Dans ce cas, la coopérative de logement peut se transformer en une coopérative d'habitants mettant en place un réel fonctionnement coopératif des logements. Il est également possible d'imaginer une construction de logements par une coopérative de construction qui sera dissoute à la fin des travaux, puis l'application par les habitants d'une gestion coopérative (habitat coopératif) sans que ceux-ci soient regroupés dans une coopérative au sens juridique du terme. Ainsi, de nombreux montages juridiques sont possibles pour mettre en place un de ces trois concepts.

II. Méthodologie de la recherche. Les coopératives d'habitants en Catalogne espagnole : le cas de Calafou et la « *question centrale de la marge* »

Le cas d'étude que nous nous proposons de traiter ici n'est pas forcément représentatif du secteur du logement catalan actuel. En effet, le nombre de coopératives d'habitants catalanes est beaucoup moins important que les projets immobiliers dits « conventionnels ». Selon l'*Institut de Statistique de Catalogne*, 7 839 édifices à usage de logement furent terminés en 2013 en Catalogne¹⁶. Inversement, aucun projet de coopérative d'habitants ne fut créé cette année-là¹⁷. Néanmoins, le cas d'étude de Calafou s'intègre parfaitement au sein d'une réflexion ainsi que d'une série de mobilisations citoyennes actuelles très vigoureuses en Catalogne espagnole qui méritent toute notre attention.

La question de la « situation marginale » d'un sujet de recherche a déjà été maintes fois traitée par les chercheurs et les chercheuses. En effet, comme le rappelle Yann Maury, selon Howard Becker « *nous devons accorder dans un esprit comparatif, une pleine attention aux entreprises en cours, tout juste accomplies ou pas tout à fait respectables, de même qu'à celles qui passent inaperçues ou qui s'opposent ouvertement à notre société* » (Becker, 2002, p. 159). Et d'ajouter : « *On court aussi sûrement à l'erreur lorsqu'on laisse de côté des cas, parce qu'ils paraissent de mauvais goût (...) ou politiquement contrariants* » (Becker, 2002, p.

¹⁶ Source : *Institut de Statistique de Catalogne* : <http://www.idescat.cat/pub/?id=aec&n=718&lang=es>, consulté le 28 juin 2014.

¹⁷ On relève néanmoins plusieurs projets en cours (notamment à Barcelone) ainsi que plusieurs déjà existants (Cal Cases, Roig 21, etc.). Nous reviendrons sur ces coopératives d'habitants par la suite.

178). Or, le cas de la coopérative d'habitants de Calafou¹⁸ s'intègre parfaitement aux mobilisations sociales en cours réclamant un « autre modèle de logement » et témoigne clairement des difficultés rencontrées pour développer un projet d'habitat coopératif. De plus, il fait partie des premiers projets de coopératives d'habitants mis en pratique en Catalogne espagnole et mérite donc tout notre intérêt.

A. Les trois objectifs de la recherche

Notre travail de recherche possède un triple objectif : d'abord comprendre la **théorie du projet** de Calafou, puis comprendre le **montage du projet** concret et enfin analyser le **mode de vie des habitants** de Calafou, cette « autre forme de faire l'habitat »¹⁹.

1. La théorie du projet de Calafou

La compréhension de la théorie de cette « autre forme de faire l'habitat » fut le premier objectif de cette étude. Cette première étape s'est majoritairement déroulée auprès des « fondateurs théoriques » du projet que nous avons interviewés. Nous avons pu rencontrer et questionner Dídac S. Costa, sociologue de formation n'habitant plus à Calafou, qui fut en quelque sorte « l'idéologue » du projet d'origine. Nous avons également interviewé les quelques habitants de Calafou présents depuis le début du projet. Néanmoins, à notre grand regret, et pour des raisons que nous expliciterons ci-après, nous n'avons pas pu rencontrer Enric Duran, personnage dont l'action fut cruciale pour la formation du projet.

D'où leur était venue cette idée ? Quel en était l'objectif ? Pourquoi avoir mobilisé le statut de coopérative d'habitants ? Voici un exemple des questions que nous nous sommes posées ici.

L'objectif était également de définir les *référénts* ou bien les différentes *influences* (historiques ou actuelles) du projet dans le but de les localiser sur un planisphère et ainsi de mettre en évidence leur hétérogénéité. Cependant, une fois sur le terrain, il nous est vite apparu que les *référénts* de Calafou variaient énormément selon les habitants. Ainsi, il est plus juste d'affirmer que nous avons mis au point une carte de « la nébuleuse des influences de Calafou ».

¹⁸ Nous verrons par la suite que le projet de Calafou n'est pas une « coopérative d'habitants » au sens strict du terme. Néanmoins, les habitants du projet utilisant quotidiennement ce terme, ainsi que dans un souci de fluidité de l'écriture nous l'utiliserons également pour le reste du mémoire. La Partie 3, III, B (page 99) revient sur ce point.

¹⁹ C'est notamment lors de cette analyse que nous tenterons de comprendre les facteurs ayant engendré l'écart entre la théorie et la mise pratique du projet.

Parmi ces référents du projet, le mouvement coopératif catalan (et espagnol) est fréquemment cité. En effet, ce dernier fut très actif lors du XIXe et du XXe siècle. De plus, cela correspond au contexte de notre terrain d'étude. Nous avons donc décidé d'étudier plus précisément ce mouvement coopératif catalan ainsi que le lien existant entre coopératisme et logement populaire durant cette période. Nous pourrions ainsi replacer le projet de Calafou (et plus largement de la Coopérative Intégrale Catalane) au sein de ce mouvement.

2. Le montage du projet

Ensuite, nous avons pour objectif de comprendre le montage pratique du projet. *Avec l'aide de quels acteurs (institutionnels ou non) les habitants ont-ils réalisé le projet de Calafou ? Quel(s) fut leur(s) rôle(s) ? Comment cela s'est-il déroulé et quelles ont été les difficultés rencontrées ?*

Pour cela, nous avons interviewé tous les habitants de Calafou présents depuis le début du projet, c'est-à-dire les « fondateurs théoriques » ainsi que les « fondateurs pratiques ». Ces derniers correspondant aux fondateurs ayant participé uniquement au montage du projet et non pas à sa conceptualisation ou sa « création théorique ». Enfin, nous avons également interviewé les acteurs du logement coopératif ayant participé au montage du projet.

3. Calafou, cette « autre forme de faire l'habitat » au quotidien

Pour répondre au troisième objectif, il nous fallait également analyser la vie quotidienne de Calafou : étudier les règlements de cohabitation (s'ils existent), comprendre comment s'organisent les habitants pour assurer le bon fonctionnement de la communauté, etc. Nous avons également tenté de comprendre comment les habitants parvenaient à faire baisser les coûts de la vie quotidienne afin de la rendre plus abordable tout en conservant un certain niveau de confort. Nous avons tout particulièrement étudié le cas de la cuisine collective et de son approvisionnement en nourriture afin de réaliser une carte des lieux d'approvisionnements de Calafou.

B. Méthodologie de la recherche

Notre démarche de recherche associe observation participante et entretiens auprès des habitants et des habitantes vivant actuellement à Calafou ainsi qu'auprès des « membres fondateurs »²⁰ du projet (certains vivant encore à Calafou, d'autres ayant quitté le projet ou

²⁰ « Fondateurs théoriques » et « fondateurs pratiques ».

même n'y ayant jamais réellement vécu). Nous avons interrogé des acteurs du logement coopératif partenaires du projet de Calafou ainsi que des membres de la Coopérative Intégrale Catalane (CIC), l'instigatrice du projet. Pour finir, nous avons également interrogé plusieurs membres d'associations et de groupes faisant partie du mouvement du droit au logement en Catalogne afin d'obtenir leur avis concernant le projet de Calafou.

Notre démarche de recherche peut être divisée en quatre parties : la première prise de contact avec la communauté de Calafou ; l'observation participante ; les entretiens (auprès des habitants et/ou fondateurs du projet, des partenaires, des membres du mouvement du droit au logement, etc.) ; le questionnaire dispensé aux habitants.

1. La première prise de contact avec la communauté de Calafou

Avant de réaliser notre terrain à proprement parler, nous avons réalisé plusieurs travaux préliminaires.

a) La recherche de « données froides »

Tout d'abord, avant de contacter les habitants de la coopérative de Calafou, nous avons recherché des informations sur le projet et ses partenaires (notamment la CIC). Calafou et la CIC étant deux projets très fortement présents sur internet et médiatisés par les médias alternatifs catalans et français²¹, nous avons donc pu obtenir de nombreuses informations par le biais de nos recherches web. Malgré leur contenu très subjectif, les sites web de la CIC et de Calafou²² se sont révélés très intéressants pour obtenir un premier aperçu du projet. Nous avons pu y recueillir des informations comme les partenaires du projet, les événements réalisés à Calafou, les règles d'accueil pour les visiteurs, etc. Ceci nous a donc permis de construire une ébauche de protocole de recherche que nous avons présenté aux habitants de la coopérative lors de notre première rencontre.

b) Le premier contact avec les habitants et la redéfinition du projet de recherche

Suite à un contact par courrier électronique en juillet 2013, une habitante de Calafou nous a conseillé de nous rendre à la coopérative pour faire connaissance avec les habitants. Cette

²¹ Notons par exemple les revues et sites internet français AssociationAutogestion (<http://www.autogestion.asso.fr/?p=2337>), *Populaction* (<http://populaction.com/article-et-video-la-cooperative-integrale-catalane-reponse-a-la-crise-et-construction-d-une-autre-societe/>) ou encore *S'Ilence* (décembre 2012, p. 32). Ou encore quelques revues catalanes et espagnoles : *La Directa* (9 septembre 2013), etc. Consultés le 20 juin 2014.

²² Respectivement : <https://cooperativa.cat/> et <https://calafou.org/>, consultés le 13 juin 2014.

rencontre s'est déroulée début novembre 2013 (durant 4 jours), notamment durant l'assemblée générale ayant lieu le dimanche à 18 heures pendant laquelle nous avons pu exposer notre idée de recherche. Au cours de ces 4 jours, il est apparu qu'un écart significatif existait entre la théorie du projet expliqué sur le site internet de la communauté et les pratiques du quotidien. Nous avons donc redéfini l'objectif de notre recherche afin d'étudier plus particulièrement cet **écart entre théorie et pratique** et d'en analyser les causes.

De plus, lors de ce premier contact avec les habitants et les habitantes de Calafou, nous avons pu parler de la méthodologie que nous allions appliquer. En effet, dans une démarche de recherche participative où les habitants devaient s'impliquer (notamment lors des entretiens), il nous a semblé important de prendre en compte leurs opinions concernant le déroulement de la recherche.

2. La recherche participative, une relation à double sens

Nous avons donc présenté notre projet de recherche aux habitants et avons précisé ensemble quelques points méthodologiques.

a) Recherche participative, « culture libre » et anonymat

Les habitants de Calafou font partie et participent activement à la promotion de la *culture libre*. Ainsi, il fut rapidement décidé qu'il était nécessaire que notre travail de recherche soit publié sur la toile et qu'il soit librement et gratuitement accessible sous une licence de type *Creative Commons*²³.

De plus, afin de préserver la vie privée des habitants de Calafou, il fut décidé d'anonymiser les réponses et les avis des habitants au sein du mémoire final. Néanmoins, certains de nos interlocuteurs (n'habitant pas la colonie de Calafou) n'ont pas souhaité être anonymisés au sein du présent mémoire. Ainsi, afin de discerner les vrais noms des faux, nous avons décidé « d'encadrer » les faux noms d'apostrophes (‘ ’) tout au long de ce travail²⁴.

Afin de nous intégrer davantage au groupe-habitant, nous nous sommes créé un compte sur le réseau social internet propre à la CIC, et nous avons été ajouté au groupe « Calafou » afin de prendre part aux discussions, aux échanges d'idées via internet ainsi que pour pouvoir plus facilement contacter les membres de la communauté (certains n'étant pas toujours présent à la colonie). Nous avons ainsi eu accès à la liste mél des habitants, aux groupes d'organisations d'activités ou de tâches quotidiennes, au compte-rendu d'assemblée, etc. Nous avons ainsi pu

²³ Pour plus d'informations sur les licences de types *Creative Commons* voir le site web *Creative Commons France* : <http://creativecommons.fr/>, consulté le 30 juin 2014.

²⁴ Par exemple, pour un faux nom : 'Danielle'. Pour un vrai nom : Danielle.

avoir accès à de nombreuses données « confidentielles », par exemple les entrées et sorties d'argent de la coopérative de Calafou, le contrat de location avec option d'achat de la colonie industrielle textile, etc. Néanmoins, certaines de ces données n'étaient pas directement publiables, car représentant des données ou des documents plus ou moins sensibles. Ainsi, nous avons décidé avec les habitants des données qu'il nous serait possible de publier directement, et celles qu'il nous faudrait « lisser » afin de ne pas enfreindre les règles concernant la vie privée des habitants.

b) L'implication de l'apprenti-chercheur dans la vie de la communauté

Dès le premier contact que nous avons eu avec la communauté de Calafou, il a tout de suite été avancé que l'intérêt de cette recherche devait bénéficier aux deux parties : à l'apprenti-chercheur (nous-mêmes) ainsi qu'aux habitants de Calafou. Il n'était aucunement envisageable de demander aux habitants de s'impliquer lors d'entretiens et de ne rien « offrir » en échange. Ainsi, il nous fallait proposer aux habitants une restitution pertinente à leurs yeux. Le travail de généalogie et l'historique du projet de Calafou que nous comptons réaliser les intéressent grandement, nous avons décidé de le leur restituer. En effet, le projet de Calafou étant assez complexe, plusieurs habitants n'en connaissent pas l'intégralité. En plus de cela, la communauté de Calafou étant durant notre séjour en plein travail de définition d'une « vision commune » entre les habitants du projet, nous avons décidé de nous y impliquer davantage et de tenter, par le biais de nos entretiens et questionnaires réalisés auprès des habitants, de participer à ce travail en leur restituant une ébauche de « vision commune » que nous aurions pu élaborer à la vue de nos entretiens.

Enfin, pour permettre la création d'autres projets du même type, nous nous sommes proposé – avec l'aide d'une habitante de Calafou – de réaliser un « Manuel de répliquabilité » du projet dans le but d'aider les futures initiatives en la matière et pour que l'expérience vécue par les habitants de Calafou soit diffusée. De plus, ayant parlé de ce « manuel » avec plusieurs associations en lien avec Calafou (notamment une association d'aide à la création de projet de coopérative d'habitants en modèle de cession d'usage, ainsi qu'une coopérative de crédit), celles-ci nous ont affirmé que cette idée les intéressait grandement. Néanmoins, à la vue du travail que cela nécessiterait, nous avons décidé d'un commun accord de réaliser ce travail après le présent mémoire.

Ainsi, l'implication de l'apprenti-chercheur dans le projet de Calafou n'est pas terminée.

3. La démarche de terrain : observation participante, réalisation d'entretiens et questionnaires

Revenons maintenant sur la démarche méthodologique de terrain que nous avons appliqué durant cette recherche.

a) L'observation participante

Afin d'appréhender le mode de vie de la communauté de Calafou, nous avons réalisé une observation participante pendant cinq semaines, soit environ trente-huit jours, durant lesquels nous avons vécu avec les habitantes et les habitants de la coopérative. De ce fait, nous avons pu observer les activités de la vie quotidienne, y prendre part et ainsi mieux appréhender les multiples conceptions de l'habitat se développant à Calafou. De plus, nous avons activement pris part aux tours de cuisine, de ménage, de réparation/réhabilitation, d'achat de nourriture, etc. Nous avons également participé aux préparations d'un événement réalisé par la coopérative de Calafou auquel ont participé près d'une quinzaine de personnes venant de l'extérieur.

Ainsi, tout comme l'approche de Florence Bouillon lors de son terrain de thèse dans le milieu des squats en France, cette démarche « d'être avec » possède une certaine dimension ethnographique et permet de partager des expériences communes avec les personnes enquêtées, de créer du lien et de la confiance réciproque (Bouillon, 2009). Ainsi, nous ponctuerons la dernière partie de ce travail (concernant l'organisation de la vie à Calafou) par quelques extraits de notre carnet de terrain afin de rendre compte de nos observations de manière plus directe.

Grâce au temps passé en observation participante, à la fois lors d'activités de la vie quotidienne ainsi que lors de discussions informelles avec les habitants, nous avons pu apprendre beaucoup sur la vie à Calafou. Certains habitants étaient très ouverts à la discussion et nous donnaient leur avis sur la plupart des sujets. Ainsi, il nous est vite apparu que beaucoup de questions des questionnaires que nous avions préalablement préparés avaient déjà reçu des réponses de la part de certains habitants. Néanmoins, certains ne descendaient que rarement dans les espaces collectifs : ils étaient donc plus difficiles à questionner de manière spontanée. Nous avons donc décidé de concentrer nos entretiens sur ces habitants en priorité.

b) *Les entretiens avec les habitants de Calafou*

Ainsi, après deux semaines d'observation participante et de création de lien de confiance avec les habitants, nous avons décidé d'annoncer à l'assemblée générale hebdomadaire que nous aimerions réaliser des entretiens avec toutes celles et ceux qui y étaient disposés. Nous avons également doublé cette affirmation orale par un courrier électronique envoyé sur la liste mél interne de la coopérative de Calafou afin de contacter également les habitants n'étant pas présents à l'assemblée. Pour réaliser ces entretiens auprès des habitants, nous avons donc tout d'abord joué la carte du volontariat.

À partir de ce moment, certains habitants nous ont manifesté leur volonté de participer et d'autres sont restés silencieux. Nous avons donc tout d'abord réalisé les entretiens avec tous les volontaires, ceci dans le but de donner la parole à toutes celles et ceux qui souhaitaient réellement participer. Après avoir repéré les volontaires, nous avons remarqué que certains « groupes d'affinité » d'habitants n'étaient pas représentés²⁵. En effet, nous avons rapidement remarqué que les habitants s'auto-organisaient en petits *groupes d'affinité* avec lesquels ils et elles partageaient souvent un passé voire leur lieu de résidence précédent²⁶, ou encore des groupes d'affinité formés autour d'un travail réalisé en commun au sein de la coopérative. Ainsi, pour certaines questions, interviewer chaque habitant n'était pas nécessaire, notamment pour les questions traitant des trajectoires résidentielles ou encore pour les informations générales sur leur logement actuel (les informations étant facilement obtenues lors de discussions informelles).

Au vu de ces *groupes d'affinité*, nous avons donc tenté d'obtenir quelques entretiens supplémentaires afin de réaliser au moins un entretien avec un membre de chaque groupe d'affinité de Calafou. Nous avons croisé cette analyse par *groupe d'affinité* en prenant en compte les critères socio-économiques et politiques des habitants afin d'obtenir des données balayant le maximum de profils différents. Finalement, nous avons pu réaliser un entretien approfondi avec **quinze habitants de la colonie**²⁷. L'Annexe 1 témoigne de la liste des entretiens réalisés et l'Annexe 2 témoigne des questions posées aux interviewés²⁸.

²⁵ Ce fut par exemple le cas pour un petit groupe d'habitants travaillant activement dans la réhabilitation de leur logement.

²⁶ C'est notamment le cas pour les membres du mouvement *okupa* qui se connaissaient déjà.

²⁷ 15 entretiens sur la vingtaine d'habitants (environ) présents à la colonie durant cette période. Ces entretiens semi-directifs réalisés à partir d'un questionnaire élaboré préalablement furent enregistrés avec l'aide d'un enregistreur numérique. La durée des entretiens fut variable selon les interviewés (allant de 1 heure jusqu'à 3 heures pour le plus long).

²⁸ Ou plutôt d'un exemple de questions, car nous avons adapté les entretiens en fonction des interviewés (notamment pour les acteurs du logement).

Enfin, nous avons également réalisé quelques entretiens libres auprès de quelques visiteurs de passage afin de recueillir leur avis. Nous avons notamment proposé à une visiteuse d'écrire un petit texte afin d'exprimer son ressenti après quelques semaines de vie à Calafou. Dans le but de la laisser s'exprimer librement, nous ne lui avons pas spécifié plus de consignes. Nous citerons par la suite certains passages de ce texte. De même, nous avons interrogé quelques habitants du village de Vallbona d'Anoia et quelques militants catalans pour le droit au logement. En effet, l'ouverture du projet de Calafou sur l'extérieur est primordiale. Il ne s'agit pas uniquement de « *vivre entre soi* », sans relation avec l'extérieur (Lemaître, 2010), mais bien d'un projet ouvert vers l'extérieur.

c) Les entretiens des acteurs du logement

Nous avons donc également réalisé des entretiens auprès de différents acteurs du logement coopératif catalan (notamment l'association *SostreCívic*), auprès du coordinateur de la banque éthique *Fiare* ayant travaillé avec Calafou ainsi qu'avec deux membres de la *Commission logement* et de la *Commission juridique* de la CIC. L'objectif étant de pouvoir comprendre le rôle qu'a joué chaque acteur dans l'édification du projet de Calafou. Lors de ces entretiens réalisés auprès de ces « partenaires » du projet, nous avons posé plusieurs questions préalablement élaborées en fonction du profil et de l'aide que chaque acteur avait dispensée au projet de Calafou (voir en Annexe 2 les entretiens réalisés pour plus de précision).

d) La question de la représentativité de la recherche sur le temps long, un « instantané » de Calafou

Lors de nos deux premières semaines d'observation participante, nous avons rapidement remarqué qu'il nous serait impossible de réaliser un entretien avec tous les habitants de Calafou et qu'ainsi, notre travail ne serait pas représentatif de l'intégralité des conceptions des habitants sur le projet. En effet, de nombreux habitants n'étaient pas présents à la coopérative pendant notre séjour²⁹. De même, l'observation participante étant menée seulement durant cinq semaines, cela ne représente pas l'intégralité du projet sur le temps long, mais seulement un « instantané » du projet. De plus, la période durant laquelle s'est déroulé notre travail de terrain fut une période très particulière de l'histoire de la colonie. En effet, de fortes tensions étaient présentes entre plusieurs habitants³⁰. Cela a notamment engendré le départ de plusieurs

²⁹ Certains étaient en déplacement lointain (en Amérique latine par exemple) pendant plusieurs mois, d'autres n'étaient que très peu de temps présents à la coopérative, d'autres étaient très occupés dans leurs activités quotidiennes et n'avaient pas de temps suffisant à nous accorder pour réaliser un entretien.

³⁰ Ces tensions n'étaient pas présentes (ou bien beaucoup moins marquée) lors de notre premier contact avec la communauté de Calafou en novembre 2013.

habitants qui, durant notre première semaine de terrain, ont décidé de quitter le projet³¹. Ce « climat social » très tendu a beaucoup joué sur l'ambiance de la colonie durant notre mois d'observation participante.

Ainsi, les entretiens réalisés auprès des habitants n'avaient pas pour objectif d'obtenir une vision exhaustive et absolue du projet de Calafou. Nous avons donc réalisé une observation ponctuelle du projet, se déroulant sur cinq semaines (du 1^{er} mars au 7 avril 2014), et cela afin d'obtenir une « *pluralité de points de vue sur une même réalité* » (Bouillon, 2009, p. 12).

e) Les questionnaires

Enfin, nous avons également fait passer aux habitants un questionnaire traitant des représentations et des appréciations de la coopérative d'habitants, cela dans le but d'en apprendre davantage sur la vie quotidienne ainsi que sur l'avis des habitants concernant leur lieu de vie. Nous y avons posé plusieurs questions à choix multiples afin d'appréhender la manière dont se positionnent les habitants dans la colonie, s'ils et elles avaient certaines volontés précises de réhabilitation, etc. (voir les questions du questionnaire dispensé en Annexe 3). Plus précisément, nous avons demandé aux habitants de noter³² chaque lieu (ou espace) de Calafou en fonction de leur confort physique et social. « Physique » afin de déterminer le potentiel de « confort matériel » de chaque lieu, et « social » afin de mettre en évidence les lieux où se cristallisent les conflits. Cela avait pour but de réaliser une série de cartes mettant en évidence les différentes caractéristiques sociales des lieux et pouvant servir au travail de « vision commun » des habitants.

Nous avons réalisé ce questionnaire à l'aide du logiciel libre de sondage en ligne *LimeSurvey* et l'avons envoyé à tous les habitants de Calafou par la liste de courrier électronique collective (comportant uniquement les habitants actuels de Calafou). Au bout du temps spécifié, nous avons reçu 19 réponses des habitants.

³¹ Nous ne savons pas si ces départs étaient définitifs ou non, néanmoins, les habitants en questions ne revinrent pas à Calafou durant notre mois de terrain (sauf l'un d'entre eux, afin de récupérer certains biens personnels).

³² Ou plutôt attribuer un qualificatif à chaque lieu : « toujours bien », « bien la plupart du temps », « très variable », « mal la plupart du temps », « toujours mal », ou bien « sans réponse ».

PARTIE 2

La crise du logement en Catalogne espagnole et la solution coopératiste

« La coopération est l'association au bénéfice des associés, mais le coopératisme est la coopération érigée en système d'émancipation sociale »³³.

Joan Salas Anton, 1902.

La crise du logement qu'a subie la Catalogne espagnole en 2008 s'inscrit dans une histoire longue, forte de luttes et de mobilisations. En effet, les récentes mobilisations citoyennes catalanes pour le droit au logement témoignent d'un héritage fort. Le mouvement coopératif catalan, né au sein d'un contexte de fortes mobilisations ouvrières, a beaucoup joué dans la production de modèles de logements coopératifs et abordables. Ces projets coopératifs refont aujourd'hui surface en Catalogne espagnole. En effet, de nombreux collectifs catalans exhument cette pensée coopératiste et tentent de la faire revivre, comme en témoigne le projet *Barri Cooperatiu* mis en place par la *Fédération de Coopératives et de Travail de Catalogne* (FCTC) et la coopérative autogérée *La Ciutat Invisible* dans le quartier de Sants (Barcelone).

³³ Nous avons nous-mêmes réalisé la totalité des traductions de ce mémoire, que ce soit du castillan ou du catalan au français.

I. Coopératisme et coopératives d'habitants en Catalogne

Comme nous l'avons vu en introduction, le projet de Calafou fut impulsé par la Coopérative Intégrale Catalane (CIC) qui témoigne de la renaissance du mouvement coopératif catalan. En effet, celui-ci possède une riche histoire au sein de laquelle les coopératives d'habitants ont une place de choix. Nous allons voir que le croisement entre coopératisme et logement a pris de nombreuses formes au fil des années et des divers gouvernements qui se sont succédés. Cela nous permettra de replacer le projet de Calafou au sein de ce contexte historique plus vaste.

A. L'émergence du mouvement coopératif catalan

Avant d'aborder la question des coopératives de logement en Catalogne, il est nécessaire d'analyser l'émergence du mouvement coopératif catalan, et notamment barcelonais. En effet, la capitale de Catalogne fut l'une des villes espagnoles pionnières en matière de développement du mouvement coopératif (Tatjer, 1998).

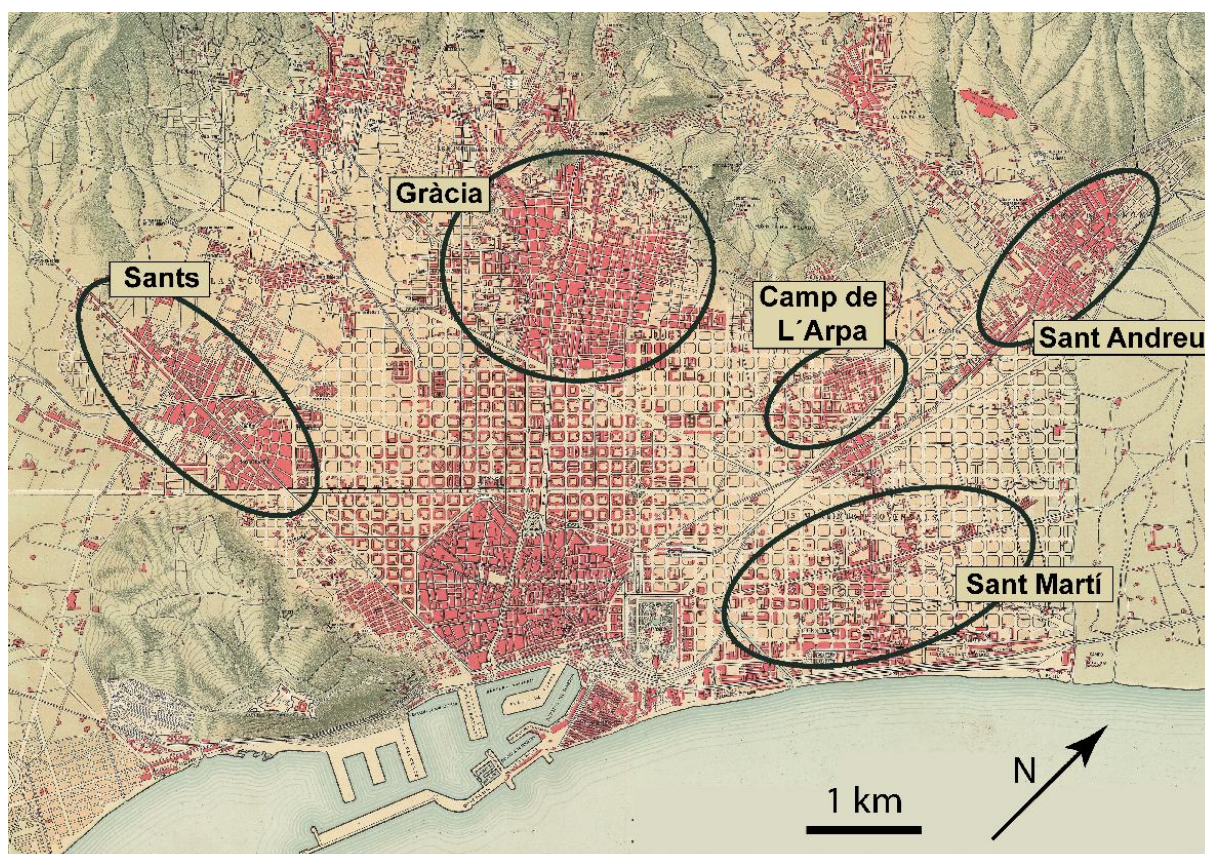
1. Les prémices du mouvement coopératif catalan : un mouvement fortement ouvrier

Selon Mercedes Tatjer, la toute première coopérative catalane fut créée en 1840 à Barcelone, soit avant la fameuse expérience anglaise des *Équitables Pionners de Rochdale* qui vit le jour en 1844 (Tatjer, 1998). Ce ne fut néanmoins pas la toute première coopérative d'Europe, comme en témoigne Albert Pérez Baró. Ce dernier relève en effet plusieurs associations coopératives ouvrières fondées avant 1840, entre autres l'association coopérative de consommation créée à Brighton (Angleterre) en 1827 par le docteur King ou encore l'épicerie sociale coopérative *Au Commerce Véridique et Social* créée en 1835 à Lyon par Michel-Marie Derrion (Pérez Baró, 1966, pp. 15-16). Néanmoins, les initiatives coopératives s'intensifièrent davantage en Catalogne à partir de 1864 avec la traduction et la diffusion de l'expérience précédemment citée des *Équitables Pionners de Rochdale* par le biais de Fernando Garrido, qui fut notamment un grand défenseur de la pensée de Charles Fourier. Par la suite, les premières coopératives catalanes sont nées au sein d'un contexte de grandes revendications ouvrières au sujet du droit à l'associationnisme et se sont imprégnées des idées socialistes utopiques du moment (Estivill, 1979, p. 126). Le mouvement coopératif catalan, très fortement lié avec l'histoire des mouvements ouvriers, fut dès ses débuts marqué par des

activités de résistances et de « luttres contre le capital » ainsi que par des tentatives d'auto-organisation et de solidarité entre les ouvriers (Estivill, 1979, p. 126).

Dans la lignée des *Équitables Pionners de Rochdale*, de nombreuses expériences de coopératives « multisectorielles »³⁴ sont apparues en Catalogne (ainsi qu'en Espagne) comme en témoigne notamment la coopérative *La Obrera Mataronense* à Mataró autour de la fabrication textile (Tatjer, 1998). Géographiquement, les coopératives étaient alors majoritairement localisées au sein des périphéries ouvrières de Barcelone comme en témoigne la Carte 3 ci-dessous, basé sur les recherches de Mercedes Tatjer. De plus, l'important travail de mémoire historique réalisé par la coopérative autogérée *La Ciutat Invisible* traitant de l'histoire du mouvement coopératif du Quartier de Sants (Barcelone) nous permet d'appréhender la vitalité du mouvement coopératif catalan durant la fin du XIXe siècle et le début du XXe. A l'échelle d'un seul quartier, il permet de mettre en évidence les différentes matérialisations du mouvement coopératif catalan (Dalmau Torvà et Miró, 2010).

Carte 3 : Les coopératives barcelonaises fin XIXe et début XXe siècle



Diego Miralles Buil, le 11 juin 2014 ; Source : Tatjer, 1998, Institut Cartogràfic de Catalunya³⁵.

³⁴ Au sens où elles n'étaient pas spécialisées dans un secteur précis, mais en réunissaient plusieurs : consommation, production, aide mutuelle, crédit, épargne, etc.

³⁵ Publié dans l'*Enciclopedia Ilustrada Seguí*, ce fond de carte date approximativement de 1920 : <http://cartotecadigital.icc.cat/cdm/singleitem/collection/catalunya/id/1481/rec/47>, consulté le 11 juin 2014.

2. Les deux grands courants du mouvement coopératif catalan

Il n'est pas aisé de rendre compte de l'intégralité du mouvement coopératif catalan. En effet, il fut influencé par de très nombreuses idéologies différentes pouvant aller de la doctrine sociale de l'église³⁶ jusqu'à l'anarchisme de Pierre Kropotkine ou d'Élisée Reclus (Tatjer, 1998 ; Masjuan, 2006, p. 110), tout en passant par les idées paternalistes, ou encore les penseurs marxistes ou libéraux. Néanmoins, en 1870, deux grands courants ont pris forme au sein de ce vaste mouvement. Une première **conception plus modérée et réformiste**, défendue notamment par Josep Roca i Galès³⁷, voyait les coopératives comme un « *moyen de protection légale des ouvriers* » (Estivill, 1979, p. 126) et comme un « *modèle d'organisation sociale ayant une valeur universelle* » voire plus largement comme « *une alternative au socialisme dans sa version marxiste* » (Tatjer, 1998)³⁸. Selon Antonio Yagüe Aviñó, ce courant coopératif « **modéré et réformiste** », dont l'exemple type fut les *Équitables Pionniers de Rochdale* qui mobilisait « *les idées et les pratiques de Owen, Fourier et Godin limitées à l'organisation entrepreneuriale et la consommation (...) sans questionner le système en lui-même* » devint vite la forme majoritaire et officielle (Yagüe Aviñó, 2013, p. 47).

La seconde grande conception du coopératisme, plus radicale, considérait les coopératives comme un outil que le mouvement ouvrier pouvait utiliser afin de permettre un changement radical et révolutionnaire de la société. Cette position, selon Mercedes Tatjer (1998), était tenue par les marxistes et les anarchistes. Cette seconde voie, appelée « **coopératisme révolutionnaire** » par Antonio Yagüe Aviñó, annonce une volonté de rupture avec la société capitaliste et poursuit « *les aspirations plus ambitieuses des socialistes utopiques pour proposer une transformation intégrale de la structure socio-économique de la société* ». (Yagüe Aviñó, 2013, p. 47). Nous pouvons néanmoins noter que dès l'émergence du mouvement coopératif catalan, et au moins jusqu'en 1911, les milieux anarchistes étaient très critiques à son égard. Ceux-ci insistèrent fortement sur la possible mise en place d'une « *élite*

³⁶ Sur ce sujet voir notamment *Los problemas del trabajo y el socialismo* de M. Gil Maestre (Barcelona, 1897).

³⁷ Dont le nom fut donné à l'une des plus importantes fondations privées de promotion du coopératisme en Catalogne : <http://www.rocagales.cat/>, consulté le 20 juin 2014.

³⁸ Selon Mercedes Tatjer (1998), on retrouve la même position au sein des coopératives suisses : Cf. Lorenceau, R., 1994, « Les coopératives d'habitation en Suisse alémanique. Une diffusion de la propriété », *Annales de la Recherche Urbaine*, n° 65, p. 112.

coopératiste privilégiée » pouvant dévier fortement des idées révolutionnaires³⁹, ce qui mènera les anarchistes à qualifier ce mouvement d'*adormidera*⁴⁰ (Estivill, 1979, p. 127).

À la fin du XIXe siècle, le nombre de coopératives augmenta sensiblement, ces dernières commençant à se spécialiser dans un secteur particulier (consommation, production, etc.).

Le *Premier Congrès Coopératif National* de 1912 témoigne de la maturité du mouvement coopératif catalan ainsi que de l'hétérogénéité de ces partisans, comme le montre le Tableau 1 ci-dessous représentant le programme de conférences réalisées à cette occasion :

Tableau 1 : Programme de conférences du Premier Congrès Coopératif National de Catalogne (1912)

Nom des intervenants	Titre de la conférence
J.M.Tallada	Proudhon et les débuts du socialisme scientifique,
Cebrià de Montoliu	John Ruskin ou l'idéalisme éthico-social anglais,
Manuel Raventós	Tentatives de production non capitaliste : Owen et Henry George,
Vidal i Guardiola	Karl Marx,
Vidal i Tarrago	Socialisme juridique : Antoni Menger,
Valentí Camp	Eduard Bernstein,
Enric Jardí	Les doctrines de George Sorel.

Diego Miralles Buil, d'après Pérez Baró, 1972.

3. Un mouvement coopératif catalan mené par le courant modéré et réformiste

Malgré les nombreux courants qui le composent, dès sa création et jusqu'aux années 1930 environ, le mouvement coopératif catalan fut majoritairement guidé par le courant modéré et réformiste ne souhaitant « *qu'améliorer les conditions de vies et de travail des ouvriers, mais sans remettre en cause le salariat ou le système politique* » (Estivill, 1979, p.128).

Durant le premier tiers du XXe siècle, et malgré les tensions internes qui le traversaient, le mouvement coopératif catalan s'intensifia et se diversifia vers d'autres secteurs d'activités⁴¹. De plus, comme en témoigne le cas de la colonie industrielle de *Borgonyà*, de nombreux chefs d'entreprises, ou comme ici de colonies industrielles de Catalogne, sont allés jusqu'à

³⁹ Cette critique des anarchistes était directement destinée au courant modéré et réformiste dont nous avons parlé plus haut, mais également aux dérives de certains penseurs socialistes autoritaires.

⁴⁰ En castillan et catalan, l'*adormidera* est la plante à partir de laquelle peut être produit l'opium, substance provoquant une somnolence chez le consommateur. Provenant des milieux anarchistes, on comprend donc la portée de ce qualificatif.

⁴¹ Il s'étendit notamment au secteur agricole avec l'apparition des premières coopératives de production et de consommation alimentaire comme le vin ou le lait, ainsi qu'aux secteurs sanitaires (Tatjer, 1998).

installer des coopératives de consommation au sein de leur industrie. Ainsi, selon Pere Colomer de nombreuses colonies industrielles catalanes possédaient en leur sein une (ou plusieurs) coopérative de consommation (Colomer et al., 1996, p. 232). On est ici bien loin du coopératisme radical et révolutionnaire dont parlent Mercedes Tatjer et Antonio Yagüe Aviñó.

Ce développement important des coopératives catalanes durant le premier tiers du XXe siècle fut principalement dû à l'aide fournie par les penseurs et les professionnels influents liés à différentes instances réformistes, comme l'*Institut de Reformes Sociales* espagnol ou encore le *Musée Social* catalan (Tatjer, 1998). C'est entre autres avec l'aide de ces instituts et des « leaders coopératistes », que furent répandues les idées du catholicisme social français, la pensée de Charles Gide⁴², ou encore les conceptions de Henry George, John Ruskin, Eduard Bernstein, etc. (Tatjer, 1998). Les idées plus radicales (anarchistes et marxistes) étaient elles aussi présentes au sein du mouvement, mais elles n'ont que faiblement compté dans le développement des coopératives catalanes (Tatjer, 1998).

4. Le mouvement coopératif durant la Guerre Civile espagnole : entre coopératisme et collectivisme, vers un coopératisme libertaire ?

Le 18 juillet, le coup d'État militaire mené par le général Franco embrase l'Espagne tout entière. À Barcelone, les ouvriers – majoritairement membre de la CNT⁴³, forte de plus de 2 millions d'adhérents – prirent les armes et repoussèrent les militaires franquistes. Les ouvriers barcelonais instaurèrent alors le communisme libertaire et procédèrent à la collectivisation libre des moyens de production.

Avant d'aborder le destin des coopératives durant la révolution sociale espagnole de 1936-1939, nous reviendrons tout d'abord sur les liens existants entre anarchisme et coopératisme.

a) *Coopératisme et anarchisme*

Selon Antonio Yagüe Aviñó, la proximité théorique entre les deux notions est importante. En effet, le géographe anarchiste Pierre Kropotkine a tenu une importante correspondance avec les membres des milieux coopératistes catalans, notamment à travers la revue catalane *Cooperatismo* (Yagüe Aviñó, 2013, p. 52).

⁴² Gide a grandement influencé le socialiste J. Salas Antón (1854-1931) avocat et adjoint au maire de Barcelone, qui était l'un des plus ardu organisateurs et sympathisants du coopératisme catalan.

⁴³ La Confédération Nationale du Travail, une organisation anarcho-syndicaliste fondée en 1910 à Barcelone.

De plus, plusieurs membres de la CNT espagnole furent de grands défenseurs des coopératives. Joan Peiró Belis (1887-1942), ouvrier du verre, fut l'un d'entre eux. Il participa activement à la fondation de la coopérative de production de verre *Cristalleries de Mataró* en 1919 et joua un rôle important au sein de la CNT catalane à partir de 1918 (Peiró Olives, 1978). Il défendait « *un coopératisme qui [...] destine le produit de ses bénéfices à la culture, à la création d'écoles et à la diffusion des idées émancipatrices* », ce qui lui semblait être « *un moyen excellent et direct de combat contre le capitalisme* » (Yagüe Aviñó, 2013, p. 53).

Bien qu'intégrée au système capitaliste, la coopérative était alors vue à la fois comme un espace possédant une certaine indépendance permettant aux ouvriers un contrôle direct de leur production et de leur organisation⁴⁴, ainsi que comme un espace d'éducation au sein duquel les ouvriers pouvaient acquérir une certaine technique et une méthode d'autogestion, « *se préparant [ainsi] pour la gestion économique de la société future* » (Garau, 2010, p. 206).

La proximité théorique entre les deux mouvements n'implique néanmoins pas que l'intégralité des coopératives s'inscrivait dans la théorie libertaire. Bien au contraire. En effet, bien que les philosophies coopératistes et libertaires se rapprochent sur certains points théoriques (comme l'auto-organisation des moyens de production directement par les ouvriers, la solidarité, la coopération libre et volontaire, etc.), dans la pratique beaucoup de coopératives n'étaient en rien des entités se revendiquant de l'anarchisme, la plupart étant plus proche du courant réformiste⁴⁵.

Selon Antonio Yagüe Aviñó, bien que minoritaire face au coopératisme réformiste, on retrouve de nombreuses traces de ce « coopératisme révolutionnaire » au sein de beaucoup d'expériences révolutionnaires à caractère libertaire comme la Commune de Paris de 1871, la révolution makhnoviste en Ukraine autour de 1920 ainsi que les collectivisations ouvrières espagnoles en 1936 (Yagüe Aviñó, 2013, p. 47). Cela mène Antonio Yagüe Aviñó à postuler l'existence d'un *coopératisme libertaire* sur lequel nous reviendrons plus tard, lors de la présentation de la Coopérative Intégrale Catalane.

Néanmoins, bien que proches sur certains points, les deux pratiques que sont le coopératisme et le collectivisme libertaire mis en place par la CNT entrèrent fortement en conflit durant la Guerre Civile espagnole.

⁴⁴ Ainsi que permettant également une certaine « intégrité individuelle » de par l'absence de patron et l'auto-organisation de la production.

⁴⁵ On peut également relever les nombreuses coopératives de production présentes en URSS ou encore les coopératives s'inscrivant dans une politique libérale, n'ayant rien d'anarchiste.

b) Les tensions entre collectivisme et coopératisme durant la Guerre Civile espagnole (1936-1939)

Après l'échec du coup d'État franquiste, les ouvriers prirent la ville de Barcelone en main. Des tensions se cristallisèrent rapidement autour des coopératives catalanes (très présentes à Barcelone à cette époque) entre les membres des coopératives et les collectivistes libertaires. En effet, pour les collectivistes la propriété des usines (ou des champs) devait appartenir à l'intégralité de la collectivité c'est-à-dire à la société dans son ensemble et non pas aux seuls membres des dites-usines (Aymerich Cruells, 2008, p. 388). De plus, pour les coopératives de production, les bénéfices étaient redistribués aux travailleurs au prorata du travail réalisé par chacun, ce qui n'était pas le cas pour les usines collectivisées (Aymerich Cruells, 2008, p. 388). Ainsi, de nombreux anarchistes collectivistes considéraient les coopératives comme des lieux de privilèges (surtout fiscal⁴⁶) intégrés au système capitaliste qu'il fallait donc supprimer (Aymerich Cruells, 2011). Néanmoins, de nombreuses coopératives furent collectivisées directement par leurs membres et, comme nous l'avons vu plus haut, certains anarchistes de la CNT soutenaient les coopératives, comme ce fut le cas pour Joan Peiró Belis.

Ainsi, malgré les tensions idéologiques séparant les deux notions, coopératives et entreprises collectivisées coexistèrent dans la Catalogne de la Guerre Civile espagnole.

Au terme de cette période, en 1938, furent recensés 238 coopératives dans toute la Catalogne, réunissant plus de 28000 ménages catalans (Tatjer, 1998). Ainsi, les coopératives représentèrent un outil important pour les classes populaires dans la Barcelone du premier tiers du XXe siècle qui permit notamment de rendre plus accessibles aux ouvriers de nombreux produits et services, ou encore, comme nous allons le voir maintenant, d'accéder à un logement abordable.

B. Les coopératives de logement et les coopératives d'habitants en Catalogne, une histoire mouvementée

Malgré les amples moyens d'action des coopératives catalanes et barcelonaises du XIXe siècle, celles-ci n'abordèrent généralement pas la question du logement (Tatjer, 1998).

⁴⁶ En effet, durant la Seconde République espagnole (1931-1939) de nombreuses lois furent mises en place afin d'aider la création de coopératives.

Il n'existe que deux exceptions. La première, *La Obrera Mataronense*⁴⁷ de Mataró qui, en 1881, avait commandé pour ses membres un groupe de maisons à l'architecte Antonio Gaudí (Tatjer, 1998), et le second cas fut celui de la coopérative *El Llobregat de Gironella*⁴⁸ qui avait pour projet de construire un quartier coopératif comportant de nombreux services et dont les maisons, en accession à la propriété et construites directement par les membres de la coopérative, coûtaient environ 1 500 pesetas (Tatjer, 1998). Certaines autres coopératives possédaient des logements qu'elles louaient à leurs membres⁴⁹. Quoi qu'il en soit, ces rares exceptions parmi les coopératives catalanes agissaient comme des promoteurs de logement, mais aucune gestion coopérative des logements par leurs habitants n'est relevée par Mercedes Tatjer (1998). Selon elle, pour la plupart des réformistes, le fonctionnement coopératif était vu comme « *la meilleure façon de résoudre le problème de l'accès au logement pour la classe ouvrière* » (Tatjer, 1998).

Ainsi, dès la promulgation par l'État espagnol de la première *Ley de Casas Baratas* (Loi des Habitations Bon Marché) de 1911 – ayant pour but de « *donner une couverture légale à la construction d'habitations ouvrières à prix populaire* » (Dalmau Torvà et Miró, 2010, p. 317) – les expériences du même type⁵⁰ furent beaucoup plus nombreuses (Tatjer, 1998).

Selon l'Article 3 de cette loi, ces *Casas baratas* pouvaient être construites par des sociétés de bienfaisance ou des coopératives. De plus, cet article incitait à la création de *Sociétés de crédit populaire* afin de permettre aux ouvriers de louer ces logements (Tatjer, 1998). Cette loi permettait aux coopératives construisant des logements populaires d'obtenir des aides financières et fiscales ainsi que des aides quant à l'obtention de terrains (expropriations). Certaines coopératives se dédièrent alors entièrement à la construction de *Casas baratas*. Néanmoins, ce ne fut pas le cas de toutes, comme en témoigne Marc Dalmau Torvà et Ivan Miró i Acedo pour le cas du quartier de Sants (Barcelone) : « *Une des actions qui s'initia avec l'accumulation de capital [des coopératives de production] fut la construction de logement à bas prix* » (Dalmau Torvà et Miró, 2010, p. 100).

Cependant, la grande majorité de ces coopératives étaient des coopératives de construction de logements (ou coopératives de logements) et ne mettaient pas en place une gestion coopérative des logements après leur construction⁵¹.

⁴⁷ Littéralement : « L'Ouvrière de Mataró ».

⁴⁸ Littéralement : « Le Llobregat de Gironella », le Llobregat étant un important fleuve catalan.

⁴⁹ On peut par exemple citer *La Redentora* ou encore *La Fraternidad* de la Barceloneta (Tatjer, 1998).

⁵⁰ C'est-à-dire les projets de construction de logements abordables à destination des ouvriers, produits directement par les coopératives.

⁵¹ Ce n'étaient donc pas des coopératives d'habitants.

1. Cebrià de Montoliu et l'émergence des coopératives d'habitants

Nous venons de voir comment les coopératives catalanes se sont emparées de la *Ley de Casas Baratas* pour produire des logements bon marché pour leurs membres en endossant l'habit de promoteurs immobiliers de logements abordables. Venant du fait que les tenants du mouvement coopératif catalan étaient à l'époque majoritairement réformistes, la question de la propriété du sol ne fut tout d'abord pas remise en question.

a) *L'émergence du concept de coopératives d'habitants en Catalogne*

Mais ce thème va être discuté dès 1914 par Cebrià de Montoliu, alors bibliothécaire du *Musée Social*, entité créée en 1909 par la Municipalité et la Députation Provinciale de Barcelone et ayant pour but « *d'étudier et d'apporter des solutions à la question ouvrière* » (Tatjer, 1998).

En effet, Cebrià de Montoliu, influencé par les travaux d'Élisée Reclus et de Patrick Geddes (Masjuan, 2006, p. 110 ; Pelletier, 2013, p. 43)⁵², publie en 1914 un texte posant les bases du coopératisme catalan en matière de logement. Celui-ci, intitulé *La coopération dans le mouvement des Cités-Jardins*⁵³, décrit les projets de logements de type coopératif réalisés en Angleterre et tout particulièrement le cas de la Cité-jardin de Letchworth imaginé par Ebenezer Howard. Il analyse également le cas de plusieurs coopératives de locataires⁵⁴ anglaises et allemandes (Tatjer, 1998).

Pour Montoliu, la coopération correspond à la meilleure alternative en matière de logement. Selon lui, la notion de coopération dans l'habitat telle qu'il la conçoit « **supprime la propriété individuelle du sol**, permet la participation des travailleurs et des artisans de la construction à l'édification de maisons bon marché, de plus, le système de location permet aux membres de payer un loyer relativement bas, loyer qui peut être complété par les intérêts du capital investi, facilitant la mobilité pour le travail et résolvant les éventuelles difficultés de paiement et de remboursement de prêt en cas de période de chômage » (Tatjer, 1998).

Montoliu prend ensuite comme exemple le modèle des *Tenants cooperators* anglais de la banlieue-jardin de Hampstead (Londres), imaginé par Raymond Unwin et Barry Parker (architectes socialistes et proches des mouvements anarchistes⁵⁵) sous l'influence de la vision de l'urbaniste Ebenezer Howard, qui dans son « *désir de concevoir des espaces urbains sains*

⁵² Eduard Masjuan relève chez Montoliu l'influence d'Élisée Reclus et de Patrick Geddes. Philippe Pelletier quant à lui ne relève que l'influence de Geddes chez le coopératiste catalan.

⁵³ Titre original : *La cooperación en el movimiento de las Ciudades Jardines*.

⁵⁴ *Cooperativas de inquilinos* dans le texte original. *Inquilino* signifiant « locataire ».

⁵⁵ Particulièrement à travers la profonde amitié existant entre Unwin et Edward Carpenter, militant socialiste libertaire notamment proche du géographe anarchiste Pierre Kropotkine.

et démocratiques, a été immensément influencé par Kropotkine » (White et Kossoff, 2011, p. 161).

Cebrià de Montoliu défendait fermement le modèle des Cités-jardins, développé par Ebenezer Howard ou encore Raymond Unwin, face à « l'urbanisation illimitée » de la ville de Barcelone (Masjuan, 2000, p. 87 ; Pelletier, 2013, p. 43). Il publia en 1912 un premier ouvrage intitulé *La Ciudad Jardín* où il y résumait l'œuvre de Howard et au sein duquel il affirmait déjà la nécessité de « réserver à la communauté la **propriété collective**, de mettre en place des conditions afin d'**empêcher les effets de spéculation des terrains** (...) » (Montoliu, 1912, p. 29). Il réaffirme cette position en 1918 en l'appliquant à la question du logement :

*« Le premier principe fondamental de la Cité-jardin est la **nécessité du contrôle public de la terre** (...). Avant que ne soit résolu le problème de la terre, il sera impossible de trouver une solution au problème du logement (...). Tout comme la maison se dresse sur la terre, de la même façon le problème du logement dépend de la question de la terre (...). Il est en général reconnu que la possession et le contrôle de la terre pour les intérêts d'une minorité est le grand obstacle qu'il est important de supprimer avant que le problème du logement ne puisse être résolu (...) »* (Civitas, 1918, p. 206)⁵⁶.

Ainsi, nous pouvons voir qu'avant que ne commencent les années 1920 le mouvement coopératif catalan avait fait sienne de cette nécessité de propriété collective, comme en témoigne l'affirmation du journal *Cooperatismo* du 1er avril 1915 :

*« Ce n'est pas en appliquant le principe de l'individualisation de la propriété qu'il [le problème du logement ouvrier] pourra se résoudre. La solution doit être cherchée sous la forme de la **propriété collective** »* (Dalmau Torvà et Miró, 2010, p. 317).

Ainsi, Montoliu tenta d'appliquer en Catalogne les principes de la Cité-jardin couplés avec les principes coopératistes, à la fois pour résoudre le problème de l'étalement urbain barcelonais ainsi qu'afin de proposer une solution au problème du logement ouvrier.

Bien qu'il ne fut pas spécialement reconnu comme un membre militant au sein des mouvements politiques socialistes et qu'il fut généralement considéré comme appartenant au courant réformiste du coopératisme catalan, nous avons vu que sa vision des coopératives s'inspire de nombreux penseurs, urbanistes et géographes proches – voir même faisant partie pour certains – des mouvements socialistes et plus particulièrement libertaires et anarchistes (Reclus, Geddes, Unwin, etc.). Ainsi, selon Eduard Masjuan, « *il ne s'agit pas d'affirmer une militance anarchiste de Cebrià de Montoliu* » mais seulement de reconnaître les liens

⁵⁶ La revue *Civitas* fut créée en 1911 et fut dirigée par Montoliu jusqu'en 1919.

existants entre la théorie de « *Cité-jardin coopératiste* » développée par Montoliu et les idées libertaires et anarchistes de ses contemporains⁵⁷ (Masjuan, 2000, p. 22).

Cependant, malgré toute l'énergie dépensée par Cebrià de Montoliu afin de promouvoir son modèle urbanistique de *Ciudad Jardín*, très peu de projets furent menés à terme.

b) *Le cas unique de la Société Coopérative du Logement Bon Marché*⁵⁸

Le cas de la *Société Coopérative du Logement Bon Marché* fut sans doute l'une des applications concrètes en matière de logement coopératif la plus proche de la vision de Cebrià de Montoliu. Cette société coopérative fut créée en 1916 par Eladi Gardó i Ferrer. Ses membres pouvaient s'inscrire à titre individuel ou par groupe et il fut également possible aux autres coopératives barcelonaises (de consommation, production, services, etc.) de la rejoindre directement (Tatjer, 1998). Ainsi, selon le périodique *Cooperatismo*⁵⁹, en seulement un an, plus de treize coopératives provenant de différents quartiers de Barcelone avaient rejoint la *Société Coopérative du Logement Bon Marché*. Selon Mercedes Tatjer, ce fut réellement la première coopérative répondant vraiment aux principes coopératifs dans le domaine du logement (Tatjer, 1998).

Cette coopérative ne se basa pas sur les ambitions de la *Ley de Casas Baratas* (Loi des Habitations Bon Marché) dont elle critiqua fortement l'objectif de « *promotion de la petite propriété sans réellement résoudre ni même soulager la question de l'habitat ouvrier* ». Elle rajoute que cette loi n'a permis « *ni la baisse des loyers ni la construction de maisons en nombres suffisants pour les répartir entre les ouvriers* » et termine en affirmant que même s'il en était le cas « *les ouvriers ne seraient pas en condition de pouvoir se les payer* » (Tatjer, 1998). Face à cette incapacité des institutions en charge de la question et de ce que permet la *Ley de Casas Baratas*, la *Coopérative du Logement Bon Marché* réaffirme sa position et sa volonté de mettre en place un modèle de logement abordable entièrement coopératif et collectif :

« *Ainsi, les coopératistes veulent rompre avec l'imposture de ces logements qui n'ont rien d'abordable, et veulent tenter d'implanter un système qui répondra en nombres et en accord avec ce que le prolétariat nécessite : des habitations bon marché. Résoudre ce problème en*

⁵⁷ Eduard Masjuan développe par ailleurs les divergences existantes entre Montoliu et certains autres urbanistes, architectes et géographes anarchistes (Masjuan, 2000, pp. 161-188).

⁵⁸ *Sociedad Cooperativa de la Habitación Barata*. «Barata» peut également se traduire par « abordable » ou « économique ».

⁵⁹ *Cooperatismo*, n° 56, 15 juin 1917.

assurant une habitation bon marché et décente pour les nécessiteux est ce que proposent les coopératives de Barcelone, en s'inspirant de l'idéal coopératiste (...) »⁶⁰.

Elle ajoute que « *les coopérateurs vont construire une grande ville de logement bon marché (...) afin de répondre au grand idéal des collectivités libres* » et termine en affirmant qu'il s'agira d'une « *propriété totalement collective des coopérateurs membres de la Coopérative du Logement Bon Marché* »⁶¹.

Nous possédons très peu d'information sur les projets de la *Coopérative du Logement Bon Marché* ayant été mis en pratique. Néanmoins, selon le journal coopératiste *Cooperatismo*⁶², un projet de logements dessiné par l'architecte Jaime Grau Torras fut mené à bien en 1919 à Sant Andreu (Barcelone). Celui-ci comportait plusieurs groupes de maisons bon marché, comme en témoigne le croquis du projet de l'architecte ci-dessous (Figure 1).

Figure 1 : Croquis d'un projet d'habitat de la *Coopérative du Logement Bon Marché*



Source : *Cooperatismo*, 1er juillet 1918, n°81⁶³

Nous ne connaissons pas les raisons de la disparition de cette coopérative, ni pourquoi si peu de projets furent réellement mis en pratique. Selon Mercedes Tatjer, cela pourrait provenir du manque d'appui des autres grandes coopératives barcelonaises qui se limitèrent à un appui moral et non pas économique (Tatjer, 1998).

⁶⁰ Citation rapportée par Mercedes Tatjer (1998).

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Cooperatismo*, n° 84, 1918, pp. 202-204.

⁶³ Tirée de Dalmau Torvà et Miró (2010, p. 100).

Le manque de ressources économiques semble donc avoir été l'obstacle majeur de ces initiatives. Cependant, selon Eduard Masjuan, de manière plus générale, l'échec de la plupart des projets réellement coopératistes en matière de logement « *repose en grande partie sur le fait de n'avoir pas réussi à trouver une solution au problème de la propriété privée du sol* » (Masjuan, 2000, p. 165).

Ainsi, bien que très peu de projet de Cebrià de Montoliu, ou s'inspirant de ses idées, ne furent réellement réalisés, ce dernier a développé un concept de logement coopératif très proche de l'actuelle définition des **coopératives d'habitants** (et plus seulement de coopératives de construction comme nous l'avons vu précédemment). En effet, tout comme l'affirme Anne D'Orazio pour le cas des coopératives d'habitants actuelles, la gestion coopérative de l'habitat de Montoliu souhaite « *permettre à un collectif d'habitants de pouvoir devenir collectivement propriétaire* » et développe une réflexion sur *l'accessibilité économique et sociale du logement* », la gestion coopérative des logements serait alors « *un outil de lutte contre l'exclusion et la spéculation immobilière* » (D'Orazio, 2012).

Ainsi, le concept de logement coopératif de Cebrià de Montoliu marqua fortement le coopératisme catalan en matière de logement en proposant un **fonctionnement coopératiste de la construction du logement jusqu'à sa gestion**, et cela à travers la mise en place d'une **propriété collectivement partagée par les membres de ladite coopérative**.

Néanmoins, cette proposition de Montoliu ne dura pas. Outre la *Société Coopérative du Logement Bon Marché* ainsi que quelques réalisations isolées, on ne relève pas d'autre mise en pratique conforme à la pensée de Montoliu. Cela est sans doute dû à l'utilisation des coopératives de logements par le gouvernement autoritaire de Primo de Rivera (1923-1930) comme une forme plus économique d'accéder à la propriété (Tatjer, 1998).

2. Les coopératives de logements catalanes, de l'esprit coopératiste à l'instrumentalisation politique

Nous venons de voir que les expériences de coopératives de logement basées sur une propriété collective du sol et des édifices se sont heurtées à la difficulté de la mise en pratique (Masjuan, 2000, p. 165). Selon Begoña Bernal, l'une des principales raisons à cela provient de la volonté « *de la bourgeoisie et de l'État espagnol ainsi que de l'Église catholique* » d'affaiblir l'avancée des idées révolutionnaires se développant fortement au sein des mouvements ouvriers (Bernal, 2008, p. 274). Ainsi, Begoña Bernal affirme que la volonté de ces « trois autorités » sus-citées de promouvoir l'accession à la propriété privée pour les

ouvriers débuta en 1911, mais se cristallisa à partir de 1921, ce qui correspond à la période durant laquelle l'État espagnol tentait de lier la nécessité de paix sociale avec la nécessité de développement de logement sain à travers la construction d'habitations ouvrières en accession à la propriété, aidée par les organismes officiels comme la fameuse *Ley de Casas baratas* de 1911 puis de 1921 (Bernal, 2008, p. 274). Begoña Bernal témoigne bien de ce contrôle des ouvriers à travers la promotion de l'accession à la propriété privée d'un logement unifamilial avec jardin :

« *Personne ne peut nier que l'habitant propriétaire de sa maison, enchaîné aux biens immobiliers, payant une hypothèque pendant 30 ans ou plus, a ses avantages pour le système, parce qu'il possède une moindre mobilité physique, mentale et sociale, que les personnes qui vivent dans une location* » (Bernal, 2008, p. 273).

De plus, dès 1923, avec la mise en place de la dictature du Général Primo de Rivera (1923-1930), le régime du dictateur poursuivit davantage cette politique d'aide à l'accession à la propriété. De ce fait, alors que nous avons vu précédemment que le mouvement coopératif catalan avait fortement adhéré à la vision de Montoliu concernant la notion de propriété collective⁶⁴, à partir de 1923 on ne retrouve plus de projets de coopératives d'habitants proposant une propriété collective gérée entre les habitants. Au contraire, on ne retrouve que des projets permettant à terme une accession à la propriété privée pour les habitants (Tatjer, 1998). La position tenue par le *Premier Congrès des Coopératives des Logements Bon Marchés* de 1927 témoigne bien de ce **changement de discours du secteur coopératif** (réformiste et modéré) auquel avait participé Montoliu jusqu'en 1919 avant de s'exiler aux États-Unis⁶⁵ (Masjuan, 2000, p. 137). En effet, au sein de ce Congrès de 1927, il fut affirmé que l'accession à la propriété privée était le premier objectif des coopératives de logements barcelonaises. La prise de parole de la *Coopérative de la Construction de Cornellá* que relève Mercedes Tatjer (1998) témoigne de cette position :

« *Le groupe d'individus qui n'a pas d'autre revenu que le fruit de son travail personnel (...) ressent la nécessité de jouir d'une demeure en propriété privée dans laquelle mettre à l'abri les enfants sans le souci ou l'insécurité du lendemain (...) Il est évident que la propriété est l'un des facteurs qui sont susceptibles de contribuer à l'amélioration de la condition humaine, à l'élévation de la spiritualité* »⁶⁶.

⁶⁴ Voir plus haut la citation du journal *Cooperatismo* du 1 avril 1915.

⁶⁵ En effet, selon Eduard Masjuan, « *la distorsion des théories de la Cité-Jardin, mise au service de l'urbanisme dévastateur de la nature, a conduit à Cebrià de Montoliu (1873-1923) à l'auto-exil jusqu'à sa mort, à Albuquerque, Nouveau-Mexique* » (Masjuan, 2006, p. 112).

⁶⁶ Source : *Primer Congreso Nacional de Cooperativas de Casas Baratas*, Barcelona, 1927, p. 91.

Le cas des statuts de la *Société Coopérative Espagnole de Constructions Economiques* présentés en 1928 à Calella (Catalogne) témoigne également du fait que l'accèsion à la propriété était toujours l'objectif de ces coopératives de logements (Izcarra, 2008, p. 244). Et Mercedes Tatjer de conclure : « *En définitive, les approches à caractère plus collectif et d'esprit coopératif semblaient avoir disparu au profit d'une gestion coopérative vue comme une forme plus économique d'accéder à la propriété privée du logement* » (Tatjer, 1998).

Plus tard, durant le régime franquiste (1939-1975) cette forte incitation à l'accèsion à la propriété va être réaffirmée à l'aide d'un discours, de lois et d'aides financières notamment analysées par Céline Vaz et Charlotte Vorms⁶⁷.

Ainsi, entre 1911 et 1936 les coopérateurs envisagèrent la construction à Barcelone d'un millier de logements. De ce millier, seul près de 700 furent réellement construits. Face aux deux ou trois milles logements construits à Barcelone entre 1923 et 1936, la place des coopératives de logements reste donc fortement minoritaire (Tatjer, 1998).

3. L'Espagne, un pays de propriétaire ? Une conception issue du franquisme

Face au mouvement coopératif, jugé trop subversif par le gouvernement autoritaire de Franco, ce dernier a tenté de prendre la main de ce mouvement et de s'en servir pour mettre en place sa politique de logement.

a) *Les coopératives de logements comme outil de production d'habitat abordable*

Pour cela, le gouvernement franquiste va créer, à travers de la *Loi des Coopératives* du 2 janvier 1942, l'*Œuvre Syndicale de la Coopération*, organisation unique possédant toute l'autorité nécessaire pour diriger le mouvement coopératif espagnol comme en témoigne l'Article 53 de ladite *Loi des Coopératives* :

« *La Délégation Nationale de Syndicats, à travers de l'Œuvre Syndicale de la Coopération, dont la personnalité juridique est reconnue par l'État en vertu de la présente loi, organisera hiérarchiquement tout le mouvement coopératif espagnol, en maintenant la séparation nécessaire entre les différents types de Coopératives reconnues par cette loi* » (Gómez

⁶⁷ Voir notamment : Céline Vaz, 2013, « Les promoteurs immobiliers et l'État franquiste : de la dépendance à l'émancipation », *EspacesTemps.net*, URL : <http://www.espacestemp.net/articles/les-promoteurs-immobiliers-et-letat-franquiste-de-la-dependance-a-lemancipation/>, consulté le 30 juin 2014.
ET Vorms Charlotte, « Madrid années 1950 : la question des baraques », *Le Mouvement Social*, vol.4, n° 245, p. 43-57. URL : www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2013-4-page-43.htm, consulté le 30 juin 2014.

Jiménez, 2004, p. 82). Et l'Article 54 ajoute que l'*Œuvre Syndicale de la Coopération* a pour but de « *recueillir, promouvoir et diriger le mouvement coopératif espagnol (...)* » (Gómez Jiménez, 2004, p. 82). Ainsi, à travers cette loi sur les coopératives, et malgré la contestation de nombreuses coopératives existantes (Estivill, 1979, p. 219), le régime franquiste est parvenu à prendre en main les rênes du mouvement coopératif espagnol. Il a ensuite pu se servir des coopératives pour mettre en place ses politiques sociales de logement, notamment à travers la promotion de l'accession à la propriété.

Amador Ferrer témoigne bien du rôle donné aux coopératives dans le secteur de la construction de logement. En effet, au milieu du XXe siècle, la réponse officielle du gouvernement espagnol face à la forte demande en logement abordable se matérialisa à travers la production massive de *polígonos de viviendas*, des zones d'aménagements dont la morphologie renvoyait fortement aux grands ensembles français (Capel Saéz, 2013, p. 249). Jusqu'à la fin des années 1960, ce furent les administrations publiques locales ainsi que l'État qui, à travers plusieurs organismes promoteurs et constructeurs, assurèrent la construction de ces logements abordables (Ferrer, 2008, p. 298). Mais à partir des années 1970, « *ceux-ci furent progressivement remplacés par des coopératives, des promoteurs et des sociétés immobilières privées* » (Ferrer, 2008, p. 298).

Après la transition démocratique, le gouvernement espagnol a poursuivi cette démarche initiée par Franco et distribua des aides pour pousser à la création de coopératives de construction. Par exemple, les organisations syndicales recevaient toujours des aides fiscales pour mettre en place des coopératives de logement pour permettre à leurs membres d'accéder à la propriété comme en témoigne Maria José Meseguer, une juriste que nous avons rencontrée, spécialiste des questions de logements et membre de l'association catalane *SostreCívic* : « *En cinq ans, la coopérative se dissolvait et permettait l'accession à la propriété pour ces membres, sans mettre en place de gestion coopératives des logements* »⁶⁸.

Les coopératives agissaient donc toujours comme promoteurs et non pas comme gestionnaires. « *L'utilisation du mot « coopérative » ne venait que du statut de l'entreprise et non pas d'un réel mode de gestion coopératif* »⁶⁹.

b) La création d'un pays de propriétaires

Durant toute la période franquiste, le gouvernement espagnol a fortement valorisé l'accession à la propriété. On peut par exemple relever l'Article 12 de la *Charte du travail*, loi

⁶⁸ Entretien n°17.

⁶⁹ *Ibid.*

fondamentale d'inspiration clairement fasciste⁷⁰ adoptée par le régime franquiste en 1938 avant même la fin de la guerre civile : « *l'État assume la tâche de multiplier et de rendre accessibles à tous les Espagnols les formes de propriété liées de manière vitale à la personne humaine : le foyer familial, l'hérédité de la terre et les outils ou biens nécessaires au travail quotidien* »⁷¹. En effet, selon Charlotte Vorms, le logement est « *un domaine de réalisation majeur* » de la politique sociale mise en place par le régime franquiste (Vorms, 2013).

Comme nous l'avons vu précédemment, selon Begoña Bernal, l'État espagnol et l'Église catholique, également rejoints par certains secteurs politiques de gauches, utilisèrent l'argument de l'accès à la propriété de logement comme « *une méthode parfaite pour obtenir la paix sociale* » (Bernal, 2008, p. 274). Elle prend comme exemple le cas de la ville de Burgos où le secrétaire du *Comité des Logements Bon Marchés*⁷² affirma qu'en favorisant l'accession à la propriété privée pour l'ouvrier, celui-ci, « *devenu propriétaire de son logement, va changer ses habitudes* », tout particulièrement en « *s'écartant de la taverne, ce qui évitera les maladies (contagions)* » et va « *employer tout son temps libre à la construction de sa maison, puis à la culture de son petit jardin potager* ». Cela pousse donc l'ouvrier à se tourner entièrement vers le travail afin de pouvoir rembourser son emprunt et autre « *frais d'amortissement* ». En effet, « *la maison construite avec l'effort et la sueur de l'ouvrier produit des bénéfices immenses. Le pauvre qui, avant, détestait la propriété, finit par la défendre et par l'aimer* » (Bernal, 2008, p. 274).

Ainsi, selon Begoña Bernal, ce fut la peur de l'avancée des idées révolutionnaires – surtout l'anarchisme pour le cas de la Catalogne – qui « *poussa la bourgeoisie espagnole des années 1920 à établir un mode d'accès au logement privé (propriété privée) et un modèle de logements (unifamilial) comme moyen de défense de classe face aux exigences et aux menaces de la classe ouvrière* » (Bernal, 2008, p. 274).

La suprématie de la propriété occupante s'affirma davantage au fil des années. Elle ne fut pas remise en cause lors de la transition démocratique et lors du retour de la démocratie.

⁷⁰ S'inspirant notamment de la Charte du travail italienne (*Carta del Lavoro*) de 1927, l'un des principaux textes législatifs de Mussolini.

⁷¹ Source : Article 12 de la *Charte du Travail* de 1938.

⁷² En castillan : *Junta de Casas Baratas*.

II. La crise du logement à Barcelone : le boom immobilier

Aujourd'hui, les conséquences de ce système de propriété occupante, très fortement favorisé durant plus de soixante ans, se sont fait lourdement remarquer lors de la crise du logement de 2008. Nous allons voir que l'ampleur de cette crise provient directement de l'hypertrophie du secteur immobilier espagnol. Couplée aux très forts taux de propriété occupante espagnole, ce système a mené à une grave crise du logement. Cependant, nous verrons que la crise de 2008 n'est pas le point d'origine des mobilisations catalanes pour le droit au logement mais que celles-ci s'insèrent dans des luttes sociales et des revendications remontant à la transition démocratique espagnole. Les actuels mouvements sociaux pour le droit au logement décent qui se sont regroupés et ont mené à bien des projets comme celui de la CIC et de Calafou s'inscrivent dans cet héritage.

A. De la « folie immobilière » à la crise du logement

Le « miracle économique » espagnol a beaucoup fait parler de lui depuis la transition démocratique. Mais l'éclatement de la bulle immobilière de 2008 a matérialisé les craintes de nombreux spécialistes (Naredo, 2013). Avant d'aborder la crise du logement espagnol, nous allons revenir sur ces événements.

1. Le modèle immobilier espagnol face à l'adhésion à l'Union européenne, ou le « *pouvoir oligarchique immobilier* »

Le « modèle immobilier » espagnol, hérité du franquisme puis parachevé pendant la transition démocratique a atteint son apogée à la fin de cette dernière ainsi qu'après l'adhésion de l'Espagne à l'Union européenne (UE). Dans le secteur immobilier, la démocratisation politique s'est accompagnée d'un clientélisme⁷³ ainsi que d'une « *urbanisation sauvage* » constituée de « *mégaprojets* » menés par un véritable « *pouvoir oligarchique* » (Naredo, 2013, p. 183). Au sujet des nombreuses affaires de corruptions liées à l'urbanisme, José Manuel Naredo (économiste et statisticien) en témoigne selon ces termes : « *Ces maux sont l'héritage d'un demi-siècle de despotisme franquiste et d'une transition politique qui a écarté ceux qui critiquaient le système pour remettre au pouvoir, avec un habillage démocratique, des élites*

⁷³ Par exemple, les élus municipaux et régionaux peuvent reclasser les terrains, ce qui selon José Manuel Naredo est « *la clé des affaires immobilières* » et favorise les pratiques clientélistes (Naredo, 2013, p. 184).

qui continuent de prendre les décisions importantes et de favoriser les grands intérêts privés aux dépens du plus grand nombre » (Naredo, 2013, p. 183).

En plus de ce « *pouvoir oligarchique* » dirigé par les entreprises immobilières dont nous parle José Manuel Naredo, l'adhésion de l'Espagne à l'UE a également participé à la création de conditions favorables à la formation de bulles immobilières. En effet, avec le démantèlement des activités industrielles et agraires qui a suivi l'adhésion de l'Espagne, « *tandis que certains secteurs étaient sacrifiés sur l'autel de la compétitivité et des intérêts communautaires* », le secteur immobilier et du bâtiment a encore renforcé son poids dans l'économie espagnole (Naredo, 2013, p. 184). Cette « *oligarchie immobilière* » s'est surtout manifestée par la mise en place de « *mégaprojets* » – souvent empreints de corruption – qui ont contribué à la formation de bulles immobilières.

Il en va de même avec l'avènement de l'euro. En effet, l'économie espagnole disposa alors de facilités de financement inédites ainsi « *qu'un cadre institutionnel qui rendait très attractifs les investissements immobiliers* » (Naredo, 2013, p. 187). Cela engendra de forts investissements ainsi qu'un nombre important d'acquéreurs étrangers qui alimenta un boom immobilier sans précédent. L'économiste José Manuel Naredo nous décrit comment s'alimente la spirale spéculative s'étant développée : « *on achetait avec l'idée que les prix allaient monter et les prix montaient parce qu'augmentaient les transactions financées par toujours plus de crédit* » (Naredo, 2013, p. 187).

2. De l'oligarchie immobilière à la crise du logement : le boom immobilier

Durant ce boom immobilier dont nous parle José Manuel Naredo, la part du produit intérieur brut (PIB) prise entre 1997 et 2005 par le secteur immobilier passa de 14 à 17 %, accompagnée d'une très forte hausse du crédit octroyé aux promoteurs (Vorms, 2009).

a) *L'explosion des crédits hypothécaires*

Néanmoins, cette hypertrophie du marché immobilier espagnol n'a pas réellement rendu plus accessible l'obtention d'un logement pour tous les citoyens. En effet, alors qu'en 2009 l'Espagne était le pays d'Europe possédant le plus grand nombre de logements par habitant (de 568 logements pour 1000 habitants, soit le plus fort taux de l'Union européenne en 2009 (Mullor, 2009)), une grande partie du parc de logements reste inaccessible aux citoyens modestes (Naredo, 2013, p. 188 ; Vorms, 2009). Effectivement, la courbe des prix a suivi

celle du nombre de logements, excluant les ménages et les citoyens les plus modestes⁷⁴. De plus, la chute du nombre de logements sociaux durant la même période n'a pas permis de résoudre ce manque de logements abordables (Naredo, 2013, p. 188).

Du fait de la valorisation et des aides publiques émises par le gouvernement afin de permettre l'accès à la propriété, le secteur locatif est pratiquement inexistant en Espagne⁷⁵. Ainsi, selon Maria José Meseguer, juriste et membre de l'association *SostreCívic*, « *avant la crise du logement des années 2000, il était plus économique de prendre un crédit hypothécaire sur cinquante ans que de louer un logement, car comme le marché de la location était très restreint, le prix était élevé* »⁷⁶. En effet, en 2012, 50,4 % des espagnols vivant en location payaient un loyer représentant au moins 40 % de leur revenu⁷⁷.

De ce fait, de nombreux ménages et citoyens modestes, s'endettèrent en contractant un crédit hypothécaire. Et le prix des logements augmentant toujours davantage, le terme des hypothèques suivit et les crédits à rembourser sur plus de quarante ans furent alors monnaie courante (Vorms, 2009). Ainsi, la dette résidentielle espagnole dépassa les 60 % du PIB en 2007 alors qu'elle n'était que de 23,9 % en 1997⁷⁸. Cela explique pourquoi l'Espagne fut particulièrement touchée par la crise financière internationale de 2008.

b) Un fort écart entre les propriétaires : la fissuration du « Modèle Barcelone »

Au début des années 2000, de nombreux propriétaires modestes s'étaient endettés sur plusieurs dizaines d'années. Ne pouvant pas assumer les coûts des entretiens de leur logement et n'obtenant aucune aide des municipalités, ils furent obligés de vivre dans des bâtiments se dégradant rapidement.

C'est notamment un des aspects qu'aborde le film documentaire *Squat. La ville est à nous*, réalisé par Christophe Coello, suivant les actions de *Miles de Viviendas* (« Des milliers de logements »), un collectif d'*okupas* (squatters) barcelonais dénonçant la spéculation immobilière et les scandales dus à la rénovation urbaine de quartiers anciens. Ce documentaire illustre parfaitement la « *collusion [de l'administration municipale] avec le milieu des promoteurs* » menant à l'expropriation de nombreux logements populaires (Vorms,

⁷⁴ De plus, une part importante des logements nouvellement construits étaient destinée au secteur touristique et aux résidences secondaires pour les ménages aisés et pour les investisseurs étrangers. Ces nouveaux logements n'étaient donc pas accessibles pour les ménages modestes.

⁷⁵ La part de propriété occupante était de 86 % en 2005 (Vorms, 2009).

⁷⁶ Entretien n°17.

⁷⁷ Source : Eurostat.

⁷⁸ European Mortgage Fund, Hypostat 2007, novembre 2008.

2011). Effectivement, à Barcelone – où comme dans le reste de l’Espagne la propriété occupante est comme nous l’avons vu extrêmement majoritaire – de nombreux propriétaires modestes ne pouvaient pas assumer les coûts d’entretien de leur logement. Ils furent alors contraints de la quitter, victimes d’expropriation, et cela dans le cadre de la « rénovation urbaine » (Vorms, 2011). Ainsi, selon Charlotte Vorms, « *là où les habitants, représentés par les associations de quartier, luttèrent autrefois pour obtenir des subventions municipales, ils en sont rendus aujourd’hui à résister contre leur expropriation, qui signifie aussi leur expulsion* ». Selon Maria José Meseguer, juriste de *SostreCívic*, cette pratique était très courante durant les années 2000 à Barcelone et était souvent accompagnée de « pression » sur les locataires modestes de la part des sociétés immobilières⁷⁹. Ce *mobbing-immobilier* fut en effet utilisé maintes fois dans le but d’expulser des locataires modestes afin de réhabiliter leur appartement et de le revendre plus cher. Ce fut tout particulièrement le cas dans les quartiers anciens du centre-ville possédant un fort potentiel touristique⁸⁰. Le cas du quartier de la Barceloneta exposé dans *Squat. La ville est à nous* renvoie alors au « *pire de la rénovation parisienne des années 1960* » et notamment à la notion de « rénovation-déportation » (Castells, 1970).

De plus, bien que pratiquement inexistant à Barcelone durant les années 2000, le logement social était fortement instrumentalisé dans le but d’en obtenir une plus-value. En effet, comme nous l’explique Maria José Meseguer : « *Les personnes qui obtenaient un logement social pouvaient le revendre après quelques années. Et avec le boom immobilier, ils pouvaient le revendre dix fois plus cher. Ce n’étaient pas du tout de réels « logements sociaux » !* »⁸¹. Et comme l’avoue Carme Trilla, l’ancienne Secrétaire du Logement à la Généralité de Catalogne, jusqu’en 2008 il n’y avait aucun contrôle de la Généralité pour combattre cette dérive (*El País*, 2010).

3. La crise bancaire internationale et l’éclatement de la bulle immobilière

La crise financière de 2008 débuta par la crise des *subprimes* de 2007 touchant les prêts hypothécaires à risque. Cette crise se propagea rapidement et en automne 2008, la plupart des banques refusèrent d’octroyer des crédits. Or, l’intégralité du système immobilier espagnol

⁷⁹ Entretien n°17.

⁸⁰ *Ibid.*

⁸¹ *Ibid.*

étant basée sur les crédits bancaires, la bulle immobilière éclata et la totalité du système immobilier sombra.

Comme les banques ne prêtaient plus d'argent, par « effet domino », la consommation s'effondra et l'économie entra en récession. De plus, de nombreuses entreprises fermèrent et le chômage explosa, passant de 9,0 % en janvier 2008 à 21,3 % en juin 2011, puis à 26,7 % en octobre 2013⁸², dépassant ainsi largement la moyenne européenne comme en témoigne la Figure 2. Ainsi, au chômage et ne pouvant donc pas rembourser leur prêt hypothécaire, de nombreux habitants furent expulsés de leur logement et se retrouvèrent à la rue, sans pour autant être libérés du remboursement de leur dette. D'après les données du *Conseil Général du Pouvoir Judiciaire* espagnol, en 2012, 46 559 personnes furent expulsées de leur logement de manière forcée dont 38,4 % du fait de non-paiement d'hypothèque et 56,8% pour non-paiement de loyer⁸³. En 2012, le nombre de sans-abris était de 22 938 dont 21,3 % en Catalogne⁸⁴. D'après l'INE, près de 40 % de ces sans-abris ont perdu leur logement du fait de grandes difficultés de paiement de loyers (du fait de loyers trop élevés compte-tenu de leurs revenus) ou de non-remboursements des crédits hypothécaires⁸⁵.

Face à cette situation et à la nécessité urgente de se loger, les « affectés par l'hypothèque » se sont regroupés et ont formé la *Plateforme des Affectés par L'Hypothèque*⁸⁶ (PAH) afin de lutter contre les expulsions et « l'endettement à vie »⁸⁷. Née en février 2009 à Barcelone, celle-ci fait partie des organisations militantes ayant participé au mouvement des indignés⁸⁸ et qui ont été très médiatisées. Cependant, cette association s'intègre au sein d'un maillage militant présent depuis plusieurs années.

En effet, le mouvement pour le droit au logement espagnol est présent en ville depuis bien avant les années 2000. Il nous semble important d'en présenter les grandes lignes, car les mobilisations actuelles s'inscrivent dans le lignage des mobilisations passées et, dans plusieurs cas, durant la crise du logement de 2008, les mouvements sociaux pour le droit au logement de plusieurs générations se sont retrouvés.

⁸² Source : Eurostat.

⁸³ Source : Consejo General del Poder Judicial.

⁸⁴ Source : *Instituto Nacional de Estadística* (INE): <http://www.ine.es/prensa/np761.pdf>, consulté le 28 juin 2014.

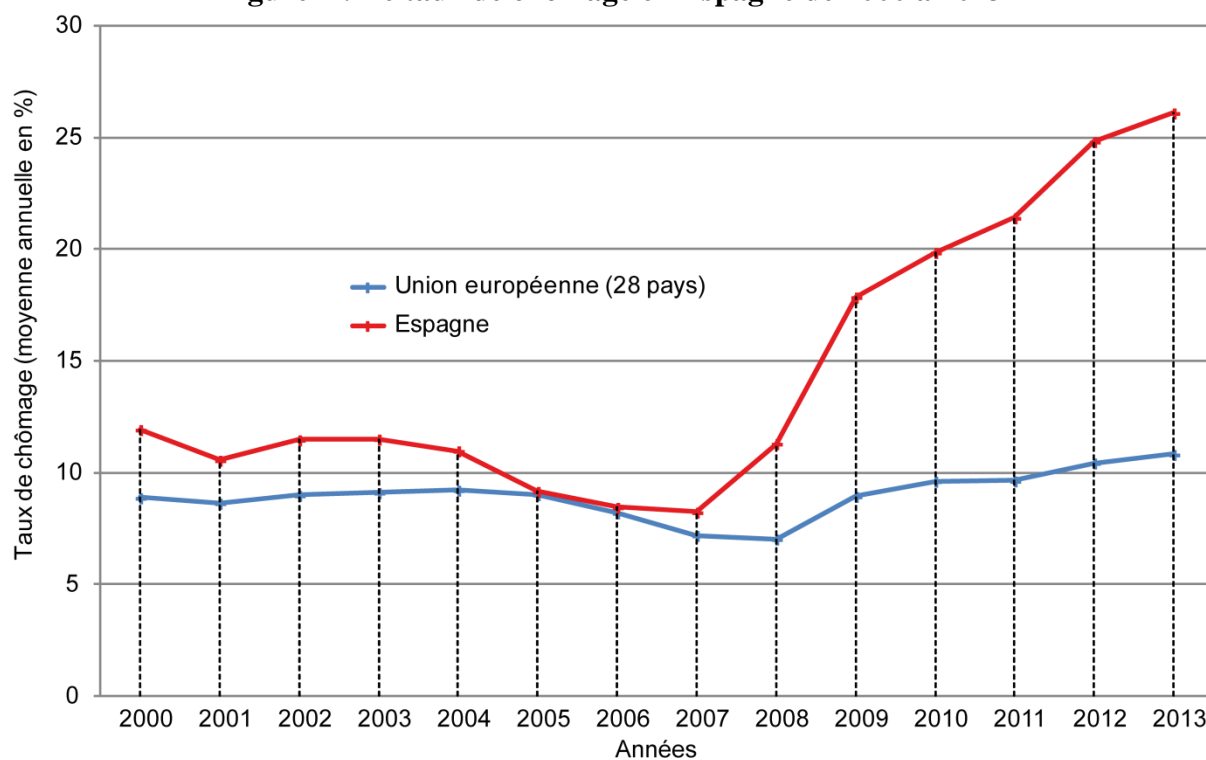
⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ En castillan *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* peut être également traduit par *Plateforme des Victimes de l'Hypothèque*. Néanmoins, afin de conserver la signification du signe PAH nous utiliserons dans la suite de notre travail le terme « Affecté » et non pas « Victime ».

⁸⁷ Source : <http://www.bastamag.net/Les-Indignes-espagnols-se-battent>, consulté le 5 juin 2014.

⁸⁸ Le 15-M en référence au jour des grandes manifestations spontanées s'étant déroulées dans toute l'Espagne le 15 mai 2011.

Figure 2 : Le taux de chômage en Espagne de 2000 à 2013



Auteur : Diego Miralles Buil, 2014.

Source : Eurostat

B. Le renouveau d'un mouvement du droit au logement présent depuis des décennies

Durant les dernières décennies en Catalogne (et plus largement en Espagne), de nombreuses mobilisations sociales se sont exprimées sur la question du logement. En effet, la question de l'accès à un logement digne et abordable préoccupe depuis longtemps. Nous n'aborderons pas directement ici les mouvements de protestations s'étant déroulés avant la période franquiste⁸⁹ pour nous attarder davantage sur ceux s'étant manifestés pendant et après la transition démocratique espagnole.

1. Les associations de voisins

Les mobilisations pour le droit au logement des années 2000 nous renvoient comme en écho aux mobilisations des années 1970 autour des associations de voisins.

Durant les années 1970, alors que Franco est toujours au pouvoir, se développa un fort mouvement de protestation ancré à l'échelle locale, au sein des grandes villes tout d'abord. Ces associations se formèrent autour de la contestation de projets urbains (Vorms, 2011). Par

⁸⁹ Concernant ce point précis, voir notamment les travaux de Mercedes Tatjer Mir et de José Luís Oyón Bañales.

exemple, l'association de voisins de la Barceloneta⁹⁰ fut créée en 1971 pour s'opposer au *Plan de la Ribera*, projet de rénovation du quartier (Makhlouf de la Garza, 2014, p. 3). Un autre exemple est celui de la *Flor de Maig* (« La fleur de Mai ») qui fut le siège d'une coopérative de consommation fondée en 1890. Après la Guerre Civile espagnole et l'arrivée au pouvoir de Franco, l'édifice fut récupéré par le privé. Mais en 1978, alors que le quartier manquait cruellement d'équipement, les voisins habitant le quartier s'organisèrent et firent pression sur la Municipalité pour récupérer le lieu qu'ils transformèrent en *Ateneu Popular la Flor de Maig* (« Athénée Populaire la Fleur de Mai ») afin d'y réaliser des activités sociales, culturelles, d'aides mutuelles (etc.), et ce entièrement géré par l'association de voisins du quartier (Mansilla López, 2014, p. 9). Selon Charlotte Vorms, ces dernières « *fournirent les cadres politiques de la Transition et de la Démocratie et furent des acteurs politiques essentiels des politiques urbaines des années 1980* » (Vorms, 2011).

Durant ces mêmes années 1980, un autre mouvement social urbain très influent à Barcelone s'implanta. Tout comme les associations de voisins, il critique les politiques urbaines et tente de créer une vie de quartier notamment en y développant l'entraide et la solidarité. Ce mouvement social, très politisé, a pour nom le **mouvement okupa**.

2. Le mouvement *okupa* : squatter pour transformer la vi(II)e

Le mouvement *okupa* est un regroupement de squatters revendicatifs occupant illégalement des bâtiments abandonnés à des buts de revendications politiques⁹¹.

Plus tardivement que pour d'autres villes d'Europe du Nord (en Allemagne ou encore aux Pays-Bas par exemple), le mouvement squatters politisé n'est apparu en Espagne qu'à partir des années 1980, soit après la fin du franquisme (Ter Minassian, 2009, p. 459). Ce mouvement, très hétérogène et regroupant des tendances politiques variées bien que très majoritairement d'extrême gauche anticapitaliste, milite contre la spéculation immobilière, l'expulsion d'habitants, la démolition de certains édifices (etc.), leur moyen d'action principal étant l'occupation de bâtiments vides.

Comme nous l'avons vu plus haut, le film documentaire de Christophe Coello *Squat. La ville est à nous* donne un bon exemple des diverses actions que mettent en place ce mouvement. Le film témoigne également bien du rapprochement entre les deux mouvements sociaux dont nous venons de parler à savoir le mouvement *okupa*, vu par Charlotte Vorms comme « les

⁹⁰ La Barceloneta est un quartier de Barcelone situé à proximité de la plage et du port.

⁹¹ L'utilisation du K rappelle l'idée de contre-culture et précise dans le cas espagnol que l'occupation du lieu est revendicative, qu'elle est politisée et à visée sociale et qu'il ne s'agit pas uniquement d'un « squat de nécessité ».

héritiers d'un anarchisme espagnol – voire barcelonais – séculaire, réapparu dans les années 1980 » (Vorms, 2011) ainsi que les associations de voisins. Ce rapprochement a réuni deux générations différentes s'étant rencontrées face à la dureté de la crise espagnole.

Les *okupas* engendrent donc des actions sociales au sein du centre-ville de Barcelone afin de critiquer la « fabrique de la ville capitaliste » tout en promouvant un mode de gestion de l'urbain différent, davantage basé sur la réutilisation des logements plutôt que sur leur démolition, ainsi qu'en mettant en place une vie de quartier où les liens sociaux priment face à la finance : « *La plupart des projets de renouvellement urbain actuels n'ont pas réellement comme but d'améliorer la vie des habitants du quartier, mais uniquement de faire de l'argent. De spéculer et de remplir les poches des politiciens. Malgré la crise immobilière, rien n'a changé, c'est toujours pareil (...) On pourrait réhabiliter et réutiliser la plupart des édifices comme on le fait nous ici, mais ça ferait moins de profit pour les politiciens* » affirme une habitante d'une *casa okupada*⁹² de Barcelone que nous avons rencontrée⁹³.

Le mouvement *okupa* parvient souvent à mobiliser une partie des habitants du quartier dans lequel ils se sont implantés comme en témoigne le film *Squat. La ville est à nous* où de nombreuses personnes âgées habitant dans le quartier de la Barceloneta viennent participer aux activités du squat. De plus, nous sommes arrivés à Barcelone pour réaliser notre terrain de recherche seulement quelques jours après l'expulsion de l'une des *casas okupadas* les plus célèbres de Barcelone, La *Carbonería* (Photographie 1). Nous avons pu noter un fort soutien des habitants du quartier qui, pour la plupart de ceux avec qui nous avons parlé, soutenaient fortement le squat ou du moins (pour d'autres) n'étaient pas gênés par sa présence.

Actuellement, une forte répression policière est menée de la part de la Municipalité de Barcelone comme en témoigne l'actualité récente. En effet, l'expulsion (et démolition partielle) du Centre Social de *Can Vies* dans le quartier de Sants (Barcelone) réalisé le 27 mai 2014 témoigne de cette répression. De nombreuses manifestations soutenues par la quasi-totalité des mouvements alternatifs de Barcelone ont suivi l'expulsion⁹⁴. *Can Vies* était occupé par les *okupas* depuis plus de 17 ans et avait développé de nombreuses activités sociales et revendicatives tout en étant parfaitement intégré au quartier de Sants selon l'Association de voisins du quartier⁹⁵.

La

⁹² « Maison squattée » en castillan.

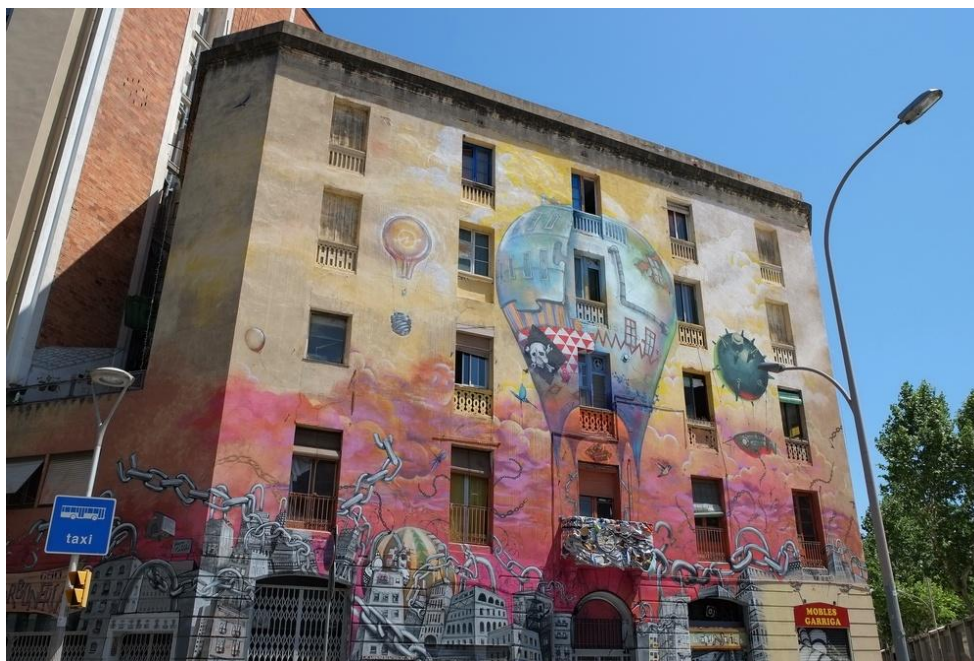
⁹³ Entretien n°15.

⁹⁴ Source : <http://fr.euronews.com/2014/06/01/barcelone-une-maree-humaine-pour-reconstruire-un-squat-emblematique/>. Consulté le 6 juin 2014.

⁹⁵ Source : http://politica.elpais.com/politica/2014/05/31/actualidad/1401566960_195411.html. Consulté le 6 juin 2014.

Photographie 2 témoigne de l'apparence de Can Vies avant sa démolition partielle.

Photographie 1 : La *Carbonería*, quelques mois avant son expulsion



Diego Miralles Buil, novembre 2013

Photographie 2 : Le Centre Social de *Can Vies* en mars 2014



Diego Miralles Buil, le 1 mars 2014.

Ainsi, ces dernières années, le mouvement *okupa* barcelonais a beaucoup souffert de cette répression policière. Certains membres du mouvement ont finalement décidé de développer d'autres stratégies afin de poursuivre leurs revendications. En effet, une ancienne habitante de l'Université Libre *La Rimaia*, une université autogérée située au sein d'un bâtiment squatté et proposant un lieu d'activité et d'enseignement libre et populaire⁹⁶, témoigne qu'en seulement deux ans *La Rimaia* a été expulsée cinq fois. Ainsi, « *il est très difficile de maintenir des activités et des évènements pour le quartier quand on sait qu'on peut être expulsé à tout moment...* », nous confie-t-elle⁹⁷.

De ce fait, plusieurs projets de location de locaux sur temps long sont en développement à Barcelone, ainsi que d'autres projets d'achats collectifs d'édifices, notamment dans l'objectif d'y réaliser des coopératives d'habitants⁹⁸. Néanmoins, cela ne signifie pas pour autant que l'occupation de logements vides n'est plus pratiquée par le mouvement *okupa*. De plus, de nouveaux mouvements pour le droit au logement décent utilisant ce mode d'action ont émergé durant la période de la bulle immobilière espagnole du début des années 2000.

3. De la *Plateforme pour un logement décent* à la *Plateforme des Affectés par L'Hypothèque*, le logement comme objet de lutte

Les mouvements sociaux de lutte pour le droit au logement décent ne virent pas le jour avec la crise du logement de 2008, mais proviennent de mobilisations s'étant développées depuis le début des années 2000. Dans la continuité des associations de voisins et du mouvement *okupa*, elles leur empruntèrent de nombreux moyens d'action.

a) *Les années 2000 : La Plateforme pour un logement décent et le mouvement « V de Vivienda »*

Cette *Plateforme*⁹⁹ se forma en novembre 2003 en réponse aux problèmes causés par la bulle immobilière espagnole. Ce mouvement se positionna clairement contre la spéculation immobilière, le *mobbing-immobilier* des sociétés immobilières et des Municipalités, les difficultés d'accès au logement du fait de son prix croissant, etc. Il organisa de nombreuses manifestations, occupations de logements vides (certains membres du mouvement *okupa*

⁹⁶ Pour plus d'informations, voir le site internet du Réseau des Universités Libres de Catalogne : <http://unillibre.cat/>. Consulté le 6 juin 2014.

⁹⁷ Entretien n°4.

⁹⁸ On peut par exemple noter le projet de coopérative d'habitants dans l'ancien complexe industriel de *Can Batlló* dans le quartier de la Bordeta (Barcelone) soutenu par les voisins du quartier ; ou encore celui de *Calafou* que nous aborderons tout particulièrement dans ce travail.

⁹⁹ Nous pouvons aussi traduire par « mouvement ».

faisant partie de la *Plateforme*), de places publiques, etc. Dans les revendications et les solutions préconisées par ce mouvement, on retrouve la mise en place d'aides à la location, de davantage de logements (vraiment) sociaux, d'un contrôle des prix des logements ainsi que de « *la suppression des obstacles administratifs concernant l'autoconstruction de logements et la promotion du coopératisme comme voie alternative pour la construction de logements* »¹⁰⁰. Ainsi, on peut voir en ce mouvement un des précurseurs du renouveau des coopératives d'habitants en Espagne. La Plateforme se rapprocha dès 2006 du mouvement *V de Vivienda*¹⁰¹, dont le fameux slogan « *No tindrás casa en la puta vida! (No vas a tener una casa en la puta vida)* »¹⁰² se répandit dans toute l'Espagne, et dont les manifestations festives marquèrent les médias (Photographie 3).

Lors de l'éclatement de la bulle immobilière espagnole en 2008, un nouveau mouvement social luttant pour le droit au logement émergea, alimenté par ces nombreuses années de luttes et regroupant en partie les mouvements sociaux dont nous venons de parler.

Photographie 3 : Une manifestation organisée en 2007 à Barcelone par le collectif *V de Vivienda*



Source : Flickr de Tomasz Gucio¹⁰³

¹⁰⁰ Entretien n°5. Note : Cet habitant actuel de Calafou a longtemps milité avec la *Plateforme pour un logement décent*.

¹⁰¹ *Vivienda* signifie « Logement » en castillan. En référence à la fameuse bande dessinée d'Alan Moore, *V for Vendetta* (*V de Vendetta* en castillan).

¹⁰² Littéralement : « Tu n'auras jamais de maison dans cette putain de vie ».

¹⁰³ Source : <https://secure.flickr.com/photos/tomaszgucio/sets/72157603591155920/with/2152902860/>, consulté le 14 juin 2014.

b) *Année 2008, l'éclatement de la bulle immobilière : La Plateforme des Affectés par L'Hypothèque et la recherche d'un logement d'urgence*

Comme nous l'avons vu plus haut, les « affectés par l'hypothèque » de Barcelone étant en situation de difficulté pour rembourser leur(s) prêt(s) se regroupèrent pour la première fois en février 2009 et fondèrent la *Plateforme des Affectés par L'Hypothèque* (PAH) dont la première fut celle de Barcelone. Contrairement à l'idée couramment véhiculée¹⁰⁴, la PAH n'émergea pas du *15-M* (le mouvement des indignés espagnols) qui vit le jour en mai 2011, mais bien du contexte de la crise du logement de 2008 à Barcelone¹⁰⁵. Le mouvement se propagea dans toute l'Espagne et on compte aujourd'hui plus de 350 groupes locaux de la PAH dans toute l'Espagne comme en témoigne la Carte 4 ci-dessous.

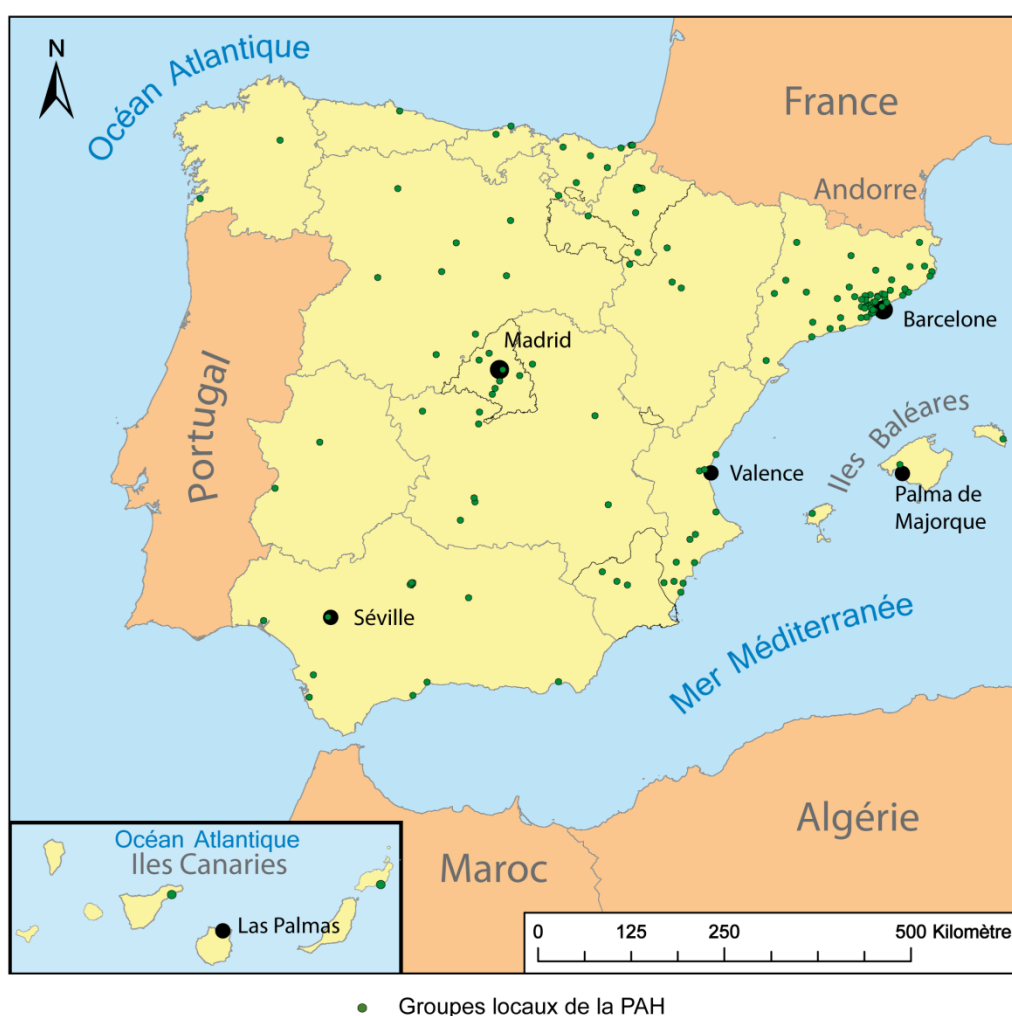
L'objectif de ce mouvement est double. Il prétend militer contre la spéculation immobilière, contre la mainmise des banques dans le secteur du logement (etc.), et de manière plus pragmatique et concrète il milite pour le relogement immédiat des « affectés par l'hypothèque » ayant perdu leur logement ainsi que pour l'effacement de leur dette auprès des banques. Leurs moyens d'actions et de revendications sont multiples. La PAH étant entièrement décentralisée, chaque groupe local peut mener ses propres actions et ses propres revendications. La plateforme organise des actions de désobéissance civile, de résistance passive (le mouvement prônant la non-violence), ou encore organise des réappropriations citoyennes des logements vides dont les propriétaires sont des organismes bancaires. Notamment, les membres de la PAH s'entraident afin d'aider les ménages à réoccuper (illégalement tout d'abord) les logements desquels ils ont été expulsés par les banques. Cela a à la fois pour objectif de permettre aux membres de la PAH d'obtenir un logement digne, mais également de réaliser une pression sur les banques ainsi que sur les administrations publiques afin que ces dernières mettent en place des mesures concrètes pour garantir le droit à un logement abordable et digne pour toutes et tous¹⁰⁶.

¹⁰⁴ Notamment dans les médias généralistes traitant de la « crise espagnole ». Relevons par exemple le cas du journal Libération du 11 juillet 2011 : http://www.liberation.fr/monde/2011/07/11/en-espagne-les-indignes-mobilises-contre-les-expulsions_748425, consulté le 6 juin 2014.

¹⁰⁵ Néanmoins, il est vrai que le *15-M* lui a donné un nouveau souffle et à fait connaître la PAH dans certaines villes où elle n'était pas encore implantée.

¹⁰⁶ Source : <http://afectadosporlahipoteca.com/>, consulté le 6 juin 2014.

Carte 4 : Les groupes locaux de la PAH en Espagne



Diego Miralles Buil, 2014. Source : <http://afectadosporlahipoteca.com/>

Cette pression de la PAH se réalise notamment par le biais de la médiatisation de leurs mobilisations¹⁰⁷. De ce fait, la PAH met donc en place une méthode de lutte contre l'expulsion locative basée sur l'expropriation populaire des propriétaires de logements. Il nous semble que cette action rejoint la vision que Pierre Kropotkine (1842-1921), géographe anarchiste contemporain et ami d'Élisée Reclus (1830-1905), défend dans *La Conquête du pain* (1892) concernant l'expropriation des logements par le peuple :

« Voilà pourquoi, en refusant écharpe et képi – signes de commandement et d'asservissement –, en restant peuple parmi le peuple, les révolutionnaires sincères travailleront avec le peuple à ce que l'expropriation des maisons devienne un fait accompli. Ils travailleront à créer un

¹⁰⁷ Nous relèverons par exemple l'organisation de la *Rua de pisos buits PAH Anoia* ou le « défilé des appartements vides » réalisé par la PAH de l'Anoia afin de « marquer » – et donc de mettre en évidence – les appartements vides appartenant aux banques dans le but de montrer que la PAH connaît leur existence et peut, à tout moment, les occuper. Ceci dans le but que « *el miedo cambia de bando* » (que « la peur change de camp »).

courant d'idées dans cette direction ; ils travailleront à mettre ces idées en pratique, et quand elles seront mûries, le peuple procédera à l'expropriation des maisons, sans prêter l'oreille aux théories, qu'on ne manquera pas de lui lancer dans les jambes, sur les dédommagements à payer aux propriétaires, et autres billevesées » (Kropotkine, 1892, p. 102). Et Pierre Kropotkine de conclure : « Si l'idée de l'expropriation devient populaire, la mise en exécution ne se heurtera nullement aux obstacles insurmontables dont on aime à nous menacer » (Kropotkine, 1892, p. 103).

Enfin, bien que la pratique de la PAH semble rejoindre les propos du géographe anarchiste Kropotkine, l'objectif de beaucoup de ses membres semble être un simple « retour à la normale » (récupérer un logement stable) et non pas la révolution sociale préconisée par Kropotkine. Néanmoins, nous avons relevé une réelle mixité à la fois sociale, militante et générationnelle au sein de l'assemblée générale de la PAH de l'Anoia à laquelle nous avons assisté le vendredi 25 avril 2014. En effet, l'assemblée regroupait plus d'une centaine de personnes, certaines n'ayant aucune expérience politique ou militante, d'autres oui¹⁰⁸. Ainsi, ce que nous avons vu et entendu lors de cette assemblée nous mène à penser que la PAH (du moins la PAH de l'Anoia) est un mouvement à l'aspect réellement populaire et regroupant toutes les strates politiques.

Bien que les membres de la PAH nécessitent des logements de manière urgente, le mouvement véhicule tout de même des valeurs et des idées d'un autre modèle d'habitat davantage basé sur le social, l'aide mutuelle, etc. Ainsi, l'ancienne porte-voix de la PAH, Ada Colau Ballano (activiste catalane et co-fondatrice de la PAH), affirme que l'une des voies les plus intéressantes en matière de logements est selon elle celle des coopératives d'habitants¹⁰⁹ : « Les coopératives sont une "sortie par le haut" très intéressante », et d'ajouter « je pense même qu'il s'agit de l'unique sortie possible, tout particulièrement les coopératives de cession d'usage. Ce modèle permet de cumuler les points positifs du système de propriété et de location. Pour moi, les coopératives d'habitants de cession d'usage sont le modèle du futur »¹¹⁰.

¹⁰⁸ De plus, la politisation des membres était très hétérogène, regroupant des membres adhérant à des idées politiques communément attribuées à la droite, mais également des membres affirmant des idées clairement d'extrême gauche.

¹⁰⁹ Source : <http://cooperasectv.barripoblesec.org/cooperasec-2012/habitatge/>, consulté le 6 juin 2014.

¹¹⁰ *Ibid.*

C. Le retour des coopératives d'habitants en Catalogne

Au sein de ce climat de forte répression de la Municipalité de Barcelone à l'encontre du mouvement *okupa*, les mouvements pour le droit au logement se diversifient et sont en train de mobiliser de nouveaux outils jusque-là oubliés que sont les **coopératives d'habitants**. En effet, plusieurs projets de ce type sont actuellement en développement en Catalogne. Mais le retour des coopératives d'habitants en Catalogne ne provient pas directement de l'initiative des mouvements pour le droit au logement barcelonais. Revenons sur ce retour des coopératives de cession d'usage.

1. Des coopératives de construction et de logements aux coopératives d'habitants de cession d'usage

Comme nous l'avons vu précédemment, depuis la dictature franquiste, les coopératives de logement étaient utilisées comme un moyen économique d'accéder à la propriété pour les ouvriers. Néanmoins, et même après le retour de la démocratie en Espagne, l'objectif des coopératives de logement ne changea pas.

a) *La promotion des coopératives d'habitants de cession d'usage*

Il faudra attendre la promulgation de la Loi 18/2002 dite *Loi des Coopératives*, validée le 5 juillet 2002 par la Généralité de Catalogne¹¹¹, pour que soit introduite pour la première fois en Catalogne la notion de coopérative d'habitants de cession d'usage. Cette loi a posé la première pierre d'une voie intéressante visant à développer des coopératives n'étant pas uniquement basées sur la construction, la vente ou encore la location de logement, mais mettant réellement en place une cession d'usage du logement.

Selon Maria José Meseguer, juriste membre de l'association *SostreCívic*, de grandes avancées en matière de promotion des coopératives d'habitants de cession d'usage ont été réalisées avec Carme Trilla au poste de Secrétaire du Logement de la Généralité de Catalogne¹¹². En effet, économiste spécialiste des questions immobilières, Carme Trilla était considérée par beaucoup comme « *l'une des plus importantes analystes du marché immobilier et de l'évolution des besoins en logement en Espagne et en Catalogne* » (Algaba Calvo, 2004).

¹¹¹ À ne surtout pas confondre avec la *Loi des Coopératives* du 2 janvier 1942 promulgué par le régime franquiste dont nous avons parlé plus haut.

¹¹² Entretien n°17.

Durant l'année 2007, elle mit en place la *Loi du Droit au Logement*¹¹³, une « loi intégrale » régulant le secteur public du logement. Avec cette loi, « *différentes typologies d'accès au logement social furent établies afin de permettre à tous les citoyens vivant en Catalogne d'accéder à un logement social s'ils le nécessitaient* »¹¹⁴. De plus, cette loi développa davantage le régime de cession d'usage notamment en permettant la transmission et la cession d'usage de *Viviendas de Protección Oficial* (VPO) – autrement dit de logement social – selon certains critères préalablement définis dans ladite loi¹¹⁵.

En plus de la *Loi du Droit au Logement* qu'elle a fait ratifier, Carme Trilla a notamment fait réaliser de nombreuses études sur la question des coopératives d'habitants.

b) Du changement de majorité politique à la stagnation de la promotion des coopératives d'habitants

Néanmoins, selon Maria José Meseguer, à l'arrivée en 2010 du nouveau gouvernement de centre-droite *Convergència i Unió* (CiU), les évolutions et les études dans le domaine des coopératives d'habitants furent stoppées afin de laisser place au développement d'un autre modèle de logement, la « copropriété aidée » basée sur le modèle anglais¹¹⁶. Dans ce modèle, l'appartement est alors acheté à la fois par le futur propriétaire et par l'administration publique qui présente cela comme une « aide à l'hypothèque ». L'habitant ne paye alors que la moitié de son logement (l'autre étant payée par l'administration publique), mais peut l'utiliser en intégralité. Il devra ensuite rembourser la moitié payée par l'administration publique, comme s'il s'agissait d'une hypothèque, les frais d'hypothèque en moins. Néanmoins, comme en témoigne notre juriste, il ne s'agit ni plus ni moins que d'une aide à l'accession à la propriété et non pas une cession d'usage. Ainsi, selon Maria José Meseguer, depuis l'arrivée de *CiU* à la Généralité de Catalogne, aucune avancée n'a été réalisée sur le thème de la promotion de ce tiers-secteur du logement¹¹⁷.

Ainsi, les deux lois précédemment citées ont permis l'émergence de coopératives d'habitants de cession d'usage, dans un pays où n'existaient avant cela que des coopératives de construction ou de logement agissant uniquement comme des promoteurs permettant l'accession à la propriété. Bien que les avancées juridiques et d'aide de la Généralité de

¹¹³ Nous précisons qu'il s'agit d'une loi catalane et non pas espagnole.

¹¹⁴ Entretien n°17.

¹¹⁵ Pour plus d'information, voir la Loi : http://noticias.juridicas.com/base_datos/CCAA/ca-I18-2007.t7.html#a133, consulté le 6 juin 2014.

¹¹⁶ Entretien n°17.

¹¹⁷ *Ibid.*

Catalogne se font rares depuis le changement de gouvernement, certains groupes et associations catalanes se sont emparés du concept de cession d'usage afin de monter leur modèle alternatif d'accès au logement.

2. Le modèle de cession d'usage développé par l'association *SostreCívica*

Les membres de l'association *SostreCívica*¹¹⁸ furent tout de suite intéressés par le fait de promouvoir la mise en place de coopérative de logement de cession d'usage. Le groupe a alors contacté Raül Turmo, ayant réalisé une étude en 2004 sur le modèle Andel¹¹⁹ (modèle scandinave de coopérative d'habitants de cession d'usage) afin de tenter de le mettre en pratique en Catalogne¹²⁰.

Au sein du Code civil catalan, la cession d'usage est un concept très large, permettant la mise en place de nombreux modèles différents. En effet, afin de mettre au point leur modèle de coopérative de logement de cession d'usage, *SostreCívica* nécessitait « *une protection juridique permettant une légalité totale du modèle, ainsi qu'une grande flexibilité dans la transmission de ce modèle de cession d'usage* »¹²¹.

Au sein du modèle de *SostreCívica*, le logement n'est plus vu comme un produit de consommation, mais plutôt comme un objet, un bien que l'on va pouvoir utiliser. Vivre dans un logement sous un régime de cession d'usage n'engendre pas la possession du bien en tant que tel, mais uniquement l'usufruit de l'objet-logement. Ainsi, « *ce n'est pas un contrat entre personne (achat-vente), mais c'est le logement qui possède une condition à lui seul* »¹²². Ainsi, la loi en matière de coopérative de logement de cession d'usage étant très large, *SostreCívica* a pu construire son modèle en réalisant « *un mixte des parties qui nous intéressaient au sein de la notion de cession d'usage (permis par la Loi des Coopératives du 5 juillet 2002) et de la location* »¹²³. Ainsi, le modèle est applicable pour beaucoup de situations différentes, autant pour des projets de logement social ou privé, autant en milieu urbain qu'en milieu rural, etc. Malgré tout, même avec ce modèle flexible, il fut très difficile de le mettre en pratique.

¹¹⁸ *SostreCívica* est une association à but non lucratif ayant pour objectif de proposer des solutions et des propositions permettant l'accès à un logement abordable et non spéculatif. Elle aide notamment à la mise en place de coopératives d'habitants de cession d'usage.

¹¹⁹ TURMO Raül, 2004, *Andel: el model escandinau d'accés a l'habitatge*, Barcelona, Fundació Jaume Bofill (Finestra Oberta), 74 p.
URL : <http://www.fbofill.cat/intra/fbofill/documents/publicacions/378.pdf>, consulté le 6 juin 2014.

¹²⁰ Majoritairement composée d'architectes, l'association *SostreCívica* a également étudié d'autres modèles de coopératives d'habitants comme celui d'Uruguay (FUCVAM), d'Allemagne (Wohnprojekte), de Suisse, etc.

¹²¹ Entretien n°17.

¹²² *Ibid.*

¹²³ *Ibid.*

3. La difficile mise en pratique de coopératives d'habitants de cession d'usage

En effet, plusieurs difficultés se sont présentées lors de tentatives de mise en pratique de coopératives d'habitants en Catalogne :

« *Tout est très lent en Espagne. En Europe les choses doivent aller plus vite, mais ici on fait comme on peut. On a réalisé beaucoup de sensibilisation et c'est plutôt une victoire dans le sens où beaucoup de Municipalités et d'habitants connaissent le modèle, mais c'est très difficile de le mettre en pratique. Non pas qu'il n'y ait pas de demandes, mais plutôt pour des difficultés d'obtention de terrains* »¹²⁴. En effet, selon le coordinateur de la banque éthique *Fiare Catalogne* que nous avons rencontré : « *le problème dans la mise en pratique provient davantage du manque de volonté politique que de la législation* »¹²⁵. En effet, la législation catalane semble très permissive concernant la création de projet de coopérative d'habitants, mais il ne nous semble pas qu'il y ait réellement de volonté politique permettant notamment l'accès au foncier. « *Par exemple, il serait possible pour les politiques de rendre disponible tout un parc de logement infra-utilisé pour des groupes d'habitants désireux de monter des projets de coopératives d'habitants de cession d'usage. Mais ils ne le font pas* »¹²⁶. Effectivement, selon le journal catalan *La Vanguardia* du 21 février 2014, la municipalité de Barcelone « *voit d'un bon œil* » le développement des quelques projets de coopératives d'habitants de cession d'usage en cours à Barcelone, mais ne favorise pas pour autant ces projets (*La Vanguardia*, 2014). La création par la municipalité d'une réserve foncière et immobilière dédiée à la réalisation de projets de coopératives d'habitants telle que l'évoque l'antenne catalane de la banque éthique *Fiare* se semble donc pas encore d'actualité à Barcelone.

Selon Maria José Meseguer de *SostreCívic*, un autre facteur jouant fortement en défaveur de projet de coopérative d'habitants de cession d'usage réside dans les luttes internes aux municipalités catalanes. En effet, comme le développement d'un projet de coopérative d'habitants s'étale généralement sur un temps long, il n'y a pas toujours de continuité entre les différentes équipes municipales se succédant. « *C'est long de faire passer l'idée au sein d'une municipalité. Il faut faire beaucoup de sensibilisation, d'explication... Et quand la*

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ Entretien n°16.

¹²⁶ *Ibid.*

*majorité change la nouvelle majorité politique fait table rase de ce qu'a précédemment fait le concurrent, et tout est à refaire. Cela nous est arrivé assez souvent »*¹²⁷.

Néanmoins, bien qu'avançant lentement, *SostreCívic* a déjà travaillé sur plusieurs projets de coopérative d'habitants¹²⁸ et travaille actuellement sur la promotion d'un terrain dans le quartier du Born à Barcelone (*La Vanguardia*, 2014).

Bien que le concept de coopératives d'habitants soit actuellement mobilisé par plusieurs mouvements et associations barcelonaises différentes, la Coopérative Intégrale Catalane (CIC) a joué et joue toujours aujourd'hui un grand rôle dans le développement de cette « *troisième voie d'accès au logement* » (D'Orazio, 2012). Le cas de *Calafou*, premier projet d'habitat coopératif de la CIC, témoigne des difficultés de mise en pratique de ce type d'habitat participatif.

¹²⁷ Entretien n°17.

¹²⁸ Notons par exemple le cas de la coopérative d'habitants de *Cal Cases* (en milieu rural), le premier projet de coopérative d'habitants réellement mis en pratique auquel *SostreCívic* ait participé. Plus d'information sur *Cal Cases* : <http://calcases.info/>, consulté le 13 juin 2014.

PARTIE 3

La coopérative d'habitants de Calafou, de la théorie à la mise en pratique

« Nous sommes passés de la protestation à la construction d'alternatives et de mécanismes pour vivre en dehors du capitalisme d'une manière pacifique, créative et coopérative »¹²⁹

Dídac S.Costa, sociologue (ancien habitant de Calafou), 2011.

Le projet de Calafou fut impulsé par les membres de la Coopérative Intégrale Catalane (CIC). Cette dernière se rapproche du concept de *République des coopératives* de Charles Gide dans la mesure où, comme cette dernière, la CIC affirme avoir pour vocation de changer la société en utilisant les coopératives.

Nous commencerons par rappeler l'origine et le fonctionnement de la CIC, puis nous aborderons l'aspect théorique du projet de Calafou.

Grâce aux entretiens que nous avons réalisés, aux sources et documents internes de la communauté de Calafou ou de la CIC que nous avons consultés, nous avons pu comprendre la théorie et la mise en pratique du projet dans son intégralité. Nous verrons donc que ce projet est basé sur deux patrimoines historiques catalans et qu'il fut construit en mobilisant une multitude d'influences différentes selon les habitants. De plus, nous verrons que ce projet s'inscrit au sein de cet « héritage coopératiste » catalan dont nous avons parlé plus haut et qu'il se trouve dans la lignée des mouvements pour le droit au logement catalan. Enfin, nous aborderons le montage du projet afin d'en appréhender l'organisation juridique.

¹²⁹ Source : <http://www.laxarxa.com/actualitat/infolocal/catalunya-central/noticia/l-espai-autogestionat-de-ca-la-fou-recupera-l-esperit-de-les-col-lectivitzacions-industrials-del-36>, consulté le 20 juin 2014.

I. La Coopérative Intégrale Catalane (CIC)

La Coopérative Intégrale Catalane (CIC) est une structure régionale autogérée dont l'objectif est de créer une initiative de transition cherchant à construire une alternative au système capitaliste. Cette organisation est composée de plusieurs sociétés coopératives pratiquant l'autogestion économique et politique avec la participation égalitaire de ses membres. Elle est *intégrale*, car elle fédère plusieurs coopératives abordant tous les secteurs d'activité nécessaires pour vivre : coopératives de consommation, d'habitation, de production, de financement, d'éducation, de transport, etc. Elle propose ainsi un *réseau* de coopératives permettant de s'affranchir du système capitaliste. Il s'agit donc d'une **approche intégrée et intégrale** qui est mise en place dans un souci d'interconnexion avec les territoires proches et lointains, afin de favoriser l'échange et la diffusion de ce modèle autogestionnaire. Chaque groupe de la CIC conserve une autonomie totale sur ses choix et son organisation interne.

A. Un court historique de la Coopérative Intégrale Catalane

La création de la CIC a commencé par un constat selon lequel l'accroissement « d'oligopoles » tenus par de grandes entreprises internationales pousse à la disparition des « petits commerces » et des artisans. De plus, selon les membres de la CIC, les bénéfices de ces multinationales sont « *basés sur l'exploitation d'une main d'œuvre à bas coût (souvent venant des pays dits du sud) ; sur l'augmentation du chômage ; l'instabilité résidentielle (expulsions), etc.* » (Afinidad Rebelde, 2012, p. 4).

1. La Coopérative Intégrale Catalane et le développement de l'auto-emploi

Ainsi, en amont de la création de la CIC se trouvent de nombreuses personnes développant une critique du capitalisme et de la mondialisation néolibérale. Ce groupe propose alors de développer un autre modèle de société basé sur l'autogestion, le coopératisme et l'aide mutuelle, tout en proposant de « *redéfinir le concept de travail* », ce dernier devant selon eux être basé sur les besoins concrets de la société (Afinidad Rebelde, 2012, p. 4). Il propose donc de développer l'**auto-emploi au sein d'un système de coopératives** afin de permettre à des artisans, des producteurs, mais aussi toute autre personne, d'exercer leur art tout en se servant de la coopérative comme « couverture légale ». Les coopératives ne sont ici

pas vues comme des entreprises en soi, mais comme des outils collectifs permettant de développer des activités très diverses.

Selon le journal *Rebelaos*¹³⁰, la première référence à la notion de coopérative intégrale remonte à la publication du journal gratuit *Podemos*¹³¹ du 17 mars 2009 par le groupe *Colectivo Crisis* avec entre autres la participation de Enric Duran i Giralt (plus connu sous le nom du « Robin des Banques ») (Afinidad Rebelde, 2012, p. 12). Les premières démarches réelles pour construire la CIC débiteront dès janvier 2010 et l'entité verra officiellement le jour en mai 2010, soit un an après la publication *Podemos* précédemment cité¹³².

Il est difficile de traduire l'intégralité des objectifs de la CIC, ceux-ci dépendant de ses membres, et il serait long et fastidieux d'en énumérer la liste exhaustive. Cependant, il est possible de définir une série de valeurs qu'elle véhicule. En effet, selon son site internet¹³³, la majorité des projets semblent s'inscrire dans des démarches de *coopération, d'aide mutuelle, de solidarité, d'équité, de justice sociale, d'égalité dans la différence, d'autogestion, de partage, d'anticapitalisme*¹³⁴, *d'écologie, de décroissance, de démocratie directe*, etc¹³⁵. Afin d'avoir une idée des valeurs que véhicule la CIC, nous avons également compilé l'intégralité des textes de présentations de ses activités présentes sur son site web afin de réaliser le nuage de mot ci-dessous (Figure 3).

Pour comprendre la formation de la CIC, il nous semble tout d'abord important de mentionner « l'affaire » du « Robin des Banques ».

¹³⁰ Littéralement, « Rebellez-vous ».

¹³¹ Littéralement, « Nous pouvons ! ».

¹³² Source : <http://cooperativa.cat/es/que-es-la-cic-3/antecedentes/>, consulté le 10 juin 2014.

¹³³ Source : <http://cooperativa.cat/es/que-es-la-cic-3/principios-generales/>, consulté le 10 juin 2014.

¹³⁴ Ou plutôt la proposition d'une société « post-capitaliste » pour reprendre leur terme.

¹³⁵ Cette liste de termes provient de notre analyse personnelle découlant de la lecture des publications du site web de la CIC ainsi que de nos discussions informelles réalisées auprès de plusieurs membres de la CIC (durant les mois de mars, avril et mai).

Figure 3 : Les principales valeurs de la CIC¹³⁶



Diego Miralles Buil, 2014. Source : <http://cooperativa.cat/es/>, consulté le 25 juin 2014.

2. Enric Duran i Giralt, le « Robin des Banques »

« J'ai exproprié 492 000 euros à trente-neuf organismes bancaires à travers soixante-huit opérations de crédit. En incluant les intérêts, l'actuel chiffre de la dette est de plus de 500 000 euros, que je ne paierai pas »¹³⁷

Enric Duran i Giralt

Entre les années 2006 et 2008, avec l'objectif de critiquer le système bancaire, Enric Duran i Giralt (activiste anticapitaliste catalan proche du mouvement de la décroissance) a emprunté 492 000 euros à trente-neuf banques en contractant soixante-huit crédits, et cela sous des identités et des entreprises diverses et fictives. Il revendique cette action comme un acte de désobéissance civile afin de dénoncer les failles et le caractère irresponsable des banques qui ne se préoccupaient guère de la possibilité de remboursement des débiteurs et débitrices : « *J'ai abusé ceux qui abusent de nous avec le crédit à la consommation* »¹³⁸.

Selon Enric Duran, l'intégralité de la somme « expropriée » a été investie dans la réalisation de nombreux projets alternatifs, comme la publication de trois journaux gratuits (Figure 4) :

¹³⁶ Une version en anglais a également été générée pour les anglophones. Voir en Annexe 4.

¹³⁷ Source : <http://enricduran.cat/es/historia-de-los-hechos/>, consulté le 26 mai 2014.

¹³⁸ Source : <http://cequilfautdetruire.org/spip.php?article1809>, consulté le 26 mai 2014.

Crisi (Crise) en 2008, tiré à 200 000 exemplaires ; *Podem !* (Nous pouvons !) en 2009, tiré à 350 000 exemplaires et *Rebelaos* (Rebellez-vous!) en 2012, tiré à 500 000 exemplaires et en quatre langues différentes (catalan, castillan, basque et portugais)¹³⁹. Il participa également beaucoup à la création de la CIC, notamment à travers ces journaux.

Figure 4 : Les trois journaux gratuits auxquels a participé Enric Duran



Source : Politis, 11 février 2013

Après un séjour de soixante-cinq jours en prison, Enric Duran retrouve la liberté en attente de son procès. Insolvable et sans aucune propriété, il ne pouvait pas être poussé à rembourser ses emprunts (*Politis*, 2013). Néanmoins, il a finalement écopé le 23 novembre 2011 de huit ans de prison ferme pour falsification et insolvabilité (*El Periódico*, 2011).

Ayant perdu confiance en son avocat¹⁴⁰, Enric Duran ne s'est pas présenté à son procès le 12 février 2013, dénonçant le non-respect du droit à la défense qui devrait lui être accordé comme il l'explique dans un communiqué¹⁴¹. Néanmoins, le tribunal n'a pas autorisé le report de son procès malgré son absence d'avocat. Ainsi, Enric Duran est actuellement en exil, ce qui ne l'empêche pas de participer aux évolutions de la CIC et d'écrire des articles dans les périodiques alternatifs catalans, espagnols, français, etc.

¹³⁹ Source : <https://rebelaos.net/>, consulté le 26 mai 2014.

¹⁴⁰ Car ayant été prévenu seulement trois semaines avant sa convocation et non pas quatre mois comme la loi l'impose.

¹⁴¹ Source : <http://enricduran.cat/communique-de-enric-duran-face-a-un-jugement-qui-pourrait-se-convertir-en-farce/>, consulté le 26 mai 2014.

B. L'organisation juridique de la CIC

La Coopérative Intégrale Catalane (CIC) en tant que telle n'est qu'un nom et n'a aucune matérialité juridique. Elle ne permet que de fédérer quatre coopératives différentes, sur lesquelles se base son fonctionnement, comme en témoigne la Figure 5 : **une coopérative de patrimoine**¹⁴² du nom de *Masos pel Decreixement*¹⁴³ permettant de gérer les biens immobiliers de la CIC et d'en permettre diverses utilisations ; **une coopérative mixte d'activité économique** appelée *Réseau Intégral de Professionnels et d'Usagers*¹⁴⁴ permettant l'auto-emploi ; **une coopérative d'autofinancement** : la *Coopérative d'Autofinancement Social en Réseau* (ou CASX)¹⁴⁵ permettant l'autofinancement de projets au sein de la CIC ; et enfin **une coopérative de logement** (en création) appelée *Coopérative de Logement Social*¹⁴⁶ permettant l'usage pour l'habitat des biens immobiliers de la CIC¹⁴⁷. Légalement, ces quatre coopératives sont séparées, mais la CIC les fédère et les articule toutes ensemble afin de mettre en pratique ses projets. Ainsi, la CIC est vue comme une « pouponnière de projets » divers et variés et leur propose une structure légale (le statut juridique de *société coopérative*) pour les héberger et leur permettre de se développer. Elle est également vue comme « *une proposition de transition pour construire un modèle de société basé sur l'autogestion dans tous les domaines de la vie, comme une forme de couvrir les nécessités basiques matérielles et immatérielles de toutes les personnes* » (Afinidad Rebelde, 2012, p. 12). Selon ses fondateurs et fondatrices, il s'agit d'un « contre-pouvoir » provenant de la base, un outil de transformation sociale, antiautoritaire et autogéré. Ainsi, la CIC se présente comme un projet relevant réellement d'un **coopératisme révolutionnaire** et plus précisément de sa tendance libertaire, ce qui mène Antonio Yagüe Aviñó à parler du « **coopératisme libertaire** » de la CIC (Yagüe Aviñó, 2013)¹⁴⁸.

¹⁴² Légalement, il s'agit d'une « Coopérative de consommation et de gestion de biens immobiliers ».

¹⁴³ Littéralement, « Fermes pour la Décroissance ». Une *masía* est une ferme, proche des mas du sud de la France.

¹⁴⁴ Traduction du nom original : *Xarxa Integral de Professionals i Usuaris*.

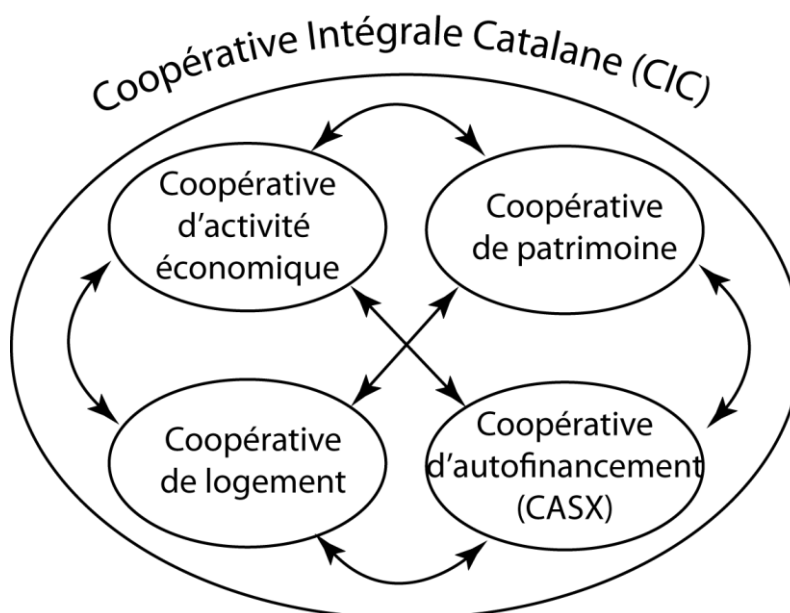
¹⁴⁵ Traduction du nom original : *Cooperativa d'Autofinançament Social en Xarxa*.

¹⁴⁶ Traduction du nom original : *Cooperativa de Habitatge Social*. Néanmoins, en Espagne et en Catalogne il n'y a pas de différence de termes entre ce qu'en France nous appelons « coopérative de logement » et « coopérative d'habitants ». En effet, le terme « cooperativa de vivienda » (castillan) ou « cooperativa d'habitatge » (catalan) peut à la fois désigner les deux types de concepts, d'où la forte confusion présente au sein de ce tiers secteur du logement.

¹⁴⁷ La plupart du temps, ces biens immobiliers à usage d'habitat sont déjà présents au sein de la coopérative *Masos pel Decreixement* (la coopérative de gestion des biens immobiliers de la CIC).

¹⁴⁸ Voir le mémoire de master d'économie d'Antonio Yagüe Aviñó pour plus de précisions sur la dimension politique et économique de la CIC.

Figure 5 : Articulation entre les quatre coopératives de la CIC



Diego Miralles Buil, 2014. Source : Entretien avec plusieurs membres de la CIC.

C. L'organisation territoriale de la CIC

La CIC est une organisation décentralisée possédant des sous-entités locales, s'organisant à plusieurs échelles différentes. La Figure 6 témoigne de cet emboîtement de mailles d'organisation.

1. Les Noyaux d'Autogestion Locale et les Ecoréseaux

Les membres de la CIC s'auto-organisent en fonction de leur localisation en un *Noyau d'Autogestion Locale* (NAL). Il s'agit d'un regroupement de membres de la CIC formant une sous-entité partant de la base. Les membres délimitent par eux-mêmes les limites territoriales du noyau en fonction de leur « territoire de vie », de leur stratégie de développement et de leur volonté d'action. Par exemple, un noyau local peut tout aussi bien s'établir autour d'un quartier particulier, d'une commune, d'un regroupement de plusieurs communes, d'une ou plusieurs comarques¹⁴⁹, etc. Les membres d'un même NAL entretiennent des relations de proximité comme de l'aide mutuelle, des échanges basés sur l'économie sociale et solidaire (*Comunity Exchange System*¹⁵⁰), organisent des événements, etc.

Les *Ecoarxes*, ou *Ecoréseaux*, sont des espaces d'échanges organisés en réseau et basés sur une organisation biorégionale, dont les limites ne sont pas basées sur des frontières politiques,

¹⁴⁹ En Espagne, une comarque (*comarca*) est un regroupement de municipalités pouvant avoir un rôle administratif.

¹⁵⁰ Pour plus d'informations, voir : <https://www.community-exchange.org/>, consulté le 26 mai 2014.

mais prenant en compte tant les communautés humaines que les écosystèmes. Le but étant de s'organiser en fonction des ressources naturelles disponibles localement. On retrouve dans l'idée des *Écoréseaux* la volonté d'organisation de la vie humaine en « régions équilibrées » très présentes au sein du mouvement libertaire catalan durant les années 1936-1937 (Masjuan, 2000, p. 190). La description que donne Eduard Masjuan du « *premier essai urbain écologique égalitariste* » en Catalogne (entre 1936 et 1937) témoigne très bien de l'idée des *Écoréseaux* actuels :

« A été commencée l'étude de la valorisation des ressources locales comme moyen pour parvenir ensuite à l'établissement de communautés composées d'une population équilibrée et indépendante conformément aux ressources naturelles de la région. Cela revient pour les anarchistes à avancer vers une nouvelle forme d'existence des groupes humains basée sur la solidarité et la paix. Pour cela ils défendaient l'abolition de l'argent qu'ils considéraient comme étant le symbole du pouvoir et de la compétitivité » (Masjuan, 2000, p. 190).

On relève donc une fois encore une très forte ressemblance entre le fonctionnement de la CIC et celui du mouvement libertaire catalan durant la Guerre Civile. Néanmoins, la CIC n'a pas réellement la prétention de « modifier » réellement la répartition spatiale de la population, mais davantage de créer des réseaux de circuits courts basés sur la présence de ressources locales afin de mettre en place des échanges entre les individus et les groupes adhérents ou non à la CIC.

On peut relever l'existence de plus d'une vingtaine d'*Écoréseaux* et de Noyaux d'Autogestion Locale en Catalogne¹⁵¹. De plus, il est également intéressant de noter que l'idée de ces *Écoréseaux* a essaimé dans le reste de l'Espagne ainsi qu'en France (notamment à Nantes¹⁵²).

2. Les Projets Autonomes d'Initiative Collectivisée (PAICs)

En plus des groupes locaux comme les *Écoréseaux* et les Noyaux d'Autogestion Locale (NAL), des projets ponctuels et autonomes de la CIC sont disséminés en Catalogne. Les Projets Autonomes d'Initiative Collectivisée (PAICs) sont des projets impulsés directement par l'assemblée de la CIC mais qui conservent tout de même leur autonomie locale. Ils s'intègrent en général au sein d'un *Écoréseau* et/ou d'un NAL mais peuvent également se situer dans un espace dépourvu des deux types d'organisation précédemment cités. Ils prennent leurs décisions au sein de leur propre assemblée (rassemblant les membres dudit

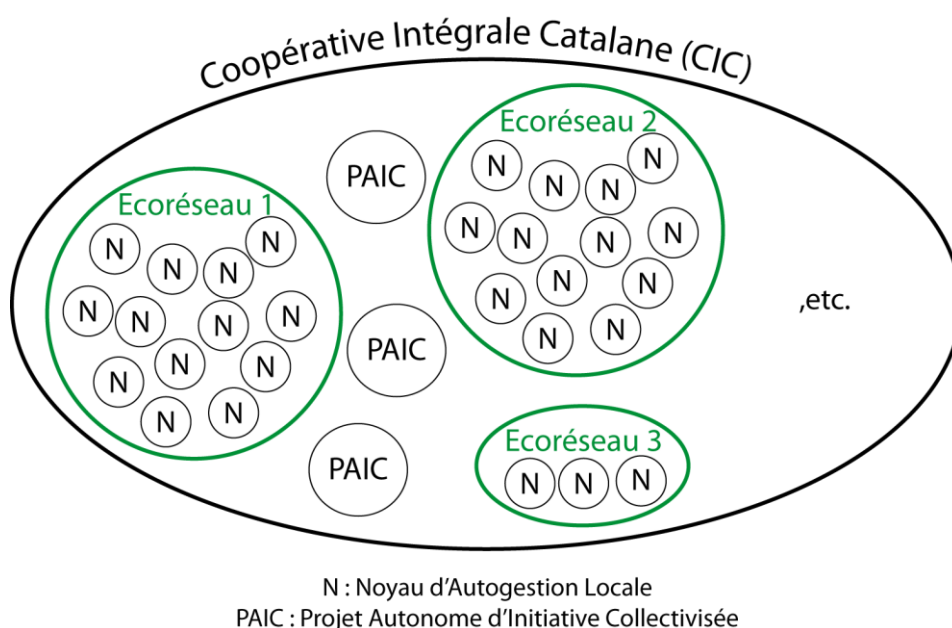
¹⁵¹ Source : <https://cooperativa.ecoxarxes.cat/pages/view/44165>, consulté le 26 mai 2014.

¹⁵² Pour plus d'informations, voir le site web de l'Ecoréseau Nantais : <http://ecorezodunantais.eklablog.com/>, consulté le 26 mai 2014.

PAICs), mais restent reliés à l'assemblée de la CIC. Certains PAICs sont des projets de communautés comme c'est le cas de la *colonie de Calafou, Som Comunitat*¹⁵³ ou encore la coopérative de logement social de *Roig 21*¹⁵⁴. On trouve aussi des projets divers et variés comme l'espace de santé, d'éducation et d'autogestion *Aurea Social*¹⁵⁵ ou encore le projet de bus coopératif *BUS Cooperatiu*¹⁵⁶. Les PAICs nécessitent l'accord de l'assemblée générale de la CIC car ils engendrent en général l'usage d'un ou de plusieurs biens (immobiliers ou autre) dont la Coopérative Intégrale Catalane est propriétaire¹⁵⁷.

La plupart des PAICs, des NALs et des *Écoréseaux* présents à proximité entretiennent des relations d'aide mutuelle, d'échange de CES (*Comunity Exchange System*¹⁵⁸), etc. Par exemple, le projet de Calafou, que nous allons tout particulièrement étudier est un Projet Autonome d'Initiative Collectivisée (PAIC) de la Coopérative Intégrale Catalane.

Figure 6 : Organisation territoriale de la CIC



Diego Miralles Buil, 2014. Source : (Afinidad Rebelde, 2012, p. 22).

¹⁵³ Pour plus d'informations, voir : <http://som.cooperativa.cat/>, consulté le 26 mai 2014.

¹⁵⁴ Pour plus d'informations, voir : <http://roig21crea.org/>, consulté le 26 mai 2014.

¹⁵⁵ Pour plus d'informations, voir : <http://www.aureasocial.org/>, consulté le 26 mai 2014.

¹⁵⁶ Pour plus d'informations, voir : https://cooperativa.ecoxarxes.cat/g/bus_cooperatiu, consulté le 26 mai 2014.

¹⁵⁷ Tous les biens de la CIC appartenant collectivement à l'ensemble de ces membres, leurs usages nécessitent l'accord de l'assemblée générale.

¹⁵⁸ Pour plus d'informations, voir : <https://www.community-exchange.org/>, consulté le 26 mai 2014.

II. L'aspect théorique du projet de Calafou

Le projet de Calafou, né en 2010 dans le cadre de la CIC, se base sur la réhabilitation d'une ancienne colonie industrielle textile catalane située sur le cours de la rivière Anoia au sein de la comarque du même nom, située dans la commune de Cabrera d'Anoia (province de Barcelone). Se situant à seulement une heure de train de Barcelone, la colonie industrielle textile de Calafou possède une très bonne accessibilité et est notamment connue par les historiens comme étant l'unique colonie industrielle de la comarque d'Anoia.

A. Une colonie industrielle catalane : de la territorialisation à la déterritorialisation de Calafou

Le projet de Calafou, dans sa théorie, s'inspire fortement de l'organisation et du fonctionnement passé des colonies industrielles catalanes. Il revisite ce patrimoine historique catalan dont nous allons brièvement rappeler l'histoire.

1. L'histoire d'une colonie industrielle textile : la *Colònia Marçal* (ou Ca la Fou)

L'histoire de Calafou commença au XII^e siècle lorsque le site, proche de la rivière Anoia, fut choisi pour y construire un moulin à papier¹⁵⁹. À la fin du XIX^e siècle, le couple Joan Viver et Dolors Marçal construisit sur le même site une filature ainsi que leur propre maison qu'ils nommèrent Ca la Fou¹⁶⁰. Le site étant situé au sein d'une dépression topographique, le nom du lieu témoigne de cette topographie. En effet, selon le dictionnaire de l'Encyclopédie catalane, « Ca » étant une apocope du mot « *casa* » signifiant « maison » et le mot « *fou* » signifiant en catalan « ravin » ou « crique »¹⁶¹, nous pouvons littéralement traduire « *Ca la Fou* » par « La maison de la crique » ou « La maison du ravin ».

Dès le début du XX^e siècle, la filature fut transformée en colonie industrielle textile, la seule de la comarque d'Anoia, connue sous le nom de *Colònia Marçal*¹⁶². La Photographie 4 témoigne de cette reconversion.

L'usine a fonctionné jusqu'en 1975. L'industrie textile catalane déliquescence mena à la fermeture et à l'abandon total de l'usine et de ses bâtiments. Ainsi, l'année 1975 signa le

¹⁵⁹ Source : <https://cooperativa.ecoxarxes.cat/videolist/watch/88909/calafou-historic>, consulté le 10 juin 2014.

¹⁶⁰ Source : <http://www.altaanoia.info/cat/Punts-d-Interes/Ca-La-fou-o-Colonia-Marcal>, consulté le 10 juin 2014.

¹⁶¹ Source : <http://www.enciclopedia.cat/diccionaris/>, consulté le 10 juin 2014.

¹⁶² Source : <http://www.altaanoia.info/cat/Punts-d-Interes/Ca-La-fou-o-Colonia-Marcal>, consulté le 10 juin 2014.

processus de **déterritorialisation** de la *Colònia Marçal*. De plus, sa lente dégradation fut aggravée par un incendie en 2004, qui détruisit une grande partie des bâtiments de production textile de l'époque¹⁶³.

Photographie 4 : Calafou au début du XXe siècle



Source : <https://cooperativa.ecoxarxes.cat/>, consulté le 10 juin 2014

2. La vie dans une colonie industrielle textile

La théorie du projet de Calafou revisitant la notion de phalanstère – concept plus ou moins appliqué dans les colonies industrielles catalanes d'origine –, nous commencerons tout d'abord par présenter le mode de vie des ouvriers vivant dans ces usines.

a) Les colonies industrielles catalanes, entre paternalisme et contrôle social

Les colonies industrielles sont des sites de production industrielle comportant également des habitations pour les ouvriers, la maison du maître (patron), parfois une école et la plupart du temps une église.

Les colonies (minières et textiles) catalanes, installées « au bord de l'eau », se formèrent majoritairement entre les années 1870 et 1880. Elles ont été rendues possibles grâce aux dispositions législatives sur l'usage industriel de l'eau ainsi que par une dynamique économique en forte croissance (Dorel-Ferré, 2011, p. 45).

¹⁶³ Source : <http://www.poblesdecatalunya.cat/element.php?e=4344>, consulté le 10 juin 2014.

Très circonscrit dans le temps et dans l'espace, il s'agit d'un phénomène massif dont le nombre s'élève à plus d'une centaine en Catalogne (Dorel-Ferré, 2011, p. 45).

La localisation de ces colonies industrielles n'est pas le fruit du hasard, mais s'explique par plusieurs facteurs. D'abord, l'existence d'une chute d'eau suffisamment puissante pour pouvoir utiliser la force motrice de l'eau, et la présence d'une surface suffisamment plane pour pouvoir y édifier une usine, des logements ouvriers ainsi que les services nécessaires au bon fonctionnement de la colonie (école, église, maison du maître, magasin, etc.) (Dorel-Ferré, 2011, p. 45). Néanmoins, bien que « *toutes reconnaissables, les colonies ne sont jamais identiques* » (Dorel-Ferré, 2011, p. 45). La Carte 5 ci-dessous témoigne de cette localisation des colonies industrielles textiles de Catalogne.

Celles-ci ne manquaient de rien, les ouvriers y obtenaient un logement, l'accès à une école pour leurs enfants, un magasin ou une coopérative de consommation, etc. Certains auteurs témoignent de la présence d'un certain **paternalisme social** mis en place par les patrons des colonies industrielles. En effet, certains patrons, influencés par des penseurs proches du socialisme utopique tels que Robert Owen (1771-1858) ou encore Charles Fourier (1772-1837), décidèrent de mettre en place un mode de production respectueux des conditions de vie des ouvriers comme ce fut le cas pour *la Colonia Santa Eulalia* à Alicante (Beneyto Falagán, 2013, p. 326). Néanmoins, pour le cas des colonies industrielles catalanes, la grande majorité des auteurs se rejoint sur le fait que ce paternalisme social s'apparentait davantage à un contrôle social des ouvriers dans le but d'apaiser leurs revendications (Colomer *et al.*, 1996, p. 232).

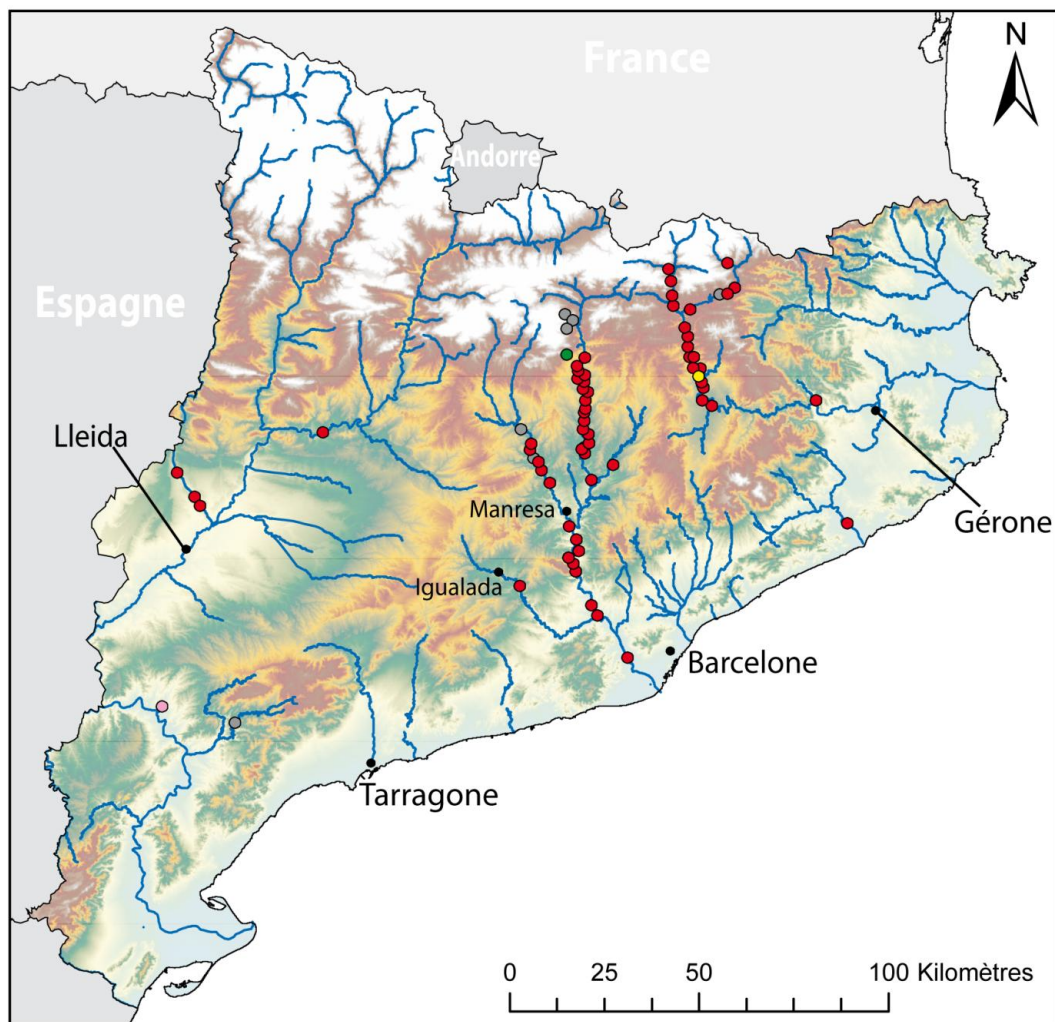
En effet, l'aspect isolé des colonies industrielles catalanes n'est pas uniquement dû à une nécessité technique énergétique. Nous avons vu précédemment que durant le début du XXe siècle le mouvement ouvrier catalan se développa fortement¹⁶⁴. Ainsi, face à ce mouvement ouvrier grandissant, le fait de construire une usine isolée loin de la ville fut également un moyen pour les patrons d'obtenir la paix sociale et de mettre en place des relations de travail et de vie sociale communautaire qui leur étaient favorables (Colomer *et al.*, 1996, p. 379 ; Martínez Suárez, 2008, p. 262). Ainsi, le contrôle social – appelé « caciquisme » par Ignasi Terradas (Colomer *et al.*, 1996, p. 379) – était très important au sein de la majorité des colonies industrielles catalanes. Ce contrôle social était également présent à la *Colònia Marçal* durant le XXe siècle. Effectivement, durant notre observation participante, nous avons pu rencontrer un ancien habitant de la colonie industrielle textile de Calafou. Ce dernier, en

¹⁶⁴ On peut notamment citer la formation de la *Federació de les Tres Classes de Vapor*, regroupant les ouvriers de l'industrie textile qui, la même année, va symboliser ce nouvel élan de révolte ouvrière.

visite à la colonie, nous a confirmé que « *la vie n'était vraiment pas facile ici à l'époque...* »¹⁶⁵. Nous n'avons pas voulu aller plus loin, les souvenirs semblant douloureux.

Et Pere Colomer de conclure : « *Certainement, l'exercice de ce pouvoir pouvait différer selon le projet patronal du fabricant, mais la relation fondamentale de dépendance existait toujours. La difficulté des travailleurs pour accéder à des logements d'une certaine dignité était un appât pour les attirer dans une colonie* » (Colomer et al., 1996, p. 380).

Carte 5 : La location des colonies industrielles catalanes (XIXe et XXe siècle)



Type de colonie industrielle

- Colonie agricole
- Colonie chimique
- Colonie minière
- Colonie métallurgique
- Colonie textile

● Villes

— Rivières

Modèle numérique de terrain

Elevée : 3383 m



Faible : 0 m

Diego Miralles Buil, 2014. Sources : Serra, 2011 ; Catalan Historical Review ; <http://srtm.csi.cgiar.org/>

¹⁶⁵ Discussion informelle à Calafou, mars 2014.

b) *Le devenir des colonies industrielles textiles : des lieux de vie aux lieux de silence*

Selon Gracia Dorel-Ferré, le patronat des colonies industrielles a soutenu les dictatures de Primo de Rivera (1923-1930) et de Franco, car il considérait le protectionnisme de ces dictatures comme une « *porte de salut* » (Dorel-Ferré, 2011, p. 47). Néanmoins, à la mort de Franco et suite à l'ouverture de l'Espagne sur le marché mondial en 1975, l'industrie du textile s'effondra et la plupart des colonies industrielles catalanes fermèrent leurs portes. Depuis leur fermeture, les logements ouvriers de certaines d'entre elles sont restés habités¹⁶⁶. Cependant, la majorité de ces colonies sont en désuétude et tombent en ruine (Dorel-Ferré, 2011, p. 43).

Pourtant, depuis le début des années 2000, un regain d'intérêt a été observé pour ces colonies, et certaines d'entre elles ont été réhabilitées, le plus souvent en musée de l'histoire industrielle ou encore intégrées à un itinéraire tourisme industriel¹⁶⁷ mis au point par la Députation de Barcelone (Dorel-Ferré, 2011, p. 50). Gracia Dorel-Ferré a analysé plus précisément le cas du plan de réhabilitation de la *Colònia Sedó* d'Esparreguera, où un projet de logements sociaux était prévu. Cependant, la crise immobilière des années 2000 a provoqué l'arrêt des travaux, et cela jusqu'à nouvel ordre (Dorel-Ferré, 2011, p. 53). Selon Gracia Dorel-Ferré, le cas de la *Colònia Sedó* éclaire bien la question actuelle se posant face à ce « patrimoine en déshérence ». Selon elle, la question de la distance entre les *colònies* et la capitale catalane décidera du sort de celles-ci. Les plus proches de Barcelone sont en effet destinées à devenir « *l'exutoire du logement social dont l'aire métropolitaine a besoin* », et quant aux plus lointaines, elles ne possèdent que peu de chance de subsister (Dorel-Ferré, 2011, p. 53). Et Gracia Dorel-Ferré de conclure : « *Dans tous les cas de figure, c'est tout un passé qui perd sa structure physionomique et fonctionnelle. On n'a jamais tant parlé de mémoire et jamais tant trahi le passé* » (2011, p. 53).

Néanmoins, nous allons voir que pour le cas de la *Colònia Marçal* (ou Calafou), il n'est pas question de « *vider le lieu de sa substance* » ou de ne garder que « *l'enveloppe architecturale* » comme en témoigne Vincent Veschambre pour le cas de la plupart des lieux de production et de travail réinvestis (Veschambre, 2013).

¹⁶⁶ En effet, pour certaines d'entre elles, le patronat avait décidé de vendre les logements aux ouvriers avant de fermer les ateliers.

¹⁶⁷ Pour plus d'informations, voir : <http://www.xatic.cat/ca/llocs-per-visitat/colonies-industrials/64>, consulté le 10 juin 2014.

B. Le projet de la Coopérative Intégrale Catalane : la reterritorialisation de *Calafou*

C'est en 2010, dans le cadre de la CIC, que naquit le projet de Calafou. À cette époque, la CIC possédait plusieurs projets en développement (les *Écoréseaux*, quelques projets d'échanges d'aliments, quelques projets éducatifs libres, etc.). Néanmoins, afin d'avancer pleinement dans son objectif de développement d'une réelle alternative sociétale, il lui manquait un espace productif de développement de technologies afin de fournir des outils libres et *opensource* à ces autres projets. Nous allons voir que le projet de Calafou naquit au moment-même de la « découverte » de la *Colònia Marçal* par la CIC et qu'il fut théorisé par une poignée de membres de la CIC dont certains qui ne comptaient pas y vivre.

1. Le projet de Calafou : un fruit du hasard ?

Selon 'Lluís'¹⁶⁸, l'un des premiers membres de la CIC et l'un des cofondateurs du projet de Calafou, le projet n'était pas très clair avant la découverte de la *Colònia Marçal* :

« Ce fut plutôt un hasard qu'autre chose. Il n'y avait pas vraiment une volonté claire de résoudre ce manque d'espace productif au sein de la CIC. Rien n'a été planifié avant de trouver la Colònia. D'abord, on a trouvé le site [la Colònia], parce que l'un d'entre nous avait entendu parler de la vente d'une colonie industrielle textile proche d'Igualada à un prix très raisonnable. Et après avoir découvert le lieu, le projet a germé ».

Selon 'Lluís', le projet fut au départ davantage appréhendé comme un projet technologique et productif. Néanmoins, dès la découverte de la *Colònia*, l'idée de créer un lieu de travail et de logements au sein de ce vaste espace industriel fut émise¹⁶⁹.

L'idée de mettre en place une **coopérative d'habitants** fut très vite décidée par les fondateurs théoriques, car selon eux cela correspondait le plus à l'idée de mise en place d'un « habitat collectivisé ». De plus, les fondateurs théoriques (et notamment Enric Duran) avaient déjà rencontré quelques membres de l'association *SostreCívic*, promotionnant ce statut de logement.

Le projet de départ de Calafou n'avait donc pas pour objectif premier de proposer un mode d'accès au logement abordable. Bien qu'il ait vu le jour après la crise du logement de 2008, ce

¹⁶⁸ Nous rappelons que les prénoms encadrés d'apostrophes (‘ ’) sont de faux noms, inventés pour garantir l'anonymat des habitants de Calafou, des membres de la CIC ou bien d'autres mouvements sociaux.

¹⁶⁹ Au même moment, il y avait d'autres projets de la CIC qui désiraient allier travail et logement, le plus souvent dans une volonté de mettre en place un mode de développement « soutenable » (moins de pollution due aux transports entre le lieu de logement et de travail).

projet ne découle pas directement de cet évènement, mais davantage d'une volonté de développer des espaces productifs alternatifs pour les mouvements sociaux. De ce fait, nous pouvons déjà valider notre première hypothèse : **la crise du logement de Barcelone n'est pas directement responsable de la création du projet de Calafou.**

2. Calafou, un « phalanstère d'un nouveau siècle » au service d'une transformation sociétale radicale

Selon les fondateurs et fondatrices présentes depuis le début du projet, la conceptualisation de ce dernier fut majoritairement l'œuvre de Dídac S. Costa. Selon 'Lluís', *« Dídac fut celui qui a construit l'idéologie du projet. Enric [Duran] aussi, mais Dídac davantage. Certainement pour ses connaissances en la matière, pour ses études... C'est lui qui a fait la présentation concrète de ce que devait être le projet »*.

Sociologue de formation, Dídac S. Costa a étudié de nombreuses communautés historiques et actuelles de par le monde afin de comprendre leur fonctionnement et leur organisation¹⁷⁰. Il est à l'origine du projet théorique de Calafou, de même qu'Enric Duran et 'Lluís'¹⁷¹.

Lors de notre rencontre avec Dídac Costa, celui-ci nous a confirmé que le projet de Calafou a émergé d'une nécessité de *« mettre en place un espace de souveraineté technologique au sein même des mouvements sociaux, et géré directement par les militants »*¹⁷².

Pour cela, selon lui le projet de Calafou remobilise deux patrimoines historiques catalans que sont d'un côté les **colonies industrielles textiles**, et de l'autre les **collectivisations ouvrières de la Guerre Civile espagnole de 1936-1939**.

En effet, toujours selon Dídac Costa, afin de construire les colonies industrielles textiles catalanes, les industriels catalans du XIXe siècle ont remobilisé l'idée du phalanstère de Fourier en lui ôtant sa composante utopique pour y insérer un aspect beaucoup plus autoritaire, afin de créer un espace de production soumis aux seules lois du patron. Ce « contrôle social » de l'ouvrier était très fortement marqué dans les colonies industrielles catalanes comme nous l'avons vu précédemment (Colomer *et al.*, 1996, p. 379 ; Martínez Suárez, 2008, p. 262).

Au sein de ce modèle de colonies industrielles, les habitants de Calafou comptent en « extirper » la dimension paternaliste et autoritaire – « la partie capitaliste » selon Dídac Costa

¹⁷⁰ Il a notamment beaucoup voyagé en Amérique latine.

¹⁷¹ Dídac Costa, Enric Duran et 'Lluís' sont considérés comme les « fondateurs théoriques » de Calafou par la plupart des habitants du projet que nous avons interviewés.

¹⁷² Entretien n°14.

–, et y réinjecter la dimension libertaire de l’organisation ouvrière des collectivisations de la Guerre Civile. Le tout menant à l’édification d’un « phalanstère d’un nouveau siècle ».

3. Les influences du projet de Calafou

Les influences, ou les référents, du projet de Calafou sont très nombreux. De plus, ils peuvent radicalement changer de consonance, ou même d’idéologie, selon les habitants de la colonie. En effet, lors de nos entretiens réalisés auprès des habitants actuels, des « fondateurs théoriques » ainsi que de quelques anciens habitants, chacun et chacune possède ses propres référents (historiques, idéologiques, etc.) qu’il ou elle injecte dans le projet de Calafou. Néanmoins, certains de ces référents sont plusieurs fois cités par les habitants, ce qui en fait de réels référents collectifs.

Les **collectivisations ouvrières de la Guerre Civile espagnole (1936-1939)** sont le référent le plus souvent cité par les « fondateurs théoriques » et les habitants actuels. Dans ce cas, c’est l’organisation des territoires collectivisés qui est mobilisée, c’est-à-dire l’autogestion pratiquée par les membres de la CNT et du POUM¹⁷³ que les membres du collectif de Calafou définissent comme étant « *un exemple réel et concret de la création d’une société meilleure* »¹⁷⁴.

Le **Familistère de Guise** de Jean-Baptiste André Godin (1817-1888), ainsi que les autres tentatives de création de **phalanstères** (et notamment les colonies industrielles catalanes), est une influence également récurrente. Ici, c’est surtout l’aspect de l’organisation de l’édifice qui a été mobilisé, c’est-à-dire le fait de travailler et d’habiter dans un même ensemble, ainsi que l’articulation entre espace privatif (les logements ouvriers) et espace communautaire (la cuisine collective, les espaces de travail, etc.). De manière plus générale, c’est la plupart des communautés utopistes de types fouriéristes et oweniennes¹⁷⁵ qui sont rappelées comme influence lointaine¹⁷⁶.

Restant dans le thème des communautés, la **Colonie d’Aymare** fut également un référent selon un membre fondateur de Calafou¹⁷⁷. Cette colonie, située dans le Lot (France), fut créée

¹⁷³ Les membres de la CNT étaient majoritaires en Catalogne durant la Guerre Civile espagnole, mais furent soutenus par les membres du Parti Ouvrier d’Unification Marxiste (POUM), d’origine trotskiste et anti-stalinien.

¹⁷⁴ Source : <http://www.laxarxa.com/noticia/l-espai-autogestionat-de-ca-la-fou-recupera-l-esperit-de-les-col-lectivitzacions-industrials-del-36>, consulté le 20 juin 2014.

¹⁷⁵ Se revendiquant de la pensée de Charles Fourier (1772-1837) ou de Robert Owen (1771-1858).

¹⁷⁶ Entretien n°14.

¹⁷⁷ *Ibid.*

par des libertaires espagnols exilés en France après la victoire de Franco en 1939 et exista jusqu'en 1961¹⁷⁸.

Sur le plan du coopératisme, c'est tout l'héritage du mouvement coopératif catalan (autant dans son courant radical et révolutionnaire que réformiste et modéré), qui refait surface. Sur ce point, c'est la **coopérative de Mondragón**¹⁷⁹ (Pays Basque) qui est mobilisée pour représenter le travail en autogestion. Néanmoins, Dídac Costa prend également ses distances avec ce modèle : « *Actuellement, entre nous ainsi qu'au sein du secteur de l'économie sociale, nous sommes en train d'analyser jusqu'à quel point Mondragón s'est écarté de ses idéaux initiaux* »¹⁸⁰.

Le quartier de **Christiania à Copenhague** est également rappelé comme influence dans le domaine de l'autogestion et de l'expérimentation¹⁸¹. Par contre, cette influence est fortement contestée par d'autres « fondateurs théoriques » qui ne se sentent pas proches de ce « quartier autogéré »¹⁸².

Du côté de l'organisation de la communauté, le **mouvement okupa** est un référent fort. En effet, plusieurs membres fondateurs de Calafou proviennent ou ont temporairement milité au sein de ce mouvement et puisent dans celui-ci une forme d'organisation collective particulière. L'entraide, l'autogestion, le recyclage (alimentaire ou de matériaux quelconques), les savoir-faire techniques partagés entre les membres du collectif sont des valeurs fortes du mouvement *okupa* catalan que Calafou revisite au quotidien.

Sur la question du logement, les influences rejoignent celles de l'association catalane *SostreCívic*, à savoir le **modèle de coopérative Andel** mis en pratique dans les pays d'Europe du Nord, ainsi que le **modèle uruguayen de la FUCVAM**, la *Fédération Uruguayenne de Coopératives de Logement pour l'Aide Mutuelle*.

Enfin, deux référents de projets actuels concrets nous ont été présentés lors de nos entretiens. Premièrement, le **village autogéré de Lakabe**, situé en Navarre espagnole, un hameau abandonné occupé depuis 1980 par un groupe d'habitants ayant décidé d'y construire un éco-village autonome en énergie. Deuxièmement, le **projet Factor e Farm développé par Open**

¹⁷⁸ Elle est considérée comme une forte influence tout particulièrement par le fait qu'il s'agissait d'une expérience d'une « colonie libertaire » post-collectivisation de 1936-1939, tout comme Calafou selon ce fondateur du projet.

¹⁷⁹ Fameux modèle de coopératives intégrées, le complexe de Mondragón est un grand symbole pour les coopératistes actuels.

¹⁸⁰ Entretien avec Dídac Costa, rebellion.org (24 mars 2011) : <http://www.rebellion.org/noticia.php?id=124907>, consulté le 11 juin 2014.

¹⁸¹ *Ibid.*

¹⁸² « *Je ne pense pas que Calafou ait quelques chose à voir avec Christiania. C'est un quartier de Copenhague où rien de réellement alternatif n'est exploré. Ce n'est pas du tout un projet de transformation sociale comme Calafou. Je ne me sens pas du tout proche d'un tel projet* ». Entretien n°9.

Source Ecology dans l'état du Missouri (États-Unis). *Open Source Ecology* est un réseau américain dont l'objectif est de mettre au point « *une plateforme technologique ouverte qui permet la production aisée des 50 machines industrielles nécessaires pour construire une petite civilisation avec tout le confort moderne* »¹⁸³. Il s'agit donc d'un lieu de développement de nouvelles technologies libres et autogérées proche de la mouvance *Do it yourself (DIY)*. Bien que nous n'ayons pas beaucoup d'informations sur ce projet, dans sa théorie celui-ci nous semble être l'un des plus proches référents de Calafou.

Enfin, d'autres influences sans réel ancrage géographique ont été citées par les habitants. Pour n'en citer que quelques-unes d'entre elles, c'est le cas des **milieux libres libertaires** (de manière générale), du modèle des **cités-jardins anarchistes**¹⁸⁴ que décrit notamment Eduard Masjuan (Masjuan, 2000, p. 176), ou encore l'essai du suisse P.M. ayant pour titre *Bolo'bolo* et rejoignant l'idée des « phalanstères libertaires »¹⁸⁵ (P. M, 2013)¹⁸⁶.

La Carte 6 ci-dessous reprend ces divers référents et permet ainsi de visualiser « la nébuleuse des influences du projet de Calafou »¹⁸⁷.

Néanmoins, selon plusieurs habitants de Calafou (qu'ils soient « fondateurs » ou non), le projet n'a pas réellement d'antécédent. Pour 'Lluís', « *ce qui se passe à Calafou est vraiment nouveau. Une communauté qui réhabilite une ancienne zone industrielle afin de produire des technologies libres afin d'épauler les mouvements sociaux et de créer concrètement une autre manière de vivre, sans acheter les produits capitalistes, je n'en connais aucune autre* »¹⁸⁸.

Selon lui, il n'y a pas de réel référent historique, mais seulement des influences diffuses. « *Je pense que les habitants ont tous une vision différente du projet. On ne peut pas résumer cela en citant des référents* »¹⁸⁹.

¹⁸³ Source : <http://opensourceecology.org/gvcs/>, consulté le 11 juin 2014.

¹⁸⁴ Cette référence relie le projet de Calafou avec les origines des coopératives d'habitants de Cebrià de Montoliu.

¹⁸⁵ Ce livre propose une nouvelle forme d'organisation sociale basée sur le *bolo*, une sorte de communauté autosuffisante. Pour plus d'informations : P. M, 2013, *Bolo' bolo*, Paris, l'Éclat, 235 p.

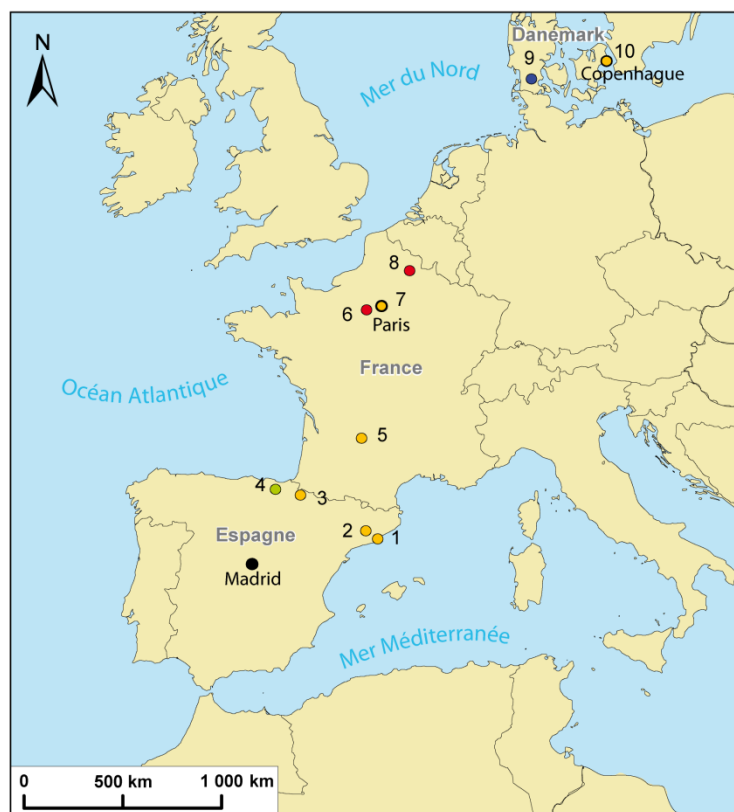
¹⁸⁶ Entretien n°13.

¹⁸⁷ Nous y avons placé tous les référents et influences dont les habitants nous ont parlés, ainsi, cette carte ne représente pas uniquement les influences du projet de départ de Calafou.

¹⁸⁸ Entretien n°9.

¹⁸⁹ *Ibid.*

Carte 6 : La nébuleuse des influences du projet de Calafou



- 1 : Mouvement Okupa barcelonais
- 2 : Collectivisations ouvrières de 1936-1939
- 3 : Lakabe (Navarre)
- 4 : Coopérative de Mondragon (Pays-Basque)
- 5 : Colonie d'Aymare (Goudon-Le-Vigan, Lot)
- 6 : La Colonie sociétaire (Condé-sur-Vesgre)
- 7 : La Commune de Paris
- 8 : Familistère de Guise de Godin
- 9 : Modèle Andel coopérative d'habitants
- 10 : Christiania (Copenhague)
- 11 : FUCVAM (Uruguay)
- 12 : New Harmony (Owen Phalenstère)
- 13 : Factor e Farm (Open Source Ecology)

Type de l'influence

- Logement
- Logement / Travail
- Travail
- Politique / Organisation

Diego Miralles Buil, 2014.

Source : Données personnelles (entretiens).

Note : Toutes les influences de cette carte ont été explicitées plus haut, sauf la Colonie sociétaire de Condé-sur-Vesgre (France) et New Harmony (États-Unis) qui furent deux projets de communautés utopistes de types oweniennes.



III. La mise en pratique du projet : la reterritorialisation de Calafou

Après avoir abordé l'aspect théorique de Calafou, nous allons maintenant aborder la question du montage du projet. Cela nous permettra de mieux comprendre comment les habitants ont pu mettre en pratique ce projet, avec quelles aides extérieures, avec quel statut juridique, etc. Nous verrons ici que la construction du groupe-habitant fut longue et délicate et qu'aucun groupe stable ne fut présent après plus d'un an de gestation. Nous aborderons également l'aspect juridique du projet et verrons ainsi qu'il ne s'agit pas réellement d'une coopérative d'habitants, mais plutôt d'une location à prix abordable. Enfin, nous aborderons le rôle de la crise du logement de 2008 dans la redéfinition du projet de Calafou.

A. De la découverte de la colonie industrielle textile à son achat

Nous commencerons par aborder la question de la découverte de la colonie, ainsi que les relations entre les initiateurs du projet de Calafou, le propriétaire de la colonie industrielle et les villages voisins de celle-ci. Ensuite, nous verrons comment fut construit le groupe-habitant de Calafou.

1. De la découverte de la colonie au contrat d'arrhes : le choix du propriétaire de la colonie

Selon nos sources, ce fut un membre de la CIC qui entendit parler de la vente de la *Colònia Marçal*. En effet, la municipalité de Cabrera d'Anoia (la commune sur laquelle se trouve la *Colònia Marçal*) était en pourparler avec le propriétaire pour réaliser un projet d'incinérateur de déchets. Une forte mobilisation contre ce projet, portée par la plateforme *Indignés contre l'incinération de déchets à Cabrera d'Anoia*¹⁹⁰, se développa localement. C'est ainsi que cette mobilisation remonta jusqu'aux oreilles de la CIC. Elle entra donc en contact avec le propriétaire afin de lui proposer un « contre-projet » à celui de l'incinérateur de déchets. De plus, afin d'accélérer les choses, 'Laura' une future habitante de Calafou versa 30 000 € au propriétaire afin de réaliser rapidement un **contrat d'arrhes**¹⁹¹ pour réserver l'espace, et le propriétaire accepta¹⁹².

¹⁹⁰ Le site de la plateforme : <http://noincineradoracabreraanoia.blogspot.fr/>, consulté le 12 juin 2014.

¹⁹¹ Un contrat d'arrhes est une somme versée avant la livraison d'un bien.

¹⁹² Néanmoins, la signature de ce contrat d'arrhes ne fut signée par les deux parties qu'en juin 2011.

Nous n'avons malheureusement pas pu rencontrer le propriétaire de la *Colònia* pour l'interroger sur les raisons qui l'ont poussé à privilégier le projet de la CIC plutôt que celui de l'incinérateur de déchets, pourtant soutenu par la municipalité de Cabrera d'Anoia. Néanmoins, lors de nos entretiens avec les habitants de Calafou, ceux-ci nous ont donné leur vision des choses. Selon eux, le propriétaire, habitant à Vallbona d'Anoia et non pas à Cabrera, n'a pas souhaité donner son aval à un projet ayant fortement « malmené » le village de Vallbona. En effet, l'accès à la *Colònia* se réalisant à partir du village de Vallbona, le projet d'incinérateur aurait engendré de très fréquentes allées et venues de camions passant par le centre-ville de Vallbona. De plus, la grande majorité des habitants des alentours étaient contre un tel projet d'incinérateur. Le propriétaire, plutôt âgé, a donc très certainement choisi le projet le plus respectable à ses yeux¹⁹³. Bien entendu, cela n'est que la version des habitants de Calafou, il serait intéressant de poursuivre plus loin l'investigation en rencontrant directement le propriétaire. Quoiqu'il en soit, le projet d'incinérateur de déchets fut évincé au profit de celui de la CIC¹⁹⁴, le projet de Calafou, la *colonie écoindustrielle postcapitaliste*.

Un **document de base** présentant le projet fut mis au point par les quelques fondateurs initiaux. L'idée était alors de racheter la colonie au propriétaire sur 10 ans en finançant ce rachat uniquement par les loyers payés par les futurs habitants des logements ouvriers de la colonie. En effet, dans ce projet de base, tous les habitants permanents de Calafou devaient vivre dans un appartement du bloc de logements ouvriers (les logements où vivaient les ouvriers du temps du fonctionnement de la colonie industrielle). Il fut décidé que le loyer mensuel d'un appartement du bloc de logements serait de 100 € et qu'il serait possible d'acheter directement un logement pour environ 17 000 € (sans intérêt) et de n'avoir ainsi plus rien à payer par la suite pour son appartement¹⁹⁵.

2. Des visites de Calafou à la recherche d'un groupe d'habitants stable

La formation du groupe-habitant s'étala sur plusieurs mois voire plusieurs années. Aujourd'hui, en 2014, le groupe est plus stable, néanmoins il fluctue encore avec l'arrivée et le départ d'habitants. Nous allons maintenant aborder la formation du groupe-habitant.

¹⁹³ Entretiens n°9-14.

¹⁹⁴ Selon les habitants de Calafou présent dès le début du projet, la Municipalité de Cabrera d'Anoia leur tient toujours rancœur de l'annulation de ce projet d'incinérateur, ce qui explique les « relations frileuses » entretenues par les deux acteurs.

¹⁹⁵ Entretien n°14.

a) *Les visites de Calafou, à la recherche de futurs habitants*

Après le paiement des 30 000 € du contrat d'arrhes et l'acceptation du projet de la CIC par le propriétaire de la *Colònia*, la recherche du groupe-habitant commença. En effet, le lieu fut trouvé alors qu'aucun groupe n'était constitué.

Enric Duran envoya alors un courrier électronique à tous ses contacts d'activistes afin de présenter le projet de Calafou et réalisa un « *appel à venir visiter le lieu dès février 2011 pour constituer un groupe d'intéressés par le projet* »¹⁹⁶. Beaucoup des actuels habitants de Calafou ont appris l'existence du projet à cette occasion¹⁹⁷. De très nombreuses visites s'ensuivirent, des individus, des familles avec enfants, des collectifs (etc.), et cela pendant plus d'un an. Pour citer l'un de ces collectifs (à l'origine de la venue d'au moins un habitant actuel de Calafou), relevons la visite d'*Open Source Ecology Europe*. Ce groupe désirait réaliser un projet similaire à celui de *Factor e Farm* développé dans l'état du Missouri (États-Unis)¹⁹⁸, c'est-à-dire développer un espace de fabrication de machinerie libre (imprimantes 3D, panneaux et fours solaires, etc.)¹⁹⁹.

b) *La consolidation du groupe initial*

Bien que la période des visites fût toujours en marche, un petit groupe d'individus intéressés par le projet se forma peu à peu et se réunit régulièrement durant la première partie de l'année 2011 à l'*Infospai*²⁰⁰ de Gràcia (Barcelone) afin d'échanger sur l'organisation future de Calafou. C'est notamment durant ces réunions que furent abordées les questions financières, juridiques (etc.), et que furent contactés les futurs partenaires du projet de Calafou.

Durant la même période, fut organisé un week-end de rencontre entre les personnes intéressées par vivre à Calafou qui eût lieu à *Cal Cases*²⁰¹. C'est durant ce week-end que le premier groupe d'habitants (dont une grande partie vit encore aujourd'hui à Calafou) fit connaissance. Durant cette rencontre furent élaborés les différents groupes de travail nécessaires au bon fonctionnement de la vie future à Calafou. Parmi ces groupes de travail,

¹⁹⁶ Entretien n°11.

¹⁹⁷ En effet, avant cela, seule une poignée de membres de la CIC était au courant du projet (dont Enric Duran, Dídac Costa et 'Lluís' parmi quelques autres).

¹⁹⁸ Nous avons précédemment parlé d'*Open Source Ecology* au sujet des référents du projet de Calafou.

¹⁹⁹ Les vidéos de cette visite se trouvent sur le site web d'*Open Source Ecology Europe* : <http://oseeurope.org/2011/09/visit-to-ca-la-fou/>, consulté le 12 juin 2014.

²⁰⁰ Littéralement, « l'InfoEspace » ou « l'Espace Info », un lieu de rencontre, d'échange et de diffusion des mouvements sociaux barcelonais.

²⁰¹ *Cal Cases* est l'une des premières coopératives d'habitants de cession d'usage réalisée en Catalogne (avec l'aide de *SostreCívic*). Elle est basée sur la réhabilitation d'une ancienne *masia* (une ferme typiquement catalane, proche des mas du sud de la France) où vivent en communauté plusieurs ménages avec enfants. Pour plus d'informations : <http://calcases.info/>, consulté le 12 juin 2014.

nous relèverons un « groupe économie », un « groupe communication et diffusion du projet », un « groupe cuisine », un « groupe réhabilitation », etc.²⁰².

Le but de ces deux journées passées ensemble était à la fois de faire plus ample connaissance²⁰³ et de travailler de manière coopérative à l'organisation future de Calafou.

3. Le contrat de location avec option d'achat

Le 8 juillet 2011, un mandataire de la société coopérative *Masos pel decreixement* et le propriétaire de la colonie de Calafou se retrouvèrent pour signer un contrat de location avec option d'achat de la *Colònia Marçal (alias Calafou)*²⁰⁴.

Basé sur une durée de 10 ans, le contrat signé par les deux parties correspond à une **location avec option d'achat de l'intégralité du terrain de la colonie** – selon le cadastre d'une superficie de 26 000 m² dont 7 497m² construit – **et de ses bâtiments, excepté la mini-centrale hydroélectrique** présente sous le hangar principal de la colonie. Il stipule bien que la location a pour but de « *satisfaire des nécessités de logement et de travail* » et autorise la sous-location des logements par la coopérative. De plus, les loueurs pourront réaliser des travaux (de réhabilitation par exemple) dans les locaux sous couvert d'une autorisation écrite du propriétaire.

Ainsi, le contrat établit le prix de la vente de la colonie étalée sur 10 ans. La coopérative *Masos pel decreixement* devra donc verser les sommes totales de 410 000 € au propriétaire de la façon suivante :

- les **30 000 €** du contrat d'arrhes préalablement payé le 2 novembre 2010,
- **40 000 €** à la signature du présent contrat,
- **100 000 €** à payer avant le 31 décembre 2011,
- **240 000 €** à payer en **120 mensualités** (soit tous les mois pendant 10 ans) **par montant de 2 000 €** chacune d'entre elles (à partir du 30 août 2011) comme loyer mensuel à payer.

Si les acheteurs respectent ces échéances, le 8 août 2021, la coopérative *Masos pel decreixement* acquerra la propriété totale du terrain de 26 000 m² et les bâtiments (excepté la mini-centrale hydroélectrique). Dans le cas contraire, les acheteurs ne pourront pas récupérer le capital investi jusque-là.

²⁰² Source : Entretiens avec les habitants présents dès le début du projet, réalisés en mars 2014.

²⁰³ Certains futurs habitants ne s'étant encore jamais vus.

²⁰⁴ Nous avons eu accès au contrat, néanmoins, s'agissant d'un document confidentiel selon les habitants de Calafou, nous ne le publierons pas tel quel dans ce mémoire.

Ainsi, la coopérative *Masos pel decreixement* n'étant pas propriétaire de la colonie industrielle, il nous semble que le projet de Calafou n'est juridiquement ni une coopérative d'habitants ni une réelle cession d'usage. Selon Maria José Meseguer de *SostreCívic*, « *afin de créer le projet de Calafou, les habitants ont opté pour un moyen commun, basique et reconnu et non pas un modèle alternatif comme la cession d'usage* »²⁰⁵. Ils n'ont donc pas innové en utilisant une forme spécifique et alternative comme le modèle *Andel*. Il s'agit néanmoins d'un **habitat coopératif**, c'est-à-dire une configuration mettant en application une gestion coopérative des logements.

B. L'habitat coopératif de Calafou, une coopérative d'habitants en devenir ?

Ainsi, nous venons de voir que Calafou n'est pas une coopérative d'habitants au niveau juridique. Néanmoins, le mode de gestion des logements y est coopératif et la colonie industrielle est en train d'être achetée par la coopérative de patrimoine *Masos pel decreixement*. Afin d'y voir plus clair, nous allons revenir sur l'organisation juridique du projet et voir pourquoi Calafou n'est pas (encore) une coopérative d'habitants.

1. L'architecture juridique du projet de Calafou

C'est à travers la coopérative de patrimoine²⁰⁶ de la CIC, *Masos pel decreixement*, que la colonie industrielle de Calafou est en train d'être achetée sur une durée de 10 ans. Néanmoins, cette coopérative ne permet pas aux habitants de vivre sur le site, elle ne fait que faciliter la gestion de l'espace de la colonie.

a) L'articulation des coopératives de la CIC

Afin de permettre aux membres de la CIC de travailler (ou de vivre) dans un de ses biens immobiliers, ces édifices doivent avant tout appartenir à la coopérative *Masos pel decreixement*. Ensuite, au sein de ces espaces appartenant à la coopérative de patrimoine, il est possible d'ajouter d'autres coopératives au montage pour spécifier un usage particulier à ces lieux. La CIC articule donc ses quatre coopératives²⁰⁷ afin de permettre la réalisation d'activités alternatives, et cela légalement.

²⁰⁵ Entretien n°17.

²⁰⁶ Légalement, il s'agit d'une « Coopérative de consommation et de gestion de biens immobiliers ».

²⁰⁷ Pour rappel, les quatre coopératives de la CIC sont : une coopérative de patrimoine, une coopérative mixte d'activité économique, une coopérative d'autofinancement et une coopérative de logement (ou d'habitants).

Ainsi, l'intégralité du terrain et des bâtiments de Calafou est louée au nom de *Masos pel decreixement*, qui par exemple cède l'usage de l'atelier de menuiserie de la colonie à la Coopérative Mixte d'Activité Economique (*Xarxa Integral de Professionals i Usuaris*)²⁰⁸ de la CIC. Cela permet à une partie des habitants de Calafou de travailler en auto-emploi dans cet atelier, et cela de manière tout à fait légale²⁰⁹.

De cette manière, tout comme le réalise la CIC à une échelle plus large, Calafou devrait pouvoir articuler localement les quatre coopératives de la CIC²¹⁰. De ce fait, on peut considérer qu'à son niveau Calafou est elle-même une « *coopérative intégrale dans la Coopérative Intégrale Catalane* »²¹¹.

b) L'organisation du secteur logement de la CIC

Le Secteur Logement de la CIC n'utilise que deux coopératives parmi les quatre que nous avons présentées. Tout d'abord, à échelle méso²¹², la coopérative de patrimoine *Masos pel decreixement* regroupe tous les biens immobiliers de la CIC (répartis dans toute la Catalogne). Et à échelle micro, la *Coopérative de Logement Social* de la CIC s'étend localement sur certains biens immobiliers à visée de logement. Le schéma de la Figure 7 ci-dessous témoigne de cette organisation à deux échelles.

Cette organisation semble très proche de celle de la CoDHA Suisse²¹³, qui fait partie du « **troisième type de coopérative** » suisse s'étant développé en 1980. Selon Adriana Rabinovich et Lena Poschet, « *ces structures ont pour but d'allier les caractéristiques des deux autres types de coopératives [les « grandes » et les « petites coopératives » suisses], en combinant une structure fédératrice - comme la connaissent les "grandes coopératives"- avec des associations qui fonctionnent par immeuble, comme cela se fait à l'échelle des « petites coopératives »* » (Rabinovich et Poschet, 2006, p. 12).

Le but est donc d'allier les avantages des deux systèmes : d'une part, une forte autonomie des projets locaux pouvant s'auto-organiser à leur guise au sein de petites structures « *sans devoir assumer entièrement le montage et le pilotage de l'opération* », et d'autre part une structure plus large fédérant l'intégralité des projets et se chargeant d'englober juridiquement et administrativement l'intégralité des projets membres (Rabinovich et Poschet, 2006, p. 12).

²⁰⁸ Littéralement « Réseau Intégral de Professionnels et d'Usagers ».

²⁰⁹ En effet, les habitants membres de cette coopérative mixte d'activité économique disposent d'une assurance ainsi que de tout le nécessaire légal pour exercer leur travail.

²¹⁰ Rappelons-le : une coopérative de patrimoine, une (mixte) de travail, une d'autofinancement et une dernière d'habitat (ou de logement).

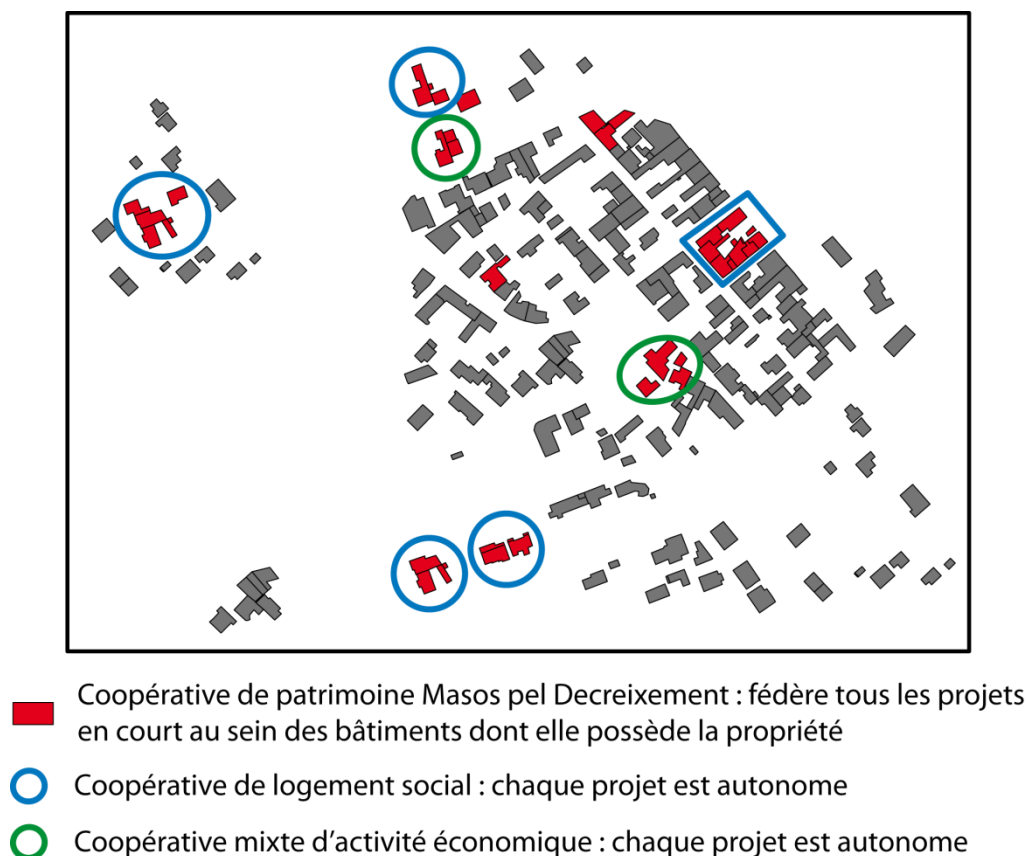
²¹¹ Entretien n°14.

²¹² C'est-à-dire à l'échelle des communautés autonomes espagnoles. Pour nous cela correspond à la Catalogne.

²¹³ Une Coopérative d'habitat associatif développée en Suisse.

Ainsi, pour le cas de Calafou et de la CIC, ce rôle de « coopérative fédératrice et englobante » est endossé par la coopérative *Masos pel decreixement* et Calafou fait partie des projets autonomes (des « petites coopératives ») aux côtés d'autres projets de la CIC comme Roig 21²¹⁴ par exemple.

Figure 7 : Schéma de l'organisation des coopératives de la CIC à deux échelles



Diego Miralles Buil, 2014.

2. L'impossibilité légale de s'établir en tant que coopérative d'habitants

Théoriquement, le projet de Calafou devrait articuler trois des quatre coopératives de la CIC. Néanmoins, pour le moment, il ne dispose pas d'une coopérative d'habitants. Nous allons maintenant voir pourquoi.

a) Calafou, un espace inhabitable ?

Officiellement, c'est-à-dire d'après le *Registre de la Propriété* espagnol, la colonie industrielle de **Calafou n'est pas considérée comme un logement légal**. En effet, le bâtiment des logements ouvriers (ainsi que les autres bâtiments de la colonie) ne dispose pas

²¹⁴ Roig 21 est un projet de la CIC. Un espace coopératif collectivisé au sein d'un bâtiment urbain en plein centre-ville de Barcelone. Pour plus d'informations voir : <http://roig21crea.org/>, consulté le 26 mai 2014.

de **certificat d'habitabilité**. Or, en Espagne, l'obtention de ce certificat est obligatoire afin d'obtenir officiellement le **statut de logement** pour un bâtiment. Pour obtenir un certificat de ce type, il faut que le bâtiment comprenne les « *conditions minimales d'habitabilité* » définies par le décret 141/2012 du 3 novembre 2012. Celui-ci stipule par exemple la superficie minimale nécessaire par personne vivant dans le logement, les caractéristiques énergétiques minimales du logement, etc. Pour le moment, « *pour des questions de priorités* » les habitants de Calafou n'ont pas encore fait la demande d'un tel certificat²¹⁵. Or, sans ce certificat d'habitabilité il n'est pas possible d'obtenir de contrat d'approvisionnement en eau, électricité, télécommunication, etc.²¹⁶. Mais dans une démarche clairement pragmatique, les habitants ont trouvé une solution à ce problème.

b) Calafou, de la vie de camping à la location collective à prix abordable

La colonie industrielle nécessitant une réhabilitation générale, les habitants ont sollicité un « permis de travaux » pour la *Casa Roja* (une auberge communautaire pour recevoir les visiteurs). De ce fait, la colonie de Calafou est désormais légalement considérée comme un **espace en travaux**. Ainsi, du fait de ce statut « d'habitat en construction », il a été possible aux habitants d'obtenir un contrat d'approvisionnement en eau, électricité, etc. De plus, il leur est légalement possible de vivre sur le site bien que celui-ci ne soit pas considéré comme un premier logement, mais davantage comme un « camping », une situation temporaire due au statut du site désormais « en travaux ».

Dans ces conditions, Calafou ne peut pas officiellement (et juridiquement) être considéré comme une réelle coopérative d'habitants. Pour l'instant, la propriété appartenant au propriétaire de la colonie industrielle, il s'agit donc d'une **location collective à prix abordable**. Les habitants n'ont pour le moment pas de réel pouvoir de décision car ils ne sont pas propriétaires de l'édifice. Néanmoins, grâce à la coopérative *Masos pel decreixement* il leur est tout de même possible d'y vivre (temporairement) et d'y travailler.

3. Calafou, une coopérative d'habitants en devenir ?

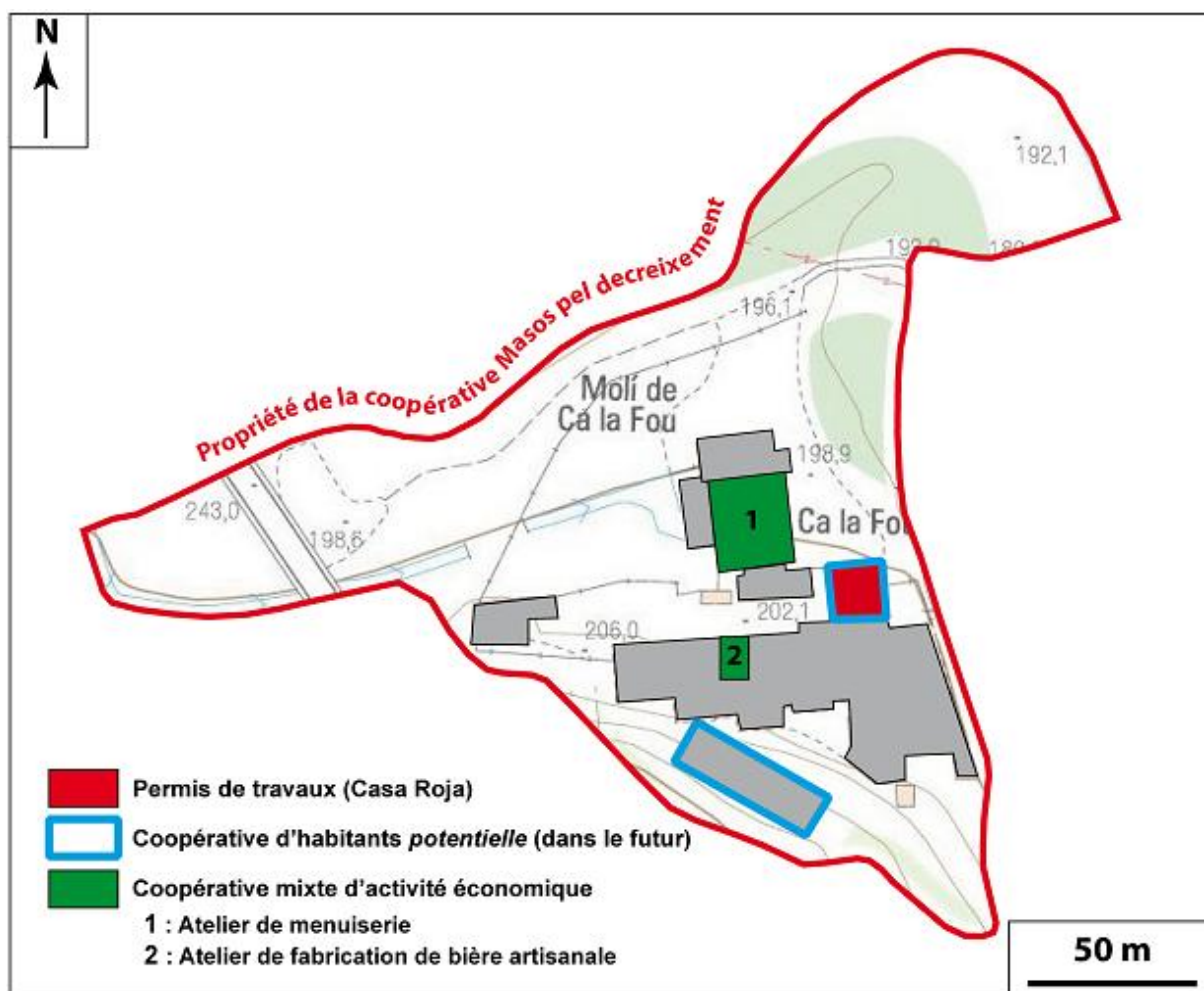
Théoriquement, il serait possible de réaliser une coopérative d'habitants à Calafou. D'après Maria José Meseguer (juriste membre de l'association *SostreCívic*), pour pouvoir y

²¹⁵ Entretien n°5.

²¹⁶ Source : Généralité de Catalogne : http://www20.gencat.cat/portal/site/territori?newLang=es_ES, consulté le 14 juin 2014.

appliquer un modèle de coopérative de cession d'usage tel que celui de *SostreCívic* il faudrait tout d'abord que la coopérative *Masos pel decreixement* devienne entièrement propriétaire de la colonie²¹⁷. Il faudrait donc attendre les 10 ans stipulés dans le contrat d'achat de la colonie et obtenir un certificat d'habitabilité valable pour le ou les bâtiments au sein desquels se trouveront les logements. La Carte 7 ci-dessous témoigne de l'articulation entre les trois coopératives de Calafou lorsque la coopérative d'habitants sera réalisée.

Carte 7 : Articulation de Calafou entre les trois types de coopératives



Diego Miralles Buil, 2014. Source : données personnelles.

Cependant, pour le moment il n'est pas sûr que cette coopérative d'habitants voit le jour. Effectivement, le groupe-habitant de Calafou n'a pas encore réellement décidé de mettre en place une réelle coopérative d'habitants. « *Pour le moment, nous n'en avons pas réellement besoin. Nous avons le droit de travailler et de vivre ici, on a l'électricité et l'eau légalement*

²¹⁷ Entretien n°17.

(bien que l'installation soit encore précaire). Il n'est pas encore sûr que nous demandions la réalisation d'un certificat d'habitabilité. Ça n'est pas notre priorité. On en reparlera le moment venu » témoigne un habitant²¹⁸.

De plus, bien que légalement Calafou ne soit pas une coopérative d'habitants, une grande partie des habitants agissent comme si cela était déjà le cas et utilisent ce terme pour parler de Calafou. D'une certaine manière, cela n'est pas faux. En effet, la vie que vivent les habitants de Calafou dans la colonie correspond à la définition de la notion de coopérative d'habitants communément utilisée par ces derniers. Effectivement, pour la plupart des habitants une coopérative d'habitants n'est qu'un **statut légal ample** afin de permettre la mise en place d'une **vie collective dans un même bâtiment** (ou un même ensemble de bâtiments) ainsi qu'un **moyen pour accéder à un logement abordable**²¹⁹. Dans la pratique donc, il semble que Calafou corresponde à leurs attentes sur la question. De plus, la coopérative de patrimoine *Masos pel decreixement* met en place une cession d'usage des espaces. Certains habitants de Calafou considèrent donc qu'il s'agit bien d'une coopérative d'habitants de cession d'usage. Néanmoins, légalement, parmi les usages qu'elle permet, la catégorie « logement » n'est pas disponible. Pour cela, il faudrait utiliser la *Coopérative de Logement Social* de la CIC mais nous avons vu que c'était impossible pour le moment.

Ainsi, en attendant la mise en place d'une réelle coopérative d'habitants, nous considérons que Calafou correspond davantage à un **projet d'habitat coopératif basé sur une location collective à prix abordable**.

C. Les partenaires du projet

Afin de mener à bien son projet, le collectif-habitant de Calafou a fait appel à plusieurs acteurs faisant partie du mouvement de l'économie sociale et solidaire. Les habitants entretiennent de nombreuses relations avec d'autres collectifs comme en témoigne la Figure 8 située plus bas. Nous rappellerons ici le rôle des principaux partenaires de Calafou qui ont aidé les habitants à monter le projet.

1. Les conseils de SostreCívic

Nous avons vu précédemment que l'association catalane *SostreCívic* – qui a pour objectif de proposer des solutions et des propositions permettant l'accès à un logement abordable et

²¹⁸ Entretien n°5.

²¹⁹ Entretien n°1-13.

non spéculatif – a développé un modèle juridique de coopérative d’habitants de cession d’usage applicable autant en milieu urbain que rural²²⁰.

a) Le rôle de l’association dans le projet de Calafou

Durant l’été 2011, alors que le collectif-habitant réalisait de fréquentes réunions à l’*Infoespai* de Gràcia (Barcelone), Enric Duran entra en contact avec l’association *SostreCívica* afin d’obtenir des conseils afin de monter une coopérative d’habitants de cession d’usage.

Selon Raül Robert, le fondateur de l’association, celle-ci a accepté de les accompagner sur la question « *de la stratégie juridique, fiscale et de la viabilité économique du projet* »²²¹.

Ainsi, *SostreCívica* a travaillé directement avec la CIC, afin de lui donner des conseils pour la création de coopératives d’habitants, notamment pour le projet de Calafou, mais pas uniquement. Selon Raül Robert, lors de ces échanges de conseils, *SostreCívica* a transmis les statuts juridiques que ses membres avaient élaborés afin de permettre à la CIC de les utiliser. Néanmoins, ni la CIC ni Calafou n’ont adhéré à l’association *SostreCívica* comme c’est généralement le cas quand l’association transmet ses statuts juridiques.

b) La divergence entre les deux groupes

Il y eut par la suite une forte divergence entre *SostreCívica* et la CIC (et Calafou). Cette divergence provient du statut même de la CIC. En effet, selon les membres de *SostreCívica*, la CIC est clairement anticapitaliste et souhaite proposer des solutions clairement militantes en refusant tout dialogue avec les « institutions classiques du logement ». Comme l’affirme Maria José Meseguer : « *Il y a une différence forte de point de vue entre SostreCívica et la CIC. SostreCívica utilise les statuts de cession d’usage pour créer un modèle viable au sein de la société, pas pour créer une opposition face à ce qui existe déjà. SostreCívica ne souhaite que proposer une voie supplémentaire d’accès au logement* »²²².

De son côté, Raül Robert ajoute que le projet de Calafou « *était très fortement basé sur une idéologie, ce qui n’était pas le cas de SostreCívica* »²²³. Ainsi, comme *SostreCívica* compte travailler avec les institutions « classiques » du logement, il était plus intéressant de séparer les deux projets²²⁴. Il ajoute que « *Calafou est un très gros projet possédant ses propres valeurs. De plus, il est soutenu et impulsé par la CIC qui est elle-même un projet très*

²²⁰ Voir précédemment : Partie 2, II, C. 2) Le modèle de cession d’usage développé par l’association *SostreCívica*, Page 71.

²²¹ Entretien n°18.

²²² Entretien n°17.

²²³ Entretien n°18.

²²⁴ *Ibid.*

*fortement organisé. Ainsi, Calafou ne nécessite plus réellement l'aide de SostreCívica, c'est un projet qui suit son cours de manière indépendante »*²²⁵.

Malgré cette divergence entre les deux groupes, Maria José Meseguer témoigne que « *ce que fait Calafou est très important et intéressant parce qu'ils ont pu mettre leur projet en pratique. Et dans le domaine du logement, c'est vraiment le principal. Ce qu'a fait la CIC a une grande valeur sur ce point »*²²⁶. En effet, selon Maria José Meseguer, la CIC est la seule entité à avoir réellement mis en pratique les idées exprimées lors du mouvement du 15-M²²⁷.

De plus, en ce moment même, la CIC et SostreCívica sont en train de travailler ensemble sur certains projets (sans lien direct avec le projet de Calafou)²²⁸. L'association entre les deux groupes ne s'arrêtera donc certainement pas là.

2. *Fiare Banca ética* : la banque de Calafou ?

Dès juin 2011, la question du financement du projet fut abordée par les futurs habitants de Calafou²²⁹.

'Laura', l'habitante ayant payé les 30 000 € nécessaires à la signature du contrat d'arrhes, étant membre de la banque éthique *Fiare Banca ética*²³⁰, il fut décidé de travailler avec elle afin d'obtenir un prêt permettant de payer les 100 000 € nécessaires pour le 31 décembre 2011²³¹. *Fiare Banca ética*, l'antenne catalane de la *Banca Etica* italienne dont nous parle Yann Maury pour le cas des coopératives d'habitants italiennes (Maury, 2009, p. 25), avait comme spécificité de financer uniquement des projets d'économie alternative capables de générer des changements structurels au sein du système économique²³².

Pour cela, les habitants durent monter un dossier de demande de prêt auprès de *Fiare*. Ce dossier, appelé « plan de viabilité économique », comportait deux volets : un **premier volet éthique et social** ainsi qu'un **second volet concernant la viabilité économique** du projet.

Nous avons pu rencontrer le coordinateur de *Fiare Catalogne* ayant monté le dossier de Calafou, et ce dernier nous a appris que pour le cas de Calafou le volet éthique et social fut rapidement validé. En effet, selon lui « *le projet de Calafou est très intéressant car il propose*

²²⁵ Entretien n°18.

²²⁶ Entretien n°17.

²²⁷ *Ibid.*

²²⁸ Entretien n°18.

²²⁹ Notamment lors des réunions organisées à l'*Infospai* de Gràcia (Barcelone).

²³⁰ Pour plus d'information, voir le site web de *Fiare* : <http://www.proyectofiare.com/web/>, consulté le 12 juin 2014.

²³¹ De plus, Dídac Costa et Enric Duran connaissaient également bien le secteur de l'économie sociale, et avaient plusieurs fois croisé les membres de *Fiare Catalogne*.

²³² Entretien n°16.

*une réelle avancée. Les thèmes de l'auto-emploi, de la mise en place de logements abordables, du développement de softwares et de hardware libres... tout cela nous a plu tout de suite. Cela correspond parfaitement aux projets que Fiare veut soutenir »*²³³.

La partie juridique et économique, plus complexe à réaliser, fut élaborée au fur et à mesure de l'avancée du projet de Calafou. En effet, selon le coordinateur de *Fiare*, « *ce fut assez compliqué étant donné que le projet de Calafou était très mouvant. Les habitants portaient et venaient. Le groupe n'était pas encore stable* »²³⁴. Les habitants de Calafou ont alors transmis les entrées et sorties économiques de la communauté (les montants des loyers, les dépenses mensuelles, etc.) afin de monter le dossier. Finalement, le montage du projet de Calafou étant très compliqué²³⁵, *Fiare Catalogne* décida de réaliser un dossier de demande de financement d'une partie de l'achat de la colonie en partant du principe qu'il s'agissait d'un **projet de logement par cession d'usage**²³⁶.

La commission juridique de la CIC apporta également de l'aide aux habitants afin de monter le dossier, néanmoins, malgré l'aide apportée, le prêt ne fut pas octroyé à temps pour le 31 décembre 2011. Heureusement pour les habitants de Calafou, le projet reçut l'aide d'un membre anonyme de la CIC qui avança la somme nécessaire pour que le projet perdure²³⁷. Plus tard, en mars 2012, le dossier de Calafou fut accepté par la « maison mère » de *Fiare* en Italie, mais il fallut attendre juillet 2012 pour signer le contrat de prêt. Ainsi, *Fiare* a directement remboursé l'avance du donateur anonyme de la CIC au lieu de prêter l'argent à Calafou. Pour rembourser le prêt, tous les trois mois, les habitants de Calafou doivent rembourser 2 800 € à *Fiare*. Les habitants de Calafou semblent satisfaits de leur relation avec la banque éthique²³⁸.

3. Som Energia

À travers la coopérative *Masos pel Decreixement*, les membres de Calafou sont également associés à la coopérative de production d'énergie renouvelable et citoyenne *SomEnergia*. Les habitants achètent l'électricité directement à la coopérative qui leur assure une énergie produite de manière renouvelable pour le même prix que le principal fournisseur espagnol d'électricité conventionnelle (Endesa). Mais le partenariat entre les deux

²³³ *Ibid.*

²³⁴ *Ibid.*

²³⁵ Il s'agit en effet à la fois d'un projet productif et de logements abordables.

²³⁶ Ils adaptèrent donc le projet de Calafou en fonction des normes d'élaboration d'un dossier de demande de subvention de type cession d'usage. Entretien n°16.

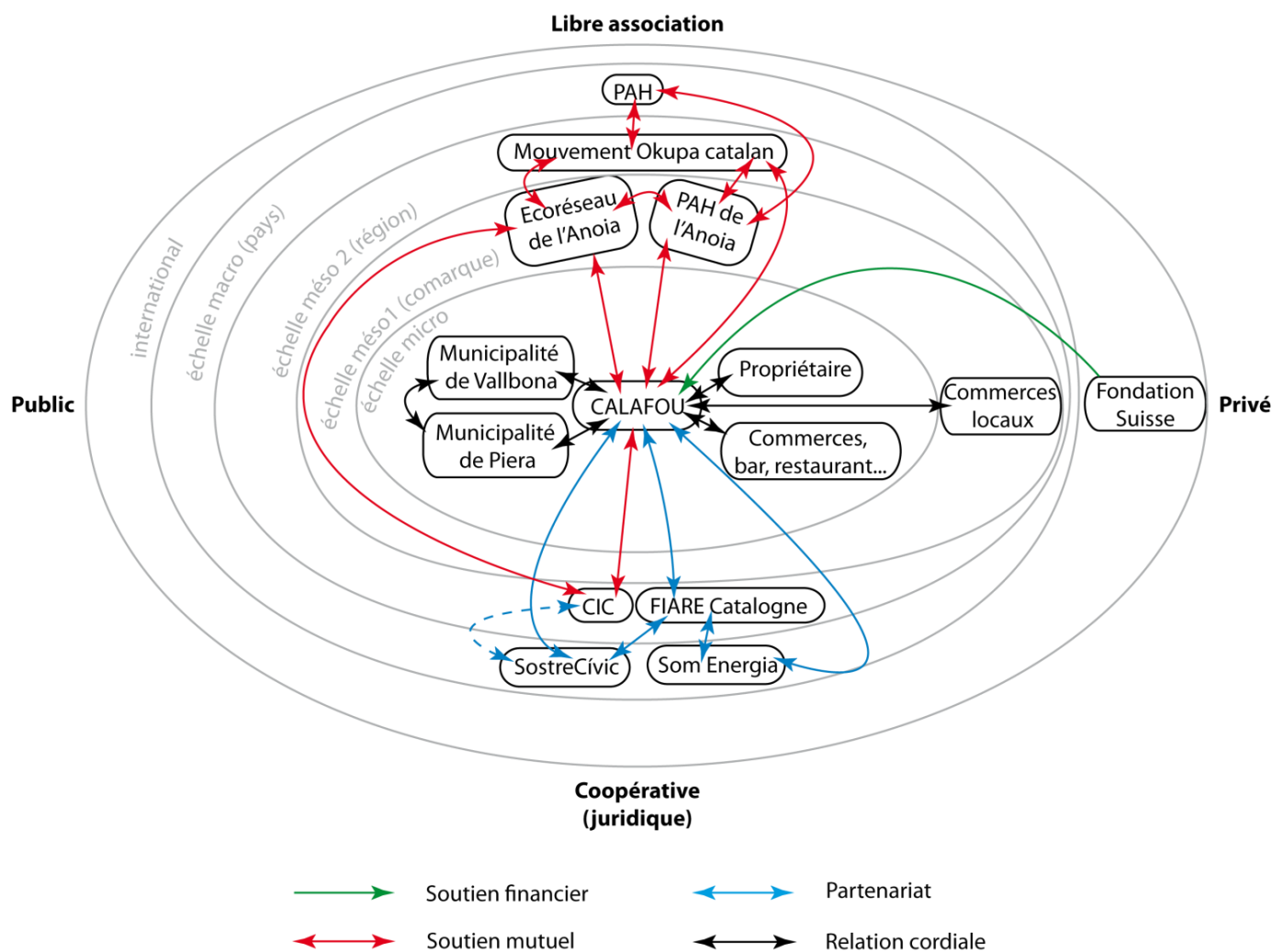
²³⁷ Entretien n°12.

²³⁸ *Masos pel Decreixement* est par ailleurs membre-associé de la banque *Fiare*.

coopératives *SomEnergia* et *Masos pel Decreixement* ne s'arrête pas là. En effet, au vu de la grande superficie de la colonie de Calafou, des membres de *SomEnergia* ont rendu visite aux habitants afin d'étudier la possibilité d'utiliser les très nombreux mètres carrés de toits afin d'y installer des panneaux solaires et ainsi faire de Calafou un lieu de production d'énergie²³⁹. Néanmoins, après plusieurs tests, il a été décidé de ne pas réaliser ce projet du fait du trop faible ensoleillement du site (notamment dû à sa topographie et à son orientation).

Cependant, les habitants travaillent en ce moment même avec l'aide de la banque éthique *Fiare* à un projet de rachat de la mini-centrale hydroélectrique située sous le principal hangar de la colonie²⁴⁰. *SomEnergia* est très intéressée par ce projet qui permettrait une importante production d'énergie renouvelable que les habitants revendraient à la coopérative d'énergie.

Figure 8 : Les acteurs en lien avec le projet de Calafou



Diego Miralles Buil, 2014. Sources : Entretiens, discussions informelles.

²³⁹ Entretiens n°9-11.

²⁴⁰ Entretiens n°11 et 16.

D. Les débuts de la vie à Calafou. Du grand *turnover* des habitants à la stabilité du groupe-habitants

Dès la signature du contrat d'arrhes en juin 2011, les habitants purent enfin s'installer légalement à Calafou et commencer la réhabilitation. Certains habitants disposant d'une épargne importante décidèrent d'acheter entièrement un logement du bloc d'habitations afin d'apporter une grosse contribution au projet et pour ne plus rien avoir à payer par la suite²⁴¹. D'autres habitants payèrent des sommes d'entrées à Calafou plus faibles en fonction de leur moyen, mais chacun put obtenir un logement.

1. L'appel à volontaire et le campement permanent de la CIC

Lors de l'entrée des habitants à Calafou en juin et juillet 2011 fut également organisé un « campement permanent » de la CIC dans le camping de Calafou afin d'aider à la réhabilitation. Beaucoup de personnes étaient alors présentes sur le site pour prêter main-forte aux habitants. *« Le principe était simple : la nourriture et la zone de campement étaient gratuites à partir du moment où les personnes présentes participaient à la réhabilitation »* explique une habitante²⁴². Cette aide coopérative a ainsi permis d'accélérer les travaux.

« Cela a permis d'accélérer les choses. Par contre, ça a été assez difficile pour la cohabitation... », témoigne une autre habitante de Calafou²⁴³. En effet, des gens de tous bords vinrent aider, certains sans réelle affinité (notamment politique) avec le projet.

Les aides ne se sont pas limitées à la main-d'œuvre. Une fondation suisse possédant des liens d'affinité avec le projet (certainement pour sa théorie de production écoindustrielle) fit parvenir un don à Calafou afin d'aider à l'achat d'outils. Un appel à donations a également été mis en place pour obtenir de l'argent des réseaux de connaissances des habitants (famille et amis principalement).

2. L'assignation des logements

D'après 'Sonia', une habitante présente depuis le début du projet, lors de l'entrée à Calafou, bien qu'il y eut beaucoup à faire, la majorité de l'énergie déployée fut dépensée dans le nettoyage et la réhabilitation des anciens logements ouvriers (très endommagés comme en témoigne la Photographie 5).

²⁴¹ Excepté les charges de maintenance (électricité, d'eau, d'internet, etc.) et d'entretien des espaces.

²⁴² Entretien n°12.

²⁴³ Entretien n°13.

La répartition des logements entre les habitants se fit dès juillet 2011 (c'est-à-dire dès la signature du contrat de location avec option d'achat), afin que chaque habitant puisse réhabiliter son logement comme il le souhaitait. Ayant beaucoup de choix, les habitants ont simplement choisi l'appartement du bloc de logement qui les intéressait le plus. En cas de conflit concernant un même appartement, les deux habitants (ou les deux groupes d'habitants s'il s'agissait de couples ou de groupes d'amis) ont facilement résolu le problème par le dialogue ou, en cas de blocage, en utilisant le hasard. Selon les habitants présents à cette époque que nous avons pu interroger sur la question, cette première répartition des appartements se déroula sans encombre.

En octobre 2011, certains habitants désirant changer de logement, il fut décidé d'organiser une autre assemblée d'assignation de logement. Durant cette dernière, deux consensus furent établis sur la question de la répartition future des appartements. Premièrement, en cas d'assemblée d'assignation de logement²⁴⁴, la priorité est donnée aux anciens habitants de Calafou désirant changer de logement face aux nouveaux venus. Deuxièmement, dans le cas où de nouveaux habitants veulent obtenir un logement, la priorité est donnée aux groupes²⁴⁵.

Lors d'une troisième assemblée d'assignation d'appartement, se déroulant en avril 2012, un nouveau consensus privilégiant les groupes pour l'obtention des appartements les plus lumineux fut établi. Une quatrième puis une cinquième assemblée d'assignation eurent lieu, en novembre 2012 puis en avril 2013, durant lesquelles les consensus précédents furent respectés. En cas de conflit, les habitants en question devaient se mettre d'accord entre eux, personne ne décidant pour les autres.

Selon certains habitants que nous avons interviewés, la répartition des logements ne se déroula pas bien pour tout le monde. *« Je pense que la répartition des logements s'est déroulée de manière précipitée et qu'il aurait fallu en discuter plus longtemps à l'avance »* affirme un actuel habitant de Calafou²⁴⁶. Néanmoins, il conclut : *« mais au final, il semble que les tensions qui sont apparues à ce moment se sont résorbées. Les choses se sont équilibrées d'elles-mêmes »*²⁴⁷.

²⁴⁴ Généralement, une assemblée d'assignation d'appartements est organisée lorsqu'il y a de nouveaux habitants à la colonie et qu'ils désirent obtenir un appartement au bloc de logements, ou bien si des habitants déjà présents veulent changer de logement.

²⁴⁵ Par exemple, un groupe de deux personnes (ou plus) voulant vivre ensemble aura la priorité face à une seule personne.

²⁴⁶ Entretien n°9.

²⁴⁷ *Ibid.*

Photographie 5 : Le bâtiment des logements ouvriers quelques jours après l'arrivée des habitants



Source : Un-e habitant-e de Calafou, 2011

3. Les différentes vagues d'arrivées des habitants

Après l'entrée des premiers habitants à Calafou, plusieurs vagues d'habitants se succédèrent. Durant l'été 2012, soit un an après l'entrée à Calafou des premiers habitants, une **seconde vague d'arrivants** rejoignit le projet. Une grande partie de ces nouveaux venus provenaient du mouvement *okupa* (la plupart de Barcelone, mais pas uniquement). Plusieurs d'entre eux nous ont expliqué avoir désormais trop de difficultés pour vivre en squat à Barcelone. Selon eux, la répression policière exercée par la Municipalité de Barcelone était insoutenable. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, l'Université Libre squattée de *La Rimaia* (située au centre de Barcelone) a été expulsée cinq fois en seulement deux ans²⁴⁸. La dernière expulsion datant de mai 2012, cette date coïncide parfaitement avec l'arrivée de nouveaux habitants à Calafou durant l'été 2012. Ainsi, plusieurs membres du mouvement *okupa* ont décidé de quitter l'instabilité de la vie en squat pour rejoindre le projet de Calafou comme en témoigne une actuelle habitante : « *J'ai choisi de vivre à Calafou parce que cela permettait de combiner la vie en communauté, la transformation sociale, la possibilité d'auto-*

²⁴⁸ Entretien n°4.

*emploi sans la précarité de vivre dans un squat en ville »*²⁴⁹. Plusieurs habitants ayant rejoint le projet durant l'été 2012 nous ont répondu de la même façon.

Ces membres du mouvement *okupa* connaissaient déjà Calafou car plusieurs personnes ayant participé à l'élaboration du projet à ses débuts fréquentaient les mêmes squats que les nouveaux arrivants. Une habitante arrivée également durant l'été 2012 en témoigne : « *je connaissais bien deux amis vivants déjà à Calafou. Je savais que s'ils étaient là c'est que le projet valait la peine alors je suis venu y vivre »*²⁵⁰.

Une troisième vague du même type que la précédente rejoint « La maison de la crique »²⁵¹ durant l'été 2013. Comme précédemment, il s'agissait surtout de membres du mouvement *okupa* de Barcelone qui face à la répression « *post15-M* » de la Municipalité ont décidé de vivre au sein d'un lieu plus stable.

Ainsi, la crise du logement à Barcelone a engendré de fortes protestations depuis 2008 et encore davantage avec le mouvement du *15-M* à partir de l'été 2011. Ces très fortes mobilisations ont également engendré une réponse de la part de la Municipalité. En effet, avant l'apparition du *15-M* les squats barcelonais étaient beaucoup plus stables qu'aujourd'hui²⁵². De ce point de vue, alors que nous avons vu précédemment qu'elle n'était pas directement responsable de la création du projet, **la crise du logement à Barcelone a finalement joué un grand rôle, mais postérieur à la création de Calafou**. Ainsi, il convient de nuancer notre première hypothèse.

²⁴⁹ *Ibid.*

²⁵⁰ Entretien n°3.

²⁵¹ Comme nous l'avons vu précédemment, « Calafou » peut se traduire par « La maison de la crique » ou « La maison du ravin ».

²⁵² Certains existants depuis plus de 17 ans sans être expulsés, comme ce fut le cas pour *Can Vies*, occupé depuis 1997. Il fut expulsé le 26 mai 2014.

PARTIE 4

Vivre à Calafou : une « autre forme de faire l'habitat »

*Caminante, no hay camino. Se hace camino al andar.
Marcheur, il n'y a pas de chemin. Le chemin se fait en marchant.*

Antonio Machado, Campos de Castilla (1912)

De par la spécificité de ce projet de « phalanstère d'un nouveau siècle », il est important d'analyser cette « autre forme de faire l'habitat »²⁵³ développé à Calafou ainsi que d'en étudier la possible reproductibilité.

Grâce aux entretiens et aux questionnaires que nous avons réalisés ainsi qu'à nos cinq semaines d'observation participante, nous avons pu appréhender les subtilités de l'organisation quotidienne de ce projet d'habitat coopératif²⁵⁴.

Nous commencerons donc par rappeler l'organisation des habitants au sein de la colonie, puis nous analyserons cette « autre forme de faire l'habitat » proposée à Calafou. Nous verrons que l'organisation de ce projet d'habitat alternatif tient plus d'un *squat d'activité* (Bouillon, 2009) que d'un habitat coopératif « conventionnel » comme nous les connaissons en France. Nous verrons que le *recyclage* et la *récupération* sont deux valeurs fortes de cette « autre forme de faire l'habitat », que les habitants utilisent pour faire baisser les coûts de la vie. Enfin, nous aborderons plus particulièrement les raisons de l'écart entre la théorie et la pratique ainsi que la question de la reproductibilité du projet.

²⁵³ Afin de donner un aperçu de cette « autre forme de faire l'habitat », l'Annexe 5 propose une « visite guidée » de la colonie de Calafou.

²⁵⁴ Les multiples documents internes à la colonie de Calafou et à la CIC que nous avons consultés nous ont également été d'une grande utilité.

I. L'organisation des habitants de Calafou

L'organisation de la trentaine d'habitants de Calafou témoigne d'une autogestion organisée par une série de règles décidées par consensus lors d'assemblées générales. Avant d'aborder la question de l'organisation concrète de la communauté de Calafou, nous commencerons par rappeler que le profil des habitants actuels présente une grande hétérogénéité, ce qui se ressent dans les pratiques de l'espace.

A. Les habitants : une grande hétérogénéité

Contrairement à la vision qu'en ont certains acteurs du logement coopératif ainsi que les membres des mouvements sociaux pour le droit au logement que nous avons rencontrés²⁵⁵, il n'y a pas de profil type des habitants de la colonie de Calafou. Les deux classes d'âges majoritaires sont 25-30 ans et 30-35 ans²⁵⁶ mais on retrouve tout de même une grande hétérogénéité d'âges parmi les habitants.

1. Trajectoire résidentielle, revenus et raisons du choix de Calafou

En effet, on peut noter une grande hétérogénéité politique, sociale et économique des habitants de Calafou.

a) La trajectoire résidentielle des habitants

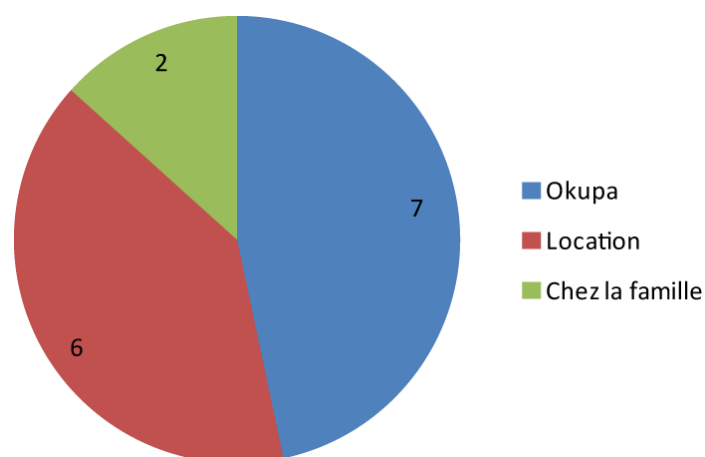
Concernant la trajectoire résidentielle des habitants actuels de Calafou²⁵⁷, la seule généralité que nous pouvons affirmer est qu'aucun d'entre eux n'était propriétaire de son logement avant de rejoindre le projet de Calafou. La Figure 9 ci-dessous témoigne du statut d'occupation des quinze habitants que nous avons interviewés, avant leur venue à Calafou. Ainsi, nous pouvons voir qu'il n'y a pas réellement de statut d'occupation antérieur majoritaire, les habitants provenant d'*okupas* étant presque aussi nombreux que ceux provenant de locations.

²⁵⁵ Entretiens n°17 et n° 20.

²⁵⁶ Cependant, toutes les classes d'âges sont représentées. Le plus jeune habitant allant sur ces 4 ans et le plus vieux allant vers la soixantaine.

²⁵⁷ Par "actuel", nous entendons les habitants et habitantes vivant à Calafou entre le 1 mars et le 6 avril 2014. De plus, nos entretiens n'ont concerné dans ce cas que 15 habitants sur la vingtaine présente à la colonie durant cette période.

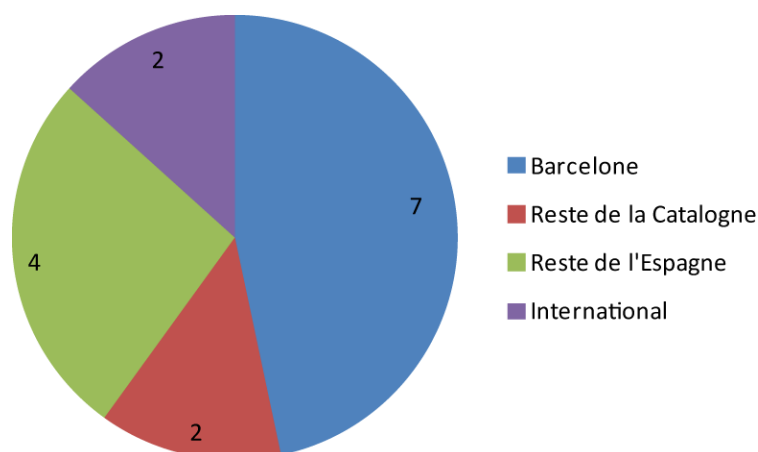
Figure 9 : Statut d'occupation des habitants avant leur venue à Calafou



Diego Miralles Buil, le 16 juin 2014. Source : données personnelles (entretiens²⁵⁸).

De plus, concernant leur provenance géographique, avant de rejoindre le projet, la plupart logeait à Barcelone ou plus largement en Catalogne (Figure 10). Nous notons tout de même deux habitants s'étant déplacés de l'étranger uniquement dans le but de rejoindre le projet²⁵⁹.

Figure 10 : Localisation des derniers logements des habitants avant leur venue à Calafou



Diego Miralles Buil, le 16 juin 2014. Source : données personnelles (entretiens²⁶⁰).

b) Les revenus des habitants

Les revenus des habitants sont également très variables. Leurs moyens pour les obtenir également. La question des revenus financiers semble être un point compliqué pour la majorité des habitants. Pour la plupart, le faible coût de la vie à Calafou leur permet de

²⁵⁸ Entretiens n°1 jusqu'au n°13 et entretiens-discussions informels.

²⁵⁹ Davantage d'habitants sont dans ce cas, néanmoins, nous n'avons pu en interviewer que 15.

²⁶⁰ Entretiens n°1 jusqu'au n°13 et entretiens-discussions informels.

« travailler »²⁶¹ peu de temps, majoritairement en réalisant plusieurs « petits boulots » pour le compte d'entreprises extérieures²⁶². La CIC permet à quelques habitants d'obtenir un apport supplémentaire complétant ces revenus²⁶³. Il en est de même pour les membres de la coopérative mixte d'économie de Calafou (l'atelier de menuiserie) qui obtiennent des revenus supplémentaires en échange de leurs travaux²⁶⁴. Néanmoins, certains habitants possèdent davantage de moyens. En effet, quelques habitants travaillent dans l'enseignement, la recherche, le travail social, etc.²⁶⁵.

Les revenus des habitants ainsi que leurs moyens pour les obtenir sont donc très divers. De plus, certains habitants n'obtiennent pas uniquement un salaire en « argent physique » mais en « monnaie sociale »²⁶⁶. Cela engendre un revenu supplémentaire difficilement quantifiable.

c) Le choix de rejoindre le projet de Calafou

Le projet de Calafou répond à deux objectifs : **proposer l'accès à un logement abordable ainsi qu'à un projet politique de transformation sociale.**

La plupart des actuels habitants de Calafou a rejoint le projet pour son aspect politique et communautaire. En effet, durant la majorité de nos entretiens, ils nous ont affirmé que « *le logement, c'était en plus* »²⁶⁷. Généralement, la volonté première était de rejoindre un projet stable, leur permettant de « *travailler à une transformation sociale valide* »²⁶⁸. L'aspect créatif et expérimental du projet en a également séduit plus d'un : « *Le projet n'était pas achevé et laissait une grande place à l'imagination et à la création. Cela m'a beaucoup plu. Je n'aime pas les projets « clé en main »* » témoigne un habitant²⁶⁹.

Néanmoins, le projet en lui-même a été conçu dès le début comme un lieu de production et de logement. Ainsi, les habitants ont souvent choisi de rejoindre le projet pour les deux raisons. De plus, en dehors du projet en lui-même, les habitants déjà présents à la colonie ont été un grand facteur de choix pour les futurs arrivants. En effet, une habitante en témoigne : « *Je*

²⁶¹ Nous parlons ici de travail rémunéré. En effet, la totalité des habitants de Calafou travaille, mais certains de manière uniquement « bénévole » (n'obtenant pas de contrepartie financière).

²⁶² Entretiens n°1, 2, 9.

²⁶³ Entretiens n°1, 2, 10.

²⁶⁴ Entretiens n°1, 4, 5, 7.

²⁶⁵ Entretiens n°10-12.

²⁶⁶ Notamment par internet : CES Community Exchange System : <https://www.community-exchange.org/>, consulté le 26 mai 2014.

²⁶⁷ Entretiens n°2, 4, 5, 9.

²⁶⁸ Entretiens n°6, 7.

²⁶⁹ Entretien n°5.

connaissais deux amis qui habitaient déjà à Calafou. Et je savais que s'ils vivaient ici c'était qu'il y avait de bonnes raisons et que le projet valait le coup »²⁷⁰.

Cet argument selon lequel les habitants ont rejoint le projet pour participer à une transformation sociale viable et ambitieuse vise également certainement à éluder la question de la *nécessité d'un logement abordable*. En effet, l'extrême difficulté pour le mouvement *okupa* de Barcelone à s'implanter durablement dans un quartier poussa plusieurs des actuels habitants de Calafou à laisser la ville derrière eux et à rejoindre le projet.

Néanmoins, cet argument provient également d'un travail de maintien de soi se construisant dans « *une dialectique entre les apports réflexifs du collectif et les aspirations à la subjectivité* » (Bouillon, 2009, p. 31). De ce fait, quelles que soient les raisons que les habitants soulignent afin de justifier leur venue à Calafou, chacun d'entre eux doit résoudre cette question relevant « *d'une négociation entre un nécessaire lien aux autres et une indispensable préservation d'un soi-même* » (Bouillon, 2009, p. 31).

2. Le choix des nouveaux habitants et leur trajectoire dans la colonie

Dans tous les projets alternatifs (les squats, les centres sociaux, etc.), les membres du projet doivent se mettre d'accord sur la question de l'ouverture du projet, c'est-à-dire sur la question de l'acceptation des nouveaux venus, la question de leur intégration au projet, etc.

Parmi les actuels habitants de Calafou, certains ont côtoyé et participé à des groupes clairement ouverts aux nouveaux venus, d'autres à des groupes complètement fermés et enfin à des « entre-deux »²⁷¹. Dans ce dernier cas, les nouveaux venus doivent alors passer par un certain nombre de « filtres » pour pouvoir intégrer le groupe²⁷². Calafou fait partie de ce cas-là.

Ce thème ne fut pas réglé avant l'entrée des habitants dans la colonie, mais fut abordé de nombreuses fois lors d'assemblées. Selon une habitante que nous avons interviewée, ce fut très compliqué et cela a créé de nombreux conflits internes, car certains habitants ne venaient pas des mêmes horizons et n'avaient pas du tout les mêmes idées sur la question²⁷³. Aucun consensus stable ne fut décidé. Autrement dit, tout dépend des habitants vivant à Calafou sur le moment. « *On ne voulait pas trancher avant de manière autoritaire. Donc, ce thème ressort souvent en assemblée et l'on en rediscute* » témoigne cette habitante²⁷⁴.

²⁷⁰ Entretien n°3.

²⁷¹ Certains habitants ont même participé à des groupes de ces trois types.

²⁷² Ces « filtres » peuvent changer en fonction du temps.

²⁷³ Entretien n°12.

²⁷⁴ *Ibid.*

Après nos cinq semaines d'observation participante, il nous semble qu'un consensus tangible s'applique sans que les habitants ne l'aient réellement conscientisé²⁷⁵. Chaque habitant apporte son filtre personnel au processus d'acceptation des nouveaux venus, filtre provenant notamment du *background* politique des habitants les plus stables de Calafou. De plus, maintenant que le projet de Calafou est connu par beaucoup de militants extérieurs à la colonie, « *la plupart des nouveaux venus savent à quoi s'attendre et ne viennent que s'ils sont réellement dans le même état d'esprit que nous* » témoigne une habitante²⁷⁶.

De manière générale, lors de nos entretiens avec les habitants, lorsque nous abordions cette question de l'intégration des nouveaux venus la plupart nous a répondu qu'aucun consensus n'avait été décidé, mais que le fonctionnement de ce thème était très « naturel » : « *Quand quelqu'un de nouveau rejoint la colonie il y a toujours un temps durant lequel il vit dans la Casa Roja ou bien dans une caravane (ou une tente). Après petit à petit, si tout se passe bien et qu'il ne crée pas de tension dans la colonie, de manière « naturelle » il peut rester. C'est comme ça que ça s'est passé pour beaucoup d'entre nous, personne ne nous a fait passer de tests ou d'entretiens pour savoir si on pouvait rester. Cela s'est déroulé de manière très naturelle* »²⁷⁷.

De plus, nous avons pu déterminer lors de nos entretiens avec les habitants qu'au sein même de la colonie s'est mise en place une **trajectoire résidentielle** en fonction de l'ancienneté des habitants de Calafou. En effet, alors que les appartements du bloc de logements ne sont pas tous occupés, nous avons remarqué qu'avant de rejoindre le bloc de logements ouvriers (« en haut »)²⁷⁸ les habitants ont commencé par vivre plusieurs mois « en bas », soit dans le camping soit dans la *Casa Roja*. On remarque donc une **hiérarchisation entre les habitants basée sur l'ancienneté de leur présence dans la colonie**. En effet, comme nous l'avions précédemment évoqué concernant l'assignation des logements, la priorité concernant le choix de l'appartement est donnée aux « anciens » face aux nouveaux venus²⁷⁹.

²⁷⁵ La plupart des habitants que nous avons interviewés nous ont en effet répondu qu'aucun consensus n'avait été établi et que chaque cas de nouveau venu était différent.

²⁷⁶ Entretien n°12.

²⁷⁷ Entretien n°6.

²⁷⁸ Le bâtiment du bloc de logements ouvriers surplombant les autres bâtiments de la colonie, certains habitants parlent ainsi de « bas » et de « haut » pour différencier les espaces collectifs (« en bas ») et les espaces privatifs ou personnels du bloc de logement (« en haut »).

²⁷⁹ cf. partie sur l'assignation des logements : page 109.

B. L'organisation de la colonie

1. L'assemblée, l'organe décisionnel de la colonie

Les décisions prises par le groupe-habitant proviennent de consensus décidés durant les assemblées de gestion de la communauté. Se déroulant tous les dimanches à 18 heures, elles sont en théorie obligatoires pour tous les membres de la colonie, qu'ils soient habitants permanents ou simples visiteurs.

L'ordre du jour ainsi que l'organisation de l'assemblée sont mis en place par l'un des habitants de Calafou, choisi sur des bases de volontariat, mais changeant chaque semaine. Celui-ci est nommé à la fin de l'assemblée et doit organiser la prochaine assemblée en recueillant les sollicitudes de tous les habitants. Ensuite le jour de l'assemblée, il doit la dynamiser avec l'aide de deux autres habitants : un premier afin de noter les tours de parole et un second ayant pour objectif de prendre des notes du déroulement de l'assemblée afin d'en garder une trace (notamment pour les habitants n'ayant pas pu se rendre à l'assemblée). L'assemblée s'ouvre par un rappel de l'ordre du jour, puis par la présentation des nouveaux arrivants (la plupart du temps, cela consiste en une présentation rapide des visiteurs du moment) et par les points informatifs²⁸⁰. S'ensuivent ensuite les propositions des habitants²⁸¹ puis les points à débattre.

L'assemblée se déroule dans la salle à manger de Calafou (Photographie 6), au cœur de l'espace collectif de la colonie ou bien dans le camping à l'air libre quand le temps le permet. C'est lors de ces assemblées que sont discutées les règles à appliquer à Calafou. Elles ne sont pas réservées aux seuls habitants de la colonie, les visiteurs peuvent y prendre la parole, proposer des activités, des modifications des règles, etc. Les décisions prises durant ces assemblées concernent tous les habitants de la colonie et nécessitent donc la présence de toutes et de tous. Néanmoins, durant notre période d'observation participante à la colonie, le nombre de présents variait beaucoup d'une assemblée à l'autre.

²⁸⁰ Chaque habitant peut évoquer une information ponctuelle. Par exemple, le fait qu'il va quitter la colonie durant plusieurs jours pour réaliser une visite familiale.

²⁸¹ Les propositions de nouveaux événements à réaliser, les idées pour améliorer la vie quotidienne, etc.

Photographie 6 : Lieu de l'assemblée hebdomadaire



Diego Miralles Buil, le 10 mars 2014.

2. Les Groupes de Travail, la rotation des tâches et les Groupes d’Affinité

Les consensus définis lors des assemblées peuvent également provenir d’un travail préliminaire réalisé par différents Groupes de Travail.

a) Les Groupes de Travail

Ceux-ci sont des regroupements d’habitants de Calafou travaillant de manière coopérative afin de mener à bien les questions pratiques soulevées durant les assemblées. Il y a plusieurs groupes de travail : un groupe **Gestion et Dessin** ayant pour but de travailler à l’élaboration d’outils d’organisation afin de permettre la mise en place de la collectivisation de la colonie ; un groupe **Réhabilitation** définissant les nécessités de réhabilitation de la colonie et l’organisant ; un groupe **Projets** gérant l’utilisation de l’espace de la colonie par les projets productifs (la fabrique de bière artisanale, la fonderie de métal, etc.) ; un groupe **Convivialité / Cohabitation** résolvant les tensions entre les habitants lorsqu’il y en a, la distribution des logements²⁸², l’organisation des tâches ménagères, etc. ; un groupe **Économie /**

²⁸² C’est ce groupe de travail qui va organiser les assemblées d’assignation de logement dont nous avons parlé plus haut.

Finances gérant les aspects économiques de la communauté ; et un groupe **Communication / Diffusion** maintenant le contact avec les projets de la CIC, les mouvements sociaux, etc.

Ces groupes sont composés par quelques habitants de la colonie se sentant intéressés par le thème du groupe, ils sont autonomes et peuvent prendre des décisions sur leur propre fonctionnement. Néanmoins, le cas échéant, ils peuvent proposer des discussions ou des propositions aux autres habitants durant les assemblées. Pour cela, ils doivent tout d'abord trouver un consensus au sein même du groupe de travail avant d'émettre une proposition à l'assemblée.

b) La rotation des tâches

En fin d'assemblée, les habitants décident de celles et ceux qui assureront les tâches ménagères de la semaine suivante. Pour cela, une rotation des tâches se met en place et chaque habitant apporte sa contribution de manière volontaire. Bien entendu, certains habitants s'investissent davantage que d'autres dans les tâches collectives, ce qui peut créer certains types de conflits, notamment quand certains habitants oublient de mener à bien la tâche qu'ils s'étaient assignée. Les habitants ayant décidé de s'acquitter des tâches ménagères s'organisent comme bon leur semble afin de les réaliser, aucun jour de la semaine n'est spécifiquement assigné à ces tâches ménagères. Ainsi, ils peuvent la réaliser une seule fois durant la semaine, mais de manière approfondit ou bien la réaliser par « petites touches » étalées sur l'ensemble de la semaine²⁸³.

Le cas de l'organisation de la cuisine collective est tout particulièrement édifiant. En effet, selon un vieux proverbe espagnol : « *la cuisine est le reflet de la maison* ». Ainsi, par l'analyse de la gestion de la cuisine, il est possible d'en apprendre beaucoup sur l'organisation des habitants.

De même que précédemment, chaque dimanche à la fin de l'assemblée, les habitants peuvent s'inscrire sur un tableau noir afin de cuisiner durant un jour de la semaine (ou plusieurs), pour le déjeuner ou le dîner²⁸⁴. Rien n'oblige les habitants à cuisiner, mais beaucoup se prêtent au jeu et respectent leur engagement le moment venu. Le plus souvent, les habitants se regroupent à plusieurs (au moins par deux le plus souvent) et s'organisent pour réaliser un repas pour une vingtaine de personnes²⁸⁵ avec les aliments disponibles dans le garde-manger

²⁸³ Cela dépend souvent des espaces qu'il faut nettoyer. Par exemple, la cuisine ou la salle de bain collective nécessitent davantage d'investissement que le nettoyage de la *Oficina Técnica*.

²⁸⁴ Ce tableau contient des cases pour chaque jour de la semaine et pour les deux repas de la journée.

²⁸⁵ Certains habitants ne mangent à la cuisine collective que de manière épisodique et d'autres, disposant d'une cuisine dans leur logement, n'y mangent jamais et ne participent pas non plus aux frais de la cuisine collective.

de la cuisine. Lorsque le repas est prêt, à la vue de la grande superficie de la colonie, les habitants disposent d'une trompette qu'ils font retentir afin de prévenir les autres habitants.

c) *Une organisation quotidienne par groupe d'affinité*

Durant notre observation participante, nous avons noté que les habitants s'auto-organisaient en fonction de *groupe d'affinité* très structuré. Certains de ces groupes d'habitants se sont formés autour de valeurs communes²⁸⁶, d'un travail qu'ils réalisaient ensemble à la colonie²⁸⁷, de relations antérieures à leur venue à Calafou, etc. Bien entendu, ces groupes ne sont pas figés et de nombreux habitants circulent d'un groupe à l'autre. De plus, certains habitants n'appartiennent à aucun groupe, mais interagissent avec eux lors des repas collectifs, des réunions de groupe de travail, etc.

Durant nos entretiens avec les habitants, nous avons remarqué que ceux-ci n'étaient pas forcément en accord les uns avec les autres concernant ces groupes d'affinité²⁸⁸. Les catégories sont en effet multiples et changeantes. La Figure 11 ci-dessous est une tentative de clarification de ces groupes d'affinité, tout en sachant qu'ils ne sont pas rigides.

Ces groupes se retrouvaient régulièrement dans des lieux qui leur étaient propres. Par exemple, le groupe travaillant dans l'atelier de menuiserie se rassemblait très régulièrement dans la *Oficina Técnica* (« le Bureau d'Étude ») afin de faire le point sur les commandes et les travaux en cours²⁸⁹.

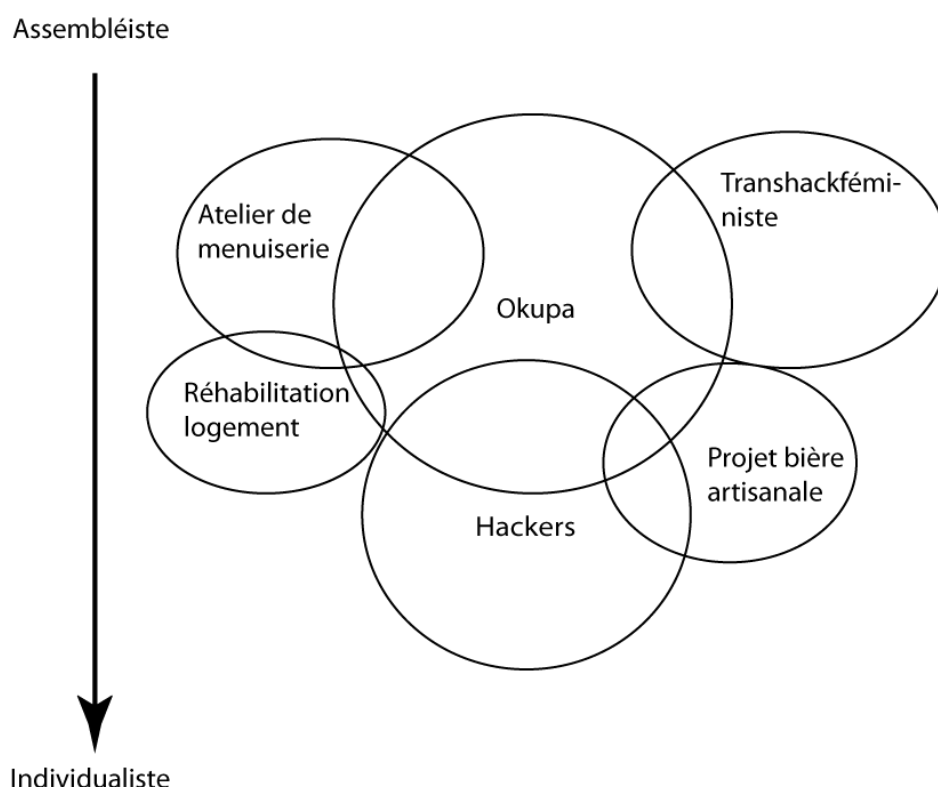
²⁸⁶ Notamment politiques ou par exemple autour de la question du genre.

²⁸⁷ Par exemple, les membres de l'atelier de menuiserie constituent selon nous un groupe d'affinité.

²⁸⁸ Entretiens n° 1-13 et entretiens-discussions informels.

²⁸⁹ Observation participante, mars-avril 2014.

Figure 11 : Les groupes d'affinité à Calafou



Diego Miralles Buil, 2014. Source : Élaboration personnelle²⁹⁰.

Note : Les cercles se chevauchant permettent de mettre en évidence la perméabilité des groupes respectifs.

3. Calafou : une colonie de Hackers

L'organisation de la vie à Calafou est également fortement facilitée par la mise en place d'un réseau social libre, le réseau *cooperativa.ecoxarxes.cat*, permettant aux habitants de se transférer de nombreuses informations. Par exemple, l'organisation des assemblées hebdomadaires se réalise entièrement par informatique grâce à ce réseau. Les comptes-rendus d'assemblées y sont déposés, les habitants peuvent publier les bilans économiques de la communauté, etc. De plus, chaque Groupe de Travail dispose d'un « groupe virtuel » sur le réseau social de Calafou leur permettant de s'organiser et d'échanger des informations, de partager des actualités, etc.

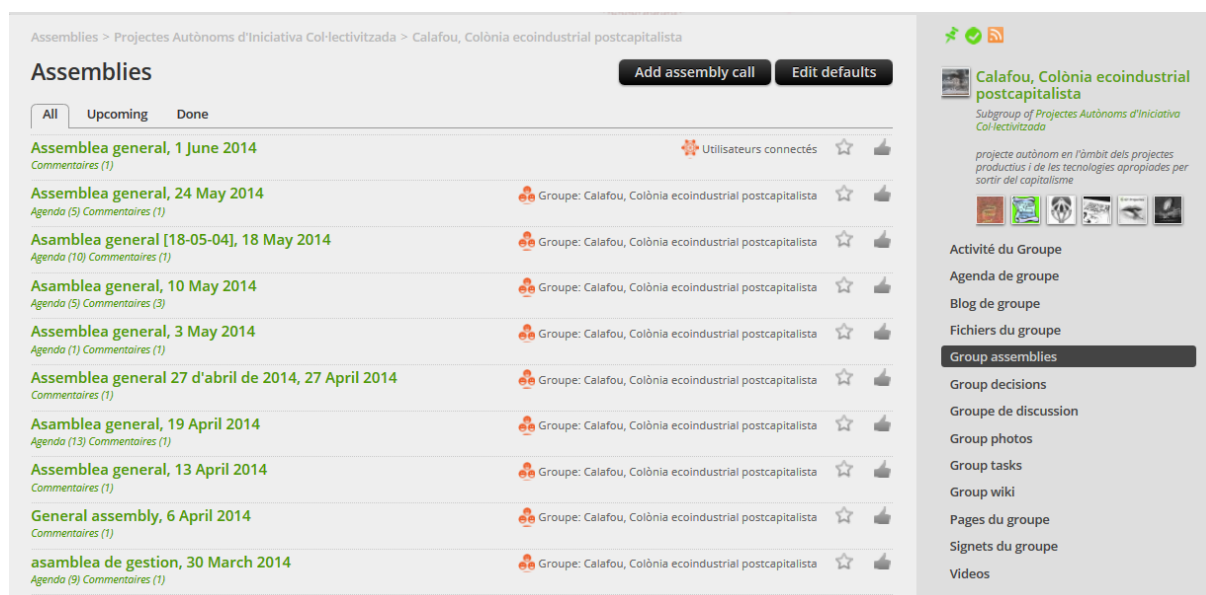
Calafou s'est fortement développé autour de la présence de Hackers et de la création de logiciels libres permettant d'améliorer les échanges pour la vie quotidienne. Ainsi, tous les espaces collectifs de la colonie disposent d'une connexion internet par Wifi²⁹¹ permettant aux habitants et aux visiteurs de se connecter facilement au réseau social, cela dans une perspective de libre accès aux données et aux informations (*culture libre*). La Figure 12 ci-

²⁹⁰ Entretiens n°1-15, entretiens-discussions informels et observation participante.

²⁹¹ Cette connexion Wifi est fournie par un fournisseur internet alternatif.

dessous donne un exemple de l'utilisation de ce réseau social (ici ce sont les actes des assemblées qui sont répertoriés).

Figure 12 : Aperçu du réseau social web de Calafou



Source : <https://cooperativa.ecoxarxes.cat>

Cette organisation de la colonie de Calafou que nous venons de présenter, de l'assembléisme aux Groupes de Travail en passant par la *culture libre* provient directement des modes d'organisations développés au sein du mouvement *okupa*. En effet, la filiation d'une grande partie des habitants avec ce mouvement social imprègne très fortement le projet.

II. Calafou, une « autre forme de faire l'habitat »

En revisitant et en actualisant la notion de phalanstère ainsi qu'en articulant coopératisme, colonies industrielles catalanes et collectivisations ouvrières de 1936-1939, la communauté de Calafou propose une « autre forme de faire l'habitat ». Nous allons ici analyser ce « vivre autrement » afin d'en étudier les différentes facettes.

A. Vivre dans une fabrique désaffectée : la question de la réhabilitation

La colonie industrielle de Calafou a subi les dégâts du temps. Désaffectée depuis 1975 et ayant subi de nombreuses dégradations dont un grave incendie en 2004 ayant détruit une grande partie du hangar de fabrication textile de l'époque, il s'agit d'un site fortement dégradé et nécessitant une importante réhabilitation.

1. La réhabilitation : entre projet individuel et collectif

La réhabilitation est un travail permanent à Calafou. Les habitants doivent associer réhabilitation de leur logement personnel et réhabilitation des espaces collectifs.

a) Les gros œuvres et la participation habitante

Quand il s'agit de réhabiliter le toit du bâtiment des logements ouvriers ou encore le mur d'enceinte de la cuisine collective, tous les habitants de la colonie se regroupent afin de travailler ensemble pendant un temps donné (souvent un week-end entier)²⁹². Pour les travaux demandant moins de main d'œuvre, mais s'étalant sur un temps long, un tour de rôle est mis en place : chaque habitant peut s'inscrire pour une plage horaire et ainsi travailler à la réhabilitation d'un espace à tour de rôle. Durant nos cinq semaines d'observation participante, un fonctionnement comme celui-ci fut mis en place par les habitants afin de renforcer l'étanchéité du toit de la *Casa Roja* (l'auberge communautaire pour les visiteurs). Les habitants se sont inscrits sur des plages horaires, mais ils n'ont pas tous respecté leur engagement²⁹³. Cependant, nous nous sommes intégrés à ce travail coopératif et avons pu juger du bon fonctionnement du processus : en moins de deux semaines, l'étanchéité du toit était effective.

Afin de réhabiliter leur logement, certains habitants s'organisent à plusieurs afin de gagner en efficacité. Ainsi, un trio d'habitants s'est formé autour de ce principe : ils réhabilitent tous les trois le logement de l'un d'entre eux, puis d'un autre, et enfin du troisième. Grâce à cette coopération, cela leur a permis de réhabiliter plus rapidement leur logement. D'autres habitants ont opté pour une réhabilitation en coopération avec des membres de leur famille, de leurs amis (vivant en dehors de Calafou), etc. Quoi qu'il en soit, **la coopération est également de mise lors de la réhabilitation.**

b) L'articulation entre espaces collectifs et individuels dans la réhabilitation de la colonie

Pour tous les habitants de Calafou que nous avons interviewés, il est important d'avoir un logement confortable et convenablement réhabilité²⁹⁴. Néanmoins, certains d'entre eux n'ont pas réellement travaillé à la réhabilitation de leur logement. En effet, nous avons remarqué

²⁹² Pour ces « gros œuvres », les habitants peuvent également mettre au point un « événement » (un appel à bénévoles) qu'ils publient sur leur site internet afin de rassembler davantage d'aide pour les travaux.

²⁹³ En effet certains ne se sont pas rendus au point de rendez-vous à l'heure indiquée. Néanmoins, la grande majorité a joué le jeu et a respecté les plages horaires.

²⁹⁴ Entretiens n°1-13.

lors de notre période de terrain que certains habitants se consacraient entièrement aux espaces collectifs alors que d'autres travaillaient davantage à la réhabilitation de leur logement personnel. Selon les résultats des entretiens et des questionnaires que nous avons réalisés, il semble effectivement que les habitants n'ont pas tous les mêmes priorités de réhabilitation. Nous avons pu discerner trois profils différents. Premièrement un nombre important d'habitants très fortement intéressés par les **espaces collectifs**. Selon l'un d'entre eux « *l'important c'est avant tout d'améliorer les espaces collectifs et les espaces de travail de la colonie, car ce sont eux qui vont nous permettre de développer le projet (...) Si on commence par transformer son logement personnel en une tanière très confortable, plus personne ne viendra dans les espaces collectifs et ils tomberont en ruine* »²⁹⁵. Ce positionnement représente bien la pensée de ces habitants fortement portée sur le collectif. Cela ne les empêche pas de désirer un chez-soi confortable et commode, mais « *ce n'est pas actuellement la priorité* »²⁹⁶.

Inversement, certains habitants ont d'abord réhabilité leur **logement personnel** : « *pour moi, il est important de vivre dans un logement confortable, intime, avant de pouvoir me mettre à la réhabilitation des autres lieux* » témoigne un habitant²⁹⁷. Ceux-ci participent tout de même aux travaux collectifs de la colonie, mais de manière moins importante et moins régulière que le premier groupe décrit plus haut.

Enfin, un troisième profil rassemble les habitants qui, durant notre période de terrain, n'ont absolument **pas participé aux réhabilitations collectives**. En effet, certains habitants ne sortent que très rarement de leur logement et ne s'impliquent que très peu dans la gestion quotidienne de la colonie, certains d'entre eux ne venant que très rarement aux assemblées.

c) Réhabiliter son appartement : la relation entre lieu et identité

Ces trois profils rejoignent fortement les « groupes d'affinité » que nous avons identifiés plus haut. En effet, les habitants privilégiant la réhabilitation des espaces collectifs font pour la plupart partie des « assembléistes » de la Figure 11 ci-dessus. Il s'agit majoritairement des membres du mouvement *okupa* et *Transhackféministe*²⁹⁸ (les deux mouvements se recoupant assez à Calafou comme on peut le voir sur la Figure 11 ci-dessus). Ainsi, en s'appropriant leur logement, les habitants mettent en place une « *projection de soi dans l'espace* » (Larceneux, 2011). L'appartement d'une habitante se considérant comme Transhackféministe

²⁹⁵ Entretien n°2.

²⁹⁶ Entretien n°2, 4-6.

²⁹⁷ Entretien n°11.

²⁹⁸ Mouvement reliant transféminisme et *hacking*.

en témoigne : elle a détourné l'usage de plusieurs objets enfin d'en « *hacker* l'usage premier »²⁹⁹, rejoignant ici d'une certaine manière la philosophie transhackféministe³⁰⁰. Ainsi, la décoration et l'aménagement des logements des habitants sont bien considérés comme une « mise en scène de soi » (Chevalier, 2003, p. 107).

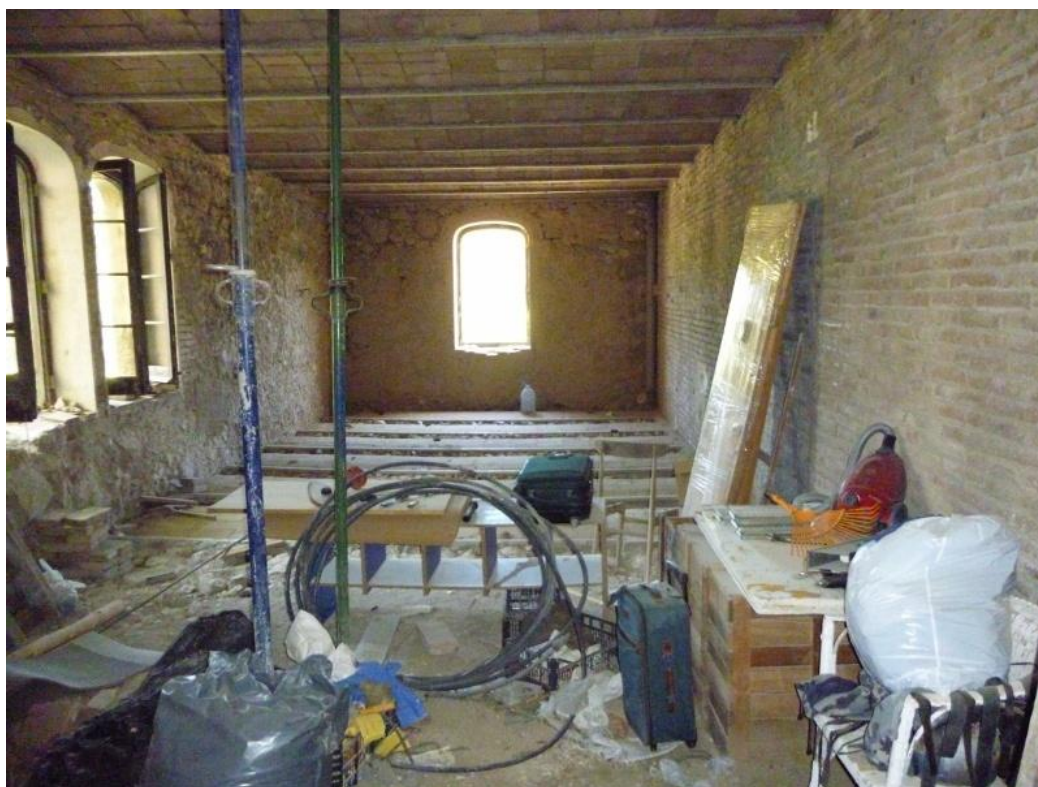
De plus, comme nous l'avons vu précédemment, Calafou renferme une grande hétérogénéité politique, économique et sociale, ce qui engendre une multitude d'arrangements et d'aménagements différents pour les logements. En effet, certains ont fait tomber les murs afin d'avoir plus de place, d'autres vivant à plusieurs dans un même logement ont gardé les cloisons afin d'aménager plusieurs chambres, etc. Les photographies ci-dessous témoignent de ces logements réhabilités de manière très variable. La première photographie (Photographie 7) témoigne de l'état des logements à l'arrivée des habitants en 2011³⁰¹. La Photographie 8 est prise dans un logement ayant été réhabilité de manière sommaire, la Photographie 9 d'un appartement ayant été réhabilité et dont les murs ont été enduits d'adobe afin d'en assurer l'étanchéité et l'isolation. Enfin, la Photographie 10 témoigne d'un appartement réhabilité et aménagé style « *loft* » par son locataire.

²⁹⁹ Par exemple, elle utilise d'anciens appareils électroménagers comme meubles (un ancien four à micro-ondes comme table de chevet, un réfrigérateur comme armoire, etc.).

³⁰⁰ Entretien n°3.

³⁰¹ Néanmoins, les murs non porteurs ont déjà été abattus sur la photographie.

Photographie 7 : Appartement non réhabilité



Diego Miralles Buil, le 27 avril 2014

Photographie 8 : Appartement réhabilité de manière sommaire



Diego Miralles Buil, le 27 avril 2014

Photographie 9 : Appartement réhabilité et murs d'adobe



Diego Miralles Buil, le 27 avril 2014

Photographie 10 : Appartement réhabilité (style « loft »)



Diego Miralles Buil, le 27 avril 2014

2. La multiplicité des types d'habitations

Comme nous venons de le voir, la multiplicité des individualités composant la fresque sociale de Calafou engendre une multiplicité de types d'aménagements des logements. Néanmoins, cette hétérogénéité de type de logement va encore plus loin, car elle ne concerne pas uniquement les appartements du « bloc » des logements ouvriers. En effet, d'autres types d'habitat sont présents à Calafou.

a) *De la Casa Roja à « l'appartement modulaire »*

La *Casa Roja* est l'auberge communautaire de Calafou (Photographie 11). C'est dans ce bâtiment que nous avons séjourné durant cinq semaines, de même que la plupart des visiteurs occasionnels de Calafou. Fortement dégradée à l'arrivée des habitants en 2011, elle fut réhabilitée par ces derniers et tout particulièrement par un petit groupe, provenant du mouvement *okupa*, désireux d'en faire un espace attrayant et véhiculant un sentiment communautaire fort comme en témoigne la Photographie 12, une des trois chambres-dortoirs de la *Casa Roja* aménagée pour accueillir plusieurs visiteurs dans une même pièce. Ce groupe d'habitants est resté plus de six mois dans la *Casa Roja*, mais finit par rejoindre le bloc de logements ouvriers, comme le prévoyait la théorie du projet. Afin de ne pas quitter cette optique de « logement communautaire » ils mirent en place au bloc de logements ouvriers un « appartement modulaire », c'est-à-dire une habitation ouverte aux nouveaux habitants, une sorte « d'appartement communautaire »³⁰².

La *Casa Roja* ne fut néanmoins pas uniquement laissée aux visiteurs. En effet, trois habitants actuels de Calafou (le plus ancien étant présent depuis plus d'un an), se sont chacun *approprié* une chambre de l'auberge communautaire, car, selon eux, ils n'appréciaient pas le bloc de logements ouvriers³⁰³. Néanmoins, lorsque des événements sont organisés ou bien lorsque des visiteurs rejoignent la colonie, ces « chambres appropriées » restent tout à fait accessibles pour ces derniers³⁰⁴.

Ainsi, la *Casa Roja* cumule **habitat temporaire et habitat permanent**, le tout dans une atmosphère collective et communautaire.

³⁰² Entretiens n°2 et 5.

³⁰³ Nous verrons très prochainement pourquoi.

³⁰⁴ Nous avons pu le vérifier lors de l'événement de « formation de sécurité digitale » réalisé à Calafou le 5 et le 6 avril 2014.

Photographie 11 : La Casa Roja, l'auberge communautaire de Calafou



Diego Miralles Buil, Mars 2014

Photographie 12 : Une des trois chambres-dortoirs de la Casa Roja



Source : Lisa Furness, 2013³⁰⁵

³⁰⁵ Site web de Lisa Furness. URL : <http://www.furnessphotography.com/blog/on-the-road-calafou-work>, consulté le 21 juin 2014.

b) *Le camping, l'habitat mobile et la maison-conteneur de Calafou*

Tout comme la *Casa Roja*, le camping de Calafou est un lieu majoritairement utilisé pour loger les visiteurs, surtout en été. Néanmoins, comme en témoigne la Photographie 13 ci-dessous, des fourgons et des caravanes dont certaines sont habitées toute l'année, sont également présents sur cet emplacement. Ainsi, tout comme la *Casa Roja*, cet espace cumule habitat temporaire et habitat permanent, mais dans une **perspective d'habitat mobile**, moins communautaire que l'auberge précédemment citée.

Durant notre observation participante, un nouveau type d'habitat fit son entrée à Calafou. En effet, un nouvel habitant a rejoint le projet en apportant avec lui son logement composé de trois conteneurs de transport de marchandises qu'il a aménagé et de sa caravane (Photographie 14). Il y a notamment installé un studio d'enregistrement ainsi que son logement.

Les habitants de ces deux types d'habitats alternatifs et de la *Casa Roja* ne payent pas directement de loyer, car seuls les appartements du bloc de logements ouvriers doivent verser une compensation pour l'usage du bâtiment³⁰⁶. Néanmoins, les habitants des caravanes et des conteneurs doivent s'acquitter de la location de l'espace occupé par leur logement³⁰⁷. Ainsi, les habitants des habitats mobiles payent chaque mois ce loyer ainsi que les charges de maintenance et d'entretien (électricité, eau, internet) d'environ 50 €.

Les quelques habitants de la *Casa Roja* quant à eux, ne payent aucun loyer. En effet, la *Casa Roja* n'était pas prévue comme lieu de logement permanent. La plupart des autres habitants de la colonie semble fermer les yeux sur ce détail.

³⁰⁶ Il s'agit d'une règle établie par consensus dès le début du projet.

³⁰⁷ Il s'agit de l'emprise au sol de leur logement. En effet, il fut décidé de louer l'espace productif de la colonie à prix modique (1€ par mois le m²) afin de permettre à des collectifs de réaliser des projets productifs.

Photographie 13 : Le camping de Calafou et ses habitats mobiles



Diego Miralles Buil. Mars 2014

Photographie 14 : Le dernier type d'habitat alternatif de Calafou : les conteneurs



Diego Miralles Buil. Mars 2014

B. La mise en place d'une « autre forme de faire l'habitat » : les hackers du quotidien

L'organisation du projet de Calafou fut très fortement influencée par les pratiques mises en place par le mouvement *okupa*. En effet, le fonctionnement interne de la colonie se rapproche davantage d'un *squat d'activités* (Bouillon, 2009) que d'une coopérative d'habitants comme nous pouvons les connaître en France ou dans le nord de l'Europe³⁰⁸.

1. Calafou, un squat d'activité légalisé ?

Dans son ouvrage intitulé *Les mondes du squat*, Florence Bouillon décrit les *squats d'activités* comme des squats où « *d'autres usages sont associés à l'hébergement (organisation de manifestations politiques...)* » (Bouillon, 2009, p. 17). Cette définition de squat d'activités, nous allons le voir, correspond réellement au projet de Calafou.

Tout comme en témoigne Florence Bouillon pour le cas du squat marseillais le *CAJU* et qui selon elle est commun à tous les squats d'activités, Calafou a pour caractéristiques de faire corésider des « *populations socialement fragilisées et d'autres politiquement engagées, sans que l'une de ces qualités soit exclusive de l'autre* » (Bouillon, 2009, p. 22). Calafou est également un lieu de partage, de rencontre et de discussion, comme en témoignent les nombreux événements organisés par les habitants. Ainsi, « *outré l'hébergement, ils assument clairement un rôle de convivialité* » (Bouillon, 2009, p. 27). De plus, tout comme la plupart des *casas okupadas*³⁰⁹ de Barcelone les murs de Calafou témoignent de la forte présence du mouvement *okupa* dans la colonie (Photographies 15 et 16).

Néanmoins, contrairement à la plupart des squats d'activités décrits par Florence Bouillon, à Calafou le flux de personnes est moindre³¹⁰ que dans ces squats. Ainsi, le groupe se connaît bien et peut construire du collectif.

³⁰⁸ Relevons notamment le cas du Village Vertical à Villeurbanne ou encore celui des coopératives d'habitants de modèle *Andel* dans le nord de l'Europe.

³⁰⁹ « Maisons squattées » en castillan.

³¹⁰ L'« isolement » de Calafou en est fortement responsable.

Photographie 15 : Une peinture représentant la colonie de Calafou



Diego Miralles Buil, Mars 2014

Photographie 16 : La Vie face à la Mort ou la Nature face à la Ville ?



Diego Miralles Buil, Mars 2014

2. Calafou et la construction du collectif : la question du « vivre ensemble »

Comme tous les espaces d'interrelations sociales, Calafou nécessite des règles afin de permettre le bon fonctionnement de la communauté. Ces règles du « vivre ensemble » ont toutes été définies par les assemblées dont la participation, comme pour le cas du CAJU marseillais, « *est posée comme une exigence collective* » (Bouillon, 2009, p. 32). Néanmoins, ces règles ne sont pas forcément appliquées par tous les habitants de la colonie³¹¹. De plus, plusieurs d'entre eux ont affirmé qu'il n'existait pas réellement de règles en tant que telles : « *Il existe des règles basiques du type « il ne faut pas frapper les habitants ou les visiteurs », « il faut venir à l'assemblée », etc. Néanmoins, ces règles ne sont écrites nulle part et il faut plutôt s'en remettre au bon sens et à sa mémoire pour savoir ce que l'on peut faire ou non à Calafou* »³¹². En cas de conflit autour de la question des règles, l'assemblée de Calafou tentera d'arriver à un consensus afin de régler le conflit au jour le jour.

Les habitants tentent également de mettre en place une « *éthique de la collectivisation des espaces* » afin de rendre l'espace accessible à toutes et à tous et ainsi de combattre la propriété privée. Néanmoins, contrairement à ce qu'affirme Florence Bouillon sur « *l'appropriation interdite des lieux par les habitants* » pour le cas du CAJU, à Calafou les espaces collectifs sont tout de même appropriés. En effet, il nous semble important de différencier *l'appropriation individuelle* des logements personnels des habitants par exemple, de *l'appropriation collective* (ou *collectivisation*) des espaces communautaires comme la cuisine collective ou encore le camping. En effet, ces lieux ne sont pas « privatisés » à travers l'appropriation collective des habitants, mais davantage « modélés » par chacun³¹³.

Inversement, la **question de l'intimité** est une valeur importante à Calafou. L'idée n'est pas d'absolument tout partager, mais bien de partager certains espaces et de conserver une certaine intimité, notamment le logement. En effet, selon Florence Bouillon, « *le groupe agit comme un miroir sur chacun des habitants (...), mais le groupe peut aussi s'avérer menaçant* » (Bouillon, 2009, p. 35). Afin de se protéger du groupe, notamment lors de périodes de tensions, les habitants utilisent deux procédés que sont « la répartition de l'espace » et « la souplesse de la norme » (Bouillon, 2009, p. 35). Ainsi, en cas de conflit,

³¹¹ En effet, nous avons vu précédemment que plusieurs d'entre eux ne se rendaient pas à l'assemblée, pour des raisons diverses que nous analyserons plus tard.

³¹² Entretien n°2.

³¹³ Chacun y apporte sa touche personnelle s'il le désire, sans pour autant transformer l'espace collectif en espace privatisé. Nous avons pu le constater lors de notre observation participante.

l'isolement ou bien l'évitement de certains lieux sont pratiqués par certains (les espaces collectifs le plus souvent). Concernant « la souplesse de la norme », en période de conflit certains habitants ne participent plus aux tâches collectives ou ne se rendent plus à l'assemblée, du moins pendant un certain temps.

Ainsi, tout comme les *squats collectifs*, Calafou peut être considéré comme un « espace intermédiaire » par le fait qu'il s'agit d'un « espace entre privé et public » (Haumont, 2005).

3. La vie à Calafou, hacker le quotidien pour baisser les coûts

Les habitants de Calafou peuvent vivre pour seulement 230 € par mois tout compris³¹⁴. Certains peuvent même encore faire baisser les prix en vivant en colocation dans leur logement. En effet, le prix d'un appartement du bloc de logements ouvriers étant de 175 €/mois pour un appartement de plus de 50 m², il est donc tout à fait possible d'y vivre à deux voire à trois. Les habitants mangeant à la cuisine collective doivent s'acquitter de 40 € mensuels et cela pour l'intégralité de la nourriture (petit déjeuner, déjeuner, dîner et autres encas) et 10 € mensuels sont demandés pour les charges de maintenance et d'entretien (électricité, eau, internet, etc.). Pour faire baisser les coûts d'une telle manière, tout comme les squatters étudiés par Frédéric Dorlin dans la région parisienne, les habitants de Calafou mettent en place « *une organisation économique « de débrouille » basée sur la solidarité entre les occupants (constitution d'une « cagnotte » interne, récupération des encombrants sur les trottoirs ou de produits alimentaires en fin de marché, mise en commun de meubles ou d'appareils ménagers, etc.)* » (Dawance, 2008, p. 32).

a) « *Dis-moi comment tu manges, je te dirai qui tu es* » :

l'approvisionnement de la cuisine collective

Afin de faire baisser les coûts de la cuisine collective, les habitants ont appliqué une fois de plus l'organisation mise en place par le mouvement *okupa*.

Pour les repas de tous les jours, ils associent achat groupé et recyclage alimentaire, notamment en fin de marché ou bien directement en demandant aux supermarchés ou aux magasins de proximité s'ils leur restent des surplus invendus. Les habitants de Calafou ont alors créé des liens avec certains magasins alimentaires qui leur donnent volontiers une importante partie de leurs produits et cela sans aucune contribution financière.

³¹⁴ Comportant le loyer mensuel, le coût de la nourriture, de l'eau, de l'électricité, d'internet, etc. Mais ne prenant pas en compte les éventuels coûts supplémentaires (de réhabilitation par exemple).

L'extrait de carnet de terrain ci-dessous témoigne de la journée où nous avons accompagné deux autres habitants faire les courses et témoignent de ce fonctionnement :

Extrait du carnet de terrain :

Nous sommes parties faire les courses. Il est plus de 11 heures. Il était temps, cela faisait deux jours qu'il n'y avait plus que des choux à manger...

Nous avons tout d'abord fait les courses dans un commerce de gros afin d'acheter le lait, le beurre, le sucre, le riz, les pâtes, etc. Nous avons scrupuleusement respecté la liste des courses réalisées le matin même en commun avec plusieurs membres de la colonie. Pour chaque produit à acheter, nous avons réalisé un subtil compromis entre prix et qualité présumée : « On ne prend pas ce riz-là, on prend celui qui vient du Delta de l'Ebre. Il est plus cher, mais meilleur, et produit localement » nous a informé un des deux habitants nous ayant accompagnés.

Ensuite, nous sommes allés acheter d'autres produits qui n'étaient pas disponibles (ou trop cher) au premier commerce de gros que nous avons visité. Le second commerce était un magasin de « Hard discount ». Comme précédemment nous avons acheté en grande quantité chocolat en poudre, céréales, biscuit, etc.

Enfin, nous avons fait le tour de plusieurs petits magasins alimentaire afin de demander s'ils avaient des aliments invendus, mais encore en relativement bon état à nous offrir. « Bonjour Madame, auriez-vous des aliments abimés à nous donner ? » demande une habitante. La réponse est non, de même pour le magasin suivant, et celui d'après.

« Bon, on va chez 'Quim', on aura plus de choses », affirme l'habitante.

Nous arrivons à une petite boutique d'aliments tenue par deux Marocains. Même question que précédemment : « Auriez-vous des aliments abimés à nous donner ? ». Cette fois-ci, la réponse est tout autre. Les gérants nous offrent plus d'une dizaine de cagettes de légumes n'ayant rien des légumes de rebut.

Nous sommes rentrés à Calafou la fourgonnette pleine d'aliments de toutes sortes. Le soir même, nous avons très bien mangé : Houmous, salade de crudités, Tortilla de pommes de terre aux légumes sautés et gâteau au chocolat.

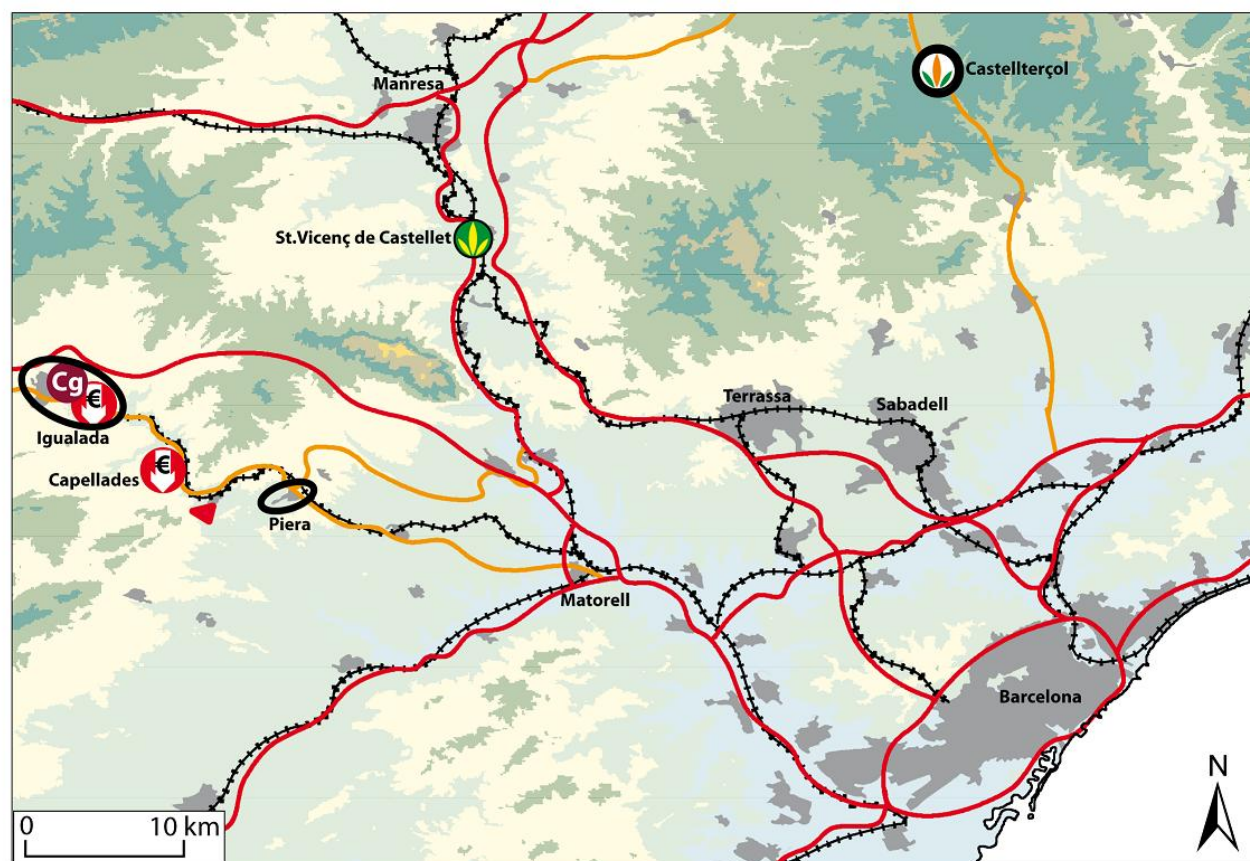
Les choux, c'était de l'histoire ancienne.

Ainsi, chaque habitant de Calafou possède ses contacts et peut obtenir de la nourriture gratuite. De plus, tous les mardis et les jeudis, un habitant va « recycler » à deux marchés situés à Igualada (15 km en automobile) ou Piera (7 km).

La Carte 8 ci-dessous témoigne des principaux lieux d’approvisionnements de la cuisine collective de Calafou³¹⁵ et les Photographies 17 et 18 ci-dessous témoignent du garde-manger de la cuisine collective après un « recyclage » d’aliments.

³¹⁵ Ces lieux correspondent aux lieux d’approvisionnement de la cuisine collective de Calafou pour la période de décembre 2013 à mai 2014. En effet, les lieux d’approvisionnements changent lorsque la personne se chargeant des courses change.

Carte 8 : Les principaux lieux d'approvisionnement de la cuisine collective de Calafou



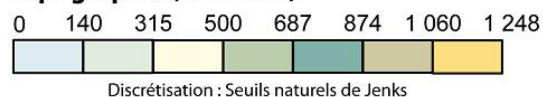
Type de réseau

- Route Principale (autoroute, route nationale)
- Route Secondaire (route régionale)
- - - - - Réseau FGC (chemins de fer de la Généralité de Catalogne)
- ▲ Calafou
- Principaux municipios (communes)

Type de commerce alimentaire

- € «Hard-discount»
- 🌿 Biologique
- 🌿💧 Végétarien et biologique
- Cg Grossiste alimentaire

Topographie (en mètre)



Lieu ou zone de «recyclage» de nourriture

Sources : ICC (Institut Cartogràfic de Catalunya) ; IGN (Instituto Geográfico Nacional) ; OpenStreetMap ; Imagery ESRI 2013, Corine Land Cover 2006, <http://srtm.csi.cgiar.org/>.
Auteur : Diego Miralles Buil, réalisée le 02/06/14.

Photographie 17 : Garde-manger de la cuisine collective après le "recyclage" d'un marché



Diego Miralles Buil. Avril 2014

Photographie 18 : Cagettes de nourriture "recyclée"



Diego Miralles Buil. Avril 2014

b) *Le Génie technique et le recyclage à Calafou : vers une société postcapitaliste ?*

Comme en témoigne Frédéric Dorlin pour les squatters parisiens, les habitants de Calafou pratiquent la « *récupération des encombrants sur les trottoirs* », « *le recyclage de matériaux* » ainsi que la « *mise en commun de meubles ou d'appareils ménagers* » afin de réhabiliter et d'équiper la colonie et les logements en meubles de toutes sortes (Dawance, 2008, p. 32).

Concernant le recyclage et la récupération, une grande partie des portes et des fenêtres d'origine des logements ouvriers furent conservées, nettoyées et réutilisées par les habitants. En effet, une habitante témoigne : « *Les portes et les fenêtres sont d'une très bonne qualité ici. On les a donc réutilisées. Ça a été difficile parce qu'elles étaient assez endommagées, cela aurait été plus simple d'en acheter d'autres, mais ici on recycle au maximum* »³¹⁶.

Les habitants s'entraident en fonction de leurs connaissances mutuelles, certains étant de parfaits menuisiers, d'autres ayant de grandes connaissances en électronique, en jardinage, en informatique, etc. Ainsi, la notion de **génie technique** dont parle Yann Maury est tout à fait représentative de cette entraide des habitants. En effet, les habitants ont appris énormément en très peu de temps et ont pu transformer une colonie en ruine en un lieu parfaitement habitable, bien que le « tout confort » soit encore loin (sauf pour certains logements déjà entièrement réhabilités).

Des activités sont régulièrement mises en place afin de partager le savoir de chacun sur un sujet donné avec le reste des habitants. Par exemple, plusieurs habitants ont été entièrement formés au maniement du bois par un autre habitant, leur permettant ainsi de travailler dans l'atelier de menuiserie (Photographie 19). Cette manière de faire rejoint la **notion de post-capitalisme** présent dans le nom même de la colonie. En effet, les habitants veulent également montrer qu'il est possible de « recycler » des bâtiments industriels d'un autre temps, qui n'avaient a priori – avant le projet de Calafou – aucune chance d'être réinvesti par un groupe humain³¹⁷.

Dans l'idée de Calafou se retrouve alors la volonté de faire germer une nouvelle vie alternative et libre sur un substrat désaffecté et pollué laissé par une activité capitaliste intensive. On retombe alors sur la notion de société post-capitalisme développé par la CIC,

³¹⁶ Entretien n°3.

³¹⁷ En effet, comme nous l'avons vu plus haut, la colonie industrielle de Calafou était trop éloignée de Barcelone pour susciter un quelconque intérêt foncier permettant de réaliser un projet de logement. Le projet de l'incinérateur de déchet de la commune de Cabrera d'Anoia aurait entièrement démolie la colonie.

qui n'entend donc pas « repartir de zéro » ou faire « table rase » du passé, mais plutôt inventer une nouvelle société tout en gardant en tête les erreurs passées à ne pas réitérer.

Afin d'inventer cette nouvelle manière de vivre, les habitants de Calafou tentent d'inventer, d'expérimenter de nouvelles manières de réutiliser les déchets de notre société (le plastique, les vieilles carrosseries de voitures, les appareils électroménagers défectueux, etc.). Ils détournent le rôle premier des objets pour les utiliser autrement afin d'éviter de s'approvisionner dans les commerces jugés capitalistes et tentent de développer des « technologies réappropriées », etc.

À Calafou, les habitants sont en quelques sortes des hackers du quotidien : « *Nous hackons tout. Le langage, les normes, les genres, les objets* »³¹⁸.

Photographie 19 : L'atelier de menuiserie de Calafou



Diego Miralles Buil, Mars 2014

³¹⁸ Entretien n°1.

C. Calafou, entre revitalisation rurale et développement d'un mode de vie communautaire

Le projet de Calafou n'est pas un projet ayant uniquement pour but de « vivre entre soi » (Lemaître, 2010) sans relation avec l'extérieur. D'après ses initiateurs, ce projet vise également à « *apporter un bénéfice social, écologique et économique à la comarque d'Anoia, de sensibiliser et d'encourager la création d'alternatives* »³¹⁹. En effet, les habitants mettent en place de nombreuses activités et événements ponctuels militants ayant pour but de partager des ressources et des compétences comme c'est par exemple le cas pour les événements de « Sécurité digital et activisme » réalisés à deux reprises et traitant de la protection de notre vie privée sur internet³²⁰. De plus, le projet de Calafou est ouvert sur son environnement social proche, c'est-à-dire sur les communes environnantes et tout particulièrement sur la comarque d'Anoia³²¹.

1. Calafou : un projet de revitalisation rural ?

Effectivement, nous avons remarqué la présence de relations – certaines ponctuelles et d'autres plus régulières – entre le projet de Calafou et la commune de Vallbona d'Anoia. Tout d'abord, dans la vie quotidienne des habitants de Calafou, le village de Vallbona d'Anoia est un point de passage important. En effet, les habitants fréquentent régulièrement les commerces du village (magasins alimentaires, bar, tabac-journaux, etc.)³²². De plus, les habitants de Calafou entretiennent une relation privilégiée avec le restaurant de *slowfood*³²³ *La Fonda del Saumell*³²⁴, présent à Vallbona depuis plus de quatre-vingts ans, celui-ci ayant par ailleurs adhéré à l'*Écoréseau d'Anoia* et acceptant également les paiements en monnaie sociale. Cela témoigne de l'engagement de Calafou sur le village de Vallbona. En novembre 2011, les habitants de Calafou organisèrent une discussion sur le thème du coopératisme et de la Coopérative Intégrale Catalane à la bibliothèque municipale du village

³¹⁹ Source : <http://www.laxarxa.com/actualitat/infolocal/catalunya-central/noticia/l-espai-autogestionat-de-ca-la-fou-recupera-l-esperit-de-les-col-lectivitacions-industrials-del-36>, consulté le 20 juin 2014.

³²⁰ Pour plus d'informations : <https://calafou.org/es/content/2nda-formaci%C3%B3n-seguridad-digital-y-activismo-0>, consulté le 13 juin 2014.

³²¹ Néanmoins, le projet de Calafou est peu tourné vers la commune de Cabrera d'Anoia (commune au sein de laquelle se situe la colonie industrielle textile). Cela provient des « relations frileuses » entretenues entre Calafou et la Municipalité de Cabrera. En effet, comme nous l'avons vu plus haut, cette dernière en veut aux habitants d'avoir empêché la réalisation de son projet d'incinérateur de déchet sur le site de la colonie industrielle.

³²² Entretiens n°1-13.

³²³ Proposant une cuisine réalisée à partir de produits majoritairement écologiques, locaux et équitables. Pour plus d'information sur le *slowfood* : <http://www.slowfood.fr/>, consulté le 13 juin 2014.

³²⁴ Pour plus d'informations : <http://www.lafondadelsaumell.cat/>, consulté le 13 juin 2014.

de Piera situé à une dizaine de kilomètres de Calafou, où ils y ont présenté le projet de Calafou alors en gestation³²⁵ (Photographie 20).

Photographie 20 : Une habitante et un habitant de Calafou réalisant une discussion sur le thème de la CIC devant les villageois de Piera



Source : <http://www.viladepiera.cat/actualitat/noticies/2011/11/14/xerrada-sobre-cooperativisme>

De plus, en octobre 2012, Calafou a accueilli le *Hackmeeting*, « une rencontre annuelle gratuite, libre et autogérée, traitant des nouvelles technologies, de leurs utilisations et implications sociales, de la libre circulation des savoirs et techniques, de la confidentialité, de la création collective, etc. »³²⁶. Plus de 300 personnes provenant des quatre coins du monde y participèrent et animèrent le village durant plusieurs jours. Afin de préparer la rencontre entre les « Hacktivistes » et les habitants du village et suite à la demande du maire de Vallbona, quelques membres de Calafou ont réalisé une conférence ouverte à tous les habitants du village présentant les rudiments de la sécurité informatique. Selon l'une des habitantes de Calafou ayant participé à cette rencontre, cette dernière se déroula très bien, les habitants du village présents – majoritairement des personnes âgées – se révélèrent très captivés par l'intervention³²⁷.

Enfin, nous pouvons également relever l'implication forte de certains habitants de Calafou au sein du jardin potager du village de Vallbona d'Anoia. Resté à l'abandon durant de très

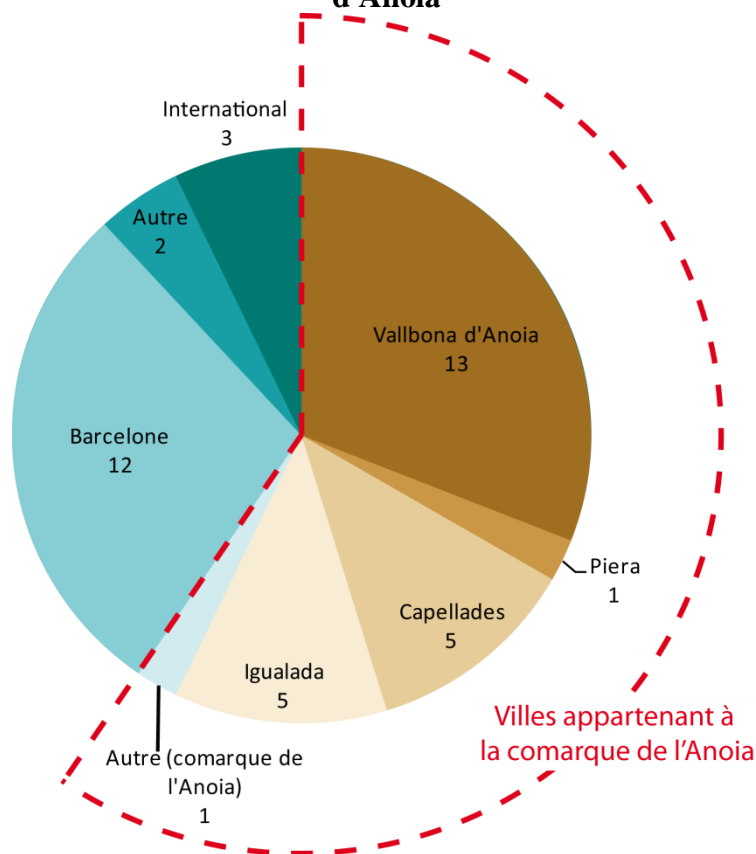
³²⁵ Source : <http://www.viladepiera.cat/actualitat/noticies/2011/11/14/xerrada-sobre-cooperativisme>, consulté le 13 juin 2014.

³²⁶ Source : <http://www.sindominio.net/hackmeeting/index.php/Portada>, consulté le 13 juin 2014.

³²⁷ Entretien n°12.

nombreuses années, c'est avec l'arrivée des habitants de Calafou que ce jardin communal a été rouvert. Nous avons également appris qu'un habitant de Calafou avait réalisé quelques formations auprès du personnel d'entretien des espaces verts de la mairie de Vallbona notamment concernant l'application de méthodes alternatives et écologiques de gestion des espaces verts. La Figure 13, provenant du traitement des réponses du questionnaire en ligne que nous avons envoyé aux habitants, témoigne du « territoire de vie » des habitants de Calafou fortement axé sur la vie locale (et notamment au sein de la comarque d'Anoia). De ce fait, Calafou n'est absolument pas une enclave de militantisme n'ayant aucune relation avec les villages environnants. Néanmoins, le point de Barcelone reste important et certains habitants regrettent que le projet ne s'implique pas davantage dans la « revitalisation » locale³²⁸.

Figure 13 : Les sorties des habitants de Calafou : entre Barcelone et la comarque d'Anoia



(Nombre d'habitants ayant répondu à cette question : 14/19)

Diego Miralles Buil, 2014. Source : questionnaire en ligne distribué en mai 2014

Note explicative : Nous avons demandé aux habitants de choisir les trois lieux qu'ils fréquentent le plus régulièrement lorsqu'ils sortent de Calafou.

³²⁸ « Si les habitants s'étaient davantage impliqués auprès des communes voisines, ce sont eux qui assureraient la cantine du collège de Vallbona ! Il faudrait vraiment augmenter les liens entre Calafou et les environs ». Entretien n°15.

2. Calafou, un projet de communauté ouverte sur le monde extérieur ?

Actuellement, le projet de Calafou en est encore à ses balbutiements³²⁹. En effet, il reste encore un grand travail de réhabilitation à réaliser. « *Ce qui nous unit, c'est la volonté de faire en sorte que le projet ne s'écroule pas sur nous* » nous a annoncé une habitante³³⁰. Il reste donc beaucoup à faire.

Les habitants tentent en ce moment d'articuler la construction physique du projet (réhabilitation) et sa construction politique (le « cœur » du projet, les relations avec les environs, avec les mouvements sociaux, etc.). Mais cette articulation reste souvent « cloisonnée » selon les habitants. On retrouve en effet ici la dichotomie que nous avons relevée pour le cas de l'implication des habitants au sein même de la colonie. Tout comme certains d'entre eux préfèrent s'investir dans leur espace personnel alors que d'autres privilégient les espaces collectifs, certains habitants s'investissent en priorité sur l'ouverture de Calafou sur l'extérieur (la diffusion et la communication vers l'extérieur). Nous avons relevé que les habitants s'investissant le plus sur l'ouverture du projet sur l'extérieur étaient majoritairement ceux qui ont privilégié l'aménagement de leur espace privatif. Ainsi, on remarque deux profils généraux concernant la question de l'investissement des habitants dans le projet. Le premier correspond aux habitants ayant une vision du projet basée avant tout sur la volonté de **créer un mode de vie alternatif et « communautaire »**. Ces personnes s'investissent donc davantage dans les espaces collectifs (ou communautaires) afin de rendre le projet davantage vivable pour les habitants.

Le second profil regroupe les habitants ayant privilégié l'aménagement de leur espace privatif (leur logement) et s'investissant beaucoup dans l'organisation d'événements ayant lieu à Calafou, dans l'obtention de subventions et d'aides ponctuelles lorsqu'elles sont nécessaires ou dans la propagation du projet au sein des mouvements sociaux. Ces personnes font le lien avec les autres projets de développement de nouvelles technologies libres présents dans le monde et voyagent souvent afin de participer à des rencontres où elles représentent Calafou.

On remarque donc une pratique de l'espace très variable selon les habitants en fonction de leur conception du projet, c'est-à-dire s'ils le considèrent davantage comme un « **projet communautaire local** » ayant pour but de créer une « autre forme de faire l'habitat » ou bien comme un « **projet ouvert de développement de technologie libre** » davantage axé sur la production et l'échange entre les militants des mouvements sociaux soucieux de développer ce

³²⁹ « *Le projet de Calafou est encore « vert ». Il n'est pas encore mûr, il lui faudra encore des années pour être vraiment stable* ». Entretien n°20.

³³⁰ Entretien n°4.

genre de technologie. Néanmoins, ces deux profils ne sont absolument pas imperméables et plusieurs habitants jouent le rôle de **liant** entre les deux³³¹.

D. La critique du projet par les habitants et les conflits

Comme nous venons de le voir tout au long de cette troisième partie, les habitants de Calafou ne sont pas tous d'accord sur tous les points du fonctionnement de Calafou. Cette hétérogénéité engendre de nombreuses tensions et conflits dans la colonie.

1. La vie conflictuelle de Calafou

De nombreux types de conflits et de critiques du projet étaient présents à Calafou lors de notre observation participante. Nous allons voir que l'analyse de la dimension spatiale de ces conflits nous informe sur l'organisation des habitants au sein de la colonie.

a) Les conflits d'ordres politiques : approches « assembléiste » et « individualiste »

Les conceptions politiques différentes sont selon nous l'un des principaux facteurs de tension entre les habitants.

Durant nos entretiens, les habitants ont affirmé à l'unanimité qu'une forte scission politique était présente à Calafou entre d'une part des habitants se réclamant d'une approche collective³³² (« assembléisme », « anarchisme social », « communisme libertaire » furent les termes le plus employés pour qualifier ce groupe)³³³, et de l'autre les « individualistes ». Cette division politique se ressent sur la pratique de l'espace des habitants. Nous avons effectivement remarqué que les « assembléistes », bien qu'appartenant à différents groupes d'affinité, se retrouvaient souvent dans les espaces communautaires (la cuisine collective, l'*Oficina Técnica*, etc.) notamment lors de repas collectifs. Comme l'affirme Florence Bouillon pour le cas des squats d'activités : « Au quotidien, « participer », c'est d'abord partager les espaces communs (salon, cuisine, jardin) » (Bouillon, 2009, p. 32). Les « assembléistes », provenant majoritairement du mouvement *okupa*, nous paraissent donc dans cette perspective.

³³¹ Selon une habitante de Calafou, plusieurs de ces « liants » étaient absents de la colonie durant notre observation participante. Cela pourrait en partie expliquer les fortes tensions présentes dans la colonie durant notre travail de terrain.

³³² Une approche prenant en compte le groupe en tant que tel.

³³³ Nous retiendrons le terme « assembléiste » pour la suite de notre propos car il semble davantage affirmé par les habitants.

Ces tensions nous semblent très proches de celles s'étant manifestées pour le projet de l'association angevine *Habitat Différent* analysé par Marie-Hélène Bacqué et Stéphanie Vermeersch. En effet, elles relèvent dans ce projet deux groupes « mettant le projet en tension » : un groupe possédant une approche « *libertaire tendance individualiste* » privilégiant « *les choix individuels et le contrôle direct de sa propre vie (ou son espace de vie)* » ; et un groupe ayant une *approche davantage communautaire*, basant son travail sur la « *constitution d'un groupe et de relations voulues « différentes »* » (Bacqué et Vermeersch, 2007, p. 55). De manière générale, ces deux tendances sont très caractéristiques des groupements d'habitat autogérés en fonction de leur plus ou moins grande volonté de mettre en place une vie communautaire (Bonnin et Reynaud, 1982).

Ainsi, les « individualistes », ne participent que peu (voire pas du tout) aux tâches collectives et ne se présentent que rarement à l'assemblée qu'ils considèrent comme une organisation autoritaire. Ceux-ci étant majoritairement les hackers, travaillant dans le HackLab (le laboratoire d'informatique), durant notre première semaine d'observation ce lieu nous sembla être une véritable « enclave anti-assemblée » au sein même de la colonie. Ainsi, cet espace n'était pas visité par les membres n'appartenant pas au groupe des hackers. Néanmoins, après notre première semaine d'observation, poussé par la forte tension dont nous venons de parler, le groupe de hackers quitta la colonie et « libéra » le HackLab qui fut rapidement réapproprié³³⁴ par les membres de la communauté de Calafou.

b) De la séparation spatiale à la ségrégation

De plus, le facteur géographique ou plus particulièrement topographique joue un grand rôle dans les tensions entre habitants, car il va accentuer la division politique dont nous venons de parler. En effet, on remarque une forte **fracture économique, politique et spatiale** entre les habitants du bloc de logements ouvriers (« en haut ») et les habitants vivant dans la *Casa Roja* et le camping (« en bas »).

Le bloc de logements ouvriers est situé à une centaine de mètres de la cuisine collective et, qui plus est, à environ 10 mètres de dénivelé de celle-ci. La séparation spatiale est donc forte et le risque de ne pas fréquenter les espaces collectifs est élevé pour les habitants possédant un logement personnel. Ajoutons à cela les fortes tensions présentes durant notre période de terrain, cela engendre une très forte ségrégation spatiale entre des habitants vivant et mangeant dans leur logement personnel (ne descendant que rarement dans les espaces

³³⁴ Ou « re-collectivisé » pour reprendre le terme de plusieurs habitants-assembléistes.

collectifs) et les habitants mangeant quotidiennement à la cuisine collective. Enfin, ceux ne disposant pas d'appartement au bloc de logements ouvriers (« en haut »), vivant dans le camping ou la *Casa Roja* (« en bas ») et nécessitant obligatoirement la cuisine collective pour se restaurer se trouvent en bas de « l'échelle sociale » de Calafou.

Selon une habitante : « *Nous avons longtemps essayé d'éviter la distinction entre le bloc de logements et les espaces collectifs, mais ça n'a pas tenu* »³³⁵. Celle-ci a conscience de la forte inégalité régnant entre les membres de la communauté, de la hiérarchie créée par l'argent au sein de la colonie. « *On y travaille, mais on ne peut pas tout résoudre en un jour. Il faut aussi veiller à ce que le toit de la colonie ne nous tombe pas sur la tête* »³³⁶ répond une habitante possédant un appartement du bloc de logements.

Une nouvelle fois, tout comme l'explique Florence Bouillon pour le cas du CAJU marseillais, Calafou se définit comme « un espace de liberté » mais est « *comme tout espace social, hiérarchisé et contrôlé* » (Bouillon, 2009, p. 31).

2. Les critiques habitantes du projet de Calafou

Au sein même des habitants du projet, des critiques se manifestent. Une habitante critique notamment le fait que selon elle, pour ne pas avoir à payer le loyer d'un appartement du bloc de logements, certains habitants « trichent » et restent vivre dans la *Casa Roja*. « *Les règles étaient claires au départ : la Casa Roja c'est pour les visiteurs, les habitants doivent vivre dans les appartements du bloc de logements !* »³³⁷.

Néanmoins, ces habitants s'étant approprié une chambre de la *Casa Roja* ne l'ont pas uniquement fait pour une question d'argent, mais également parce qu'ils développent une critique radicale de la vie dans les appartements du bloc de logements.

a) *La critique habitante des appartements du bloc de logements*

Face au discours majoritaire à Calafou considérant en quelques sortes le projet comme la récupération par les ouvriers eux-mêmes d'une ancienne colonie industrielle capitaliste afin d'y mettre en place une collectivisation libre, des voix discordantes s'élèvent au sein même de la colonie.

En effet, selon certains habitants, il ne s'agit pas d'une « autre manière de faire l'habitat » mais plutôt d'une reproduction à l'identique d'un système d'exploitation capitaliste :

³³⁵ Entretien n°12.

³³⁶ Entretien n°10.

³³⁷ Entretien n°13.

« *Réhabiliter d'anciens appartements d'ouvriers exploités tout en gardant les murs d'origines entre les logements ne fait que reproduire l'individualisation de la société capitaliste* » affirme l'un des habitants de Calafou³³⁸. En effet, les recherches traitant des logements ouvriers des colonies industrielles catalanes semblent formelles sur ce point : le but des patrons étaient la plupart du temps le contrôle social des ouvriers afin d'apaiser leurs revendications (Colomer *et al.*, 1996, p. 232).

Les voix habitantes discordantes avec la pensée majoritaire de Calafou affirment qu'il en serait autrement si les habitants avaient réellement remodelé l'édifice. Par exemple, il aurait été possible d'abattre les murs entre les appartements afin de réaliser des espaces collectifs tout en aménageant des espaces personnels (chambre à coucher, bureau pour travailler, etc.) pour celles et ceux le désirant. Au lieu de cela, les cloisons entre les appartements ont été maintenues et **l'organisation concrète de l'édifice de logement ne remet pas en cause l'individualisation que critique officiellement le projet.**

Selon certains habitants il serait intéressant de développer d'autres modes d'habitats – comme les bioconstructions, les caravanes, les yourtes, etc. – afin de permettre à chacun de vivre dans un logement qui lui convient et de prendre ainsi en compte chaque individualité de la communauté. Cet avis fut souligné lors de nos entretiens où plusieurs habitants ont affirmé ne pas être réellement satisfaits du bloc de logements de Calafou³³⁹.

Néanmoins, nous avons appris qu'une étudiante Catalane en dernière année d'architecture allait travailler sur la **reconversion du bâtiment de logements de Calafou**³⁴⁰ en un édifice plus adapté aux nécessités et aux volontés de la communauté³⁴¹.

b) La critique du projet en lui-même

Certains habitants affirment que le projet a été mal pensé depuis le départ, notamment au niveau économique.

Lors de nos entretiens, plusieurs habitants (néanmoins en nombre non majoritaire) ont en effet affirmé qu'ils pensaient que le fait d'acheter cette colonie industrielle fut une erreur : « *Les fondateurs n'ont pas assez réfléchi aux conséquences d'un tel acte et encore moins à l'aspect*

³³⁸ Entretien n°7.

³³⁹ Entretiens n°1, 2, 4 et 7.

³⁴⁰ Cette étudiante nous a contacté afin d'échanger nos impressions sur le projet de Calafou et elle nous a parlé de son projet d'architecture.

³⁴¹ En effet, le bâtiment de logements ouvriers d'origine n'était pas réellement construit afin de permettre un espace convivial comme nous l'avons vu plus haut (Colomer *et al.*, 1996, p. 232).

économique. C'est un projet très gros qui nécessite beaucoup plus de financement que nous n'en avons actuellement »³⁴².

Selon un autre habitant, le projet fut construit sur « *une idée abstraite, et cela se ressent actuellement »³⁴³. De plus, « il [le projet] fut écrit par des personnes qui ne voulaient pas venir y vivre. Ce fonctionnement était très « institutionnel » et n'a laissé que peu de liberté aux personnes qui y vivraient après » ajoute une autre habitante³⁴⁴. Ainsi, le projet engendre de nombreux coûts qui n'ont pas été pensés à l'origine (le remboursement de la banque éthique, les coûts de la réhabilitation, de l'eau et de l'électricité, etc.) et qui doivent maintenant être résolus par les actuels habitants.*

Certaines voix s'élèvent également pour exprimer le fait que certains habitants ne respectent pas la notion d'assembléisme et ne savent pas se comporter dans un contexte de communauté. *« C'est fatigant de devoir toujours tout reprendre à zéro avec des jeunes qui ne savent pas se comporter au sein d'une communauté. Certains n'ont pas encore fait le travail de remise en question personnelle absolument nécessaire à un projet de communauté assembléiste »³⁴⁵.*

Ainsi, nous pouvons voir que les critiques habitantes du projet soulignent plusieurs points : le **manque de flexibilité en fonction du projet théorique d'origine** (notamment au sujet de la possibilité de construire d'autres types d'habitats), la **difficulté économique de mener à bien un tel projet**, le **manque d'autocritique** et le **trop fort ego de certains habitants**, le **manque de convivialité** et de bonne entente entre les habitants³⁴⁶.

III. De l'écart entre théorie et pratique à la reproductibilité du projet

Selon le site web du projet, le projet de Calafou est basé sur l'autogestion, l'assembléisme, l'écologie et la durabilité et la permaculture³⁴⁷. De plus, un document de base présentant le projet initial fut élaboré par les membres de la CIC à l'origine du projet. Néanmoins, aujourd'hui les habitants semblent s'être écartés du projet initial.

³⁴² Entretien n°4.

³⁴³ Entretien n°7.

³⁴⁴ Entretien-discussion informelle, notes provenant de notre carnet de terrain.

³⁴⁵ Entretien n°9.

³⁴⁶ Ce dernier point est très certainement dû en partie à la situation de tension propre à la période durant laquelle nous avons réalisé cette étude.

³⁴⁷ Source : <https://calafou.org/es/content/acerca-de>, consulté le 20 juin 2014.

A. De l'île d'Utopie à la Colonne de Fer : la question de l'écart entre la théorie et la pratique

En effet, les habitants de Calafou développent aujourd'hui une démarche beaucoup plus pragmatique qu'à l'origine du projet et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, à ses débuts, le projet ne comptait pas tous les habitants vivant aujourd'hui à Calafou. De plus, il semble que le projet d'origine présentait certaines zones d'ombre qui, une fois mises en exergue, poussèrent les habitants à s'adapter.

1. Un projet écrit à l'avance

Au départ, le projet fut écrit dans les grandes lignes par une poignée de membres de la CIC. Ils avaient notamment déterminé le prix des loyers des appartements, le fonctionnement de la location des espaces productifs, la forme juridique du projet, ses partenaires (notamment la banque éthique *Fiare*), etc. Autrement dit, une grande partie du projet avait déjà été décidé avant l'arrivée des habitants.

a) *Entre pensées « académique » et « organique »*

Comme nous l'avons vu précédemment, les différentes vagues d'arrivées d'habitants ont fortement modifié le projet. En effet, comme en témoigne 'Lluís': « *Je pense que les habitants sont chacun venus avec leur propre histoire personnelle, leur propre vision du projet, leur propre film dans la tête* »³⁴⁸. Ainsi, fortement axé sur la participation de tous les habitants, le projet a évolué.

On retrouve ici une autre fracture entre les habitants selon deux façons de concevoir le projet. Une première manière de pensée, qualifiée « d'**académique** » par une partie des habitants de Calafou, consisterait à partir d'une théorie en essayant de la mettre en pratique tout en suivant une sorte de « feuille de route » prédéfini. Cette manière de concevoir les choses provient entre autres des fondateurs théoriques du projet, autrement dit de ceux ayant « écrit » le projet. La seconde manière de concevoir le projet se base sur une approche considérée comme plus « **organique** » (ou « **naturelle** ») par les membres de ce « groupe de pensée ». Ceux-ci se considèrent comme plus spontanés, ancrés dans la pratique et plus flexibles. On retrouve clairement ces deux façons de concevoir le projet lors des assemblées et lors des discussions conflictuelles entre les habitants. Le groupe valorisant la vision « organique » affirme que le projet doit s'adapter aux habitants et qu'il ne faut pas avancer sur un chemin préconstruit.

³⁴⁸ Entretien n°9.

b) *La requalification du projet*

Nous avons fait passer un questionnaire à tous les habitants dont l'une des questions traitait de leur vision du projet actuel. Nous leur avons demandé de choisir cinq termes³⁴⁹ correspondant selon eux le plus au projet actuel.

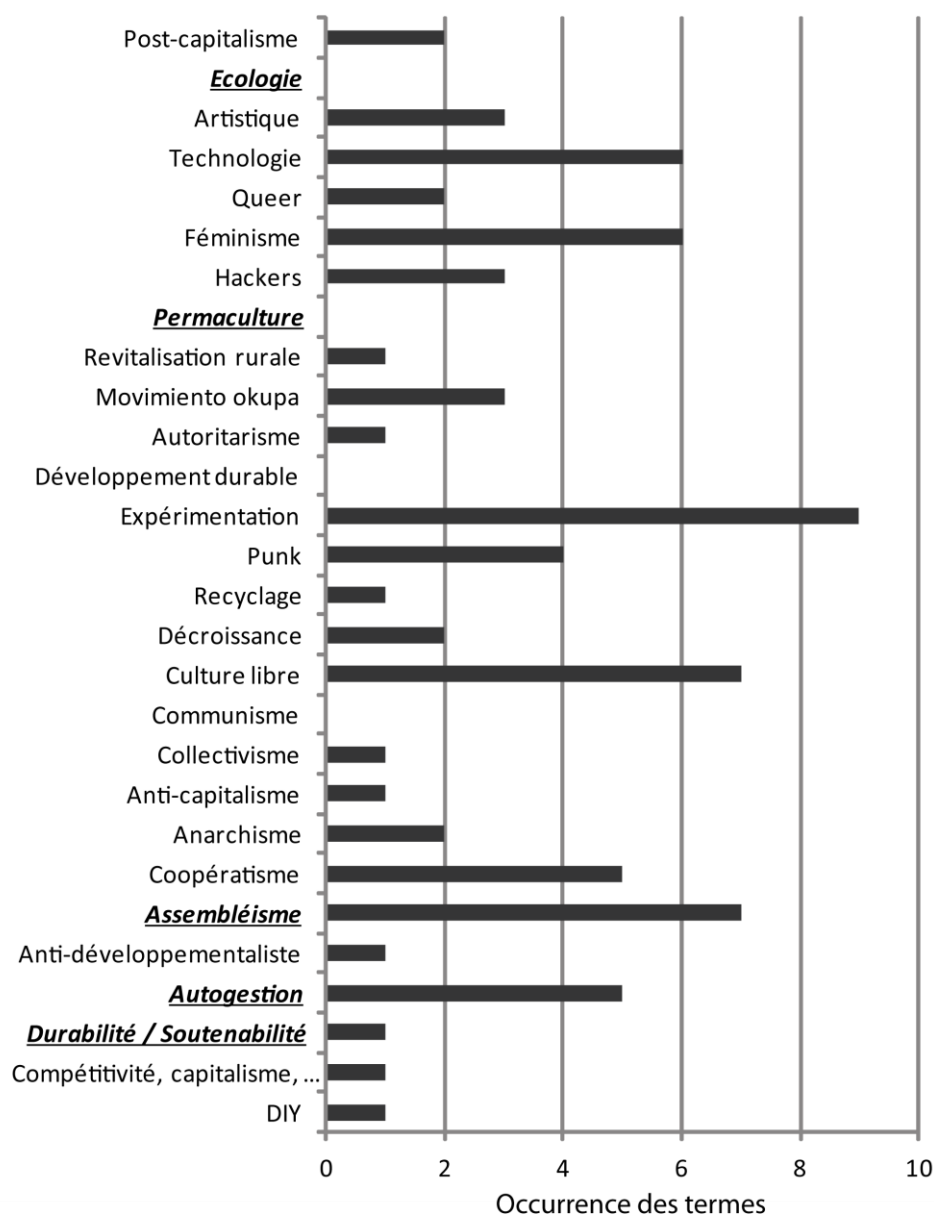
Alors que selon le site web du projet, Calafou est basé sur *l'autogestion*, *l'assembléisme*, *l'écologie* et la *durabilité* et la *permaculture*³⁵⁰, les réponses des habitants sont bien différentes comme en témoigne la Figure 14 ci-dessous. Ainsi, alors qu'ils étaient présents selon la théorie du projet, nous pouvons voir que les termes *écologie* et *permaculture* sont les grands absents de ces qualificatifs de Calafou choisis par les habitants. De plus, les termes *durabilité / soutenabilité*, eux aussi présents dans la théorie, n'ont pas été fortement soutenus par les habitants. Aux vues de ces réponses, il nous est possible d'affirmer que selon les actuels habitants de Calafou, le projet serait un **projet autogéré et coopératif** dont les décisions sont prises de manière **assembléiste** et prônant des **valeurs de culture libre et de féminisme**. L'objectif de ce projet étant porté sur l'**expérimentation** et la production de **technologies alternatives**.

Ainsi, le projet de Calafou réconcilie les deux formes de contestation du capitalisme défini par Luc Boltanski et Ève Chiapello dans *le Nouvel Esprit du capitalisme* (1999) à savoir la « critique sociale » (critiquant les inégalités et l'exploitation induite par le capitalisme) et la « critique artiste » (critiquant l'entrave à la créativité) (Boltanski et Chiapello, 1999). En effet, le projet semble regrouper des valeurs artistiques, de culture libre et d'expérimentation (« critique artiste ») ainsi que des valeurs comme l'autogestion, le coopératisme et l'assembléisme (« critique sociale »).

³⁴⁹ Nous leur avons laissé le choix entre 28 termes différents. De plus, il leur était possible d'en rajouter d'autres non présents dans la liste.

³⁵⁰ Source : <https://calafou.org/es/content/acerca-de>, consulté le 20 juin 2014.

Figure 14 : Termes qualifiant le mieux le projet actuel selon les habitants



(Nombre d'habitants ayant répondu à cette question : 15/19)

Diego Miralles Buil, le 12 juin 2014. Source : questionnaire en ligne distribué en mai 2014.

Notes : Les termes censés définir le projet théorique sont représentés en souligné-gras.

De ce fait, les habitants ne sont pas tous d'accord concernant les termes qualifiant le projet. Il est effectivement difficile de définir clairement le projet de Calafou. Celui-ci est constamment modifié par les nouveaux arrivants. Ainsi, durant les assemblées hebdomadaires, lorsque l'ordre du jour le permet, les habitants ont coutume de mettre en place des « activités de dynamisation » permettant aux habitants d'échanger sur un sujet précis, et ainsi de mieux se connaître. L'un d'entre eux traitait justement de la « vision commune » des habitants. Afin d'en rendre compte et de réaffirmer la démarche participative de ce travail de recherche, nous terminerons par une citation d'une visiteuse de Calafou à qui

nous avons proposé de réaliser un texte sur sa vision du projet. Cette citation traite justement de cette « activité de dynamisation » de l'assemblée dont nous venons de parler. En plus de cela, elle permet de donner un exemple de vision extérieur sur le projet³⁵¹. Prêtons-lui donc la plume³⁵².

*Un dimanche, plusieurs feuilles circulèrent au cours des quelques heures d'assemblée : « si Calafou était...ce serait...», un livre, un animal, une musique ?
« Un livre sans titre, écrit à la machine à écrire », je me souviens de celle-là.*

Une partition.

Partition sans titre en écriture constante, avec ses notes douces, ses failles, ses trous, et ses agressions sonores.

Une partition ouverte, libre et participative, portant les erreurs, de chaque main qui la compose, pour recomposer, sans point final ni titre, sans juste version à l'arrivée, sinon une tentative d'accord avec chacun (des millièmes) des participants.

Sans l'objectif, décidé par avance, qui aura déjà changé quand elle se jouera.

*Destruction sociétale,
construire ensemble. Des territoires à partager, un lieu commun, un peu plus que ça ? Des étincelles, des territoires qui s'entrechoquent, des imaginaires faussés, et ses propres utopies à créer.*

Louarn

2. « Le chemin se fait en marchant »

Tout comme nous le suggère Louarn, de nombreux membres actuels de la colonie justifient l'écart entre la mise en pratique et la théorie de Calafou par le fait qu'un tel projet ne peut pas être écrit en avance. En effet, des nouveaux habitants peuvent rejoindre le projet et, apportant leur pierre à l'édifice, peuvent le faire changer.

Dídac Costa, bien qu'étant en quelque sorte « l'idéologue » du projet initial, rejoint cet avis et affirme avoir uniquement « *créé la base sur laquelle s'est construit le projet de Calafou* »³⁵³. Selon 'Lluís', Enric Duran était également dans cet état d'esprit et savait que le projet allait se

³⁵¹ L'intégralité de son texte traitant de Calafou se trouve en Annexe 6.

³⁵² Cette visiteuse était française. Ainsi, nous n'avons ni traduit ni retouché son texte.

³⁵³ Entretien n°14.

modifier en fonction du temps et des personnes vivant sur place. « *Il était pragmatique et très réaliste sur ce sujet. Il ne voulait rien figer dès le début* »³⁵⁴.

Malgré cela, il semble qu'il y ait de nombreuses différences entre l'image que donne le projet de l'extérieur et son fonctionnement réel. En effet, lors de notre rencontre avec un membre de la PAH d'Anoia, ce dernier nous a présenté Calafou comme un lieu où « *il est possible de vivre sans payer, juste en travaillant pour la communauté* »³⁵⁵. Or, cela n'est plus le cas. En effet, les habitants ont décidé de ne plus accepter d'habitants voulant travailler à la colonie contre l'échange « du gîte et du couvert » car « *cela nous ramenait trop vers la notion de salariat, voire d'esclavage* »³⁵⁶. Cette décision a été prise après une expérience difficile d'un habitant travaillant à la colonie pour pouvoir y dormir et y manger gratuitement. Cette expérience s'étant mal déroulée et ayant créé de nombreuses tensions internes à la colonie, les habitants ont donc décidé lors d'une assemblée de ne plus continuer sur cette voie.

Les habitants critiquant l'aspect « institutionnel »³⁵⁷ du projet à ces débuts semblent rejoindre le point de vue développé par Jérôme Baschet dans son article « Anticapitalisme / post-capitalisme ». À savoir qu'il est dangereux de trop « *dessiner de manière abstraite les plans d'une société idéale* » car dans ce cas il serait facile « *de reproduire l'erreur des avant-gardes qui prétendaient savoir scientifiquement vers où avançait l'histoire et comment guider les masses vers le soleil radieux du lendemain* » (Baschet, 2010, p. 50).

Ainsi, les habitants ont désormais quitté l'île d'Utopie de Thomas More pour suivre le chemin de la Colonne de Fer³⁵⁸, et ainsi appliqué concrètement une autogestion révolutionnaire : « *le chemin se fait en marchant* » comme l'écrivait le poète Antonio Machado (Machado, 1974).

3. Des difficultés financières

Pour le cas de la coopérative EMETELE d'Argentine, Irene Fernández Álvarez affirme que « *le manque de moyens financiers constitue la principale difficulté pour mener à bien les projets considérés* » (Fernández Álvarez, 2009, p. 391). De la même manière, le facteur financier a beaucoup joué dans l'écart entre théorie et pratique du projet de Calafou, et cela

³⁵⁴ Entretien n°9.

³⁵⁵ Entretien n°20.

³⁵⁶ Entretien n°6.

³⁵⁷ Par « institutionnel », ces habitants veulent souligner le fait que le projet fut écrit par la CIC pour d'autres personnes et non pas pour celles qui écrivaient le projet.

³⁵⁸ La Colonne de Fer est une des milices confédérales anarchistes de la CNT et de la FAI ayant lutté contre les franquistes durant la Guerre Civile. La Colonne de Fer est tout particulièrement connue comme étant la milice confédérale ayant le plus mis en pratique les premières expériences de communisme libertaire en collaboration avec les paysans des villages qu'elle traversait (Bolloten, 1977).

tout particulièrement dans le domaine de la réhabilitation. En effet, comme nous l'avons vu précédemment, des valeurs comme l'écologie ou la durabilité ne font plus partie des valeurs mises en pratique à Calafou. Le cas du travail d'étanchéité du toit de la *Casa Roja* (l'auberge communautaire de Calafou) où les habitants ont acheté et installé de la toile bitumineuse (un matériau très toxique) témoigne de cette démarche pragmatique face à ce manque d'argent : *« Nous n'avons pas l'argent pour étanchéifier le toit de manière écologique, alors entre ne rien mettre et avoir de l'eau qui tombe sur la tête quand il pleut ou bien installer de la toile bitumeuse nous avons choisi la toile bitumeuse. C'est une décision réaliste »* témoigne un habitant³⁵⁹.

Le manque d'argent se fait ressentir sur tous les plans : impossibilité de se procurer régulièrement des produits carnés pour la cuisine collective (ou d'autres produits difficilement récupérables gratuitement), impossibilité de se procurer certains types de matériaux de construction afin de réhabiliter la colonie, etc.

Selon une habitante membre du Groupe Économie de Calafou, *« il est très difficile de joindre les deux bouts tous les mois. Entre les loyers de chaque appartement à obtenir auprès de tous les habitants, le remboursement du crédit de la banque éthique Fiare, l'eau et l'électricité... C'est très précaire. La réhabilitation ne peut pas avancer sans argent et les projets productifs ne rapportent pas assez... »*³⁶⁰.

Ainsi, notre seconde hypothèse selon laquelle **la difficulté d'accès aux ressources et le manque de moyens financiers des habitants-coopérateurs sont deux des facteurs primordiaux limitant le développement de la coopérative de Calafou** est ici vérifiée. Néanmoins, le manque de ressources (notamment financières) n'est pas le seul facteur expliquant l'écart entre la théorie et la pratique du projet. En effet, comme nous venons de le voir plus haut, c'est également l'arrivée de nouveaux habitants qui explique cet écart.

4. Le « capital social » exceptionnel de Calafou

Malgré ces importantes difficultés d'ordre économique, le navire post-capitaliste vogue toujours. En effet, les habitants ont su mettre en place une forte solidarité qui, malgré les tensions entre certains habitants, permet au projet de se maintenir. Un habitant en témoigne : *« On est passé par de nombreuses crises – de cohabitation, de manque d'argent, de*

³⁵⁹ Entretien n°1.

³⁶⁰ Entretien n°10.

problèmes légaux, etc. –, mais à chaque fois que le projet est en danger, on se serre les coudes et l'on trouve un moyen de s'en sortir »³⁶¹.

Selon Yann Maury, « *un projet de coopérative n'aura de chance sérieuse d'aboutir que façonné par la qualité du projet humain qui l'anime* » (Maury, 2009, p. 24). De même, Frédéric Dorlin affirme au sujet des squats artistiques parisiens que « *l'existence d'un noyau dur soudé et relativement organisé est bien souvent déterminant pour maintenir le lieu en activité* » (Dawance, 2008, p. 32).

Ainsi, **la cohésion et l'entente du groupe-habitant semblent primordiales pour permettre le bon fonctionnement d'un tel projet d'habitat coopératif**. Or, durant notre période d'observation participante, les fortes tensions nous ont montré que pour le moment à Calafou « *les fibres ne font pas corde* ».

B. Calafou, une solution viable et reproductible face à la crise du logement ?

Face aux difficultés d'accès au logement abordable en Espagne et plus particulièrement en Catalogne, le « **modèle Calafou** »³⁶², à savoir un projet d'auto-réhabilitation d'une ancienne colonie industrielle en désuétude (ou plus largement d'une ancienne fabrique) afin d'y réaliser un espace de logement et de travail, semble proposer une solution intéressante.

1. Face à la crise du logement, un modèle à développer

Concrètement, le projet de Calafou permet à ses habitants d'obtenir un logement d'une cinquantaine de m² pour seulement 230 € par mois tout compris et cela en étant situé à une heure de Barcelone (en train comme en automobile). De plus, pour environ le même prix que l'achat de deux appartements à Barcelone³⁶³, les habitants disposent de plus de 26 000 m² d'espace leur laissant une grande marge de manœuvre pour réaliser toutes sortes de projets (jardins, constructions, événements et rencontres diverses, etc.).

Nous avons vu précédemment que cette abordabilité du projet provient clairement de la synergie et du *génie technique* (Maury, 2009, p. 25) développé par les habitants de Calafou³⁶⁴.

³⁶¹ Entretien n°5.

³⁶² En allusion au très fameux « Modèle Barcelone » (Capel Sáez, 2009).

³⁶³ Le prix moyen d'un appartement à Barcelone est de 240 137,30 €. Source : Eurostat, Urban Audit.

³⁶⁴ Et provenant notamment de la connaissance en matière de « recyclage » du mouvement *okupa*.

La totalité des acteurs du logement coopératif que nous avons rencontrés, à savoir les deux membres de *SostreCívic*, mais aussi le coordinateur de *Fiare Catalogne* ayant travaillé avec Calafou, sont très positifs envers ce projet. Selon eux, bien que ce projet soit très fortement politisé, il propose une vraie solution de logement abordable et coopératif. De plus, il possède un grand intérêt, car il a réussi à se matérialiser alors que la plupart des projets d'habitats coopératifs n'atteignent que rarement le stade de la mise en pratique³⁶⁵. De plus, il permet le développement d'outils intéressants que sont les logiciels et hardwares libres³⁶⁶.

Les membres de la *Plateforme des Affectés par L'Hypothèque* (PAH) de la comarque d'Anoia³⁶⁷ que nous avons rencontrés lors d'une de leur assemblée générale d'avril 2014 témoignent leur soutien au projet de Calafou. Selon l'un d'entre eux, « *Calafou est une réponse face à un système inhumain, c'est la matérialisation d'un feu de résistance face à ce système qui expulse les gens de leur maison. C'est une très bonne alternative concernant le logement* »³⁶⁸.

Néanmoins, certaines voix considèrent que de la manière dont il se déroule actuellement, le projet est politiquement trop marqué pour être réellement appliqué comme solution à la crise du logement.

2. Calafou, un projet politiquement très marqué

En effet, il s'agit d'un point crucial ayant séparé l'association *SostreCívic* et le projet de Calafou (et plus largement la CIC). Sur la radicalité politique du projet de Calafou, Maria José Meseguer se positionne : « *Le projet de Calafou est tout de même très militant, et cela l'écarte de la grande majorité des personnes. Cela l'écarte de la société, des citoyens communs, du citoyen moyen, ni très politisé ni disposé à mettre beaucoup d'énergie pour avoir un logement coopératif en milieu rural* »³⁶⁹.

C'est également le point de vue tenu par les membres de la PAH d'Anoia que nous avons rencontré. En effet, selon une membre co-fondatrice de la PAH connaissant bien le projet de Calafou, « *les membres de la PAH d'Anoia sont majoritairement des cinquantenaires vivant en ville et ne sont pas du tout intéressés par une vie plutôt précaire dans un bâtiment où le*

³⁶⁵ Entretien n°16 et 17.

³⁶⁶ Entretien n°16.

³⁶⁷ Le projet de Calafou est également situé dans la comarque d'Anoia. La PAH d'Anoia réalise ses assemblées générales à Igualada, qui se situe à une dizaine de kilomètres de Calafou.

³⁶⁸ Entretien n°20.

³⁶⁹ Entretien n°17.

confort n'est pas « conventionnel » »³⁷⁰. Un second membre de la PAH d'Anoia la rejoint : « le fait de vivre comme des hippies au beau milieu de la campagne ne fait pas rêver la plupart des membres de la PAH d'Anoia »³⁷¹.

De plus, la plupart des affectés par l'hypothèque de la PAH se trouvent dans une situation d'extrême urgence et de précarité financière telle qu'il ne leur est pas possible de créer un projet d'auto-réhabilitation d'un bâtiment en désuétude tel que celui de Calafou. En effet, ils ont besoin de toute urgence d'un logement décent et directement habitable. Ainsi, au vu de cette situation d'extrême urgence, l'habitat coopératif de Calafou ne semble pas être une solution acceptable pour les membres de la PAH d'Anoia. Néanmoins, un membre de ce mouvement témoigne que « s'il s'agissait d'un projet du même type en ville cela pourrait en intéresser plus d'un »³⁷². Celui-ci fait alors référence à l'actuel projet de coopérative d'habitants de *Can Batlló* dans le quartier de la Bordeta à Barcelone³⁷³.

3. Le projet de Calafou à l'épreuve de la reproductibilité

Ainsi, le « modèle Calafou » semble proposer une solution viable approuvée et soutenue par les mouvements sociaux du droit au logement ainsi que par les acteurs associatifs développant l'habitat alternatif. Néanmoins, ce projet est-il réellement reproductible ?

a) *La difficulté de l'accès au foncier*

Selon les « fondateurs théoriques » de Calafou, le projet se veut être un « *exemple tangible, réel et reproductible de la création d'une société meilleure* »³⁷⁴.

En effet, selon Dídac Costa le modèle développé par Calafou est tout à fait reproductible dans les très nombreuses colonies industrielles de Catalogne. Pour le reste de l'Espagne il serait selon lui tout à fait possible d'appliquer le modèle à la formation « *d'éco-villages productifs* »³⁷⁵. Néanmoins, le premier obstacle à la reproduction d'un modèle du type de Calafou est bien entendu le prix du foncier. En effet, selon le coordinateur de *Fiare Catalogne*, la totalité des projets auxquels Fiare a participé depuis 2007 et qui se sont réalisés

³⁷⁰ Entretien n°21.

³⁷¹ Entretien n°20.

³⁷² *Ibid.*

³⁷³ Ce projet de coopérative d'habitants est basé sur la réhabilitation d'un ancien complexe industriel textile par les habitants du quartier. Pour plus d'informations, voir : <http://canbatllo.wordpress.com/>, consulté le 15 juin 2014.

³⁷⁴ Source : <http://enricduran.cat/es/calafou-la-colonia-industrial-2/>, consulté le 15 juin 2014.

³⁷⁵ Source : Interview vidéo de Dídac Costa : <https://www.youtube.com/watch?v=VY0qRxA6S0>, consulté le 15 juin 2014.

l'ont été loin de Barcelone pour des questions de prix du foncier. Selon lui, il n'y a pas vraiment d'aide de la part des Municipalités pour permettre la mise en place de projet d'habitats coopératifs de la sorte³⁷⁶.

La Carte 9 ci-dessous témoigne en effet de la grande difficulté de reproduire un projet comme Calafou à proximité des grandes villes de Catalogne et notamment de Barcelone³⁷⁷. Les prix y sont en effet très élevés pour les grandes villes de Catalogne. De plus, la carte témoigne également du prix du foncier des communes sur lesquelles se trouvent les principales colonies industrielles catalanes. On remarque que la plupart d'entre elles, situées sur les cours moyens des deux plus importants fleuves de Catalogne (le Llobregat et le Ter), se situent dans une commune dont le prix du sol est élevé (majoritairement à plus de 130 €/m²)³⁷⁸. En effet, comme nous l'avons vu plus haut concernant la construction des colonies industrielles catalanes, durant la révolution industrielle les cours des deux grands fleuves de Catalogne ont été très fortement urbanisés.

De plus, la colonie industrielle de Calafou était très fortement dégradée lorsque le contrat de location avec option d'achat fut signé entre le propriétaire et la coopérative *Masos pel Decreixement*, c'est pour cela que le prix fut faible (400 000 euros). En effet, Dídac Costa en témoigne lors d'une interview et affirme que les autres colonies industrielles de Catalogne devraient valoir en moyenne plus d'un million d'euros³⁷⁹. Il affirme également qu'il serait possible de réaliser un projet du même type que Calafou au sein d'une ancienne ferme abandonnée (une authentique *masía catalana* par exemple, comme c'est le cas pour la coopérative d'habitants de Cal Cases dont nous avons déjà parlé), néanmoins, la question foncière reste problématique.

Une alternative intéressante pourrait être la réalisation d'un droit de superficie avec une Municipalité intéressée. En effet, un droit de superficie octroyé par une Municipalité sur un terrain lui appartenant peut permettre à un groupe d'habitants de construire un bâtiment (ou bien d'en réhabiliter un) dont ils pourront être collectivement propriétaires (s'ils mettent en place une coopérative d'habitants) et qu'ils pourront utiliser comme logement. Néanmoins, en échange, la loi exige que le bâtiment construit ou réhabilité soit uniquement un projet de

³⁷⁶ Entretien n°16.

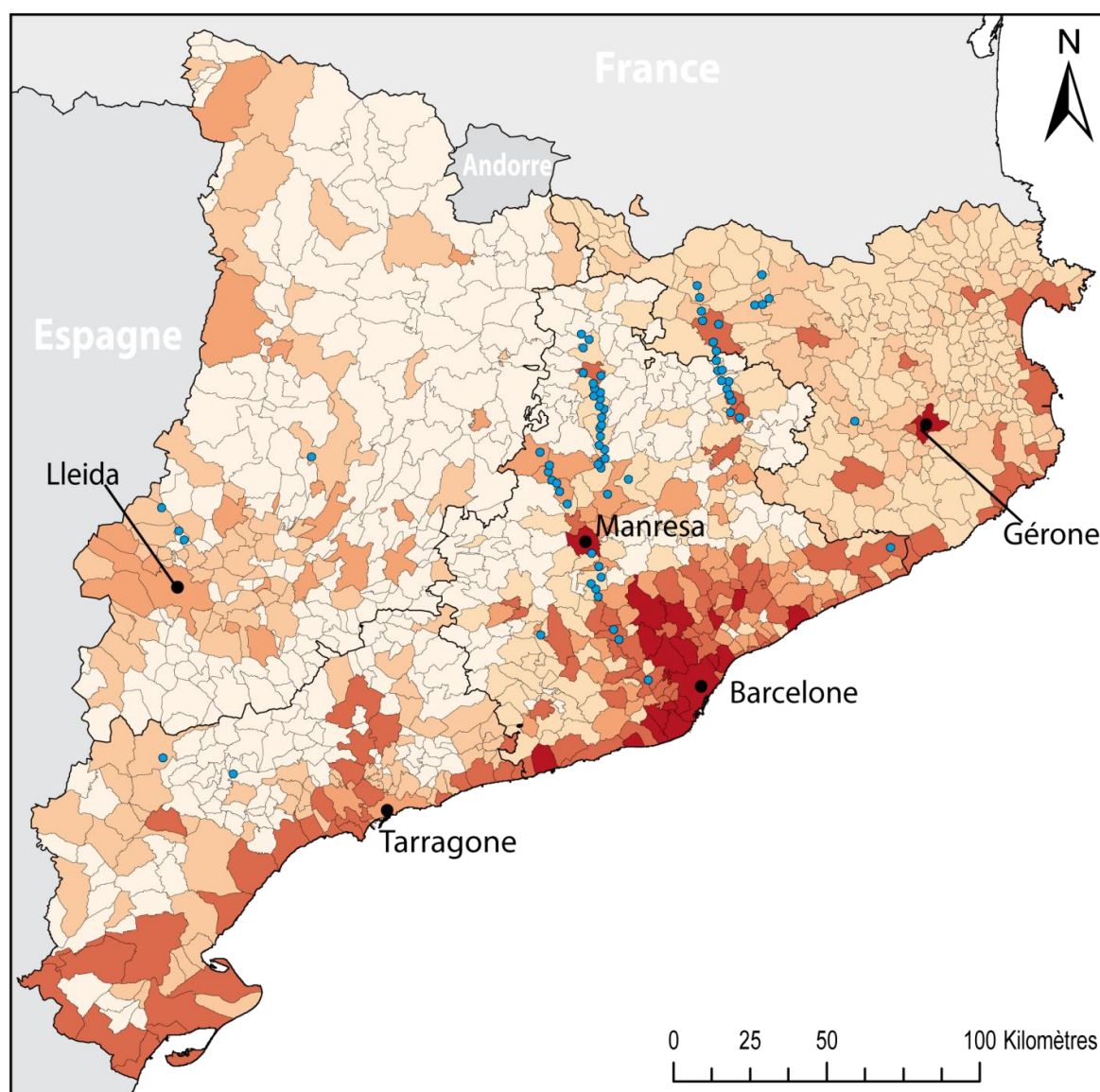
³⁷⁷ Cette carte, élaborée par nous-mêmes, est basée sur le prix moyen du sol urbain ou urbanisable des communes provenant d'un rapport statistique publié par le Ministère du Développement espagnol.

³⁷⁸ Ceci est tout particulièrement le cas pour les colonies se situant le long du cours du fleuve Llobregat en aval de la ville de Manresa ainsi que celles se situant le long du Cardener en amont de Manresa).

³⁷⁹ Source : Interview de Dídac Costa : <https://www.youtube.com/watch?v=VYogRxwA6SQ>, consulté le 15 juin 2014.

logement social. Ainsi, en principe, il ne serait pas possible d'y réaliser des ateliers de menuiseries ou de métal comme c'est actuellement le cas à Calafou³⁸⁰.

Carte 9 : Prix du sol et localisation des principales colonies industrielles de Catalogne en 2011



Prix moyen du m² par communes (en €)

	59 - 93
	94 - 126
	127 - 146
	147 - 223
	224 - 317
	317 - 665

- Limite de Province
- Capitale de Province
- Colonie industrielle

Discrétisation : Seuils naturels de Jenks
Sources : Ministerio de Fomento (Ministère du Développement) ;
Idescat : Institut d'Estadística de Catalunya (Institut de Statistique de Catalogne).
Auteur : Diego Miralles Buil, réalisée le 03/06/14.

³⁸⁰ Entretien n°17.

b) *De la reproduction du modèle au développement d'une fédération de « communautés libres »*

Les habitants de Calafou et les autres membres de la CIC que nous avons rencontrés témoignent de la volonté de reproduire le modèle de Calafou afin de développer des projets différents (qui ne soient pas spécialement portés sur la production de nouvelles technologies). Cela est déjà le cas avec par exemple plusieurs projets de la CIC à dimension agricole³⁸¹. L'idée des membres de la CIC serait alors de développer une sorte de « **fédération de communautés libres** » travaillant en réseau afin de s'échanger des produits³⁸². Par exemple, Calafou fournirait des fours solaires construits à la colonie écoindustrielle, et en échange l'autre communauté lui fournirait des produits alimentaires agroécologiques. On ressent bien ici la forte influence que joue les collectivisations ouvrières (et dans notre cas précis, les collectivisations rurales) développées par la CNT durant la Guerre Civile espagnole ainsi que, plus largement, le modèle des cités-jardins anarchistes que décrit notamment Eduard Masjuan (Masjuan, 2000, p. 176). Plus particulièrement, cette idée de « communautés libres et coopératives » de la CIC (et des habitants de Calafou) semble très fortement coïncider avec le concept de « *commune libre anarchiste* » développé par l'ingénieur et écrivain anarchiste Fernando Tarrida del Mármol. Selon Eduard Masjuan, celui-ci propose l'organisation « *d'une société coopérative et économique (...) s'organisant sur la base d'un réseau de villages coopératifs unis entre eux par la coopération et l'aide mutuelle, où s'alternerait agriculture et industrie* » (Masjuan, 2000, p. 162). Cela engendrerait la « *mise en place d'un « urbanisme communautaire » basé sur l'harmonisation et l'articulation entre l'urbain et le rural et entre l'industrie et l'agriculture* » (Masjuan, 2000, p. 162). Ce concept semble parfaitement rejoindre celui des « communautés libres et coopératives » de la CIC, qui témoigne encore ici de l'actuel renouveau de « coopératisme libertaire ».

Ainsi, selon un habitant de Calafou : « *il nous faudrait une véritable constellation de projets du type de Calafou, mais tous différents, pour qu'il y en ait pour tous les goûts. Calafou ne serait alors qu'une étoile de cette constellation parmi tant d'autres. Ces « étoiles » se forment déjà, avec le projet de Som Comunitat à Pujarnol [province de Gérone], avec la coopérative d'habitants de Roig21 à Barcelone, etc.* »³⁸³.

³⁸¹ Par exemple le Projet Autonome d'Initiative Collectivisée *Som Comunitat* : <http://som.cooperativa.cat/>, consulté le 26 mai 2014.

³⁸² Entretiens n°1, 9, 12, 14, 15 et 19.

³⁸³ Entretien n°1.

Conclusion

Nous avons donc vu que le projet de Calafou, impulsé par la Coopérative Intégrale Catalane (CIC), avait pour objectif de proposer un espace de logements et de production de technologies alternatives pour permettre le développement d'une société post-capitaliste et coopérative. Ses fondateurs théoriques présentèrent ce projet comme un « phalanstère d'un nouveau siècle » alliant une coopérative d'habitants et un espace de production écoindustrielle. Ce projet fut présenté comme un « *exemple tangible, réel et reproductible de la création d'une société meilleure* »³⁸⁴.

Comme nous l'avions proposé en première hypothèse, la crise du logement de 2008 à Barcelone n'est pas directement responsable de l'émergence du projet de Calafou. En effet, il s'inscrit dans un héritage multiple de luttes sociales catalanes et espagnoles. Ceux-ci remontent à la fois aux mouvements ouvriers et coopératifs du début du XXe siècle, aux mobilisations sociales des mouvements pour le droit au logement du début des années 1980 ainsi qu'à leur renouveau durant les années 2000.

Néanmoins, cette crise du logement de 2008, couplée à l'émergence du mouvement du *15-M*, a entraîné une forte répression policière à l'encontre des mouvements sociaux et tout particulièrement du mouvement *okupa* barcelonais. De ce fait, il fut de plus en plus difficile pour les *okupas* de se stabiliser en ville, la répression policière les poussant vers l'extérieur. Plusieurs squatters décidèrent donc de quitter ce type d'habitat et de rejoindre un projet politique plus stable. Calafou fut l'un d'entre eux. Ainsi, de nombreux membres du mouvement *okupa* rejoignirent le projet de Calafou, ce qui participa à modifier son contenu. Nous avons donc été amenés à nuancer notre première hypothèse, car cette crise du logement a fortement participé à la redéfinition du projet, postérieurement à sa création.

Notre travail de terrain et notamment notre observation participante réalisée pendant cinq semaines nous ont permis de mieux appréhender la réalité de ce projet d'habitat alternatif. Nous avons notamment relevé l'organisation juridique de cet habitat coopératif basé sur une location collective à loyer abordable, ce qui nous a également permis d'appréhender les actuelles difficultés des habitants.

Nous avons également vu que la difficulté d'accès aux ressources et le manque de moyens financiers des habitants sont deux des facteurs primordiaux expliquant l'écart entre le projet théorique et la mise en pratique actuelle. Ce manque de financement limite le développement

³⁸⁴ Source : <http://enricduran.cat/es/calafou-la-colonia-industrial-2/>, consulté le 15 juin 2014.

de la coopérative et explique en partie pourquoi les habitants ont abandonné leur rhétorique utopiste afin d'entrer dans une démarche clairement pragmatique. Ainsi, notre seconde hypothèse est également validée. Néanmoins, il convient également de nuancer ce propos. En effet, bien que le manque de moyens financiers et la difficulté d'accès aux ressources soient deux facteurs importants de cette modification du projet, ils ne sont pas les seuls. Effectivement, l'arrivée de nouveaux habitants provenant majoritairement du mouvement *okupa* de Barcelone a également engendré cet écart entre théorie et pratique par le fait que ce sont les habitants qui fabriquent le projet au jour le jour. Ainsi, ces habitants ont rejoint Calafou en apportant avec eux leur propre individualité, leurs propres expériences et leur propre vision du projet. Ce dernier reflète les habitants qui le composent. De ce fait, il apparaît que le projet de départ n'était pas directement viable. En effet, selon les habitants actuels, le projet théorique comportait certaines zones d'ombre qui ont gravement ralenti le développement du projet.

Ainsi, la crise du logement de 2008 a engendré l'arrivée de nouveaux habitants possédant peu de moyens financiers au sein d'un projet comportant déjà de sérieuses faiblesses budgétaires. Selon nous, c'est l'association de ces deux facteurs principaux qui a engendré la redéfinition du projet de Calafou. Quoi qu'il en soit, l'étude de cet habitat coopératif et notamment de notre période d'observation participante nous mène à penser que la grande difficulté d'un tel projet reste le facteur humain et financier. En effet, durant notre période de terrain (de mars à avril 2014), de fortes tensions sociales furent présentes à Calafou, des tensions telles qu'elles nous permettent d'affirmer que, pour le moment, « les fibres composant le projet ne font pas corde ».

Malgré ces tensions internes, le développement de Calafou reste réellement impressionnant et témoigne d'un *capital social* exceptionnel. En effet, la communauté de Calafou permet de questionner la notion même d'habiter et propose une « autre forme de faire l'habitat » basée sur une communauté humaine hétéroclite et cosmopolite. À plus petite échelle, le « modèle Calafou »³⁸⁵ réinterroge la notion même de regroupement d'habitants, proposant la mise en place de « *communautés coopératives libres* » (Masjuan, 2000, p. 190) et aspire à la naissance d'une « *constellation de communautés libres* » fédérées entre elles.

Ainsi, la colonie postcapitaliste d'Anoia tangué, craque, subit les assauts des flots, mais poursuit sa route. Infatigable. Au loin, « *des étoiles se forment* ».

³⁸⁵ Ou bien le « Modèle de la CIC » car comme nous l'avons vu la CIC rejoint la vision de l'habitat des habitants de Calafou.

Bibliographie et sources

Bibliographie

OUVRAGES GENERAUX

1. Dictionnaires et manuels de méthodologie

BECKER H., 2002, *Les ficelles du métier*, Paris, Éditions la Découverte, 352 p.

BRUNET R., FERRAS R. et THERY H., 1993, *Les mots de la géographie: dictionnaire critique*, Montpellier, RECLUS, 518 p.

CHEVALIER S., 2003, « Le décor domestique », in Segaud, M., Brun, J. et Driant, J. (éd.), *Dictionnaire critique de l'habitat et du logement*, Paris, A. Colin, p. 107-110.

ÉCHAUDEMAISON C.-D. (éd.), 2013, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Paris, Nathan, 575 p.

REY A. et REY-DEBOVE J., 2013, *Le Petit Robert: dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française*, Paris, Le Robert, 2837 p.

2. Ouvrages traitant de la notion d'habiter

HAUMONT B., 2005, « Entre public et privé : des espaces et des lieux toujours en chantier », in Haumont, B., Morel, A. (éd.), *La société des voisins: partager un habitat collectif*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. XV-XXXIII.

LARCENEUX F., 2011, « J'habite donc je suis », *Etudes foncières*, p. 23-26.

LEMAITRE A., 2010, « Vivre « entre soi ». », *Déviance et Société*, Vol. 33, n° 4, p. 543-546.

VESCHAMBRE V., 2013, « Introduction », in Gravari-Barbas, M. (éd.), *Habiter le patrimoine : Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 512-516.

3. Ouvrages traitant de la critique du capitalisme et de la société de marché

BOLTANSKI L. et CHIAPELLO È., 1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 843p.

POLANYI K., 1982, *La Grande transformation: aux origines économiques et politiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 419 p.

BIBLIOGRAPHIE SUR L'HABITAT ALTERNATIF ET LES COOPERATIVES D'HABITANTS

- BACQUE M.-H. et VERMEERSCH S., 2007, *Changer la vie ? Les classes moyennes et l'héritage de mai 68*, Ivry-sur-Seine, les Éd. de l'Atelier-les Éd. Ouvrières, 175 p.
- BONNIN P. et REYNAUD P., 1982, « Les Utopistes du m² : mouvements et expériences de l'habitat autogéré », *Autogestions*, n° 11, p. 135.
- BOUILLON F., 2009, *Les mondes du squat: anthropologie d'un habitat précaire*, Paris, Presses universitaires de France, 244 p.
- D'ORAZIO A., « La nébuleuse de l'habitat participatif. Radiographie d'une mobilisation », *Métropolitiques*, 2012, [En ligne], mis en ligne le 16 janvier 2012.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-nebuleuse-de-l-habitat.html>. Consulté le 20/05/14.
- DAWANCE T., 2008, « Le squat collectif autogéré, une réponse à la crise urbaine », *La Revue Nouvelle*, n° 2, p. 30-41.
- FERNANDEZ ÁLVAREZ I., 2009, « Coopératives d'habitants et lutte contre la pauvreté à Buenos Aires. Du mouvement des Piqueteros à la coopérative EMETELE », *Les coopératives d'habitants: méthodes, pratiques et formes d'un autre habitat populaire*, Bruxelles, Bruylant, p. 389-394.
- MARCHAND M.-P., « Le Village vertical : la longue marche d'une coopérative d'habitants à Villeurbanne », *Métropolitiques*, 2012, [En ligne], mis en ligne le 9 janvier 2012.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/La-nebuleuse-de-l-habitat.html>. Consulté le 20/05/14.
- MAURY Y., 2009, *Les coopératives d'habitants: méthodes, pratiques et formes d'un autre habitat populaire*, Bruxelles, Bruylant, 432 p.
- MAURY Y., 2014, « Les injonctions paradoxales de la coopération sociale », in Collectif CHARECOOP (éd.), *Les coopératives d'habitants, des outils pour l'abondance. Repenser le logement abordable dans la cité du XXI^{ème} siècle*, CHAIRECOOP, 438p
- RABINOVICH A. et POSCHET L., 2006, *Vivre autrement. La Coopérative de l'habitat associatif (CoDHA), Evaluation comparative de deux réalisations d'habitat collectif à Genève*, Office Fédéral du Logement, 223 p.

BIBLIOGRAPHIE SUR L'ANTICAPITALISME ET L'ANARCHISME

- BASCHET J., 2010, « Anticapitalisme / post-capitalisme », *Réfractations*, n° 25, p. 47-56.
- KROPOTKINE P., 1892, *La Conquête du pain*, Paris, Tresse et Stock, 299 p. Livre librement accessible en ligne.
URL : https://fr.wikisource.org/wiki/La_Conqu%C3%AAt_e_du_pain. Consulté le 6 juin 2014.

PELLETIER Ph., 2013, *Géographie et anarchie: Élisée Reclus, Pierre Kropotkine, Léon Metchnikoff et d'autres*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 631 p.

P. M., 2013, *Bolo' bolo*, Paris, l'Eclat, 235 p.

WHITE D. F. et KOSSOFF G., 2011, « Anarchisme, libertarisme et environnementalisme : la pensée anti-autoritaire et la quête de sociétés auto-organisées », *Ecologie & politique*, vol. 41, n° 1, p. 145-171.

BIBLIOGRAPHIE SUR LE COOPERATISME ET L'ANARCHISME EN ESPAGNE ET EN CATALOGNE

AFINIDAD REBELDE, 2012, « Rebelaos » [Rebellez-vous] [En ligne]

URL : <https://www.rebelaos.net/>, consulté le 25 mai 2014.

AYMERICH CRUELLS J., 2008, *Las Cooperativas y las colectivizaciones obreras en Catalunya como modelos de gestión colectiva : proceso de regulación legal, 1839-1939* [Les Coopératives et les collectivisations ouvrières en Catalogne comme modèles de gestion collective: processus de régularisation légale, 1839-1939], Thèse de doctorat de droit, Université de Barcelone, Barcelone, 567 p.

AYMERICH CRUELLS J., 2011, « Ara fa setanta-cinc anys. Cooperatives i col·lectivititzacions obreres a Catalunya (1936-1939). ¿Convivència o enfrontaments? » [Il y a soixante-cinq ans. Les coopératives et les collectivisations ouvrières en Catalogne (1936-1939). Coexistence ou affrontements ?], *Roca Gales*, n° 348, p. 17-21.

BENEYTO FALAGAN N., 2013, « La colonia Santa Eulalia como utopía del territorio: procesos de colonización interior en España a finales del siglo XIX » [La colonie Santa Eulalia comme terre d'utopie : processus de colonisation intérieure en Espagne à la fin du XIXe siècle.], *GeoGraphos. Revista Digital para Estudiantes de Geografía y Ciencias Sociales*, vol. 4, n° 46, p. 322-354.

BOLLOTEN B., 1977, *La Révolution espagnole: La Gauche et la lutte pour le pouvoir*, Paris, Ruedo Ibérico, 564 p.

CIVITAS, 1918, « La Sociedad Cívica la Ciudad Jardín en 1917. Memoria del Ejercicio » [La Société Civique la Cité-Jardin en 1917. Rapport de l'Exercice], *Civitas*, n° 14, p. 206-209.

DALMAU TORVA M. et MIRO I., 2010, *Les Cooperatives obreres de Sants: autogestió proletària en un barri de Barcelona (1870-1939)* [Les Coopératives ouvrières de Sants : autogestion prolétaire dans un quartier de Barcelona (1870-1939)], Barcelona, La Ciutat Invisible, 348 p.

ESTIVILL J., 1979, « Cooperativisme », *Ictineu: diccionari de les ciències de la societat als Països Catalans: segles XVIII-XX*, F. Artal éd., Barcelona, Edicions 62, p. 126-130.

FERRATON C., 2007, *Associations et coopératives: une autre histoire économique*, Ramonville Saint-Agne, Érès, 239 p.

- GARAU M., 2010, « Un reto desconocido de Joan Peiró i Belis: integrar cooperativismo, cultura y revolución social » [Un défi inconnu de Joan Peiró Belis : relier coopératisme, culture et révolution sociale], *Cercles. Revista d'història cultural*, n° 13, p. 201-220.
- MASJUAN E., 2000, *La ecología humana en el anarquismo ibérico: urbanismo « orgánico » o ecológico, neomalthusianismo y naturismo social* [L'écologie humaine dans l'anarchisme ibérique : urbanisme "organique" ou écologique, néo-malthusianisme et le naturisme social], Barcelona, Icaria, 504 p.
- MASJUAN E., 2006, « La cultura de la naturaleza en el anarquismo ibérico y cubano » [La culture de la nature dans l'anarchisme ibérique et cubain], *Signos Históricos*, n° 15, p. 98-123.
- MONTOLIU C., 1912, *La Ciudad-Jardín* [La Cité-Jardin], Barcelona, Publicaciones de la Sociedad Cívica La Ciudad-Jardín, 31 p.
- PEIRÓ OLIVES J., 1978, *Juan Peiró: teórico y militante del anarcosindicalismo español* [Juan Peiró: théoricien et militant de l'anarchosyndicalisme espagnol], Barcelona, Foil, 144p.
- PEREZ BARO A., 1966, *Cooperació i cooperativisme* [Coopération et coopératisme], Barcelona, Bruguera, 110 p.
- PEREZ BARO A., 1972, *Les cooperatives a Catalunya* [Les coopératives en Catalogne], Barcelona, Institut d'estudis catalans, 123 p.
- YAGÜE AVIÑO A., 2013, *El cooperativisme llibertari com a eina de transformació social: el cas de la Cooperativa Integral Catalana* [Le coopératisme libertaire comme outil de transformation sociale : le cas de la Coopérative Intégrale Catalane], Mémoire de Master en Economie sociale, Universitat de València, 91 p.

BIBLIOGRAPHIE SUR LE SECTEUR DU LOGEMENT EN CATALOGNE

1. Les colonies industrielles catalanes

- COLOMER P., COMAS M.-R. et LLINARES M.-C., 1996, *Borgonyà: una colònia industrial del Ter: 1895 – 1995* [Borgonyà : une colonie industrielle du Ter : 1895-1995], Vic, Eumo, 444 p.
- DOREL-FERRE G., 2011, « Les colonies industrielles catalanes, un patrimoine exceptionnel mais encombrant », *Rives méditerranéennes*, n° 38, n° 1, p. 43-56.
- FERRER A., 2008, « Alojarse a las masas en el siglo XX » [Loger les masses au XXe siècle], in Dorel-Ferré, G. (éd.), *Vivienda obrera y colonias industriales en la península Ibérica (actas)* [Les logements ouvriers et des colonies industrielles de la péninsule Ibérique], Terrassa, Museu de la Ciència i de la Tècnica de Catalunya, p. 298-304.
- SERRA R., 2011, « Industrial colonies in Catalonia » [Les colonies industrielles en Catalogne], *Catalan Historical Review*, n° 4, p. 101-120.

2. Le logement et le secteur immobilier en Espagne et en Catalogne

ALGABA CALVO A., « Trilla, Carme. La política de l'habitatge en una perspectiva europea comparada » [Trilla, Carme. La politique du logement dans une perspective européenne comparative], *GeoCrítica*, vol. 9, n° 501, 2004, [En ligne], mis en ligne le 30 mars 2004.

URL : <http://www.ub.edu/geocrit/b3w-501.htm>. Consulté le 22 mai 2014.

BERNAL B., 2008, « ¡Todos propietarios! Una « feliz idea » de la doctrina social de la Iglesia » [Tous propriétaires! Une « heureuse idée » de la doctrine sociale de l'Église], in Dorel-Ferré, G. (éd.), *Vivienda obrera y colonias industriales en la península Ibérica (actas)* [Les logements ouvriers et des colonies industrielles de la péninsule Ibérique], Terrassa, Museu de la Ciència i de la Tècnica de Catalunya, p. 273-277.

GOMEZ JIMENEZ M.-L., 2004, *La intervención administrativa en el sector de la vivienda* [L'intervention administrative dans le secteur du logement], Thèse de doctorat de Droit, Université de Málaga, 997 p.

IZCARA C., 2008, « Las casas baratas en Calella. La construcción del barrio de Pequín, 1925-1934 » [Les maisons bon marché en Calella. La construction du quartier de Pequín, 1925-1934], in Dorel-Ferré, G. (éd.), *Vivienda obrera y colonias industriales en la península Ibérica (actas)* [Les logements ouvriers et des colonies industrielles de la péninsule Ibérique], Terrassa, Museu de la Ciència i de la Tècnica de Catalunya, p. 241-246.

MULLOR L., 2009, « A Proposal for the Spanish Mortgage and Housing Market », *Mortgage Info*, n° 1, p. 1-2.

NAREDO J.-M., 2013, « Genèse et conséquences du modèle immobilier espagnol », In COUDROY DE LILLE, L., VAZ, C., VORMS, C. (dir.), *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970. La ville, la démocratie et le marché*, Presses Universitaires de Rennes., Rennes, p. 177-190.

TATJER M., 1998, « Los orígenes de la vivienda social en Barcelona : las cooperativas de vivienda en el primer tercio del siglo XX » [Les origines du logement social à Barcelone : les coopératives de logements durant le premier tiers du XXème siècle], in Capel, H., Linteau P. (coord.), *Barcelona-Montreal. Desarrollo urbano comparado*, Universidad de Barcelona., Barcelona, p. 413-434.

VORMS Ch., « Surproduction immobilière et crise du logement en Espagne », *La Vie des idées*, 2009, [En ligne], mise en ligne le 12 mai 2009.

URL : <http://www.laviedesidees.fr/Surproduction-immobiliere-et-crise.html>. Consulté le 4 juin 2014.

VORMS Ch., 2013, « Madrid années 1950 : la question des baraques », *Le Mouvement Social*, vol. 4, n° 245, p. 43-57.

LA VILLE ET LES MOUVEMENTS SOCIAUX EN CATALOGNE

- CAPEL SAEZ H., 2009, *Le modèle Barcelone*, Paris, France, Economica : Anthropos.
- CAPEL SAEZ H., 2013, « Urbanisme, politique et économie : pour une approche comparée de l'Espagne et de la France », in Coudroy de Lille, L., Vaz, C., Vorms, C. (dir.), *L'urbanisme espagnol depuis les années 1970. La ville, la démocratie et le marché*, Presses Universitaires de Rennes., Rennes, p. 245-261.
- CASTELLS M. *et al.*, 1970, « Reconquête urbaine et rénovation-déportation à Paris », *Sociologie du Travail*, n° 4, p. 488-514.
- MAKHLOUF DE LA GARZA M., 2014, « Transformaciones urbanísticas y movimientos vecinales actuales. El caso de la Barceloneta, Barcelona » [Transformations urbaines et mouvements de quartier actuels. Le cas de la Barceloneta, Barcelone], *La apropiación de lo urbano: ciudadanía y participación* [L'appropriation de la ville : citoyenneté et participation], El control del espacio y los espacios de control, XIII Coloquio Internacional de Geocrítica, 5 mai 2014, Université de Barcelona, 15 p.
- MANSILLA LÓPEZ J.-A., 2014, « La Flor de Maig somos nosotros. Geografía urbana de la memoria en Poblenou, Barcelona », *La apropiación de lo urbano: los actores* [L'appropriation de la ville : les acteurs], El control del espacio y los espacios de control, XIII Coloquio Internacional de Geocrítica, 5 mai 2014, Université de Barcelona, 18 p.
- TER MINASSIAN H., 2009, *Ciutat Vella entre rehabilitation et gentrification politiques publiques et changements sociaux dans le centre ancien de Barcelone (1980-2008)*, Thèse de doctorat de géographie, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Université de Barcelona, Paris, 572 p.
- VORMS Ch., « Barcelone : mobilisations locales ou désespoir global ? », *Métropolitiques*, 2011, [En ligne], mise en ligne le 30 novembre 2011.
URL : <http://www.metropolitiques.eu/Barcelone-mobilisations-locales-ou.html>.
Consulté le 4 juin 2014.

OUVRAGE LITTÉRAIRE

- MACHADO A., 1974, *Campos de Castilla*, Madrid, Cátedra, 183 p.

Sitographie

Site web d'institutions et d'organismes publics ou privés

http://www20.gencat.cat/portal/site/culturacatalana/menuitem.be2bc4cc4c5aec88f94a9710b0c0e1a0/?vgnextoid=841c5c43da896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnextchannel=841c5c43da896210VgnVCM1000000b0c1e0aRCRD&vgnextfmt=detall2&contentid=d66f3c084ded7210VgnVCM1000008d0c1e0aRCRD&newLang=fr_FR

Site de la Généralité de Catalogne. Page traitant des origines du mouvement ouvrier en Catalogne. Consulté le 27 mai 2014.

http://www20.gencat.cat/portal/site/territori?newLang=es_ES

Site de la Généralité de Catalogne, Service du Territoire et de la Durabilité. Consulté le 14 juin 2014.

<http://www.rocagales.cat/>

Site web de la principale fondation privée de promotion du coopératisme en Catalogne. Consulté le 20 juin 2014.

Sites web traitant de l'aspect touristique des colonies industrielles catalanes

<http://www.altanoia.info/cat/Punts-d-Interes/Ca-La-fou-o-Colonia-Marcad>

Site touristique de la région Alta Anoia. Consulté le 26 mai 2014.

<http://www.poblesdecatalunya.cat/element.php?e=4344>

Site ayant pour objectif la divulgation du patrimoine historique et artistique des municipalités catalane sur Internet. Consulté le 26 mai 2014.

<http://www.xatic.cat/ca/llocs-per-visitar/colonies-industrials/64>

Site de la *Xarxa de Turisme Industrial de Catalunya* (XATIC), association promouvant une offre de tourisme industriel en Catalogne. Consulté le 28 mai 2014.

Sites web traitant des mouvements sociaux à Barcelone

<http://afectadosporlahipoteca.com/>

Site internet de la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (PAH) nationale. Consulté le 6 juin 2014.

<http://www.bastamag.net/Les-Indignes-espagnols-se-battent>

Site Basta !, site d'informations indépendant sur les enjeux sociaux et environnementaux. Consulté le 5 juin 2014.

<http://fr.euronews.com/2014/06/01/barcelone-une-maree-humaine-pour-reconstruire-un-squat-emblematiche/>

Site d'Euronews, chaîne de télévision internationale d'information en continu. Consulté le 6 juin 2014.

<http://unilliure.cat/>

Site internet du Réseau des Universités Libres de Catalogne. Consulté le 6 juin 2014.

Sites web traitant des activités de la Coopérative Intégrale Catalane

<http://www.autogestion.asso.fr/?p=2337>

Site internet de l'Association Autogestion, ayant pour objectif de promouvoir l'éducation populaire concernant l'autogestion. Consulté le 9 juin 2014.

<http://www.aureasocial.org/>

Site du PAIC Aurea Social, un projet de la CIC ayant pour but de développer un espace de santé, d'éducation et d'autogestion. Consulté le 26 mai 2014.

<https://cooperativa.cat/>

Site internet de la Coopérative Intégrale Catalane (CIC), une structure régionale autogérée dans le but de créer une initiative de transition cherchant à construire une alternative au système capitaliste. Consulté le 9 juin 2014.

<https://cooperativa.ecoxarxes.cat/pages/view/44165>

Ecoxarxes. Réseau social de la Coopérative Intégrale Catalane, permettant aux groupes et aux individus de la CIC de s'organiser et d'échanger des informations. Consulté le 26 mai 2014.

https://cooperativa.ecoxarxes.cat/g/bus_cooperatiu

Page web du projet d'autobus coopératif de la CIC (PAIC). Consulté le 26 mai 2014.

<http://ecorezodunantais.eklablog.com/>

Site de l'EcoRéseau du Pays Nantais. Consulté le 26 mai 2014.

<http://population.com/article-et-video-la-cooperative-integrale-catalane-reponse-a-la-crise-et-construction-d-une-autre-societe/>

Site internet *population.com*, base d'information sur la démocratie directe et les assemblées locales d'habitants. Consulté le 9 juin 2014.

<https://rebelaos.net/>

Site du journal gratuit *Rebelaos* (Rebellez-vous!) tiré en 2012 à 500 000 exemplaires et disponible en quatre langues différentes (catalan, castillan, basque et portugais). Consulté le 26 mai 2014.

<http://roig21crea.org/>

Site du PAIC Roig 21, un projet de la CIC d'un espace coopératif collectivisé d'un édifice urbain en plein centre de Barcelone. Consulté le 26 mai 2014.

<http://www.sindominio.net/hackmeeting/index.php/Portada>

Site web du Hackmeeting de 2012 organisé à Calafou. Consulté le 13 juin 2014.

<http://som.cooperativa.cat/>

Site du PAIC *Som Comunitat*, une expérience de travail et de vie impulsé par la CIC pour développer une manière durable et humaine de vivre et d'interagir avec l'environnement. Consulté le 26 mai 2014.

Sites web en lien avec « l'affaire du Robin des Banques »

<http://cequillfautdetruire.org/spip.php?article1809>

Site des archives du journal *CQFD*, *Ce qu'il faut dire, détruire, développer*. Mensuel de critique et d'expérimentations sociales. Consulté le 26 mai 2014.

<http://enricduran.cat/es/historia-de-los-hechos/>

Site personnel d'Enric Duran (le « Robin des banques »). Il revient ici sur l'histoire de sa condamnation. Consulté le 26 mai 2014.

<http://enricduran.cat/comunique-de-enric-duran-face-a-un-jugement-qui-pourrait-se-convertir-en-farce/>

Site personnel d'Enric Duran (le « Robin des banques »). Il revient ici sur « la farce » de sa condamnation. Consulté le 26 mai 2014.

Sites web traitant de Calafou

<https://calafou.org/>

Site internet de Calafou, la « colonie éco-industrielle postcapitaliste ». Consulté le 9 juin 2014.

<https://calafou.org/es/content/acerca-de>

Site internet de Calafou, présentation du projet. Consulté le 20 juin 2014.

<https://calafou.org/es/content/2nda-formaci%C3%B3n-seguridad-digital-y-activismo-0>,

Site internet de Calafou, présentation de l'événement « Sécurité digitale et activisme » organisé à Calafou. Consulté le 13 juin 2014.

<https://www.youtube.com/watch?v=VYqRxwA6S0>

Interview vidéo de Dídac Costa au sujet du projet de Calafou. Consulté le 15 juin 2014.

<http://enricduran.cat/es/calafou-la-colonia-industrial-2/>

Site personnel d'Enric Duran (le « Robin des banques »), concernant ici une présentation du projet de Calafou. Consulté le 15 juin 2014.

<http://www.furnessphotography.com/blog/on-the-road-calafou-work>

Site web de Lisa Furness (photographe). Consulté le 21 juin 2014.

<http://oseeurope.org/2011/09/visit-to-ca-la-fou/>

Site web d'Open Source Ecology Europe, un projet de création de machinerie libre. Vidéos de la visite du groupe à Calafou en septembre 2011. Consulté le 12 juin 2014.

<http://www.viladepiera.cat/actualitat/noticies/2011/11/14/xerrada-sobre-cooperativisme>

Site web de la commune de Piera traitant d'une discussion sur le coopératisme réalisée à Piera par deux membres de Calafou. Consulté le 13 juin 2014.

<http://www.rebellion.org/noticia.php?id=124907>

Site internet rebellion.org, médiateur alternatif en langue espagnole. Entretien avec Dídac S. Costa, publié le 24 mars 2011. Consulté le 11 juin 2014.

<http://www.laxarxa.com/actualitat/infolocal/catalunya-central/noticia/l-espai-autogestionat-de-ca-la-fou-recupera-l-esperit-de-les-col-lectivitzacions-industrials-del-36>

Médias local catalan, présentation du projet de Calafou. Consulté le 20 juin 2014.

Sites web des partenaires de Calafou

<https://www.community-exchange.org/>

Site web de la Community Exchange System permettant de réaliser des échanges en monnaie sociale (le CES). Consulté le 26 mai 2014.

<http://www.proyectofiare.com/web/>

Site web de la banque éthique *Fiare Banca ética*. Consulté le 12 juin 2014.

<http://opensourceecology.org/gvcs/>

Site web d'Open Source Ecology, un projet de création de machinerie libre. Consulté le 11 juin 2014.

Sites web concernant les habitats alternatifs

<http://calcases.info/>

Site web de la coopérative d'habitants de cession d'usage de Cal Cases située entre Manresa et Vic (Province de Barcelone). Consulté le 13 juin 2014.

<http://canbatllo.wordpress.com/>

Site web du projet de « récupération » de l'ancienne usine textile de Can Batlló (La Bordeta, Barcelone) par les habitants du quartier. Consulté le 15 juin 2014.

<http://cooperasectv.barripoblesec.org/cooperasec-2012/habitatge/>

Site internet de l'Assemblée de Quartier de *Poble Sec* (Barcelone). Interview de Ada Colau (de la PAH) et de Enric Duran (de la Coopérative Intégrale Catalane) sur le sujet du logement alternatif dans le contexte de crise à Barcelone. Consulté le 6 juin 2014.

Articles de presse

Cooperatismo, 1917 (n° 56).

Cooperatismo, 1918 (n° 84).

El País, 1er juin 2014, « Las caras del conflicto de Can Vies » [Les visages du conflit de Can Vies].

El Periódico, 24 novembre 2011, « El fiscal pide 8 años de cárcel para el 'Robin Hood de los bancos' por estafa » [Le Procureur demande 8 années de prison pour le «Robin des Bois des banques» pour fraude].

La Directa, 19 septembre 2013, « “És legítim recuperar des de l'audàcia col·lectiva la part que es pugui dels diners que ens estafen” » [Il est légitime de récupérer par l'audace collective le plus possible de cet argent qu'ils nous escroquent].

La Vanguardia, 21 février 2014, « El modelo escandinavo de viviendas « Andel » arraiga en Catalunya » [Le modèle scandinave de logement « Andel » s'enracine en Catalogne].

Le Monde, 15 février 2010, « L'Espagne rattrapée par les excès de la bulle immobilière ».

Le Monde, 7 décembre 2010, « Faute de moyens pour se loger, des Espagnols tentent d'obtenir un appartement à prix réduit par tirage au sort ».

Le Monde, 15 novembre 2011, « A Barcelone, la crise économique délabre le tissu social ».

Le Monde Diplomatique, décembre 2012, « Habitat coopératif, verrou contre la spéculation ».

Libération, 5 mars 2008, « A Barcelone, le boom des loyers ne ménage pas les trentenaires ».

Libération, 11 juillet 2011, « En Espagne, les Indignés mobilisés contre les expulsions ».

Libération, 9 avril 2014, « En Espagne, les anti-expulsions bloquent des succursales de Banco Popular ».

Politis, 11 février 2013, « Enric Duran, le «Robin des banques», seul devant la justice espagnole ».

Silence, décembre 2012, « Où en est la Coopérative Intégrale Catalane ? ».

Sources statistiques

http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=une_rt_m&lang=fr

Site d'Eurostat, direction générale de la Commission européenne chargée de l'information statistique. Consulté le 5 juin 2014.

Eurostat, Urban Audit, données 1991-2012.

Instituto Nacional de Estadística (INE), 21 décembre 2012.

URL : <http://www.ine.es/prensa/np761.pdf>, consulté le 28 juin 2014.

Instituto Nacional de Estadística (INE) et Département du Territoire et de la Durabilité. Ministre du logement et du renouvellement urbain. 2013.

URL : <http://www.idescat.cat/pub/?id=aec&n=718&lang=es>, consulté le 28 juin 2014.

Autres sources

Contrat de location avec option d'achat de la colonie industrielle de Ca l'Afou.

Comptes économiques de la colonie de Calafou, mai 2014.

Comptes rendus des assemblées de Calafou, 2011-2014.

Comptes rendus des groupes de travail de Calafou, 2011-2014.

Comptes rendus des réunions de « vision commune » de Calafou, mars-avril 2014.

Documents récapitulatifs du groupe *Economie* de Calafou, janvier 2014.

Plaquettes d'informations de la CIC.

Plaquettes d'informations de l'*Ecoxarxa d'Anoia* (Ecoréseau d'Anoia).

Annexes

Table des Annexes

Annexe 1 : Liste des entretiens	187
Annexe 2 : Questionnaire des entretiens semi-directifs	189
Annexe 3 : Questions du questionnaire dispensé aux habitants de Calafou.....	191
Annexe 4 : Les principales valeurs de la CIC	194
Annexe 5: Visite guidée de Calafou	195
Annexe 6 : Texte d'une visiteuse de Calafou proposant sa vision du projet.....	199

Annexe 1 : Liste des entretiens

Liste des entretiens réalisés

Ne sont répertoriées ici que les rencontres ayant donné lieu à un entretien semi-directif. Ainsi, les assemblées, réunions ou discussions informelles réalisées avec les habitants de Calafou ou bien avec les membres du mouvement pour le droit au logement catalan ne sont pas répertoriées ici.

Entretiens avec les habitants de Calafou

1. Habitant actuel de Calafou, ayant rejoint le projet en 2012. Réalisé en mars 2014.
2. Habitant actuel de Calafou, ayant rejoint le projet en 2012. Réalisé en mars 2014.
3. Habitante actuelle de Calafou, ayant rejoint le projet en 2012. Réalisé en mars 2014.
4. Habitante actuelle de Calafou, ayant rejoint le projet en 2012. Réalisé en mars 2014.
5. Habitant actuel de Calafou, ayant rejoint le projet en 2012. Réalisé en avril 2014.
6. Habitant actuel de Calafou, ayant rejoint le projet en 2013. Réalisé en mars 2014.
7. Habitant actuel de Calafou, ayant rejoint le projet en 2013. Réalisé en mars 2014.
8. Habitant actuel de Calafou, ayant rejoint le projet en 2013. Réalisé en mars 2014.

Entretiens avec les fondateurs et habitants de Calafou

9. 'Lluís' : Cofondateur théorique, cofondateur pratique et habitant actuel de Calafou. Réalisé en mars 2014.
10. 'Sonia' : cofondatrice pratique et habitante actuelle de Calafou. Réalisé en avril 2014.
11. Cofondateur pratique³⁸⁶ et habitant actuel de Calafou. Réalisé en avril 2014.
12. Cofondatrice pratique et habitante actuelle de Calafou. Réalisé en mars 2014.
13. Cofondatrice pratique et habitante actuelle de Calafou. Réalisé en avril 2014.

Entretiens avec les anciens habitants de Calafou

14. Dídac S. Costa : Fondateur théorique, fondateur pratique et ancien habitant de Calafou. Sociologue de profession.
15. Ancienne habitante de Calafou

Entretiens avec les partenaires³⁸⁷ de Calafou

16. Coordinateur de la banque éthique *Fiare Catalogne*. Réalisé en avril 2014.
17. Maria José Meseguer, juriste et avocate spécialiste des questions de logement et membre de l'association SostreCívic³⁸⁸. Réalisé en avril 2014.
18. Raül Robert, fondateur et membre de l'association SostreCívic. Réalisé en mai 2014.
19. Membres de la *Commission logement* et de la *Commission juridique* de la Coopérative Intégrale Catalane. Réalisé en mai 2014.
20. Membre de la *Plateforme des Affectés par L'Hypothèque* (PAH) de l'Anoia, membre de l'Ecoréseau de l'Anoia. Réalisé en avril 2014.
21. Membre cofondatrice de la *Plateforme des Affectés par L'Hypothèque* (PAH) de l'Anoia. Réalisé en avril 2014.

Liste des discussions, assemblées et réunions auxquelles nous avons assisté

³⁸⁶ « Fondateur pratique » signifie que l'habitant a participé à l'inauguration de Calafou en juin 2011.

³⁸⁷ Certains de ces partenaires ne le sont plus aujourd'hui.

³⁸⁸ Elle a 14 ans d'expérience comme technicienne supérieure et conseillère en politiques de logement et droit environnemental, dans le milieu académique et l'Administration Publique.

Assemblées et réunions à Calafou

- Quatre assemblées de gestion de Calafou. Mars et avril 2014, Calafou.
- Réunion du groupe de travail « Vision Commune ». Mars 2014, Calafou.
- Réunion du groupe de travail « Réhabilitation ». Mars 2014, Calafou.
- Réunion du groupe de travail « Economie ». Mars 2014, Calafou.

Assemblées, réunions-discussions et colloques hors de Calafou

- Réunion-discussion de présentation du modèle de cession d'usage de l'association *SostreCívic*. Mars 2014.
- Assemblée générale nationale de *Fiare Banca ética*. Avril 2014, Barcelone.
- Assemblée de la PAH de l'Anoia. Avril 2014.
- L'Altre Forum³⁸⁹. Cycle de conférence traitant de l'histoire du coopératisme, de communautés autogérées (dont Calafou), etc. Avril 2014. Barcelone.
- *El control del espacio y los espacios de control* [Le contrôle de l'espace et les espaces de contrôle]³⁹⁰. 13e Colloque International de *Geocrítica*. Mai 2014, Barcelone.

Liste de quelques discussions informelles réalisées

- Habitants de Calafou. Novembre 2013 ; mars, avril 2014.
- Visiteurs de Calafou. Mars, avril 2014.
- Ancien habitant de la colonie industrielle textile de Ca la Fou à l'époque de son fonctionnement. Mars 2014.
- Quelques membres de la PAH de l'Anoia. Avril 2014.
- Quelques membres de l'Ecoréseau de l'Anoia. Avril 2014.
- Quelques membres de la Coopératives Intégrale Catalane. Mars, avril, mai 2014.
- Quelques membres d'Architectes Sans Frontière. Novembre 2013.
- Quelques membres du mouvement *okupa* de Barcelone. Mars, avril, mai, juin 2014.

³⁸⁹ Le programme du forum : <http://laltreforum.wordpress.com/programa-2/>, consulté le 26 juin 2014.

³⁹⁰ Le programme du colloque : <http://www.ub.edu/geocrit/xiii-coloq-programa.htm>, consulté le 26 juin 2014.

Annexe 2 : Questionnaire des entretiens semi-directifs

Entretien semi-directif pour les habitantes et les habitants de Calafou

Informations générales sur l'habitant-e

- 1) Depuis combien de temps vivez-vous à Calafou ?
- 2) Possédez-vous un logement personnel à Calafou ou bien vivez-vous dans le dortoir collectif (la *Casa Roja*) ?
 - Dans les deux cas : Habitez-vous seul-e ou à plusieurs ?
 - Si « à plusieurs » : A combien ? Avec qui ? (ami-e-s, conjoint-e, enfants, etc.).
- 3) Avez-vous vécu ailleurs dans Calafou ?

Trajectoire et choix résidentiel

- 4) Où habitiez-vous avant de venir vivre à Calafou ? Localisation et statut du logement (location, propriétaire, chez les parents, squat, etc.).
 - Viviez-vous avec d'autres habitants actuels ou passés de Calafou ?
- 5) Comment avez-vous connu Calafou ?
- 6) Pourquoi avez-vous choisi de vivre à Calafou ?
- 7) Comment avez-vous obtenu ce logement ? L'avez-vous choisi ou vous l'a-t-on assigné ? Et comment cela s'est-il déroulé ?
- 8) Combien payez-vous pour vivre à Calafou, et à qui donnez-vous l'argent ?
- 9) Aujourd'hui, de quoi sont constituées vos ressources ? (emploi, pension de retraite, allocation chômage, etc.).

La vie à Calafou (aspects personnels)

- 10) Quelle est la superficie de votre logement, et en êtes-vous satisfait-e ?
- 11) Comment votre logement est-il chauffé ? Avez-vous l'eau courante ?
- 12) Avez-vous construit une salle de bain et des toilettes dans votre appartement ? Utilisez-vous plus les collectifs ? Avez-vous installé une cuisine dans votre appartement ?
- 13) Avez-vous participé à la réhabilitation de votre logement ou bien êtes-vous arrivé après sa réhabilitation ?
- 14) Passez-vous beaucoup de temps à aménager et à nettoyer votre logement (combien) ? Pour vous, est-ce une chose importante que d'avoir un logement confortable ?
- 15) Combien payez-vous votre logement ? Et à qui donnez-vous l'argent ?
- 16) Quelle est votre opinion concernant votre logement ? En êtes-vous satisfait ? (Confort, ambiance, etc.). Si oui ou non, pourquoi ?
- 17) Parvenez-vous à trouver une intimité à Calafou ?
- 18) Passez-vous plus de temps dans les espaces collectifs ou dans votre logement ? Pourquoi ?
- 19) Mangez-vous régulièrement dans la cuisine collective ou plus dans votre logement ? Pourquoi ?
- 20) Quand et quelle fut la dernière tâche ménagère que vous avez réalisé dans les espaces collectifs de Calafou ?
- 21) Qu'est-ce qui vous plaît le plus à Calafou ? Et le moins ?
- 22) Selon vous, qu'est-ce qu'une coopérative d'habitants de manière générale, quel est son but ? En connaissez-vous d'autres ?
- 23) Pour vous, quel serait le logement idéal ?

La vie à Calafou (aspect collectif)

- 24) Quelles sont les règles de cohabitation à Calafou, et comment ont-elles été décidées ?
- 25) Pour vous, est-ce facile de se faire entendre (et respecter) par les autres habitants ?

- 26) Y-a-t-il des conflits concernant le partage de l'espace à Calafou ? (logements, ateliers, etc.). Si oui, comment sont-ils réglés ?
- 27) Selon vous, qu'est-ce qui relie (ou rassemble) les habitant-e-s entre eux (elles) ? Qu'est-ce qui fait « tenir » le groupe ? (Par exemple des valeurs communes...).
- 28) Pensez-vous qu'il existe des relations de pouvoirs et de privilèges à Calafou ? Si oui, décrivez-les.
- 29) Pensez-vous qu'il existe des « groupes d'affinité » à Calafou ? Si oui, quels sont-ils ?
- 30) Quels sont les critères pour pouvoir venir vivre à Calafou ? Comment sont « sélectionné-e-s » les habitant-e-s ?
- 31) Que signifie pour vous la vie en « autogestion » (au quotidien) ? Comment s'organise-t-elle ? De même, selon vous qu'est-ce que la vie en « communauté » ?
- 32) Qu'est-ce que vous aimeriez changer en priorité à Calafou ?
- 33) Pour finir, aimeriez-vous ajouter quelque chose sur le thème du logement et/ou de la cohabitation à Calafou ?

Exemple d'entretien semi-directif pour les fondateurs de Calafou

- 1) Pouvez-vous me parler un peu de la théorie du projet de Calafou (ses objectifs, valeurs, etc.) ?
- 2) Quelles sont les influences du projet ? Y-a-t-il des projets déjà existant qui vous ont inspiré (en Catalogne, en Espagne ou dans le monde) ? Si oui, lesquels ? (par exemple le modèle de coopérative d'habitants Suisse de la CoDHA, des projets de coopératives d'habitants en Amérique Latine, etc.).
- 3) Pourquoi avoir choisi une colonie industrielle textile pour y installer le projet de Calafou ? Et pourquoi cette colonie industrielle textile en particulier et pas une autre ?
- 4) Calafou est-elle une coopérative d'habitants au niveau juridique ?
→ Si oui : Pourquoi avoir développé le projet de Calafou sous le statut d'une coopérative d'habitants ? Avantages / Inconvénients.
- 5) Quelles ont été les grandes étapes de la création de Calafou ?
- 6) Quels ont été les difficultés que vous avez rencontrées pour monter le projet ?
- 7) Quels sont les acteurs que vous avez côtoyés dans ce projet ? (par exemple les associations, la Généralité, *SostreCívica*, *Fiare*, etc.).
- 8) Quels ont été les difficultés que vous avez rencontrées pour monter le projet ?
- 9) Comment s'est déroulé le « choix » (ou la « sélection ») des habitants ? Y-a-t-il eu une « période de test » ? Y a-t-il des critères particuliers à remplir pour habiter à Calafou ?
- 10) Comment l'espace a-t-il été réparti ? Comment avez-vous choisi les emplacements des pièces communes, des logements (etc.) ?
- 11) Si vous vous lanciez de nouveau dans ce projet ailleurs, quelles sont les choses que vous souhaiteriez changer ?

Exemple d'entretien semi-directif pour les acteurs partenaires de Calafou

- 1) Quel fut votre premier contact avec Calafou ? Comment cela s'est-il déroulé ?
- 2) Avec quel membre de Calafou (ou de la CIC) avez-vous tout particulièrement travaillé ? Y avait-il un « représentant » de Calafou (ou de la CIC) ?
- 3) Quel fut votre rôle dans le projet de Calafou ?
- 4) Avez-vous eu de bonnes relations avec les membres de Calafou ?
- 5) Maintenant que le projet est en marche, qu'en pensez-vous ?
- 6) Selon vous quels sont les principaux défauts et les principales qualités de Calafou ?
- 7) Pensez-vous que les projets du type de Calafou ont un avenir dans le domaine du logement en Catalogne ? Et en Espagne ?

Annexe 3 : Questions du questionnaire dispensé aux habitants de Calafou

1) Questions sur votre logement

Où vivez-vous ?

Réponses proposées : Dans un appartement personnel du bloc de logements / dans la Casa Roja / dans le camping (caravane) / dans des conteneurs / autre.

2) Questions sur le confort des lieux de Calafou

Choisissez une réponse et précisez la raison si nécessaire.

a) Choisissez une réponse pour qualifier votre « confort matériel » dans les lieux suivants

Choisissez une réponse pour chaque lieu :

	Je me sens toujours bien ici	La plupart du temps, je me sens bien ici	C'est très variable selon les moments	La plupart du temps, je me sens mal ici	Je me sens toujours mal ici
Logement personnel (logement ouvrier, <i>Casa Roja</i> , caravane, etc.).					
Cuisine collective					
Atelier (menuiserie)					
Salle de bain					
Toilette sèche					
<i>Casa Roja</i>					
Bureau d'Etude					
Jardin potager (Calafou)					
Camping					
Hacklab					
Centre social					
HardLab					
Rivière					
Cour Lorena Bobbit					
Cour de las paletas					
Déchetterie					
Hangar brûlé					
Atelier de mécanique "El noi del sucre"					
Atelier de sérigraphie					
Brasserie					
Atelier de métal					
Eglise					
Maison verte					
Poulailler					
Point recyclage					
Maison jaune					

En général, quelles sont les raisons faisant que les lieux ne sont pas confortables ?

b) Choisissez une réponse pour qualifier votre « confort social » (cohabitation) dans les lieux suivants

[Même tableau que précédemment]

En général, quelles sont les raisons faisant que les lieux ne sont pas confortables ?

3) Volonté d'implication

Y a-t-il des lieux spécifiques à Calafou où vous aimeriez vous impliquer tout particulièrement (en réhabilitation, aménagement, etc.) ?

Choisissez les entrées correspondantes aux lieux et expliquez ce que vous aimeriez y faire.

	Commentaire
Logement personnel (logement ouvrier, <i>Casa Roja</i> , caravane, etc.).	
Cuisine collective	
Atelier (menuiserie)	
Salle de bain	
Toilette sèche	
<i>Casa Roja</i>	
Bureau d'Etude	
Jardin potager (Calafou)	
Camping	
Hacklab	
Centre social	
HardLab	
Rivière	
Cour Lorena Bobbit	
Cour de las paletas	
Déchetterie	
Hangar brûlé	
Atelier de mécanique "El noi del sucre"	
Atelier de sérigraphie	
Brasserie	
Atelier de métal	
Eglise	
Maison verte	
Poulailler	
Point recyclage	
Maison jaune	
Autres	

4) Termes pour qualifier Calafou actuellement

Choisissez cinq termes qualifiant selon vous le projet de Calafou comme il se présente aujourd'hui.

Termes proposés : écologie ; post-capitalisme ; durabilité ; autogestion ; anti-développementalisme ; assembléisme ; coopératisme ; anarchisme ; collectivisme ; communisme ; culture libre ; décroissance ; recyclage ; hippie ; punk ; communisme libertaire ; expérimentation ; développement durable ; autoritarisme ; mouvement *okupa* ; revitalisation rurale ; permaculture ; lieu de Hacker ; féminisme ; queer ; technologies ; artistique ; autres (préciser).

5) Quand vous sortez de Calafou, où allez-vous ?

Citez les trois lieux où vous allez le plus souvent quand vous sortez de Calafou.

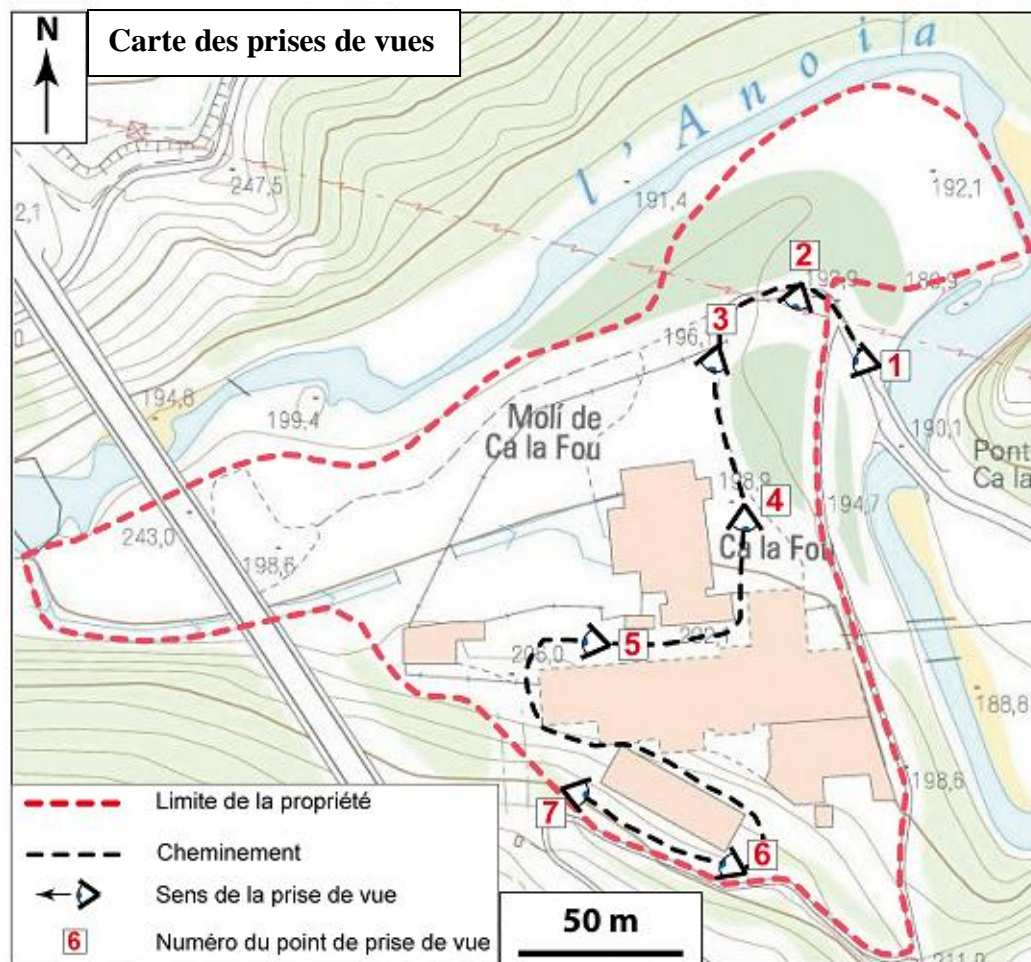
Propositions : Vallbona d'Anoia (jardin communal, bar, restaurant, ami-e-s du village, etc.) ; Piera ; Capellades ; Igualada ; Autres (mais toujours dans la comarque de l'Anoia) ; Barcelona ; International ; Autres (préciser).

Annexe 4 : Les principales valeurs de la CIC



Diego Miralles Buil, 2014. Source : <http://cooperativa.cat/en/>, consulté le 25 juin 2014.

Annexe 5: Visite guidée de Calafou



Diego Miralles Buil, 2014. Source : Institut Cartogràfic de Catalunya

Point n°1 : L'entrée de Calafou



Diego Miralles Buil. Mars 2014.

Point n°2 : Le camping



Diego Miralles Buil. Mars 2014.

Point n°3 : Le bâtiment de la cuisine collective



Diego Miralles Buil. Mars 2014.

Point n°4 : La Casa Roja



Diego Miralles Buil. Mars 2014.

Point n°5 : La Maison Verte



Diego Miralles Buil. Mars 2014.

Point n°6 : Le bloc de logements ouvriers (1/2)



Diego Miralles Buil. Avril 2014.

Point n°7 : Le bloc de logements ouvriers (2/2)



Diego Miralles Buil. Avril 2014.

Annexe 6 : Texte d'une visiteuse de Calafou proposant sa vision du projet

[Cette visiteuse était française. Ainsi, nous n'avons ni traduit ni retouché son texte]

Espace. Temps.

Deux paramètres qui se retrouvent être les bases des contextes que nous expérimentons, appréhendons.

Relation au temps, définitions(s) que nous lui accordons, considération du nôtre et celui des autres.

Séparation. *Temps libre* (?).

Utilisation, appropriation, -revendication- de l'espace et du temps qui modèlent et agissent sur les relations que nous entretenons, *ensemble*.

Calafou.

Lieu (ou espace?) où ces deux constituants de la structure, du noyau, se décomposent et s'interrogent constamment, se redéfinissent, se déconstruisent, explosent, se désarticulent pour se recomposer, autrement et à plusieurs, en dehors des définitions établies.

Il s'agit d'ouvrir de nouveaux espaces, et de réinventer le temps, propre à chacun, et propre au collectif.

S'entrechoquent dans ces déconstructions les millièmes de chacun.

Car créer ensemble commence par apprendre de l'autre. Connaître les barrières qui restent à franchir pour accéder à la compréhension.

Empathie et non entente. Mise en commun et non homogénéité. Déconstruction et non destruction. Collectif/commun.

Espace/temps. Aller retour de l'un et l'autre, *l'un dans l'autre*, en questionnements permanents. Le temps se dilue, se déforme/se réforme, de nouvelles définitions. S'achève ici la définition du temps libre.

En chantier.

Voilà, c'est peut-être ça. En chantier l'espace, la construction du temps, les définitions, les relations, le quotidien. On reprend tout, car tout recommence.

Une personne passant quelques temps à calafou dit un jour : "c'est drôle, dans les villes tout est ordonné, rangé, mais les gens ont les esprits complètement en vrac, ici c'est l'inverse, tout est désordonné, en vrac, mais les personnes qui l'habitent ont les idées claires.", œil de dessinateur, sûrement, paradoxe bien ciblé.

Cartographie & appréhension. La manière d'habiter se confondant avec l'histoire, le vécu, la construction d'un lieu selon une certaine organisation, sociale, historique, qui n'est plus.

Certains diront qu'un lieu garde ce qu'il a vécu, ou que la construction d'un espace influera sur la manière de l'habiter, même détaché, de ce contexte premier, même avec la volonté d'en reconstruire les bases, d'un système, d'une organisation, d'un vivre ensemble.

La calle mayor de calafou, artère qui traverse les entrées des principaux lieux collectifs, *el camping*, *la casa roja*, *el taller*, *la nave quemada*, *el baño seco*...mais au virage c'est une autre allée qui commence, les habitats, individuels ou partagés, espaces personnels, frontière invisible qui divise l'espace.

Espace. Pour ce que sont les corps, à chaque site, pour la manière dont ils se meuvent, habitent chacun d'une manière différente des espaces construits ensemble. Se croisent les territoires, s'entrechoquent, encore, étincelles.

Y'a pas de pause pour ceux qui créent là où ils vivent, *y'a pas de balises pour le futur*.

Des priorités. Construction de soi/définition par l'activité/temps découpé, pour chacun, même si les phases sont les mêmes, et qu'on les répète tous.

Construction des villes, nouveau paradoxe; des constructions stables, en dedans, et des toits qui n'en finissent pas de tomber, édifices de vie qui embrassent le sol, encore, s'embrase, le noyau des utopies.

Changer d'angle, et reprendre alors ce qui a été délaissé, débris de capitalisme plus à niveau, laissé derrière la grande machine qui continue d'accroître sa vitesse.

En reconstruire les murs, se réapproprier l'espace, et remettre à plat le reste.

Alors oui, il nous faut déconstruire, les statuts créés, les constructions de pouvoir, les hiérarchies invisibles, silencieuses, Hié-narchie/Alié-narchie, les corps habitués, aux déambulations anonymes, aux trajets inutiles, aux relations faussées, aux désirs construits par d'autres, aux auteurs et leurs lecteurs, dualité sans fin des rôles bien tenus, des places à ne pas inter changer. Surtout.

Mais on n'est pas fait pour abandonner ses repères, références. On aime être droit sur nos pieds, l'instabilité c'est pas dans nos mœurs. Alors ça coûte, de faire flancher nos esprits solitaires.

Étincelles encore, et territoires illimités.

Un dimanche, plusieurs feuilles circulèrent au cours des quelques heures d'assemblée : « si calafou était...ce serait...», un livre, un animal, une musique ?

« Un livre sans titre, écrit à la machine à écrire », je me souviens de celle-là.

Une partition.

Partition sans titre en écriture constante, avec ses notes douces, ses failles, ses trous, et ses agressions sonores.

Une partition ouverte, libre et participative, portant les erreurs, de chaque main qui la compose, pour recomposer, sans point final ni titre, sans juste version à l'arrivée, sinon une tentative d'accord avec chacun (des millièmes) des participants.

Sans l'objectif, décidé par avance, qui aura déjà changé quand elle se jouera.

Destruction sociétale,

construire ensemble. Des territoires à partager, un lieu commun, un peu plus que ça ? Des étincelles, des territoires qui s'entrechoquent, des imaginaires faussés, et ses propres utopies à créer.

Louarn

Table des cartes

Carte 1 : Localisation du projet de Calafou (Catalogne, Espagne)	16
Carte 2 : Carte de présentation simplifiée de Calafou.....	17
Carte 3 : Les coopératives barcelonaises fin XIXe et début XXe siècle	39
Carte 4 : Les groupes locaux de la PAH en Espagne	67
Carte 5 : La location des colonies industrielles catalanes (XIXe et XXe siècle)	87
Carte 6 : La nébuleuse des influences du projet de Calafou	94
Carte 7 : Articulation de Calafou entre les trois types de coopératives	103
Carte 8 : Les principaux lieux d’approvisionnement de la cuisine collective de Calafou	142
Carte 9 : Prix du sol et localisation des principales colonies industrielles de Catalogne en 2011	165

Table des photographies

Photographie 1 : La <i>Carbonería</i> , quelques mois avant son expulsion.....	63
Photographie 2 : Le Centre Social de <i>Can Vies</i> en mars 2014.....	63
Photographie 3 : Une manifestation organisée en 2007 à Barcelone par le collectif <i>V de Vivienda</i>	65
Photographie 4 : Calafou au début du XXe siècle.....	85
Photographie 5 : Le bâtiment des logements ouvriers quelques jours après l'arrivée des habitants	111
Photographie 6 : Lieu de l'assemblée hebdomadaire	122
Photographie 7 : Appartement non réhabilité.....	130
Photographie 8 : Appartement réhabilité de manière sommaire	130
Photographie 9 : Appartement réhabilité et murs d'adobe	131
Photographie 10 : Appartement réhabilité (style « <i>loft</i> »).....	131
Photographie 11 : La <i>Casa Roja</i> , l'auberge communautaire de Calafou.....	133
Photographie 12 : Une des trois chambres-dortoirs de la <i>Casa Roja</i>	133
Photographie 13 : Le camping de Calafou et ses habitats mobiles	135
Photographie 14 : Le dernier type d'habitat alternatif de Calafou : les conteneurs.....	135
Photographie 15 : Une peinture représentant la colonie de Calafou	137
Photographie 16 : La Vie face à la Mort ou la Nature face à la Ville ?	137
Photographie 17 : Garde-manger de la cuisine collective après le "recyclage" d'un marché	143
Photographie 18 : Cagettes de nourriture "recyclée"	143
Photographie 19 : L'atelier de menuiserie de Calafou.....	145
Photographie 20 : Une habitante et un habitant de Calafou réalisant une discussion sur le thème de la CIC devant les villageois de Piera	147

Table des figures

Figure 1 : Croquis d'un projet d'habitat de la <i>Coopérative du Logement Bon Marché</i>	49
Figure 2 : Le taux de chômage en Espagne de 2000 à 2013	60
Figure 3 : Les principales valeurs de la CIC	78
Figure 4 : Les trois journaux gratuits auxquels a participé Enric Duran.....	79
Figure 5 : Articulation entre les quatre coopératives de la CIC	81
Figure 6 : Organisation territoriale de la CIC.....	83
Figure 7 : Schéma de l'organisation des coopératives de la CIC à deux échelles	101
Figure 8 : Les acteurs en lien avec le projet de Calafou.....	108
Figure 9 : Statut d'occupation des habitants avant leur venue à Calafou	117
Figure 10 : Localisation des derniers logements des habitants avant leur venue à Calafou ..	117
Figure 11 : Les groupes d'affinité à Calafou	125
Figure 12 : Aperçu du réseau social web de Calafou	126
Figure 13 : Les <i>sorties</i> des habitants de Calafou : entre Barcelone et la comarque d'Anoia .	148
Figure 14 : Termes qualifiant le mieux le projet actuel selon les habitants	157

Table des tableaux

Tableau 1 : Programme de conférences du Premier Congrès Coopératif National de Catalogne (1912)	41
---	----

Table des matières

Remerciements	3
Sommaire	5
Index des sigles	7
Glossaire des termes étrangers	9
Introduction	13
PARTIE 1 Les enjeux de la recherche : les coopératives d'habitants comme solution face à la crise du logement	19
I. Les coopératives d'habitants comme modèle d'accès au logement abordable..	20
A. Le coopératisme, origines d'une notion	20
1. Étymologie d'une notion	20
2. L'histoire d'une notion : le mouvement coopératif	21
B. Coopération et logement, les coopératives d'habitants.....	21
1. Le logement et le coopératisme : les coopératives d'habitants.....	22
2. Les coopératives d'habitants, un outil de lutte contre la spéculation immobilière	23
3. Une tentative de clarification des termes.....	24
II. Méthodologie de la recherche. Les coopératives d'habitants en Catalogne espagnole : le cas de Calafou et la « <i>question centrale de la marge</i> ».....	25
A. Les trois objectifs de la recherche	26
1. La théorie du projet de Calafou	26
2. Le montage du projet.....	27
3. Calafou, cette « autre forme de faire l'habitat » au quotidien	27
B. Méthodologie de la recherche	27
1. La première prise de contact avec la communauté de Calafou	28
a) La recherche de « données froides ».....	28
b) Le premier contact avec les habitants et la redéfinition du projet de recherche	28
2. La recherche participative, une relation à double sens	29
a) Recherche participative, « culture libre » et anonymat.....	29
b) L'implication de l'apprenti-chercheur dans la vie de la communauté.....	30
3. La démarche de terrain : observation participante, réalisation d'entretiens et questionnaires.....	31
a) L'observation participante	31
b) Les entretiens avec les habitants de Calafou.....	32
c) Les entretiens des acteurs du logement.....	33
d) La question de la représentativité de la recherche sur le temps long, un « instantané » de Calafou	33

e) Les questionnaires.....	34
PARTIE 2 La crise du logement en Catalogne espagnole et la solution coopératiste ..	37
I. Coopératisme et coopératives d'habitants en Catalogne.....	38
A. L'émergence du mouvement coopératif catalan.....	38
1. Les prémices du mouvement coopératif catalan : un mouvement fortement ouvrier	38
2. Les deux grands courants du mouvement coopératif catalan	40
3. Un mouvement coopératif catalan mené par le courant modéré et réformiste.....	41
4. Le mouvement coopératif durant la Guerre Civile espagnole : entre coopératisme et collectivisme, vers un coopératisme libertaire ?	42
a) Coopératisme et anarchisme	42
b) Les tensions entre collectivisme et coopératisme durant la Guerre Civile espagnole (1936-1939).....	44
B. Les coopératives de logement et les coopératives d'habitants en Catalogne, une histoire mouvementée	44
1. Cebrià de Montoliu et l'émergence des coopératives d'habitants	46
a) L'émergence du concept de coopératives d'habitants en Catalogne	46
b) Le cas unique de la Société Coopérative du Logement Bon Marché	48
2. Les coopératives de logements catalanes, de l'esprit coopératiste à l'instrumentalisation politique	50
3. L'Espagne, un pays de propriétaire ? Une conception issue du franquisme... ..	52
a) Les coopératives de logements comme outil de production d'habitat abordable	52
b) La création d'un pays de propriétaires.....	53
II. La crise du logement à Barcelone : le boom immobilier	55
A. De la « folie immobilière » à la crise du logement.....	55
1. Le modèle immobilier espagnol face à l'adhésion à l'Union européenne, ou le « <i>pouvoir oligarchique immobilier</i> »	55
2. De l'oligarchie immobilière à la crise du logement : le boom immobilier.....	56
a) L'explosion des crédits hypothécaires	56
b) Un fort écart entre les propriétaires : la fissuration du « Modèle Barcelone »	57
3. La crise bancaire internationale et l'éclatement de la bulle immobilière	58
B. Le renouveau d'un mouvement du droit au logement présent depuis des décennies	60
1. Les associations de voisins	60
2. Le mouvement <i>okupa</i> : squatter pour transformer la vi(II)e	61
3. De la <i>Plateforme pour un logement décent</i> à la <i>Plateforme des Affectés par L'Hypothèque</i> , le logement comme objet de lutte	64
a) Les années 2000 : La Plateforme pour un logement décent et le mouvement « V de Vivienda ».....	64

b)	Année 2008, l'éclatement de la bulle immobilière : La Plateforme des Affectés par L'Hypothèque et la recherche d'un logement d'urgence	66
C.	Le retour des coopératives d'habitants en Catalogne	69
1.	Des coopératives de construction et de logements aux coopératives d'habitants de cession d'usage	69
a)	La promotion des coopératives d'habitants de cession d'usage	69
b)	Du changement de majorité politique à la stagnation de la promotion des coopératives d'habitants	70
2.	Le modèle de cession d'usage développé par l'association <i>SostreCívic</i>	71
3.	La difficile mise en pratique de coopératives d'habitants de cession d'usage	72
PARTIE 3	La coopérative d'habitants de Calafou, de la théorie à la mise en pratique .	75
I.	La Coopérative Intégrale Catalane (CIC)	76
A.	Un court historique de la Coopérative Intégrale Catalane	76
1.	La Coopérative Intégrale Catalane et le développement de l'auto-emploi.....	76
2.	Enric Duran i Giralt, le « Robin des Banques »	78
B.	L'organisation juridique de la CIC	80
C.	L'organisation territoriale de la CIC	81
1.	Les Noyaux d'Autogestion Locale et les Ecoréseaux	81
2.	Les Projets Autonomes d'Initiative Collectivisée (PAICs)	82
II.	L'aspect théorique du projet de Calafou	84
A.	Une colonie industrielle catalane : de la territorialisation à la déterritorialisation de Calafou	84
1.	L'histoire d'une colonie industrielle textile : la <i>Colònia Marçal</i> (ou Ca la Fou)	84
2.	La vie dans une colonie industrielle textile	85
a)	Les colonies industrielles catalanes, entre paternalisme et contrôle social.	85
b)	Le devenir des colonies industrielles textiles : des lieux de vie aux lieux de silence.....	88
B.	Le projet de la Coopérative Intégrale Catalane : la reterritorialisation de <i>Calafou</i> .	89
1.	Le projet de Calafou : un fruit du hasard ?	89
2.	Calafou, un « phalanstère d'un nouveau siècle » au service d'une transformation sociétale radicale.....	90
3.	Les influences du projet de Calafou	91
III.	La mise en pratique du projet : la reterritorialisation de Calafou.....	95
A.	De la découverte de la colonie industrielle textile à son achat.....	95
1.	De la découverte de la colonie au contrat d'arrhes : le choix du propriétaire de la colonie	95
2.	Des visites de Calafou à la recherche d'un groupe d'habitants stable.....	96
a)	Les visites de Calafou, à la recherche de futurs habitants	97

b)	La consolidation du groupe initial	97
3.	Le contrat de location avec option d'achat	98
B.	L'habitat coopératif de Calafou, une coopérative d'habitants en devenir ?.....	99
1.	L'architecture juridique du projet de Calafou	99
a)	L'articulation des coopératives de la CIC.....	99
b)	L'organisation du secteur logement de la CIC.....	100
2.	L'impossibilité légale de s'établir en tant que coopérative d'habitants	101
a)	Calafou, un espace inhabitable ?.....	101
b)	Calafou, de la vie de camping à la location collective à prix abordable ...	102
3.	Calafou, une coopérative d'habitants en devenir ?.....	102
C.	Les partenaires du projet	104
1.	Les conseils de SostreCívic	104
a)	Le rôle de l'association dans le projet de Calafou	105
b)	La divergence entre les deux groupes	105
2.	<i>Fiare Banca ética</i> : la banque de Calafou ?	106
3.	Som Energia	107
D.	Les débuts de la vie à Calafou. Du grand <i>turnover</i> des habitants à la stabilité du groupe-habitants	109
1.	L'appel à volontaire et le campement permanent de la CIC	109
2.	L'assignation des logements.....	109
3.	Les différentes vagues d'arrivées des habitants.....	111
PARTIE 4	Vivre à Calafou : une « autre forme de faire l'habitat »	115
I.	L'organisation des habitants de Calafou	116
A.	Les habitants : une grande hétérogénéité	116
1.	Trajectoire résidentielle, revenus et raisons du choix de Calafou	116
a)	La trajectoire résidentielle des habitants	116
b)	Les revenus des habitants.....	117
c)	Le choix de rejoindre le projet de Calafou.....	118
2.	Le choix des nouveaux habitants et leur trajectoire dans la colonie.....	119
B.	L'organisation de la colonie	121
1.	L'assemblée, l'organe décisionnel de la colonie	121
2.	Les Groupes de Travail, la rotation des tâches et les Groupes d'Affinité	122
a)	Les Groupes de Travail	122
b)	La rotation des tâches.....	123
c)	Une organisation quotidienne par groupe d'affinité	124
3.	Calafou : une colonie de Hackers	125
II.	Calafou, une « autre forme de faire l'habitat »	126
A.	Vivre dans une fabrique désaffectée : la question de la réhabilitation.....	126

1.	La réhabilitation : entre projet individuel et collectif	127
a)	Les gros œuvres et la participation habitante.....	127
b)	L'articulation entre espaces collectifs et individuels dans la réhabilitation de la colonie	127
c)	Réhabiliter son appartement : la relation entre lieu et identité	128
2.	La multiplicité des types d'habitations.....	132
a)	De la Casa Roja à « l'appartement modulaire ».....	132
b)	Le camping, l'habitat mobile et la maison-conteneur de Calafou	134
B.	La mise en place d'une « autre forme de faire l'habitat » : les hackers du quotidien	136
1.	Calafou, un squat d'activité légalisé ?	136
2.	Calafou et la construction du collectif : la question du « vivre ensemble » .	138
3.	La vie à Calafou, hacker le quotidien pour baisser les coûts.....	139
a)	« Dis-moi comment tu manges, je te dirai qui tu es » : l'approvisionnement de la cuisine collective	139
b)	Le Génie technique et le recyclage à Calafou : vers une société postcapitaliste ?	144
C.	Calafou, entre revitalisation rurale et développement d'un mode de vie communautaire	146
1.	Calafou : un projet de revitalisation rural ?	146
2.	Calafou, un projet de communauté ouverte sur le monde extérieur ?	149
D.	La critique du projet par les habitants et les conflits.....	150
1.	La vie conflictuelle de Calafou.....	150
a)	Les conflits d'ordres politiques : approches « assembléiste » et « individualiste »	150
b)	De la séparation spatiale à la ségrégation	151
2.	Les critiques habitantes du projet de Calafou.....	152
a)	La critique habitante des appartements du bloc de logements.....	152
b)	La critique du projet en lui-même.....	153
III.	De l'écart entre théorie et pratique à la reproductibilité du projet	154
A.	De l'île d'Utopie à la Colonne de Fer : la question de l'écart entre la théorie et la pratique.....	155
1.	Un projet écrit à l'avance.....	155
a)	Entre pensées « académique » et « organique »	155
b)	La requalification du projet.....	156
2.	« Le chemin se fait en marchant »	158
3.	Des difficultés financières	159
4.	Le « capital social » exceptionnel de Calafou	160
B.	Calafou, une solution viable et reproductible face à la crise du logement ?	161

1.	Face à la crise du logement, un modèle à développer	161
2.	Calafou, un projet politiquement très marqué	162
3.	Le projet de Calafou à l'épreuve de la reproductibilité	163
a)	La difficulté de l'accès au foncier	163
b)	De la reproduction du modèle au développement d'une fédération de « communautés libres »	166
	Conclusion	169
	Bibliographie et sources	173
	Bibliographie	173
	Sitographie	179
	Articles de presse	183
	Sources statistiques	185
	Autres sources	185
	Annexes	186
	Table des Annexes	186
	Table des cartes	201
	Table des photographies	202
	Table des figures	203
	Table des tableaux	204
	Table des matières	205